JACQUES BORDIOT

LE POUVOIR OCCULTE FOURRIER DU COMMUNISME

" Vague rouge sur l'Europe "

ÉDITIONS DE CHIRÉ

L'auteur

JACQUES BORDIOT

Jacques Bordiot est né en 1900. De formation catholique et maurrassienne, il a fait carrière dans la Marine pendant quelque vingt-cinq ans; les suites d'une maladie contractée en campagne de guerre dite « coloniale » l'ont obligé à l'interrompre.

Il s'est alors dirigé, en 1952, vers le journalisme. Animateur de diverses revues techniques, il a été, pendant huit ans, rédacteur en chef d'un mensuel spécialisé.

C'est à partir de 1967 que son compatriote et grand ami Henry Coston lui demanda sa collaboration à divers ouvrages : *Dictionnaire de la Politique française, Le Secret des dieux* (1968), *Infiltrations ennemies dans l'Eglise* (1970), *Onze ans de malheur* (1970), *Les Causes cachées de la deuxième Guerre Mondiale* (1975).

Depuis 1969, il a écrit pour *Lectures Françaises* de nombreux articles, notamment sur la politique étrangère et plus particulièrement sur les rapports entre les Etats-Unis et l'Europe.

En 1974, il a publié, dans la collection « Documents et Témoignages » que dirige Henry Coston, *Une main cachée dirige...*, dont, malgré le « black-out » presque complet de la presse de tous bords, une réédition corrigée est sous presse. Sa traduction est en cours pour un éditeur américain.

En même temps que *Le Pouvoir occulte fourrier du Communisme*, que nous présentons à nos lecteurs, Jacques Bordiot vient de publier à *La Librairie Française*, la première partie d'une étude, très documentée suivant son habitude, sur *L'Occident démantelé*, dont il prépare la suite.

Il a aussi en projet un essai sur *Les Sociétés secrètes et la Politique.*

LE POUVOIR OCCULTE FOURRIER DU COMMUNISME

" VAGUE ROUGE SUR L'EUROPE "

DU MÊME AUTEUR

à La Librairie Française,
27, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris.

Une main cachée dirige... (1974) (en cours de traduction en américain).

L'Occident démantelé.

COLLABORATIONS

Le Secret des dieux, par Henry Coston (1968).

Infiltrations ennemies dans l'Eglise (avec Edith Delamare, Léon de Poncins, Gilles de Couëssin et Georges Virebeau) (1970).

Onze ans de malheur, par Henry Coston (1970).

Les causes cachées de la Deuxième Guerre Mondiale, par Henry Coston (1975).

Lectures Françaises (revue dirigée par Henry Coston, depuis 1957).

EN PRÉPARATION

Les Sociétés secrètes et la Politique.

JACQUES BORDIOT

LE POUVOIR OCCULTE FOURRIER DU COMMUNISME

"VAGUE ROUGE SUR L'EUROPE"

Editions de Chiré
DIFFUSION DE LA PENSÉE FRANÇAISE
CHIRÉ - EN - MONTREUIL, 86190 VOUILLÉ

Si vous désirez suivre régulièrement la parution des prochains titres publiés par nos éditions, si vous désirez acquérir les livres édités par notre maison, il vous suffit de demander nos catalogues et la liste des libraires correspondants à

DIFFUSION DE LA PENSÉE FRANÇAISE
CHIRÉ-EN-MONTREUIL, 86190 VOUILLÉ

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective », et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1er de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© 1976, Diffusion de la Pensée Française.

« Quand en Europe il n'existera plus d'armées permanentes, dissoutes par la révolution; quand en Europe il n'existera plus de patriotisme, éteint par les révolutions socialistes; quand à l'Orient de l'Europe se sera réalisée la Grande Confédération des peuples slaves; quand à l'Occident de l'Europe il n'y aura plus que deux armées, l'armée des spoliés et l'armée des profiteurs, alors sonnera à l'horloge du Temps l'heure de la Russie. »

Donoso Cortes

Discours aux Cortès le 30 janvier 1850.

« Avec les progrès de la civilisation, les races, de même que les individus de chaque race, tendent à se différencier de plus en plus. Ce n'est donc pas vers l'égalité que marche l'humanité, mais au contraire vers une inégalité progressive. »

Baron Motono, Ancien Ministre des Affaires étrangères du Japon. *L'Œuvre de Gustave Le Bon*, Flammarion, 1914.

AVANT-PROPOS

« L'extrémisme idéologique a été mis en forme et propagé par des intellectuels qui se conduisent envers le communisme comme Pascal envers le catholicisme : leur maxime à l'intention des incrédules et des libertins est en effet : *Agenouillez-vous et vous croirez.* »

Pierre HERVÉ,
La Révolution et les Fétiches.

« Le mot socialisme est moderne, écrit Elie Halévy. Il est né à peu près simultanément en France et en Angleterre, entre 1830 et 1840. Mot nouveau, il répond à des réalités nouvelles. En effet, le socialisme *moderne* est un phénomène historiquement original. Il diffère profondément des conceptions anciennes qui nous semblent aujourd'hui plus ou moins socialistes. Doctrine économique avant tout, le socialisme moderne affirme *qu'il est possible de remplacer la libre initiative des individus par l'action concertée de la collectivité dans la production et la répartition des richesses* » (1).

Il apparaît donc que LE SOCIALISME N'EST PAS SPÉCIFIQUEMENT UNE IDÉOLOGIE POLITIQUE, comme trop de gens le pensent et comme les actions des politiciens intéressés sembleraient le prouver; ce n'est qu'UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE, A BASE SOCIALE, POLITISÉ PAR LES EXIGENCES DE SON APPLICATION PRATIQUE.

Encore faudrait-il pouvoir définir des notions aussi multiformes que trop souvent imprécises. En fait, chaque théoricien a imaginé

son socialisme. Pour en discuter, les sociologues ont tenté de les grouper, plus ou moins artificiellement, en écoles. Il n'est pas de notre propos de les passer en revue.

Seuls nous intéresseront ici, dans leur acception actuelle : le travaillisme, le collectivisme, le communisme, le marxisme et le bolchévisme.

A cet effet, nous adopterons les définitions générales données par le *Nouveau Larousse Universel* :

SOCIALISME : Système de réformes sociales, visant surtout une nouvelle distribution des richesses sociales. En opposition avec l'individualisme, le socialisme fait consister le progrès dans : 1° la socialisation immédiate ou progressive, volontaire ou forcée, des moyens de production; 2° le retour des biens à la collectivité; 3° la répartition, entre tous, du travail commun et des objets de consommation.

COLLECTIVISME : Système qui voit la solution de la question sociale dans la mise en commun, au profit de la collectivité, de tous les moyens de production.

COMMUNISME : Doctrine de la communauté des biens, appliquée non seulement aux moyens de production, mais aux objets de consommation.

BOLCHÉVISME : Le bolchévisme était l'application rigoureuse et systématique du collectivisme marxiste. Elle se caractérisait par la dictature du prolétariat, réalisée par les soviets, la suppression de la propriété individuelle et la socialisation absolue des moyens de production. Sans rien sacrifier de ses principes essentiels, le bolchévisme a évolué rapidement, depuis son instauration, vers un communisme plus complexe et plus efficient.

Le travaillisme, le marxisme et diverses variantes du socialisme seront étudiés dans le cours de l'ouvrage, mais en considérant moins leur aspect idéologique que leur influence politique et sociale.

On soulignera que tous les systèmes socialistes proposent l'institution d'un Gouvernement Mondial.

*
**

S'il est difficile de définir nettement le socialisme, il l'est encore plus de remonter à ses sources. Il semble, d'ailleurs, que le *socialisme moderne* ait recueilli, refondu et actualisé de vieilles doctrines, plus ou moins fragmentaires — d'où, peut-être, la diversité de ses idéologies. On peut affirmer, en tout cas, que tous ses théoriciens se sont inspirés, à des titres divers, de l' « utopie inquiétante » (Michel Mourre) de la *République* de Platon (v^e^ siècle avant J.-C.) qui, lui-même, paraît avoir subi l'influence des institutions spartiates, attribuées à Lycurgue, législateur du IX^e^ siècle avant J.-C. (?), et encore en vigueur lors du rattachement de Sparte à l'Empire romain, en 146 avant J.-C.

Le F.·. Philippe Joseph Benjamin Buchez a voulu y ajouter une inspiration chrétienne. « Selon Buchez, le catholicisme serait susceptible de mener au socialisme, car il apporte un principe d'unité, en même temps qu'un souffle de fraternité. Buchez est de ceux qui pensent que l'esprit révolutionnaire n'est pas en contradiction avec l'esprit chrétien et que la révolution peut même nous aider à réaliser le christianisme. Il nie que la Révolution française ait été purement critique et destructive. Ce qui importe, c'est de corriger le système de Voltaire, insistant sur la liberté, par celui de Rousseau, insistant sur l'égalité... Pour faire progresser les hommes vers l'égalité, il faut remédier à l'anarchie de la concurrence, il faut organiser l'association » (2).

Ce Franc-Maçon et ancien carbonaro ne peut s'empêcher de demeurer fidèle à la triade maçonnique : « Liberté-Egalité-Fraternité », qu'il tente de rattacher à la tradition catholique. N'a-t-on pas soutenu, d'ailleurs, que le Christ avait été le « premier socialiste » ? Et quel meilleur exemple de « communisme intégral » que celui des premières communautés chrétiennes, dont les *Actes des Apôtres* précisent que : « La multitude des fidèles n'avait qu'un cœur et qu'une âme. Personne n'appelait sien ce qu'il possédait : ils mettaient tout en commun... Il n'y avait pas d'indigents parmi eux; ceux qui possédaient des terres ou des maisons les vendaient et venaient en déposer le prix aux pieds des apôtres; puis on le distribuait selon les besoins de chacun » (Act. 4 : 32-35, version Maredsous).

Ne peut-on y voir l'origine des « phalanstères » fouriéristes créés en France, au Mexique et aux Etats-Unis ? ou encore des « villages de coopération et d'amitié », que Robert Owen fonda dans l'Indiana et au Texas ?

En 1614, le rosicrucien Jean-Valentin Andreae, dans sa *Commune et générale Réformation de tout le vaste monde*, proposait « un plan de redistribution des richesses, la suppression de l'or et de l'argent, la lutte contre l'hypocrisie; on envisage de bâtir la société sur le mérite, la vertu, la fidélité ». Et, en 1619, Andreae publiait sa *Description de la République christianopolitaine* : « Dans cette cité parfaite Dieu est le grand métaphysicien élu par le peuple et gouvernant par le truchement de ses ministres Force, Sagesse et Amour. L'égoïsme individuel cède à l'intérêt général ce qui conduit à la suppression de la propriété privée et à l'instauration d'une sorte de communisme intégral » (4).

En 1747, le juriste genevois Jean-Jacques Burlamaqui publiait ses *Principes du Droit de la Nature et des Gens,* que devait commenter le F.·. Louis Claude de Saint-Martin, le « philosophe inconnu », dans ses *Notes sur les Principes du Droit naturel de Burlamaqui,* rédigées en 1761, Il avance qu'après la « Chute cosmique », la destination de l'Homme a été de vivre dans la société naturelle, sous le règne de la justice, l'humanité, la patience et la résignation, dans la compagnie de semblables aussi vertueux, en égalité parfaite. Mais, par le crime d'un malfaiteur, toute la société fut dans le trouble et dut, pour arrêter les désordres, constituer des « corps politiques », considérés comme des êtres susceptibles de moralité. Les hommes « sont convenus que chacun de ces corps devait se comporter envers les autres sociétés comme les hommes se conduisent entre eux; ils se sont obligés d'y faire régner la justice, la bienveillance, les égards qu'un homme doit à un autre homme. Ils se sont de même ménagé le droit de se défendre, lorsque l'un d'eux commettait une injustice à leur égard et, dans ce cas-là, ils se sont autorisés à se dévaster et se détruire mutuellement ».

D'autre part, « ils ont attribué à un être de convention les mêmes droits que l'homme a reçus de la nature pour la conservation de sa vie. En un mot, de plusieurs volontés ils n'ont fait qu'une volonté; de plusieurs droits distincts ils n'en ont composé qu'un, en resserrant extrêmement tous les autres. D'une multitude d'hommes ils n'ont fait qu'un homme » (5).

Toute différente est la thèse de Jean-Jacques Rousseau qui, dans le *Discours sur l'Origine de l'Inégalité,* paru huit ans après les *Principes du Droit de la Nature* — il les connaissait, puisque, une seule fois, il est vrai, il cite Burlamaqui —, affirme que « l'inégalité n'existe pas dans l'état de nature, elle est la création de la société qui, en se compliquant, établit peu à peu un gouvernement arbitraire au lieu du pouvoir légitime » (6). Et, dans *Le Contrat social* (1762), « il établit les principes fondamentaux d'un gouvernement « naturel » fondé sur l'égalité et la souveraineté inaliénable du peuple, sur la « volonté générale » dont la dictature assure la véritable liberté de l'individu » (7).

Il est communément admis que le socialisme moderne s'est inspiré de Rousseau. C'est ainsi que Robert Owen, dans son premier livre : *Vues nouvelles sur la Société* ou *Essai sur la formation de l'esprit humain,* paru en 1812, fonde sa théorie sociale sur l'affirmation que l'homme n'est pas libre, parce que produit absolu de son milieu. L'amélioration de la condition humaine implique nécessairement la transformation du milieu, qui suffira à restaurer la société naturelle et, par suite, la vertu et le bonheur.

S'appuyant sur cette thèse, le Genevois Sismondi, dans *Les Nouveaux Principes d'Economie Politique ou la Richesse dans ses rapports avec la population,* publié en 1819, affirme que la libre concurrence a produit la concentration des fortunes et des travaux, que cette concentration entraîne la surproduction et les crises, et donc la misère ouvrière.

Par contre, avec Charles Pecqueur, dans son mémoire de 1839 : *Economie Sociale des Intérêts du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture, et de la civilisation en général, sous l'influence des applications de la vapeur,* on retrouve l'optimisme de Burlamaqui - Saint-Martin. Il montre que les machines sont, par essence, *associantes, socialisantes, agglomérantes.* « Donc, écrit Pecqueur, l'association, la réunion, la condensation des hommes dans la demeure la plus condensée elle-même, la plus commode et en même temps la plus saine; celle des industries,

des ateliers, sont l'état de choses vers lequel nous gravitons presque fatalement. C'est d'ailleurs celui vers lequel l'humanité s'avance depuis ses temps historiques ».

Et il ajoute : « Si... l'émancipation intellectuelle et politique conquise définitivement par les masses rendait impossible cette dépréciation de leurs bras, si les besoins nouveaux que cette émancipation a nécessairement occasionnés en elles se manifestaient avec toute l'universalité d'un fait providentiel et l'énergie qui caractérise tout ce qui a de l'avenir; si des mouvements irréguliers venaient, sur toute la scène du monde européen, présager une série de perturbations périodiques dont nul ne sache l'issue et que tous redoutent, n'est-il pas flagrant que le nouveau développement donné à l'industrie par l'application générale des forces à vapeur, et l'agglomération, de jour en jour plus nombreuse, des populations laborieuses dans un même établissement, et toutes les sympathiques communications qu'insinue le contact des sentiments, des idées, des passions, ne feraient qu'accélérer un dénouement quelconque, ou des désordres affreux, ou des accommodements, c'est-à-dire quelque combinaison qui assure à l'ouvrier une amélioration de son sort ».

« Et Pecqueur, conclut Elie Halévy, aboutit à une sorte de socialisme éclectique. C'est d'abord la reprise par l'Etat de tous les moyens de communication, des chemins de fer comme des routes et des canaux (...).

« D'autre part, Pecqueur prévoit la reconstitution d'une classe moyenne, sous le régime même de la concentration industrielle, par le développement, l'extension à l'industrie tout entière, des compagnies par actions et par petites actions.

« Resterait à résoudre, en dernier lieu, le problème des salaires : Pecqueur reconnaît que c'est là le plus grave; mais il a confiance dans le progrès des mœurs, surtout dans les pays à civilisation démocratique et libérale, pour réaliser une hausse progressive des salaires, pour réaliser aussi divers systèmes de coopération, de participation aux bénéfices, qui relèveront constamment, au point de vue économique et moral, la classe ouvrière » (8).

Ne retrouve-t-on pas là tout le programme de notre actuel Parti socialiste ? Et bien moins utopique apparaît l'idéologie de Pecqueur, à la lumière de l'expérience, que celle de Saint-Simon, pourtant généralement considéré comme un des fondateurs du socialisme.

Il faut d'ailleurs considérer que la pensée de Saint-Simon s'est radicalement modifiée au cours du temps. Du libéralisme politique manifesté dans son ouvrage : *De la réorganisation de la société européenne,* écrit en collaboration avec Augustin Thierry et publié en 1814, il passe au libéralisme économique et écrit, en 1817 : « Il est un ordre d'intérêts senti par tous les hommes, les intérêts qui appartiennent à l'entretien de la vie et au bien-être. Cet ordre d'intérêts est le seul sur lequel tous les hommes s'entendent et aient besoin de s'accorder... La politique est donc, pour me résumer en deux mots, *la science de la production* ». Puis, à partir de 1817, sous l'influence de son secrétaire et collaborateur, le F.·. Auguste Comte, il évolue vers une conception autoritaire de l'organisation sociale, bien éloignée du parlementarisme de ses débuts. Sur ses derniers jours, Saint-Simon avait même conçu, dans son *Nouveau Christianisme,* l'instauration d'une nouvelle religion à base de morale « positiviste et industrielle », seule capable, à son avis, de « réaliser le précepte chrétien : Aimez-vous les uns les autres » (Elie Halévy).

En fait, c'est dans *L'exposition de la doctrine de Saint-Simon,* rédigée après sa mort par ses disciples Saint-Amand Bazard, Maçon et carbonaro, le polytechnicien Prosper Enfantin, Olinde Rodrigues, les banquiers Pereire, etc., qu'il faut chercher la définition de la doctrine saint-simonienne. « L'originalité des saint-simoniens, écrit Elie Halévy, est d'avoir ajouté à l'industrialisation tout un programme de réorganisation économique, dont le socialisme démocratique s'inspirera, comme il s'inspirera aussi des critiques de Sismondi. Pour Sismondi, la concentration industrielle conduit à la ruine, au désordre, à la misère; pour les saint-simoniens, elle doit conduire à la richesse, à l'ordre, à l'harmonie.

« Il pouvait sembler impossible de fondre ces deux thèses, l'une pessimiste, l'autre optimiste; c'est cette fusion pourtant qui va s'opérer après 1830 et qui préparera le socialisme démocratique » (9).

⁂

Il a été souvent prétendu que le socialisme procédait de la Révolution française. C'est aussi inexact que de soutenir que la Révolution était l'œuvre de la Franc-Maçonnerie. Mais de même qu'il serait faux d'affirmer que l'idéologie maçonnique, des individualités maçonnes, voire des loges entières, comme le « Comité secret des Amis Réunis », de Robespierre, Marat et Mirabeau, n'ont aucune part dans la Révolution, de même on se saurait nier que le socialisme ait emprunté à la Révolution un certain nombre de traits caractéristiques :

— l'égalitarisme,
— l'esprit révolutionnaire,
— le rationalisme,
— l'internationalisme,

encore que plusieurs doctrines socialistes aient refusé tantôt l'un, tantôt l'autre de ces caractères.

D'autre part, il est à noter que, comme les « Grands Ancêtres » de 1789, nombre de précurseurs du socialisme ont appartenu à des sociétés secrètes; soit qu'ils aient été perméables aux idéologies de ces sociétés, soit, au contraire, que leurs convictions personnelles aient influé sur les idéologies de ces sociétés.

Ainsi, Andreae est fondateur de la Rose-Croix, qu'il reniera bruyamment tout en continuant à professer leur doctrine; Saint-Martin, inscrit à la maçonnique « Société de l'Harmonie » d'inspiration Illuministe (de Weishaupt), est une des rénovateurs du Martinisme, avec Martinez de Pasqually et J.-B. Willermoz, organisateur du maçonnique *Ordre des Chevaliers Bienfaisants de la Cité Sainte;* si J.-J. Rousseau n'a pas été affilié à la Franc-Maçonnerie, « il se pousse dans le monde des Encyclopédistes » (Michel Mourre), dont la plupart avaient « reçu la Lumière », puis il se fâcha avec eux; Buchez est Vénérable de la loge, d'une orthodoxie maçonnique douteuse, « Les Amis de la Vérité », qu'il a transformée en pépinière de carbonari; Auguste Comte est Maçon, comme Saint-Amand Bazard, ex-carbonaro.

Et, parmi les théoriciens du socialisme démocratique, on

comptera Filipo Buonarroti, Maçon de haut grade, affilié au carbonarisme et membre des « Amis de la Vérité »; Louis Blanc, du Grand Orient et de la Grande Loge, et ses associés du journal *La Réforme,* Arago, Flocon, Ledru-Rollin; Pierre Proudhon, de la loge « La Sincérité » de Besançon; il n'est pas jusqu'à Karl Marx et Engels à avoir été engagés par l'Illuministe « Ligue des Justes » pour la rédaction, moyennant finances, du *Manifeste du Parti communiste* (1848).

Curieusement, avant la Grande Guerre, « en raison d'une très vigoureuse opposition, qui se manifesta pendant plusieurs années, l'influence de la maçonnerie était faible au sein du Parti socialiste » (10). Il s'est rattrapé depuis au point de devenir le second parti maçonnique du Parlement. On y trouve ou on y a trouvé : Félix Gouin, Paul Ramadier, Guy Mollet, Alexandre Varenne, Max Lejeune (ex), André Le Trocquer, etc.

Quant au Parti communiste, né de la scission de Tours (1920), il eut à l'origine de nombreux maçons à sa tête, dont Ludovic-Oscar Frossard, son secrétaire général. Mais à la suite de la décision de la III[e] Internationale, au Congrès de Moscou en 1922, décrétant l'incompatibilité entre la qualité de Maçon et l'appartenance au Parti communiste, le Bureau politique mit ses FF.·. en demeure de quitter leur loge ou de démissionner du P.C. avant le 1[er] janvier 1923. Marcel Cachin, André Marty et leurs amis préférèrent rester au Parti et furent mis en sommeil par leurs loges, tandis qu'Antonio Coën, futur Grand Maître de la Grande Loge de France, Alexandre Bachelet, Ludovic-Oscar Frossard et d'autres, que rejoignirent André Morizet et Charles Ruff dit Lussy (initiés tous les deux en octobre 1926) abandonnèrent le P.C.

(1) Elie Halévy, *Histoire du socialisme européen,* Gallimard, Coll. « Idées », 1974, p. 21-22.

(2) *Ibid.,* p. 83.

(3) Paul Arnold, *La Rose-Croix et ses rapports avec la Franc-Maçonnerie,* Maisonneuve et Larose, 1970, p. 75.

(4) *Ibid.,* p. 54.

(5) Extraits de Robert Amadou, *Trésor martiniste*, Villain et Belhomme, 1969, ch. III.

(6) Michel Mourre, *Dictionnaire d'Histoire universelle*, Editions universitaires, 1968, art. *Rousseau*.

(7) *Ibid.*

(8) Elie Halévy, *op. cit.*, p. 70-71.

(9) *Ibid.*, p. 79-80.

(10) Jean-Louis Martin, « L'emprise maçonnique sur les organisations politiques », in *La Franc-Maçonnerie gouverne*, n° spécial de *Lectures Françaises*, octobre 1958.

CHAPITRE PREMIER

BABEUF, THÉORICIEN DU COMMUNISME

« Au sens le plus ancien, écrit M. Joël Carmichaël, le mot « communisme » désignait une doctrine prônant une égalité socio-économique totale. Ce terme a évolué depuis et a fini par être appliqué à un état social, succédant au capitalisme et qui s'en distingue par la propriété collective (ou publique) des moyens de production, la disparition de toutes les classes sociales, le dépérissement de l'Etat et la réalisation du principe « de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins ». Le dépérissement de l'Etat et la réalisation du principe constituent les traits distincts du communisme par rapport à sa première phase : le socialisme. Dans le langage courant, le terme est aujourd'hui généralement utilisé en référence aux théories de Karl Marx et de Friedrich Engels » (1).

Une des plus typiques expériences de communisme primitif est celle des anabaptistes allemands du XVI[e] siècle.

Fondé par Thomas Münzer, né en 1490 à Zwickau (Saxe), l'anabaptisme, né du luthéranisme, professait l'inefficacité du baptême des enfants et soumettait les adultes à un second baptême, d'où son nom (du grec *ana*, de nouveau, et *baptizein*, plonger dans l'eau); il soutenait aussi d'autres propositions jugées hérétiques. Mais, en fait, les questions de doctrine intéressaient fort peu ses adeptes, recrutés pour la plupart parmi les paysans et le bas peuple, odieusement exploités par les classes possédantes. Aussi Münzer ne tarda pas à prêcher que Dieu ne voulait plus ni souverains, ni magistrats, et il poussa ses partisans à la révolte en se prétendant un nouveau Gédéon, chargé de rétablir par l'épée le royaume de Jésus-Christ. « Attaquer les

absolutions, nier le purgatoire, abolir la messe, que m'importe tout ce fatras, disait-il. Il faut attaquer le mal à sa racine, arracher les causes du mal, c'est-à-dire de l'oppression ».

Ce que commente M. Gabriel d'Aubarède :

« Ces sectaires étaient avant tout des révolutionnaires.

« C'étaient aussi d'ardents croyants. Mais croire en Jésus-Christ, selon eux, c'était avant tout se représenter que le propre des enfants de Dieu est de vivre en parfait état d'égalité; mieux encore, c'était travailler à instaurer cette égalité sainte sur la terre, comme elle régnait dans la communauté chrétienne aux premiers temps.

« Nous pourrions apercevoir en eux de naïfs précurseurs du marxisme, à cette très grave nuance près que ce dernier est essentiellement areligieux, alors que l'anabaptiste puisait son idéal communiste dans sa foi » (2).

En 1525, révolte des paysans. Luther mobilisa la noblesse protestante d'Allemagne qui écrasa les anabaptistes à Frankenhausen. La répression fut sans pitié : des milliers de manants furent pendus. Les rescapés se dispersèrent en Rhénanie et aux Pays-Bas où ils propagèrent leurs doctrines.

En 1534, la ville de Münster fut le théâtre de troubles causés par les prédications du pasteur luthérien Rottmann — l' « Homme rouge » —, gagné à l'anabaptisme. Profitant de la situation, Jean Mathys, de Haarlem, et Jean Bockelsoon dit Jean de Leyde accoururent des Pays-Bas à la tête de plusieurs milliers d'anabaptistes. Jean Mathys s'empara sans peine de l'hôtel de ville, tandis que le prince-évêque, François de Waldeck prenait la fuite. Mathys fonda la première république anabaptiste, la « Jérusalem des nouveaux israélites », qui s'empressa de décréter la mise en commun de toutes les richesses et de tous les immeubles.

Avec l'aide de la noblesse tant papiste que luthérienne, le prince-évêque vint mettre le siège devant la ville. Jean Mathys, tué au cours d'une sortie, fut dépecé par ses adversaires. Jean de Leyde prit la suite et, se prévalant d'une vision, il désigna douze « juges » à sa dévotion pour gouverner la ville; il ne tarda pas à les destituer pour se faire consacrer « Roi des anabaptistes et de la justice universelle » et se conduire en dictateur absolu.

Il décréta la polygamie obligatoire pour la prospérité de la secte, et donna l'exemple en épousant quatorze femmes. Mais le siège avait engendré une terrible famine; des dissensions se firent jour, que Jean de Leyde réprima dans le sang. La trahison d'un transfuge permit aux troupes du prince-évêque de pénétrer dans la place au cours de la nuit du 24 au 25 mai 1535. Jean de Leyde, fait prisonnier, mourut sous les tortures. L'anabaptisme révolutionnaire ne s'en releva pas.

Deux siècles plus tard, la « motivation » communiste a évolué. Elle poursuit le « rêve d'une société sans Etat, sans gouvernement, sans lois, sans propriété, dans laquelle les institutions corrompues ayant été balayées, l'homme aurait la liberté d'être aussi bon que lorsque Dieu l'avait conçu » (3), suivant la formule de Mrs. Barbara Tuchman. C'est-à-dire le retour à la « société naturelle » de Burlamaqui, de Rousseau et de Saint-Martin, mais surtout de Weishaupt, en attendant que Babeuf vienne donner au communisme sa première esquisse théorique.

⁂

Pour les historiens modernes, la création du communisme tel qu'entendu de nos jours remonte à Gracchus Babeuf.

François-Emile dit *Gracchus Babeuf* est né à Saint-Quentin en 1760, de père commis aux gabelles et de mère servante. Vers 1780, on le trouve à Roye, en Picardie, comme spécialiste des droits féodaux en qualité de commissaire à terrier et de feudiste. Ses fonctions lui permirent de mesurer l'obstination des communautés rurales à défendre, contre les propriétaires des grandes exploitations, leurs droits collectifs et leurs habitudes communautaires.

« Les usages communautaires, à la veille de la Révolution, restent particulièrement vigoureux dans les vastes plaines du nord de la Loire, écrit M. Maurice Clément. Ils limitent étroitement le droit de propriété, et leur éclatant symbole, c'est la glèbe nue, sans clôture, où rien ne sépare les parcelles, c'est la formelle interdiction de *clore*. Car après la moisson, — une moisson qu'il

faut faire à la faucille, et non à la faux, pour laisser les pailles suffisamment hautes —, les parcelles appartiennent à tout le monde. Appartient aussi à tous ce tiers du terroir, cette *sole*, qu'on laisse chaque année en jachère afin de restaurer l'humus. Sur ces pâtures communes, ces *vaines pâtures* comme on disait, les plus pauvres pouvaient envoyer leurs bêtes, même ces *brassiers* et ces *manouvriers* qui n'avaient pas de terre et devaient, pour subsister, louer leurs bras. Ainsi les plus pauvres étaient-ils moins pauvres. Et ce n'était pas tout : de vastes étendues de prairies, parfois aussi des bois, restaient la propriété indivise de la commune; *communaux* précieux aux misérables puisqu'ils leur donnaient la possibilité d'un petit élevage et le bois pour leurs charpentes et leur feu » (4).

On comprend dès lors que, dans un premier temps, Babeuf ait pris position en faveur de la *loi agraire* qui, s'appuyant sur les précédents de Rome — précédents d'ailleurs malheureux, car les lois agraires romaines ne purent jamais être appliquées et donnèrent lieu à de graves désordres —, proposait le partage des propriétés par parcelles égales entre tous les cultivateurs. Mais il ne tarda pas à y renoncer car, écrivait-il en 1785, il prévoyait déjà l'organisation de « fermes collectives », et que « émietter le sol par parcelles égales entre tous les individus, c'est anéantir la plus grande somme des ressources, qu'il donnerait au travail combiné ».

En 1789, Babeuf prit une part active aux émeutes de Picardie contre le fisc. Puis il devint membre du district de Péronne; mais, accusé d'avoir facilité un acte de vente, il prit la fuite et fut condamné par contumace à dix ans de fers. La police le retrouva à Paris, où il occupait un petit emploi de commis à la Commune. Il obtint son acquittement, mais tomba dans la misère.

Toutefois, grâce à un imprimeur dantoniste, il put publier une feuille, *Le Tribun du Peuple*, dans laquelle il défendit la doctrine des « Enragés », que l'ex-vicaire Jacques Roux, le « Prédicateur des sans-culottes », avait présentée dans un *Manifeste* du 25 juin 1793 à la Convention, en réponse à la Constitution votée la veille. On la trouve résumée dans l'exorde du *Manifeste :*

« Cent fois cette enceinte sacrée a retenti des crimes des égoïstes et des frippons; toujours vous nous avez promis de

frapper les sang-sues du peuple. L'acte constitutionnel va être présenté à la sanction du souverain; y avez-vous proscrit l'agiotage ? Non. Avez-vous prononcé la peine de mort contre les accapareurs ? Non. Avez-vous déterminé en quoi consiste la liberté du commerce ? Non. Avez-vous défendu la vente de l'argent monnoyé ? Non. Eh bien ! Nous vous déclarons que vous n'avez pas tout fait pour le bonheur du peuple.

« La liberté n'est qu'un vain fantôme quand une classe d'hommes peut affamer l'autre impunément. L'égalité n'est qu'un vain fantôme quand le riche, par le monopole, exerce un droit de vie et de mort sur son semblable. La république n'est qu'un vain fantôme quand la contre-révolution s'opère, de jour en jour, par le prix des denrées, auquel les trois quarts des citoyens ne peuvent atteindre sans verser des larmes » (5).

En bon révolutionnaire, Roux, s'inspirant de la Loi des Douze Tables de Rome, n'hésite pas à lancer aux « Délégués du Peuple » :

« Il ne faut pas craindre de sacrifier les principes politiques au salut du peuple, qui est la suprême loi ».

On ne s'étonnera donc pas de compter Babeuf parmi les adversaires du formaliste Robespierre; assez habile cependant pour avoir échappé au « rasoir national », il s'intitulera lui-même, après le 9 Thermidor, l' « Attila des robespierristes ».

Mais, pour la plupart des Thermidoriens, la chute de Robespierre n'était qu'une « commotion partielle qui laissait le gouvernement dans son intégrité », suivant la déclaration de Barère à la Convention, le 10 thermidor. C'est ainsi que les Jacobins exigeaient le maintien de la concentration des pouvoirs dans le Comité de Salut public, pour les affaires extérieures, et dans le Comité de Sûreté générale, pour les affaires internes, conformément au décret du 14 frimaire an II (4 décembre 1793).

Mais un récent *Club électoral,* fondé par des néo-hébertistes, comme Legray, et d'anciens « Enragés », comme Varlet, demandait, par contre, l'abrogation des mesures d'exception et le retour à la Constitution de 1793. Babeuf opta dans ce sens. Le 1er vendémiaire an III (22 septembre 1794), il écrivait dans *Le Journal de la Liberté de la Presse* que la France était divisée en deux seuls partis, « l'un en faveur du maintien du gouvernement

de Robespierre, l'autre pour le rétablissement d'un gouvernement étayé exclusivement sur les droits éternels de l'homme ».

Ce clivage de la Montagne assura la prépondérance de la Plaine bourgeoise, renforcée des monarchistes et de terroristes transfuges, Fréron, Lecointre, Tallien, Merlin de Thionville. Ces derniers organisèrent des bandes de *jeunes gens* ou *muscadins*, dits aussi la *jeunesse dorée de Fréron*, composées de jeunes bourgeois, de clercs de basoche, de commis de banque, de courtauds de boutique, de déserteurs et d'insoumis, qu'ils lancèrent contre les Jacobins. Ceux-ci étaient en butte par ailleurs aux violentes attaques de la presse réactionnaire, *La Correspondance politique*, de Dyssault, *Le Républicain français*, de Lacretelle jeune, *Les Débats*, des frères Bertin, *L'Orateur du Peuple*, de Fréron, *L'Ami du Citoyen*, de Tallien. *La Quotidienne*, *Le Messager du Soir*, *L'Accusateur public*, grassement subventionnée par les financiers, agioteurs, munitionnaires, et d'une multitude de libelles, pamphlets, factums d'une virulence inouïe, comme *Les Jacobins démasqués* ou *Les Jacobins hors-la-loi*. Si bien que, le 22 brumaire an III (12 novembre 1794), la Convention arrêtait la fermeture du Club des Jacobins. Quelques jours plus tard, le Club électoral disparaissait à son tour. La réaction bourgeoise triomphait.

Les excès de la répression, les abus des financiers, l'effondrement de l'assignat, la crise économique et la disette, contrastant avec la scandaleuse frénésie de plaisirs de la classe possédante, provoquèrent un sursaut d'opposition populaire, animée par les sociétés des *Défenseurs des Droits de l'Homme* et *Les Amis de la Liberté et de l'Humanité*. « L'union de tous les adversaires de la réaction thermidorienne s'affirma peu à peu. Babeuf entama le 28 frimaire (18 décembre 1794) une seconde campagne. Regrettant d'avoir l'un des premiers tonné contre « le système de Robespierre », il constatait qu'il n'y avait que deux partis en présence, le *peuple doré* et le *peuple sans-culotte* qu'il appela à l'insurrection dans le numéro de pluviôse (28 janvier 1795) de son *Tribun du Peuple* : ce qui entraîna son arrestation » (6).

Devant la montée de l'opposition populaire, la Convention réagit en prononçant, le 20 pluviôse (8 février), la dissolution des Défenseurs des Droits de l'Homme et l'arrestation de diverses

personnes, dont de nouveau, Babeuf. Le 1er germinal an III (21 mars), Siéyès faisait voter la peine de mort contre tous les participants à un mouvement séditieux; le 2, la Convention proposait la mise en accusation des *Quatre* : Barère, Billaud-Varenne, Collot d'Herbois et Vadier. Le 12 (1er avril), alors qu'elle venait de nommer une commission chargée de modifier par des « lois organiques » la Constitution de 1793, la Convention était envahie par la foule et devait avoir recours à la garde nationale des quartiers riches de l'Ouest de Paris pour se dégager. Par représailles, Fouquier-Tinville et quinze jurés de l'ancien Tribunal révolutionnaire étaient condamnés à mort, les *Quatre* déportés en Guyane et seize Montagnards, dont Amar et Cambon, arrêtés.

Malgré quoi, l'agitation se poursuivit dans les faubourgs et, le 1er prairial an III (20 mai 1795), la Convention fut de nouveau envahie par des sectionnaires armés, qui massacrèrent le député Féraud. Grâce à la garde nationale des quartiers de l'Ouest, puis à l'intervention de la cavalerie appuyée par quelques canons, le faubourg Saint-Antoine, dernier refuge des insurgés, fut contraint à déposer les armes. La répression fut sans pitié : il y eut trente-six condamnations à mort — dont celle de six députés Montagnards qui se poignardèrent —, douze à la déportation, sept aux fers et dix-huit à la détention. Arrêté une fois de plus, Babeuf fut incarcéré à la prison d'Arras, où il rencontra un ancien officier de hussards, Charles Germain, avec lequel il définit les grandes orientations de son système économico-social.

Pour Babeuf, les idées de la Révolution étaient justes. Si elle avait échoué, c'est pour n'avoir pas poussé jusqu'au bout leur réalisation. Le maximum, les réquisitions, les contributions exceptionnelles, les nationalisations et l'économie dirigée auraient dû être poursuivis jusqu'à « la réforme radicale des propriétés » par « la communauté des biens et des travaux ».

Dans sa lettre du 10 thermidor an III (28 juillet 1795) à Charles Germain, Babeuf précise son point de vue communiste :

« Tous les agents de production et de fabrication travailleront pour le magasin commun, chacun d'eux y enverra le produit en nature de sa tâche individuelle et des agents de distribution, établis non plus pour leur propre compte, mais pour celui de la

grande famille, feront refluer vers chaque citoyen sa part égale et variée de la masse entière des produits de toute l'association ».

Il s'agit là, commente M. Albert Soboul, d'un « communisme de la répartition, comme l'a souligné Georges Lefebvre. Babeuf a cependant pressenti, dans le domaine de l'agriculture et à la lumière de sa Picardie natale, la nécessité d'un communisme de la production et d'une organisation collective du travail de la terre. Mais le grand fait de la concentration et de l'essor de la production industrielle lui a échappé... Ainsi se précise la place du babouvisme entre l'utopie communiste moralisante du XVIII[e] siècle et le socialisme industriel d'un Saint-Simon » (7).

Débarrassée des extrémistes de la gauche par les journées de prairial, la Convention éprouvait maintenant la crainte d'une restauration monarchique; crainte justifiée par le réveil du parti royaliste, la reprise de l'insurrection en Normandie et en Vendée, la Terreur Blanche dans le Midi, les intrigues des émigrés rentrés en France qui prodiguaient l'or anglais. Or, le 24 juin 1795, le comte de Provence — devenu Louis XVIII à la mort du Dauphin, le 20 prairial (8 juin) — lançait son *Manifeste de Vérone,* dans lequel il promettait en particulier le châtiment des régicides. Presque tous les Thermidoriens étant concernés, la peur fit taire leurs discordes et les incita à rompre au plus tôt avec leurs alliés de la droite.

L'occasion leur en fut fournie dès le 9 messidor (27 juin) par l'inconcevable débarquement des émigrés à Quiberon, sous la protection d'une escadre anglaise. Prévenue depuis plus d'un mois par ses espions, la Convention avait alerté Hoche. Dans la nuit du 2 au 3 thermidor (21-22 juillet), il faisait prisonniers la quasi-totalité des douze mille royalistes de l'expédition. Sept cent quarante huit émigrés, pris les armes à la main et sous uniforme britannique, furent aussitôt traduits devant une commission militaire présidée par Tallien et fusillés sur le champ (8).

Pour légaliser sa double victoire, la Convention s'empressa de voter, le 5 fructidor (22 août), la Constitution de l'an III qui, soumise à plébiscite, fut ratifiée le 1[er] vendémiaire an IV (22 septembre 1795). Le 4 brumaire (26 octobre), la Convention se séparait, laissant la place au Directoire.

Le très grand nombre d'abstentions au plébiscite — il n'y eut

guère plus d'un million de votants — et l'insurrection royaliste du 13 vendémiaire (5 octobre) — réprimée par Barras, Bonaparte et Murat —, éclatant sept jours avant les élections aux Corps législatifs, auguraient mal de la stabilité du nouveau régime qui, d'emblée, se trouvait en butte aux mêmes difficultés politiques, financières et sociales que la Convention thermidorienne.

Le Trésor était vide, au point de ne même pas pouvoir payer l'impression des rôles d'impôts. Les services publics n'étaient plus assurés : postes sans chevaux, hôpitaux sans soins, police sans personnel, prisons sans gardiens... Le Directoire ne vivait que d'expédients : planche aux assignats, emprunts à taux usuraires, vente à vil prix des biens nationaux, emprunt forcé progressif. Seuls à en profiter, les agioteurs, les banquiers, les fournisseurs, les trafiquants en tout genre. Le vol était général : le Directeur Barras, Talleyrand, Fouché volaient à qui mieux mieux, députés, représentants de la nation trafiquaient de leur influence de concert avec les financiers véreux et les munitionnaires. Et ces « pourris » affichaient un désordre de mœurs scandaleux et un luxe immodéré, qui insultait à la misère publique, devenue tragique par l'effondrement de l'assignat, le manque d'approvisionnement, la hausse vertigineuse des prix et les tripotages sur les grains.

Dès le 15 brumaire an IV (6 novembre 1795), Babeuf avait repris la publication de son *Tribun du Peuple,* interrompue depuis prairial; il y exposait ses théories communistes. On pouvait lire :

« Qu'est-ce qu'une révolution politique en général ? Qu'est-ce en particulier que la Révolution française ? Une guerre déclarée entre les patriciens et les plébéiens, entre les riches et les pauvres ».

Ce dont Karl Marx fera la « lutte des classes ».

Et dans le numéro du 9 frimaire (30 novembre), Babeuf publie le *Manifeste des plébéiens.* Il s'y déclare de nouveau contre la *loi agraire,* ce partage égal des propriétés ne pouvant « durer qu'un jour », puisque « dès le lendemain de son établissement, l'inégalité se remontrerait », car inhérente à la propriété privée. Par suite, pour réaliser non point l'*égalité de droit,* qui n'est que formule creuse, mais l'*égalité de fait,* il est nécessaire, comme il

l'avait exposé dans sa lettre à Charles Germain, « d'établir l'administration commune; de supprimer la propriété particulière; d'attacher chaque homme au talent, à l'industrie qu'il connaît; de l'obliger à en déposer le fruit en nature au magasin commun; et d'établir une simple administration des subsistances qui, tenant registre de tous les individus et de toutes les choses, fera répartir ces dernières dans la plus scrupuleuse égalité ».

On remarquera qu'avec l'inconséquence coutumière des théoriciens du communisme, et sous prétexte d'assurer entre tous les hommes une égalité — très utopique —, Babeuf piétine allègrement leur liberté et ne se soucie guère des principes démocratiques. Son communisme autoritaire postule une dictature, personnelle ou collégiale.

Le 14 frimaire (5 décembre), une fois de plus Babeuf fut décrété d'arrestation. Il y échappa par la fuite. Et c'est dans la clandestinité qu'il trama la *Conjuration des Egaux,* regroupant environ deux mille personnes en un ensemble disparate de communistes, comme Filipo Buonarroti, ancien commissaire du Comité de Salut public en Corse et en Italie; d'ex-Montagnards, comme Barère, David, Duplay, Javogues, Julien de la Drôme, Lecointre et Jean-Baptiste Drouet (9), l' « homme de Varennes »; des fonctionnaires, des hommes de loi, des négociants, « le frère et la veuve de Lebon, le gendre de Pache, la sœur de Marat, une fille de Duplay, la veuve de Lazowski, réunis par la seule communauté de rancunes. La doctrine ne fut qu'une machine de guerre pour ébranler le régime. Egalité des salaires, suppression de la propriété, socialisation des subsistances, guerre aux riches, guerre aux repus : il y avait là tout ce qu'il fallait pour agir sur les faubourgs. Le parti babouviste naquit ainsi du rapprochement de terroristes déçus, de théoriciens communistes, d'ouvriers malheureux, d'officiers sans emploi et de petits bourgeois ruinés » (10).

Les fonds furent fournis par Félix Lepelletier, Antonnelle et le prince allemand Charles de Hesse — un Illuminé de Bavière.

Fin mars 1796, Babeuf avait gagné à sa cause les anciens Jacobins fraîchement amnistiés, membres de la « Réunion des Amis de la République », plus connue sous la dénomination de *Club du Panthéon,* tels Amar, Chasles, Darthé, Drouet, Germain,

Robert Lindet. Et il avait sérieusement noyauté la Légion de police elle-même.

Le 10 germinal an IV (30 mars 1796), Antonnelle, Babeuf, Buonarroti, Darthé, Félix Lepelletier et Sylvain Maréchal constituaient un *Comité insurrecteur,* chargé d'organiser un état-major insurrectionnel, un service de renseignements et ce que nous appellerions de nos jours un « gouvernement fantôme », prêt à prendre en main l'administration civile du pays.

Mais, par son recrutement trop ouvert, la Conjuration avait permis l'intrusion de mouchards; en particulier, un certain capitaine Grisel, bien informé, qui avertit le président du Directoire, Carnot. Dès le 3 mars eurent lieu les premières arrestations, qui se multiplièrent quand Cochon eut été nommé ministre de la Police. Le 27 germinal (16 avril), les Conseils décrétèrent la peine de mort contre ceux qui inciteraient au retour à la Constitution de 1793 ou à l'application de la loi agraire. Le 11 floréal (30 avril), la Légion de police était dissoute. Le 21 (10 mai), Babeuf et Buonarroti étaient arrêtés, leurs papiers saisis. Fin août, tous les inculpés étaient transférés à pied à Vendôme, en instance de Haute Cour.

Pour parachever la répression, des agents provocateurs fomentèrent, dans la nuit du 23 au 24 fructidor (9-10 septembre), une tentative de soulèvement des troupes de la garnison de Paris, cantonnées au camp de Grenelle. Loin d'être accueillis à bras ouverts comme ils l'escomptaient, les babouvistes furent reçus à coups de sabre. Cent trente et un d'entre eux furent arrêtés et traduits sur le champ devant une commission militaire siégeant au Temple, qui en envoya trente et un au poteau, dont Javogues.

Ouvert fin février 1797 seulement, le procès devant la Haute Cour de Vendôme se termina, le 7 prairial an V (26 mai 1797), par la condamnation à mort de Babeuf et de Darthé, guillotinés le lendemain. Quand à Buonarroti, déporté au bagne, il devait être grâcié par le Premier Consul après le 18 brumaire; expulsé de France, il se réfugia à Genève, où il continua de comploter contre l'Empire.

A la vérité, la Conjuration des Egaux ne fut pas prise au sérieux par les contemporains, qui n'y virent qu'une conspiration

d'opérette, sans guère d'influence sur les événements de l'époque. Elle marquait cependant un tournant majeur de l'histoire.

Par sa conception, d'abord, qui fut l'œuvre de Buonarroti. Maçon de haut grade, affilié au carbonarisme (Pierre Mariel) et membre de la société Illuministe des *Amis de la Vérité*, il organisa la Conjuration suivant les « cercles concentriques » de Weishaupt : au centre, le Comité insurrecteur, commandant à un « cercle intérieur » d'un petit nombre de Jacobins du Club du Panthéon et de Montagnards acquis aux idées du communisme révolutionnaire; puis un « cercle extérieur » de partisans de la Constitution de 1793, d'adversaires du Directoire et de mécontents de tous ordres, tenus dans l'ignorance des buts de l'organisation, mais chargés de gagner à la cause les masses populaires.

Ce mode de préparation des journées insurrectionnelles constituait une innovation. L'échec de 1796 est imputable au seul manque de rodage; mais, amendé avec l'expérience, il devait être repris par tous les mouvements révolutionnaires, pour trouver son apogée à la Révolution d'Octobre 1917, en Russie.

L'importance de la Conjuration des Egaux se mesure aussi au fait de l'entrée du communisme en tant que tel dans la compétition politique. « Ainsi, comme le note M. Albert Soboul, par-delà la tradition de l'insurrection populaire, se précisait la notion de dictature révolutionnaire que Marat avait pressentie sans pouvoir la définir : après la prise du pouvoir par l'insurrection, il serait puéril de s'en remettre à une assemblée élue selon les principes de la démocratie politique, même au suffrage universel; il est nécessaire de maintenir la dictature d'une minorité révolutionnaire tout le temps nécessaire à la refonte de la société et à la mise en place des institutions nouvelles. Par Buonarroti, cette idée devait passer à Blanqui, et c'est vraisemblablement au blanquisme qu'il faut rattacher la doctrine et la pratique léninistes de la dictature du prolétariat » (11).

Ainsi, *cette dictature — collégiale ou personnelle — que postulait déjà le* Manifeste des plébéiens *de Babeuf en 1795, devient-elle l'impératif de la révolution communiste, idée qui sera reprise par Karl Marx dans son* Adresse du Comité Central à la Ligue Communiste *de mars 1850.*

Cela seul permet de dénier aux Partis Communistes leur prétention à représenter seuls les vrais principes démocratiques.

John Ruskin, à son tour, reprendra la thèse de Blanqui lorsqu'il déclarera, quelque quatre-vingts ans plus tard : « Mon but constant a été de démontrer la supériorité permanente de quelques hommes sur les autres, parfois même d'un seul homme sur tous les autres » (Kenneth Clark).

Mais au moins, jamais John Ruskin ne s'est targué de rechercher le triomphe de la démocratie, pour laquelle, en bon Oxfordien, il a toujours manifesté, au contraire, un suprême mépris.

(1) Joël Carmichaël, *Histoire de la Révolution russe*, Gallimard, Coll. « Idées », NRF, 1966, p. 350.

(2) Gabriel d'Aubarède, « Un roi communiste : Jean de Leyde », in *Miroir de l'Histoire*, n° 10, novembre 1950, p. 50.

(3) Barbara Tuchman, *L'Autre avant-guerre 1890-1914*, Plon, 1967, p. 80.

(4) Maurice Clément, « La Grande Peur de 1789 », in *Miroir de l'Histoire*, n° 42, juillet 1953, p. 660.

(5) On trouvera le texte intégral du Manifeste des « Enragés » dans Patrick Kessel, *Les Gauchistes de 1789*, Union Générale d'Editions, Coll. 10/18, 1969, p. 259-268.

(6) Albert Soboul, *Histoire de la Révolution française*, Gallimard, *Coll.* « Idées » NRF, 1962, T. II, p. 159-160.

(7) *Ibid.*, p. 218-219.

(8) Sur le rôle de Tallien à Quiberon, cf. P. Bessand-Massenet, *La vie de conspirateur 1793-1797*, Plon, 1956, p. 47-49.

(9) Jean-Baptiste Drouet, l' « homme de Varennes », Conventionnel Montagnard, fut fait prisonnier par les Autrichiens le 2 octobre 1793, alors que, envoyé en mission à l'armée du Nord, il cherchait à s'échapper de Maubeuge assiégée par le prince de Cobourg. Après de malheureuses tentatives d'évasion, il fut échangé avec le ministre Beurnonville, les commissaires Bancal, Camus, Lamarque et Quinette livrés par Dumouriez, contre la fille de Louis XVI, Marie-Thérèse de France, et rentra en France en frimaire an IV (novembre 1795). Pendant son emprisonnement, on lui avait réservé un siège aux Cinq-Cents.

« Ex-Jacobin et partisan des sociétés populaires, il résolut de prendre la parole au Conseil des Cinq-Cents en faveur de celles-ci. C'est alors que, le 17 germinal an IV, Gracchus Babeuf lui écrivit une première lettre pour l'engager à s'inspirer d'un de ses écrits lors de sa prochaine intervention à l'Assemblée et pour l'inviter à venir le voir. Babeuf avait déjà vu Drouet à la Société du Panthéon; mais il ne semble pas, comme

le dit Louise Lévi dans son étude, sur *Le retour de Drouet*, que les deux hommes étaient alors entrés directement en rapports.

« La lettre du 17 germinal fut bientôt suivie d'effet : Drouet entra dans la conjuration des Egaux. C'est ainsi qu'une réunion du « Directoire secret » et de quelques ex-conventionnels — dont Robert Lindet — eut lieu au domicile du député le 19 floréal.

« Deux jours plus tard, Drouet et plusieurs autres conjurés furent arrêtés à midi, chez le menuisier Dufour, rue Papillon, dans le faubourg Poissonnière. L' « homme de Varennes » devait être bientôt incarcéré à l'Abbaye. Il n'y demeura pas longtemps par suite d'étranges circonstances. Louis Saurel, « La Vie Inconnue de Jean-Baptiste Drouet », in *Miroir de l'Histoire*, n° 47, décembre 1953, p. 1376.

(10) Pierre Gaxotte, *La Révolution Française*, Livre de Poche, 1965, p. 467.

(11) Albert Soboul, *op. cit.*, p. 220.

CHAPITRE II

LE COMMUNISME RÉVOLUTIONNAIRE

Bien que montée par Babeuf et organisée par Buonarroti, la Conjuration des Egaux peut difficilement être considérée comme un mouvement révolutionnaire, même en tenant compte de sa « doctrine » rudimentaire, destinée surtout à soulever les faubourgs, et que la plupart des conjurés ne partageaient pas. On se trouve, en fait, devant une simple insurrection contre le Directoire de profiteurs et de « pourris », causée bien plus par la disette que par les opinions politiques.

Au demeurant, si l'idéologie de Babeuf, telle qu'exprimée dans le *Manifeste des plébéiens*, apparaît révolutionnaire, elle se révèle encore très imprégnée de l'utopie communiste moralisante du XVIII[e] siècle. Babeuf n'en était-il pas resté à la conception qu'il discutait, vers 1787, avec Dubois de Fosseux, secrétaire perpétuel de l'Académie d'Arras ?

« Avec la somme générale de connaissances maintenant acquise, écrivait-il, quel serait l'état d'un peuple dont les institutions sociales seraient telles qu'il régnerait indistinctement entre chacun de ses membres individuels la plus parfaite égalité; que le sol qu'il habiterait ne fût à personne mais appartînt à tous, qu'enfin tout fût commun jusqu'aux produits de tous les genres d'industries ? De semblables institutions seraient-elles autorisées par la loi naturelle ? Serait-il possible que cette société subsistât et, même, que les moyens de suivre une répartition absolument égale fussent praticables ».

« M. Dubois de Fosseux connaît bien les philosophes du siècle, souligne Ilya Ehrenbourg, et puis, on s'ennuie tant à Arras ! Il n'est pas froissé de la curiosité de son énigmatique correspondant. Non, il décrit volontiers cette République fantastique : tous les hommes et toutes les femmes travaillent pour la société

et la société leur distribue des déjeuners et des dîners; les objets, non plus, n'appartiennent à personne; bien entendu, on n'entendra plus parler de prisons, il y aura pleine liberté de conscience, en un mot, le paradis sur terre » (1).

Sur le plan de l'utopie, le Martinisme n'était pas allé aussi loin; et sur le plan révolutionnaire, les Illuministes, par contre, se montraient bien plus exigeants, en proposant la destruction totale de la structure sociale existante, au besoin par la violence.

On en est d'ailleurs à se demander si, en dépit des apparences, Babeuf ne se pose pas davantage en réformateur qu'en révolutionnaire. Il est significatif, en effet, que, dans le même numéro du 9 frimaire an IV (30 novembre 1795) du *Tribun du Peuple* qui publiait le *Manifeste des plébéiens*, Babeuf reproduisait en partie un discours à la Convention du député Harmand (de la Meuse), paru *in extenso* deux ans et demi plus tôt dans le *Journal Universel*, d'Audouin, du 26 avril 1793 (2).

Or, dans son discours, après avoir repris la thèse de Babeuf que l'égalité des droits entre hommes n'est qu'une « injustice révoltante » si elle ne s'accompagne d'une égalité de fait, Harmand ajoute :

« Cependant je déclare que, quelle que soit la rigueur de mes principes sur l'égalité, je ne prétends pas au renouvellement de l'ordre social, ni au nivellement convulsif des propriétés; un tel projet ou une telle entreprise ne peuvent être conçus sans frémir sur les ravages et les catastrophes qui en seraient la suite, et la pensée ne peut pas s'y reposer : mais je désire que des lois sages, établies sur ces principes, soient les tutrices bienfaisantes de l'enfance de l'égalité et de la liberté; je désire que, par des instructions salutaires et progressives, ces deux divinités de la terre soient élevées insensiblement à la hauteur qu'elles doivent atteindre. Une agitation plus violente ou plus longue ne pourrait que leur être funeste : je sais qu'il n'en est pas d'un peuple vieilli dans les habitudes, et dégradé par l'égoïsme et ses préjugés, comme d'un peuple vierge : pour former un peuple vierge, il n'y a rien à détruire : mais pour ramener un peuple corrompu à sa véritable institution, tout est ruines, et il faut employer les plus sages précautions pour ne pas l'entraîner sous ces mêmes ruines ».

Après avoir ainsi marqué sa nette opposition « au renouvellement de l'ordre social » et au « nivellement convulsif des propriétés » territoriales et industrielles, c'est-à-dire au communisme révolutionnaire, Harmand va plus loin en déclarant sans ambages :

« Il faut maintenir sans doute le respect des propriétés ».

Il précisera plus loin que, « dans l'état de société, l'utilité de tous a admis le droit de propriété ». Mais pour ajouter aussitôt qu' « elle a dû aussi limiter l'usage de ce droit, et ne pas le laisser à l'arbitraire du propriétaire; car, en admettant ce droit sans précaution, l'homme qui, par sa faiblesse, dans l'état de nature, était exposé à l'oppression du plus fort n'aura fait que changer de malheur par le lien social. Ce qui était faiblesse dans le premier état est devenu pauvreté dans le second : dans l'un, il était la victime du plus fort; dans l'autre il est celle du riche et de l'intrigant; et la société, loin d'être un bienfait pour lui, l'aura au contraire privé de ses droits naturels ».

Or, demande Harmand :

« Voulez-vous de bonne foi le bonheur du peuple; voulez-vous le tranquilliser; voulez-vous le lier indissolublement au succès de la révolution et à l'établissement de la république; voulez-vous faire cesser ses inquiétudes et les agitations intestines, déclarez aujourd'hui que la base de la constitution républicaine des Français sera la limite du droit de propriété, et la taxe des denrées de première nécessité, telles que le bled, la viande et le bois ».

Ces propositions sont fort éloignées du communisme révolutionnaire. Tout au plus pourrait-on dire qu'elles s'apparentent à ce que de nos jours on appellerait un programme socialiste modéré, tout droit issu de Burlamaqui et de Jean-Jacques Rousseau. A leur époque, elles ne choquaient plus personne.

Or, le rapprochement dans un même numéro du *Tribun du Peuple* du *Manifeste des plébéiens* et du discours d'Harmand exhumé, pour la circonstance, deux ans et demi après sa parution, ne saurait être fortuit. La seule explication, c'est que, dans l'esprit de Babeuf, le discours constituait le commentaire autorisé des idées exprimées dans le *Manifeste*.

Il apparaît donc que l'idéologie de Babeuf s'associe bien plus à celle de rebellion contre l'ordre établi qu'à celle de communiste révolutionnaire.

⁂

La doctrine révolutionnaire, c'est Buonarroti qui l'a rapportée du bagne et qui l'a exposée dans son livre : *Histoire de la Conspiration pour l'Egalité, dite de Babeuf,* publié à Bruxelles en 1828.

S'inspirant des principes de Jean-Jacques Rousseau, écrit Elie Halévy, « il retient que la nature a donné à tous les hommes un droit égal à tous les biens; la mission de la société est justement de réfréner les tendances à l'inégalité.

« Pour atteindre ce but, elle devait abolir : 1° l'hérédité, 2° l'aliénabilité (la capacité de vendre le produit du travail), 3° l'inégalité des salaires attachés aux différents travaux. La doctrine, nettement communiste, prend pour formule *à chacun selon ses besoins*. Comment réaliser ce programme ? Par un coup de main qui materait toute résistance. L'établissement du communisme résulterait d'une insurrection victorieuse » (3).

Ainsi, ce qu'on est convenu d'appeler le « babouvisme » serait l'œuvre moins de Babeuf que de Buonarroti.

Il est vrai, comme le fait remarquer M. Albert Soboul, que Babeuf était un autodidacte, chez qui l'idéal communiste avait « pris naissance à la lecture de Rousseau, de Mably, du *Code de la nature* de Morelly, alors attribué à Diderot » (4). Au lieu que l'idéologie de Buonarroti procédait d'une formation révolutionnaire plus affirmée.

Né à Pise, *Filipo Michele Buonarroti* (1761-1837), authentique descendant de Michel-Ange, paraît-il, « adopta avec ardeur les idées de la Révolution française, rédigea en Corse un journal intitulé *L'Ami de la Liberté italienne,* reçut de la Convention la qualité de citoyen français, et fut chargé de quelques missions » (Bouillet). Il fut notamment commissaire du Comité de Salut Public en Corse et en Italie. Affilié de bonne heure à la Franc-Maçonnerie, dont il atteignit les hauts grades, il adhéra à la Charbonnerie.

Or, en ce début du XIX[e] siècle, la Charbonnerie avait rejeté tout caractère initiatique, pour n'être plus qu'une association de conspirateurs politiques, en quelque sorte professionnels. Et René Guénon ajoute même : « Les Carbonari se mêlèrent alors à d'autres associations de fondation toute récente et qui n'avaient jamais eu rien d'initiatique » (5). Les associations ainsi visées étaient notamment *Les Amis de la Vérité,* de Benjamin Buchez, la *Société des Amis du Peuple,* de Blanqui, et surtout les Illuminés de Bavière.

Car si, après le jugement de 1786, les Illuminés avaient été dissous par le gouvernement de Bavière, leurs activités s'étaient poursuivies, spécialement aux Etats-Unis et en France; soit directement dans des loges Illuministes, soit, le plus souvent, en noyautant les loges du G.·. O.·. et les clubs qui en dépendaient, comme la *Société des Amis des Noirs,* composée des « membres les plus éclairés de la loge des *Neuf-Sœurs* », ou la *Société chez le Banquier Kornmann,* héritière de la *Société de l'Harmonie,* de Mesmer.

Pour l'Amérique, George Washington admettait l'expansion de l'Illuminisme à la doctrine « diabolique » (6), et Washington, Maçon de haut grade et très actif, devait bien la connaître. Il a même été avancé que Benjamin Franklin lui aurait été affilié. Bien que cette assertion ne soit établie sur aucune preuve, elle pourrait justifier que, par deux fois, en 1779 et en 1781, le « bonhomme Richard » ait été Vénérable de la loge des *Neuf-Sœurs,* la seule qui ait marqué ouvertement un intérêt pour les idées nouvelles (Jean Saunier). Cette loge « très brillante..., qui servait de centre intellectuel pour les maçons français » (7), avait été fondée par Lalande et Helvétius; elle réunissait Greuze, Horace Vernet, Parny, Roucher, Chamfort, Houdon, Fontanes, Duval d'Esprémesnil, de Sèze, le président Du Paty, Bailly, Lacépède, le prince E. de Salm, le prince Charles de Rohan, le duc de La Rochefoucault d'Einville, le marquis de Condorcet, etc.; auxquels s'ajoutaient Siéyès, Brissot, Camille-Desmoulins et Danton qui, selon l'auteur américain Alan Stang, auraient appartenu aux Illuminés bavarois (8). Comme aussi Marat, qui retrouvait Robespierre et Mirabeau au *Comité secret des Amis Réunis* (Alain Guichard).

D'autre part, on remarquera qu'au Couvent de Wilhelmsbad, en 1782, Weishaupt avait assuré sa mainmise sur la Maçonnerie allemande; et, comme l'écrit M. Georges Ollivier, « les confidences du F.·. comte de Virieu sur le congrès de Wilhelmsbad ne peuvent laisser de doutes sur les projets de destruction des monarchies catholiques par les Illuminés d'Allemagne » (9). « Or à ce congrès, comme à celui de Francfort de 1786, assistaient non seulement des Illuminés d'Allemagne, mais ceux de France, ainsi que de nombreux Francs-Maçons allemands, français et anglais. Et M. Ch. Fronsac fait remarquer que c'est à ce dernier congrès que les Francs-Maçons français et anglais y arrêtèrent leurs plans et que le roi de France fut condamné à mort » (10).

Si donc, après le jugement de 1786, les Illuminés de Weishaupt s'étaient « mis en sommeil » en Bavière, leurs activités s'étaient poursuivies aux Etats-Unis et en France; de plus, ils avaient noyauté la Charbonnerie.

LA RÉVOLUTION DE 1830

Après la démission de Philippe-Egalité de sa charge de Grand Maître du G.·. O.·. de France, le 22 février 1793, la Maçonnerie s'était prudemment mise en sommeil — encore que de nombreux Maçons et quelques loges, commes les *Neuf-Sœurs* et le *Comité secret des Amis Réunis*, on l'a vu, aient poursuivi, plus ou moins occultement leurs activités. C'est à Roëttiers de Montaleau, ex-Directeur de la Monnaie, qu'elle dût de se réveiller sous le Directoire. « Devenu empereur, Napoléon s'efforça de capter sa puissance et imposa les grands dignitaires du régime aux plus hauts postes des obédiences : Louis Bonaparte, Cambacérès, Murat, Masséna... Jamais la Maçonnerie ne connut un pareil succès : en 1814, il y avait en France 905 loges, dont 73 militaires qui travaillaient au progrès des idées révolutionnaires dans les pays occupés par la Grande Armée » (11). D'après Jacques Godechot, le Grand Orient de France contrôlait à cette époque l'activité de 1 223 ateliers, groupés en 886 loges et 337 chapitres (12).

Parmi les titulaires des hautes fonctions nommés par Napoléon, on remarquera, comme Grand Orateur, Jérôme Lalande, Directeur Général de l'Observatoire, membre de l'Institut, ex-fondateur de la loge des *Neuf-Sœurs*. Et il est assez curieux de constater qu'à Waterloo, les FF.·. Wellington et Blücher combattirent vigoureusement les FF.·. Ney, Cambronne, tandis que le F.·. Grouchy refusait de marcher au canon.

« Ce qui est certain, en tout cas, précise M. Jacques Faure, c'est que l'Angleterre, désireuse de gagner à sa cause contre Napoléon les nations d'Europe, seconda matériellement l'action de nombreuses sociétés secrètes, dont certaines, on peut le croire, avaient été du reste inspirées par elle. C'est ainsi qu'elle avait poussé les « *Illuminés de Bavière* » à attaquer dans le dos l'armée de l'empereur français, quand celle-ci, en pleine retraite, eut repassé la Vistule. Les « *Illuminés de Naples* » s'agitèrent à leur tour. Quand Joachim Murat regagna ses états italiens, après la « Bataille des Nations », le Carbonarisme y était déjà une organisation puissante (...)

« Comme preuve du soutien secret apporté par le royaume anglais, il convient de rappeler que, pendant le célèbre Congrès de Vienne (1814-1815), un agent britannique du nom de Johnson, avait assuré une habile liaison entre lord Bentinck, premier ministre d'Angleterre et l'organisation du Carbonarisme, qu'on appelait aussi, Outre-Manche, la « *Ligue Noire* ». Johnson s'appliquait par surcroît à faire miroiter aux yeux des Italiens leur libération totale » (13).

⁂

Suivant son habitude de voler au secours de la Victoire, dès la chute de Napoléon, le G.·. O.·. s'empressa de remplacer son buste par celui de Louis XVIII, et de demander au nouveau roi de remplacer le Grand Maître Cambacérès, en exil, par un seigneur de haute lignée. Si Louis XVIII ne crut pas devoir satisfaire à cette demande, par contre il prit pour conseiller intime Decazes, membre du Suprême Conseil du Rite Ecossais, qui, jusqu'à son renvoi en 1820 après l'assassinat du duc de Berry, se consacra au triomphe du libéralisme bourgeois, à la

fois contre la noblesse — entrée de soixante libéraux à la Chambre des Pairs, révocation des préfets ultras — et contre le peuple — suffrage censitaire, lois contre la presse.

Dès l'Empire, on avait assisté à l'éclosion de nombreuses sociétés secrètes, établies sur le modèle de la Franc-Maçonnerie, mais à buts uniquement politiques; ce qui a fait dire que certaines au moins constituaient l' « aile marchante » de la Maçonnerie. La Restauration ne fit qu'accélérer le mouvement.

Si l'on ne peut considérer comme société secrète l'organisation des « agences » des princes — dont M. Pierre Bessaud-Massenet a si bien décrit l'invraisemblable « grenouillage » dans *La vie de Conspirateur* (14) —, par contre cette qualification convient à « la curieuse organisation secrète, dénommée *Institut philanthropique,* créée en 1796 par le chevalier Despomelles, dans le but de ramener la monarchie en France par le jeu des institutions existantes. Grâce au travail de ses comités d'affidés, agissant dans la plupart des départements, elle avait réussi à amener dans les Conseils du Directoire une majorité monarchiste. Mais elle fut brisée, on le sait, par le coup d'Etat de fructidor (septembre 1797). L'Institut philanthropique, découragé par cet échec, désorganisé par l'arrestation de plusieurs de ses chefs, s'était survécu dans le Midi de la France, où il avait suscité, en l'an VII, une fort dangereuse insurrection dans le Toulousain. Depuis 1800, il était, lui aussi, en sommeil, mais là encore subsistait un réseau de dévouements et de complicités qui pouvait renaître éventuellement » (15).

Mais la plus importante de ces associations secrètes est celle des *Chevaliers de la Foi,* trop souvent confondue avec la célèbre Congrégation parce que comportant des membres communs.

Dans son *Dictionnaire d'Histoire universelle,* M. Michel Mourre, se référant à Geoffroy de Grandmaison, *La Congrégation, 1801-30,* (1890), écrit :

CONGRÉGATION (La) : Association religieuse fondée à Paris sous le patronage de la Sainte Vierge, le 2 février 1801, par un ancien jésuite, l'abbé Delpuits. Œuvre de pure piété et de charité, elle ne rassembla à l'origine que quelques étudiants mais sa

fidélité ardente au Saint-Siège, lors du conflit entre Napoléon 1er et Pie VII, lui valut d'être supprimée en 1809. Elle fut reconstituée en 1814 par un autre jésuite, le P. Ronsin, et groupa rapidement sous la Restauration des membres de la haute aristocratie, des magistrats, des officiers, des écrivains et des savants qui, par leur crédit personnel, donnèrent à la Congrégation une importante influence. Parmi ses membres, qui ne dépassèrent guère le nombre de deux mille, on comptait les ducs de Montmorency et de Rivière, le comte de Damas (qui furent tous trois gouverneurs du duc de Bordeaux), Franchet et Delavau (qui furent placés à la tête de la police par Villèle), Gauchy, Laënnec, etc. Beaucoup de membres de l'entourage du comte d'Artois (Charles X) étaient également affiliés à la Congrégation. Celle-ci, qui comptait une soixantaine de filiales en province, fonda des « œuvres de zèle et de charité » (...) En 1826, un gallican notoire, Montlosier, publia son *Mémoire à consulter sur un système religieux et politique tendant à renverser la religion, la société et le trône* dans lequel il accusait la Congrégation de constituer un système de gouvernement occulte substitué à l'Etat, légende qui fut rapidement accréditée dans l'opinion publique. L'éloignement du P. Ronsin, en 1828, ne suffit pas à calmer les esprits et la Congrégation fut dissoute en 1830. Elle se reconstitua, sans aucune activité politique, en 1852 ». (16).

On notera que la constitution de la Congrégation a précédé de peu la signature du Concordat entre Pie VII et le Premier Consul, le 15 juillet 1801, entériné par la loi du 18 germinal an IX (8 avril 1802).

D'un tout autre genre était l'association des *Chevaliers de la Foi,* fondée, vers le milieu de 1810, par Ferdinand de Bertier de Sauvigny, le plus jeune des fils du dernier intendant de la généralité de Paris, sauvagement assassiné le 22 juillet 1789.

Ferdinand de Bertier, écrit M. A. Lestra, « était passé par Lyon à peu près au moment où les amis de Benoît Coste fondaient la Congrégation. Rien ne permet de penser qu'il les ait connus, mais ils avaient le même but : employer à restaurer la France chrétienne, ruinée par les sociétés secrètes, la force d'une organisation clandestine fidèle à n'employer que des moyens avoués par l'Eglise, car il était aussi profondément

chrétien qu'eux. Ses relations avec l'abbé P. Barruel, et la lecture des *Mémoires pour servir l'Histoire du Jacobinisme* publiés par cet ancien jésuite l'avaient confirmé dans son idée. Pour étudier sur le vif les méthodes maçonniques il s'était même fait admettre pour quelques mois comme apprenti dans la Loge parisienne *la Parfaite estime;* il s'en était retiré lorsqu'il avait craint d'être obligé de prêter un serment interdit par la religion (...).

« La persécution contre le Pape et l'excommunication de l'Empereur en 1809 furent le signal qu'il attendait. Il institue alors en choisissant ses affiliés avec une prudence admirable, les *Chevaliers de la Foi*. Le duc de Rohan-Chabot, Alexis de Noailles, les Montmorency-Laval seront parmi les premiers, avec l'abbé Perreau comme aumônier général et Mathieu de Montmorency comme grand maître. Bertier de Sauvigny se réserve d'être le chancelier et le vice-grand maître de ce véritable ordre secret » (17).

Que, d'après M. A. Lestra, « Mathieu de Montmorency, membre de la Congrégation de Lyon depuis six ans, n'en a pas révélé l'existence à Ferdinand de Bertier, qui n'en parle jamais dans ses *Mémoires* », ou que, suivant le R. P. de Bertier, « La Congrégation l' (Ferdinand de Bertier) avait reçu en 1807, et il avait participé, en 1809, avec ses amis Mathieu de Montmorency et Alexis de Noailles, à la diffusion de la bulle d'excommunication fulminée par Pie VII contre Napoléon », il demeure que Ferdinand de Bertier recruta ses premiers *Chevaliers de la Foi* parmi les membres de la Congrégation de Paris, et de Lyon : Alexis de Noailles, Armand et Jules de Polignac, Eugène et Mathieu de Montmorency, Victor de Vibraye, Fitz-James, Franchet, Berthaut du Coin, Benoît Coste, etc., et peut-être René de Chateaubriand.

« L'institution telle qu'il la créa au milieu de 1810, précise le R. P. de Bertier, tenait à la fois de la maçonnerie et des ordres militaires et chevaleresques du Moyen Age; de la première elle avait la hiérarchie secrète qui laissait ignorer aux grades inférieurs l'existence des degrés supérieurs et les desseins réels des dirigeants; aux seconds, elle avait emprunté les dénominations et l'idéal chrétien et monarchique qui la mettait au service de l'Autel et du Trône » (18).

L' « initiation » progressait avec les grades : *associé de charité, écuyer, chevalier, chevalier hospitalier* et, titre suprême, *chevalier de la Foi*. Un *Conseil Supérieur* de neuf chevaliers de la Foi régissait l'Ordre et « donnait ses instructions aux « sénéchaux », responsables d'une division militaire; l'unité de base était la « bannière », contrepartie de la loge maçonnique, dont la zone d'influence correspondait normalement à un département » (19).

Pour garantir le secret, toutes les « communications étaient orales; rien, absolument rien, ne devait être écrit : l'expérience avait inculqué la crainte de la police impériale. Les lignes du réseau d'information étaient organisées de façon que le porteur n'eût pas à faire plus de dix ou douze lieues; à l'arrivée d'un émissaire, le chevalier correspondant montait immédiatement à cheval pour transmettre le message à la station suivante; ainsi s'explique le fait, plusieurs fois noté avec étonnement par les fonctionnaires de l'Empire, que les nouvelles des succès des Alliés et des événements de Paris, fussent répandues dans les villes lointaines de province bien avant qu'elles ne leur parvinssent par les courriers officiels » (20).

Dès la fin de 1813, l'Ordre avait acquis assez d'importance pour se livrer à une activité intense. La « bannière » de Paris avait pour président le comte de Clermont-Mont-Saint-Jean, et pour secrétaire Louis de Gobineau, père de l'auteur de l'*Essai sur l'inégalité des races humaines*. Au Sud de la Loire, les anciennes organisations royalistes s'étaient affiliées. A Toulouse, la « bannière » comptait Mac-Carthy, de Villèle, de Montbel, de Saint-Géry, de Cantalauze, etc. Passant à Bordeaux en novembre, Ferdinand de Bertier avait réussi à fédérer sa « bannière » locale présidée par le chevalier de Gombault avec l'*Institut philanthropique* présidé par le comte de Lur-Saluces et la *Garde Royale* de Taffard dit de Saint-Germain; puis il était venu s'installer chez sa sœur, M^me^ de Solages, au château de Mézens, près de Rabastens, dans le Tarn, à la limite de la Haute-Garonne.

C'est alors que, dans la nuit du 16 au 17 février 1814, il voulut tenter un coup de main pour s'emparer de Rodez avec deux cents de ses affiliés, appuyés par la « sénéchaussée » de Toulouse; mais il dut renoncer à son entreprise.

Il n'allait pas tarder à prendre sa revanche. Battu à Orthez le 27 février 1814, Soult avait retiré ses troupes vers le Haut-Languedoc, découvrant Bordeaux. Wellington détacha un corps de 10 000 anglo-portugais, sous les ordres du général Beresford, pour s'emparer de la ville. De Bertier dépêcha aussitôt deux « chevaliers » toulousains à Saint-Jean-de-Luz, où ils furent rejoints par Louis de La Rochejaquelein, de la « bannière » de Bordeaux, pour décider le duc d'Angoulême, très hésitant, à suivre Beresford dans son avance. Le 12 mars, le duc entrait triomphalement dans Bordeaux pavoisé aux couleurs royales. Il fut accueilli à l'Hôtel de Ville par le maire en cocarde blanche, Jean-Baptiste Lynch, acquis à l'Ordre, et par de Lur-Saluces.

Ainsi, les chevaliers de la Foi pouvaient-ils revendiquer hautement ce succès monarchique, qui eut, dans toute la France, un retentissement extraordinaire. C'est aussi en grande partie au travail de sape des « bannières » qu'il faut attribuer l'absence de résistance nationale contre les Alliés : « Epinal se rendait à cinquante cosaques, Reims à un peloton, Nancy aux éclaireurs de Blücher, Chaumont à un seul cavalier, Langres capitulait au deuxième coup de canon et Dijon au deuxième parlementaire » (21).

Il est curieux de noter que ce même 12 mars, qui vit l'entrée du duc d'Angoulême à Bordeaux, Talleyrand avait envoyé le « chevalier » parisien baron de Vitrolles à Troyes, auprès des ministres alliés, pour leur demander d'appuyer la restauration des Bourbons. Vitrolles se fit répondre par Metternich : « Que la France se prononce; c'est son affaire et non la nôtre ».

A la Première Restauration, les Chevaliers de la Foi se mirent en sommeil; leurs chefs s'étaient partagés en deux camps : les libéraux avec Fitz-James et Alexis de Noailles, et les ultras dont Vitrolles, Jules de Polignac, Villèle, Mathieu de Montmorency, passés dans l'opposition du comte d'Artois. Mais lorsque, après Waterloo, Fouché prit la présidence du gouvernement provisoire, et surtout lorsque Louis XVIII, le 9 juillet 1815, nomma Talleyrand président du Conseil avec Fouché à la Police, l'Ordre, réconcilié dans son conflit avec le ministère, reprit ses activités et réussit à faire renverser Talleyrand le 23 septembre; puis il combattit violemment les menées orléanistes. D'où les attaques de Montlosier dans son *Mémoire* contre la Congrégation, délibérément confondue avec les Chevaliers de la Foi. Par suite, dès que Louis-Philippe eût pris le pouvoir, il s'empressa de dissoudre les deux organisations.

Lorsqu'on présente Louis-Philippe comme un roi libéral, du moins au début de son règne, on néglige trop souvent de rappeler son « pedigree » politique. Fils de Philippe-Egalité, ex-Grand Maître du G.·. O.·., on n'a jamais pu, certes, établir son appartenance à la Maçonnerie. Mais, né à Paris en 1773, il reçut de M^me^ de Genlis « une éducation à la *Jean-Jacques* » (Bouillet). A la suite de son père, il « adopta avec enthousiasme les principes de la Révolution », et même, d'après le Larousse, il « s'inscrivit au club des Jacobins ».

A la tête de son régiment de dragons de Chartres, il prit part aux batailles de Quiévrain et de Valmy; à Jemmapes (6 novembre 1792), il était adjoint au général en chef Dumouriez, qu'il suivit en exil lorsqu'il fut déclaré proscrit en 1793.

Or, précise le Bouillet, il « revint en France dès qu'il eut appris les événements de 1814, mais fut accueilli très froidement de Louis XVIII qui lui refusa le titre d'altesse royale; fut cependant investi d'un commandement supérieur dès qu'on connut le débarquement de Napoléon (mars 1815); séjourna de nouveau en Angleterre pendant les Cent-Jours; fut, à son retour, l'objet des défiances de Louis XVIII, ce qui l'obligea à retourner en Angleterre; ne rentra définitivement en France qu'en 1817; devint bientôt, par l'effet même de l'état de disgrâce dans lequel il était laissé, un point de ralliement pour les libéraux et les mécontents; s'entoura des notabilités littéraires et politiques de l'époque; acquit ainsi une grande popularité, et se trouva tout désigné à l'opinion publique lorsque éclatèrent les événements de 1830 ». Peut-on plus élégamment établir que, depuis 1817 au moins, le futur « roi des Français » s'employait à conspirer contre les « rois de France », Louis XVIII et Charles X ?

D'éminents historiens ont souligné la nuance : en s'intitulant « roi des Français », Louis-Philippe marquait qu'il voulait rompre avec la tradition héréditaire et ne devoir son trône qu'au *consensus* de ses concitoyens.

Mais Louis-Philippe n'était pas le seul à conspirer. C'était la

mode depuis l'institution de l'Empire, qui vit se créer une multitude de sociétés secrètes politiques : les *Philadelphes* et les *Adelphes,* d'origine ancienne, fusionnèrent dans la *Société des Sublimes Maîtres Parfaits,* lesquels trouvaient leur direction dans un curieux *Grand Firmament* parisien où le général Malet joua un rôle important » (22); l'*Ordre du Lion,* qui avait constitué des loges parmi les prisonniers français en Angleterre — le peintre de marine Louis Garneray semble y faire allusion dans ses mémoires sur *Mes Pontons* (1861) — et auquel appartenait Malet; l'*Ordre Moderne des Templiers,* fondé en 1804 par le médecin Fabré-Pélaprat; l'*Ordre maçonnique de Misraïm,* fondé en 1814 par les trois frères Bédarride, et son rival « égyptien » l'*Ordre de Memphis,* etc., sans oublier Buchez et ses *carbonari.*

Le recrutement de toutes ces sociétés secrètes à buts politiques était facilité par la démobilisation des armées napoléoniennes, qui avait jeté sur le pavé des milliers de « demi-solde », que l'aigreur ne pouvait manquer de pousser à la fronde. D'autant que, sous l'Empire, il avait existé de nombreuses loges militaires tant régulières, reconnues par le Grand Orient, que « sauvages », c'est-à-dire indépendantes de toute obédience. « Considérées désormais comme des gêneurs, écrit M. Pierre Mariel, tous, « ceux de « Friedland et ceux de Rivoli », se cherchent, se retrouvent, se groupent. Frères d'infortune, ils reviennent, d'instinct, à la seule fraternité qui leur reste possible : celle des loges. Mais de leurs loges *à eux*... pas de celles où le buste de Louis XVIII a remplacé celui de Napoléon, celles où l'on devrait faire des salamalecs à des « girouettes », à d'anciens émigrés, à des « calotins » !

« D'ailleurs les bourgeois ralliés au Grand Orient n'avaient aucun désir de coudoyer sur les « colonnes » ces braillards, volontiers tapeurs et habituellement poivrots. On ne les élimine pas, mais... » (23). Où trouver meilleur recrutement pour les conspirations ?

Heureusement pour le pouvoir, ces sociétés secrètes se faisaient entre elles une guerre acharnée. C'est ainsi, par exemple. que le Grand Orient interdit, en décembre 1817, à ses loges toute relation avec « l'association dite de Misraïm comme irrégulière, illicite et dangereuse » et que, trois ans plus tard, il n'hésita pas

à la dénoncer à la police, la « sollicitant de prendre des mesures rigoureuses contre cette imposture »...

Grâce à ces divisions, la Restauration, bien qu'attaquée de tous côtés, put se maintenir au pouvoir pendant quinze ans. Mais tiraillée en tous sens, la dynastie des Bourbons, en accumulant les sottises, ne pouvait manquer de succomber; et ce furent les « Trois Glorieuses ».

(1) Ilya Ehrenbourg, « La vie de Gracchus Babeuf », in *Le Cercle Historia,* n° 46 A, 1969, p. 292.

(2) Patrick Kessel, *Les Gauchistes de 1789,* p. 92. Les extraits du discours de Harmand sont tirés du même ouvrage.

(3) Elie Halévy, *Histoire du socialisme européen,* p. 81-82.

(4) Albert Soboul, *Histoire de la Révolution Française,* p. 216.

Gabriel Bonnot de Mably, connu sous le nom d'*abbé Mably,* frère de Condillac, né à Grenoble en 1709, mort en 1785, reçut le sous-diaconat, et se consacra à l'histoire et à la politique. Mably est un utopiste, engoué de l'antiquité, enthousiaste de Sparte, et dont les idées furent adoptées par quelques révolutionnaires.

Morelly fit paraître en 1751 *Le Prince ou Système d'un sage gouvernement,* utopie, dont il reproduisit les idées en 1753 dans la *Basiliade ou Naufrage des îles flottantes,* où il décrit le bonheur d'un peuple délivré des préjugés et n'obéissant qu'à la *nature* et à la *vérité.* Il compléta en 1755 l'exposé de sa doctrine dans son *Code de la nature,* que les Communistes ont de nos jours remis en honneur : il y donne pour fondement à la société la *communauté des biens.* La Harpe a réfuté longuement cet ouvrage dans sa *Philosophie du XVIII^e siècle,* le croyant de Diderot. Bouillet, 1880.

(5) René Guénon, *Aperçus sur l'initiation,* Paris, 1953, 2^e éd., p. 84; cité par Jean Palou, *La Franc-Maçonnerie,* Payot, 1964, p. 252.

(6) Dans une lettre de 1798 au Révérend G. W. Snyder, Georges Washington écrivait de Mount Vernon (Virginie) :

Monsieur le Révérend,

Je n'avais pas l'intention de mettre en doute que la doctrine des Illuminés et les principes du Jacobinisme ne s'étaient pas étendus jusqu'aux Etats-Unis. Au contraire, personne n'est plus que moi convaincu de ce fait. L'idée que je voulais vous exposer était que je ne croyais pas que les Loges de Francs-Maçons de notre pays avaient cherché, en tant qu'associations, à propager les DIABOLIQUES doctrines des premiers, ou les PERNICIEUX principes du second, S'IL EST POSSIBLE DE LES SÉPARER. Que des individualités l'aient fait ou que le fondateur

ou les intermédiaires employés pour fonder les sociétés DÉMOCRATIQUES aux Etats-Unis aient eu ce projet, et qu'ils aient en vue de séparer le peuple de son gouvernement, C'EST TROP ÉVIDENT POUR PERMETTRE LE DOUTE.

The Review Of the News, 19 juillet 1972. La mise en capitales est reproduite d'après Charles Callahan, *Washington, The Man And The Mason* (Washington, l'homme et le maçon), 1913. Les lettres de Washington sur les Illuminés se trouvent dans *The Writings Of George Washington From The Original Manuscript Sources* (Les écrits de George Washington d'après les sources manuscrites originales), U.S. George Washington Bicentennial Commission, 1941.

(7) Bernard Fay, *La Franc-Maçonnerie et la Révolution intellectuelle du XVIII^e siècle*, La Librairie Française, 1961, p. 173.

(8) Alan Stang, « The Manifesto » (Le Manifeste, de Karl Marx), in *Americain Opinion*, février 1972, p. 50.

Cette opinion est confirmée par un autre Américain, M. Curtis B. Dall, in *F.D.R. My Exploited Father-in-Law* (Franklin D. Roosevelt, mon beau-père exploité), Action Associates, Washington, 1970, p. 172. Mais aucun de ces deux auteurs ne donne ses sources.

(9) Georges Ollivier, « Histoire politique de la Franc-Maçonnerie », in *Les Mystères de la Franc-Maçonnerie*, n° spécial de *Lectures Françaises*, avril 1958, p. 9.

(10) Jacques Bordiot, *Une main cachée dirige...*, Documents et Témoignages, 1974, diffusion La Librairie Française, p. 81-82. On trouvera au chapitre V : La participation maçonnique à la préparation de la Révolution française.

(11) Georges Ollivier, *op. cit.*, p. 11.

Sur l'appartenance de Napoléon I^er^ à la Franc-Maçonnerie, les avis sont très partagés. On notera cependant que, d'après des documents récents, M. Jean Palou, *op. cit.*, écrit : « il n'y a plus pour nous aucun doute, Napoléon I^er^ fut bien maçon ». Il en donne pour preuve que, le roi de Rome étant né le 20 mars 1811, le G.·. O.·. d'Italie donna, le 13 mai, une fête maçonnique en l'honneur de « l'Auguste Loweton Napoléon », un *loweton* ne pouvant être que le fils d'un Maçon, *Ibid.*, p. 220-222. Voir aussi p. 222-223, une liste des principaux dignitaires Maçons de l'Empire, y compris l'Impératrice Joséphine, Maçonne d'Adoption.

(12) Jacques Godechot, *Les institutions de la France sous la Révolution et l'Empire*, P.U.F., 1951, p. 634.

(13) Jacques Faure, « L'Epopée des Carbonari », in *Aux Carrefours de l'Histoire*, n° 17, janvier 1959, p. 42-43.

(14) Pierre Bessand-Massenet, *La Vie de Conspirateur 1793-1797*, Plon 1956.

(15) Bertier de Sauvigny, *La Restauration*, Flammarion, 1955, p. 17. Sur Despomelles et l'Institut philanthropique, cf. Bessand-Massenet, *op. cit.*

(16) Cette « légende » a la vie dure. C'est ainsi qu'on peut lire dans le *Nouveau Larousse Universel*, 1948, T. I, p. 418 :

« Par l'expression *la Congrégation*, on entend absolument une congrégation qui, fondée en 1801 pour intensifier la vie religieuse, se développa sous la Restauration, et fut accusée d'avoir pris dans l'Etat une importance politique excessive. La chute de Charles X entraîna celle de la Congrégation ».

Quant à M. Jean Palou — que nous avons abondamment cité parce que, Maçon initiatique, il est, de tous les auteurs traitant de la Maçonnerie que nous avons pu consulter, celui dont l'effort d'objectivité est le plus manifeste —, il écrit :

« Un certain nombre de sociétés secrètes se constituèrent sous le Premier Empire en dehors de la Franc-Maçonnerie, ou prirent dans celle-ci leur modèle. Telle fut par exemple la fameuse Congrégation probablement issue elle-même de la trop célèbre Compagnie du Très-Saint-Sacrement qui, sous Louis XIV persécuta Molière (...) Ferdinand de Bertier sut organiser la Congrégation sur le modèle maçonnique. Il va sans dire que la Congrégation, société catholique et surtout politique ne pouvait prendre à l'ordre que son rôle le plus extérieur... » *Op. cit.*, p. 226-227.

Puis, citant un passage du Catéchisme de réception à l'*Ordre du Lion :* « Pourquoi vous êtes-vous fait recevoir Chevalier du Lion ? — Pour parcourir les montagnes du Nord et du midy et pour venger un Roy », M. Palou conclut :

« Nous sommes comme on le voit en pleine société profane politique (l'expression *venger un Roy* indique des buts et une cause précise, ce qui pour nous est un trait de lumière : la participation à l'affaire Malet, chevalier du Lion, de l'abbé Lafont, membre de la Congrégation royaliste) ». *Ibid.*, p. 228-229.

Cette opinion nous paraît se heurter à une double incompatibilité. Si, dans l'expression « *venger un Roy* », le terme « Roy » représentait bien Louis XVI, il est difficile d'admettre que le général Malet, incarcéré sur ordre de Napoléon pour ses sentiments républicains trop ouvertement affichés — même si sa prison n'était qu'une maison de santé (les Soviétiques y auraient pris modèle pour leurs incarcérations dans des asiles psychiatriques ?) —, se soit affilié à l'Ordre du Lion. D'un autre côté, si l'abbé Lafont avait été admis par Malet à participer à sa conspiration, ce n'est pas pour son seul engagement individuel qui n'aurait eu qu'un faible intérêt, mais parce qu'il apportait la caution de l'organisation à laquelle il appartenait. Or la Congrégation était dissoute depuis 1809.

Il faut donc admettre que l'abbé Lafont représentait, en fait, une

survivance occulte de la Congrégation, c'est-à-dire les Chevaliers de la Foi, opposés à la position politique et religieuse de Napoléon, et royalistes dès l'origine.

Ce qui ne veut pas dire que, tant avant sa dissolution en 1809 qu'après sa résurgence en 1814, la Congrégation n'ait pas adopté une option politique. La défense du catholicisme et les convictions royalistes de ses principaux membres ne pouvaient manquer de l'y entraîner. Mais cette option n'a jamais eu le caractère agressif dont l'a incriminé Montlosier dans son *Mémoire*. Ses attaques lui ont été inspirées par son gallicisme avéré, opposé à l' « ultramontanisme » — comme on dira plus tard — de la Congrégation; et il lui a attribué sciemment les activités des Chevaliers de la Foi pour faire d'une pierre deux coups.

(17) A. Lestra, *Histoire secrète de la Congrégation de Lyon*, p. 193-194.

Au sujet du retrait de Ferdinand de Bertier de la Franc-Maçonnerie, voici le texte de la « planche » adressée à son frère Bénigne :

A Monsieur Bertier L. B., rue Saint-Guillaume, n° 15 Loge de la Parfaite Estime et .·. Société Olympique.

A l'Or.·. de Paris, le 21e jour du 1er mois de l'an de la V.·. L.·. 5807

T.·. C.·. F.·.

Le Vble fr.·. Simon dans un des précédents comités d'administration a fait lecture de la planche que vous lui avez adressée, par laquelle vous lui annoncez que vous donnez ainsi que votre Cher F.·. Ferdinand, votre démission de la R.·. L.·.. Il en a aussi fait lecture dans une Tenue de L.·. et tous les FF.·. ont témoigné tout l'attachement qu'ils avaient pour vous et les regrets qu'ils éprouvaient en perdant d'aussi bons FF.·.. La L.·. a arrêté à l'unanimité que je serois chargé de vous exprimer en son nom combien elle était sensible à cette perte et combien elle désiroit qu'un séjour moins prolongé à la campagne vous permit de revenir bientôt vous réunir à vos FF.·.. Le F.·. Trésorier est chargé de vous présenter une quittance de 90 lib. pour le restant de la cotisation du T.·. C.·. F.·. Ferdinand. Par mandement de la R.·. L.·., Votre très dévoué F.·. Richard survl.

Si le F.·. Surveillant Richard s'exprime en termes aussi chaleureux, c'est que les deux frères Bertier avaient donné comme motif de leur démission leur éloignement de Paris, mais non leur volonté arrêtée d'abandonner définitivement la Maçonnerie.

(18) Bertier de Sauvigny, *op. cit.*, p. 18.

Ce passage du livre impose une remarque. Il n'est pas exact que, dans la Franc-Maçonnerie, les grades inférieurs ignorent l'existence des degrés supérieurs. Un apprenti sait que, dans sa loge bleue, il existe des compagnons et des maîtres, et un membre d'un atelier d'officiers connaît l'échelle de ses supérieurs jusqu'au 33e degré. Inversement, les degrés initiatiques n'impliquent pas obligatoirement une connaissance des « buts secrets » de l'Ordre.

L'observation du R.P. de Bertier semble s'appliquer plus exactement aux Illuminés de Weishaupt ou à la Carboneria, très actifs à l'époque de la Restauration.

(19) *Ibid.*, p. 18-19.

(20) *Ibid.*, p. 19.

Les Chevaliers de la Foi avaient acquis la crainte de la police impériale notamment dans l'affaire de la transmission du Bref de Pie VII, du 18 décembre 1810, frappant de nullité les décisions du cardinal Maury, archevêque de Paris. L' « aumônier général » de l'Ordre, l'abbé Perreau, fut arrêté le 7 janvier 1811, et, au cours de la perquisition, la police trouva une liste de noms d'affiliés.

(21) *Ibid.*, p. 25-26.

(22) Jean Palou, *op. cit.*, p. 229.

(23) Pierre Mariel, *Les Francs-Maçons en France*, Culture, Arts, Loisirs, 1969, rééd. Marabout, 1972, p. 33-34.

CHAPITRE III

LA PREMIÈRE « DÉCOLONISATION »

I. — L'ESPAGNE

L'affaire des « Quatre Sergents de La Rochelle » (1822), si elle avait fortement diminué le prestige de la Haute-Vente des Carbonari, témoignait cependant d'un profond retentissement dans l'opinion.

Pour créer une diversion, Châteaubriand, ministre des Affaires étrangères, forçant la main à son président du Conseil, de Villèle, fit décider par le Congrès de Vérone (1822) l'intervention de l'armée française en Espagne.

La situation politique de la péninsule ibérique, en effet, était alors très embrouillée.

Au Portugal, le roi Jean VI, mettant à profit l'insurrection de Porto (1820) contre la dictature du général anglais Beresford, venait de rentrer du Brésil en 1821. Il avait accepté une Constitution libérale pour la violer dès l'année suivante. D'où de sérieux troubles, dont le fils aîné de Jean VI, don Pedro, tira parti pour proclamer l'indépendance du Brésil et s'en faire nommer empereur sous le nom de Pedro Ier, le 1er août 1822.

L'Espagne se trouvait dans une situation analogue. On n'en était plus à l'époque où le pays, dans son unanimité, s'était soulevé contre Joseph Bonaparte, en 1808, sous la direction d'une *Junte suprême* insurrectionnelle, ayant à sa tête les libéraux Florida-Blanca, président, et Jovellanos. Réfugiée dans l'île de Léon, en face de Cadix, sous la protection du fort du Trocadero, elle avait fait élire, le 24 septembre 1810, des *Cortes,* qui avaient réclamé le retour de Ferdinand VII *le Désiré,* en résidence surveillée à Valençay. Après la levée du siège de Cadix,

elles s'y transférèrent et y promulguèrent la Constitution de 1812, modelée sur la Constitution française de 1791 qui avait consacré la fin de la monarchie absolue. Les Cortes, écrit Louis Madelin, « s'étaient, en effet, érigées en véritable puissance; elles comptaient imposer à Ferdinand une Constitution qui mettait la monarchie espagnole sous le contrôle des assemblées » (1).

Lorsqu'après le traité de Valençay (11 décembre 1813), qui lui restituait son trône, Ferdinand entra à Madrid, il y fut accueilli dans l'enthousiasme. Enthousiasme éphémère, car il ne tarda pas à dévoiler ses tendances absolutistes. Alors qu'il se contentait de condamner à l'exil les *afrancesados* — les Espagnols qui avaient « collaboré » avec le roi Joseph —, il faisait emprisonner, voire exécuter, de nombreux libéraux. Puis, en 1814, violant ses engagements il abolit la Constitution de 1812. Il s'ensuivit plusieurs conspirations militaires, dont la plus importante fut celle de Riego, en 1820.

Rafaël del Riego, né en 1785 dans les Asturies, combattit les Français à partir de 1808, et fut fait prisonnier. Initié pendant sa captivité aux idées libérales et, dit-on, à la Charbonnerie, il fut libéré en 1814 et nommé lieutenant-colonel du régiment des Asturies. En 1819, il fut un des meneurs de la conjuration militaire de Cadix, avec Quiroga, déjà inquiété pour sa participation au complot d' « *el Marquesito* » Juan Diaz Porlier, fusillé en 1815. Quiroga et divers complices ayant été arrêtés, Riego prit la tête de l'insurrection, proclama, le 1er janvier 1820 la Constitution de 1812 et délivra Quiroga. Il obligea Ferdinand VII à reconnaître la Constitution, fut nommé maréchal de camp et devint président des Cortes en 1822. Mais des bandes, armées par les absolutistes, maintenaient le pays en état d'agitation.

C'est alors que Ferdinand VII demanda le secours de la Sainte Alliance et que, au Congrès de Vérone, Châteaubriand fit confier aux troupes de Louis XVIII le soin de porter secours à Ferdinand contre le régime des Cortes.

Le corps expéditionnaire, fort de 60 000 « fils de Saint-Louis », pénétra en Espagne au début de 1823. « Dès le premier jour de la campagne, écrit M. Jean Vidalenc, le général Valin, ancien volontaire de 1792, fit ouvrir le feu sur les émigrés,

organisateurs des conspirations précédentes, qui attendaient les soldats sur la rive espagnole de la Bidassoa, groupés autour du drapeau tricolore. Les combats furent livrés dans des conditions particulièrement favorables : le célèbre fournisseur Ouvrard avait tiré les leçons des campagnes de Wellington; offrant de payer à prix d'or, à un taux particulièrement avantageux pendant les premières heures, il attirait les paysans autour des points de ravitaillement de l'armée. Cette surenchère, qui privait les libéraux espagnols de leurs approvisionnements, leur enleva même un certain nombre d'unités. La supériorité de l'instruction et du matériel assura aux troupes de la Restauration des victoires décisives et rapides jusqu'à la prise du Trocadero » (2), le 31 août 1823.

Battu à La Corogne, Quiroga se réfugia en Angleterre; quant à Riego, grièvement blessé à Malaga, il fut fait prisonnier et livré à Ferdinand VII, qui s'en débarrassa en le faisant pendre le 5 novembre 1823.

Grâce aux Français, l'absolutisme était donc rétabli en Espagne, mais cela lui coûta son Empire colonial.

A ce sujet, M. Georges Ollivier remarque :

« Le mouvement carbonaro, favorisé par la Maçonnerie, ébranla l'Italie et l'Espagne. Pour cette dernière, il eut des conséquences tragiques, car, le jour où Louis XVIII assura la défense du roi contre les Cortès, la F.·. M.·., aidée par l'Angleterre et les Etats-Unis fomenta la révolte des colonies espagnoles : ce n'est pas un hasard que presque tous les grands « libérateurs » sud-américains et philippins : José de San Martin, Marcelo del Pilar, étaient francs-maçons et que des mouvements opportuns de troubles éclatèrent dans les régiments désignés par le roi d'Espagne pour la défense de ses colonies. La grande pensée des libéraux du monde entier se définissait alors clairement : la monarchie absolue se consoliderait peut-être en Europe, mais son pouvoir, s'il se maintenait, n'atteindrait pas le nouveau monde » (3).

Les innombrables *pronunciamientos* des « libertadores » et de leurs successeurs en Amérique latine ont abondamment démontré que, pour eux, le libéralisme maçonnique était surtout un moyen de faire triompher leurs propres ambitions dictatoriales, même

et y compris lorsque l'idéologie communiste s'est substituée au libéralisme.

Toutefois, il faut faire une place à part à José de San Martin, dont le désintéressement tranche sur les appétits personnels de ses émules.

José de San Martin naquit, le 25 février, à Yapyú, en Argentine, d'un militaire espagnol de petite noblesse et de Gregoria Matorras, Espagnole elle aussi. Il fit ses études primaires à Buenos-Ayres et suivit ses parents rappelés en Espagne. Après trois ans d'études au Séminaire des Nobles de Madrid, il entra, en 1789 comme cadet au régiment de Murcie, se battit à Oran contre les Maures en 1791, et contre les Français en 1793, participa sur la frégate *Santa Dorotea* à la bataille du Cap Saint-Vincent et, rentré à Cadix, il fréquenta le groupe de jeunes sud-américains qui projetaient l'indépendance de leurs pays; parmi eux se trouvait Bernado O'Higgins, qui deviendra son meilleur ami.

A la suite de Francisco Miranda, « venu à Cadix pour y fonder la Loge du « Lautaro » destinée à préparer, à bas bruits, le soulèvement du monde hispano-américain » (4), il s'affilia à la Franc-Maçonnerie. Ayant assisté au massacre par la populace du capitaine général de Cadix, Solano, il en conçut un profond mépris pour la démocratie qu'il conserva toute sa vie. Il fut nommé lieutenant-colonel des dragons de Sagonte pour sa participation à la capitulation du général Dupont, à Baylen, le 21 juillet 1808.

En mai 1810, il apprit la tentative d'insurrection de La Plata. Mars 1812 le voyait débarquer de la frégate anglaise *Jorge Canning* avec Carlos de Alvear et d'autres patriotes argentins venus se mettre à la disposition du triumvirat révolutionnaire de Buenos-Aires : Puyrredón, Rivadavia et Chiclana. On lui confia le soin de lever et d'organiser un escadron de « granaderos a caballo » (grenadiers à cheval).

« Malgré ses activités purement militaires, San Martin dut intervenir, pour très peu de temps d'ailleurs, dans les luttes politiques qu'il détestait tant. Après avoir fondé, avec l'aide d'Alvear, la grande Loge de Buenos-Aires, dans le cadre de la Loge « Lautaro », il se rendit compte que les trois chefs

s'obstinaient à ne pas réunir l'Assemblée Nationale Constituante. S'appuyant sur la Loge et disposant de ses grenadiers, il remplaça le triumvirat par un Directeur : Posadas, oncle d'Alvear. Après cette brève incursion au milieu des intrigues politiques, San Martin, dégoûté, se réjouit que les circonstances le rappelassent à ses activités purement militaires ».

En effet, par la bataille de San Lorenzo, le 3 février 1813, San Martin acheva de libérer définitivement l'Argentine de la domination espagnole. Pour consolider son succès et supprimer toute menace sur ses frontières, l'Argentine envoya San Martin à l'aide de Belgrano, qui se battait, avec un corps expéditionnaire argentin, pour la libération du Haut-Pérou (la Bolivie actuelle). C'est alors que San Martin formula son programme :

« Une armée réduite mais bien disciplinée, à Mendoza, peut traverser les Andes, aller au Chili, et en finir avec les Goths. Ceci mettrait fin à l'anarchie qui règne là-bas. Ensuite les Chiliens, sous un gouvernement stable, se convertiraient en amis sûrs. Alliées, nos forces pourraient se diriger par mer jusqu'à Lima. Alors rapidement, nous mettrions fin à la guerre ».

« Ce plan, commente M. Enrique Lera, se trouvait facilité, tout au moins au début, par le fait qu'au Chili, Bernado O'Higgins, le fidèle ami de San Martin, organisait la Loge et le soulèvement. De plus, au nord du continent sud-américain, Simon Bolivar organisait une campagne qui avait aussi Lima pour but. Les espagnols se trouvaient menacés par les deux pinces d'un étau ».

Parti de Mendoza le 17 janvier 1817, le corps expéditionnaire traversa les Andes en trois colonnes, au prix des plus dures souffrances. Elles se rassemblèrent sur le versant chilien, le 8 février, et dès le 12, O'Higgins attaqua les Espagnols à Chacabuco; l'arrivée de San Martin sur le champ de bataille décida les Espagnols à se replier, abandonnant même la capitale, Santiago, où O'Higgins fut nommé Directeur du Chili. La victoire de Maipu, le 5 avril 1818, assura l'indépendance du Chili.

« Pour attaquer le Pérou, il fallait une flotte dirigée par un bon marin. Précisément alors se présenta sur la côte chilienne un pirate anglais, lord Thomas Cochrane, expulsé du Parlement et de la marine britannique pour indélicatesse. A la recherche d'une grande aventure, il avait prêté une oreille attentive aux

propositions de la Loge Lautaro, à Londres, puis gagné le Chili qui lui confia le soin d'organiser sa marine ».

Le 8 septembre 1820, cette petite flotte débarquait quatre mille hommes à Puerto de Pisco, à 200 kilomètres au Sud de Lima. Le 12 juillet 1821, San Martin entrait à Lima; le 28, il proclamait l'indépendance du Pérou; le 3 août il était nommé Protecteur. Mais, après que Cochrane se fût enfui en emportant le trésor péruvien, dégoûté des querelles politiques, très malade, San Martin se démit de ses fonctions au début de 1822. En juillet, il tenta un accord avec Bolivar au sujet du sort du port de Guayaquil, de la participation de Bolivar à la libération du Pérou et de la forme des gouvernements des pays libérés. Leurs divergences firent que San Martin décida de se retirer de toute politique; au début de février 1824, il s'embarquait sur le *Bayonne* à destination du Havre. Refoulé par la France, il erra de Londres à Bruxelles, vint à Paris, vécut en Espagne et en Italie, pour venir mourir à Boulogne-sur-Mer, le 17 août 1850, à peu près sans ressources.

Si le désintéressement du Libertador San Martin est remarquable, il faut noter aussi l'influence de la Maçonnerie aux diverses étapes de l'indépendance sud-américaine.

II. — L'ITALIE

En 1815, le Congrès de Vienne avait ramené l'Italie à une « simple expression géographique », suivant la formule de Metternich. Elle se trouva découpée en :

— Royaume de Sardaigne (Victor-Emmanuel I[er]), comprenant les royaumes de Sardaigne, du Piémont, de la Savoie, le comté de Nice et la république de Gênes.
— Principauté de Monaco (Honoré Grimaldi-Matignon).
— Royaume Lombardo-Vénitien.
— Duché de Modène (François d'Este).
— Duché de Parme (Marie-Louise, épouse de Napoléon I[er]) accru des duchés de Plaisance et de Guastalla.

— Duché de Lucques (Marie-Louise d'Espagne, infante de Parme).
— Duché de Massa-Carrara (Marie-Beatrix d'Este et de Cybo).
— Grand Duché de Toscane (Ferdinand d'Autriche).
— Etats Pontificaux (Pie VII), avec la Romagne, les Marches et l'Ombrie.
— République de Saint-Marin.
— Royaume des Deux-Siciles (Ferdinand IV de Naples ou Ferdinand I[er] des Deux-Siciles), composé des Abruzzes, de la Pouille, du royaume de Naples, de la Calabre et de la Sicile.

A l'exception du royaume de Sardaigne, de la principauté de Monaco et des Etats Pontificaux, tous ces Etats étaient sous la coupe de l'Autriche, qui administrait directement le royaume de Lombardie-Vénétie et, en outre, le Trentin, l'Istrie, Trieste et la Dalmatie. Metternich avait fait abolir partout les institutions libérales provenant de l'occupation napoléonienne et rétablir l'absolutisme. D'où des désordres dans toute la péninsule.

A Naples, en particulier, Ferdinand IV de Bourbon, devenu Ferdinand I[er] des Deux-Siciles, supprima en 1816 la Constitution qu'il avait dû octroyer en 1812 et qui avait servi de modèle à la Constitution espagnole, et révoqua les fonctionnaires mis en place par Murat. Il s'ensuivit un soulèvement général de toute l'Italie, décrété par la Carboneria siégeant à Macerata (Marches) Mais les chefs de l'insurrection, livrés par trahison, furent incarcérés à vie au château Saint-Ange, de Rome. Pendant ce temps, une bande de malandrins, les *Decisi,* organisés par le prêtre défroqué Cirio Annichiarcoi, mettait les Abruzzes à feu et à sang. Avec l'aide des Autrichiens, Ferdinand rétablit l'ordre, non sans mal; tous les Decisi furent fusillés. Les troubles n'en reprirent pas moins.

Car la Carboneria s'était donné pour tâche de chasser d'Italie les occupants étrangers, de détrôner les Bourbons et d'unifier la péninsule. En même temps que les Ventes se camouflaient en *Clubs de Libre Discussion,* la Carboneria englobait d'autres sociétés secrètes, comme les *Guelfes* ou *Amis de la Liberté,* créée

à Rome en 1813 par le prince Hercolani, les *Adelphes* et les *Federati Italiani* de Lombardie; en 1817, fut constituée une très secrète *Constitution Latine*, qui avait pour but d'instaurer une *Constitution Unitaire Italienne*.

Sur ces entrefaites, l'Italie apprit la révolte espagnole de Riego à Cadix, le 1er janvier 1820. Cette nouvelle incita la Carboneria à passer à l'action. Francesco-Maria Gagliardi ourdit à Salerne un complot pour soulever les troupes et enlever Ferdinand Ier et sa famille. Mais la police fut alertée et arrêta un bon nombre de conspirateurs. Le complot fut repris par les Ventes de Nola, près de Capoue, sous l'autorité de l'abbé Minichini, un des chefs suprêmes de la Carboneria.

Le 2 juillet 1820, les lieutenants carbonari Morelli et Silvati soulevèrent leur escadron et l'entraînèrent à Avellino, vers laquelle se concentrèrent de nombreux montagnards carbonari armés. Les troupes royales envoyées pour réprimer la sédition se rallièrent aux insurgés et s'emparèrent de Salerne. Dans la nuit du 5 au 6 juillet, 15 000 hommes marchèrent sur Naples, que vinrent renforcer 28 000 carbonari. Ferdinand Ier dut se résoudre à signer le décret d'application de la Constitution, au moment où le général Pepe venait renforcer la rébellion de ses 20 000 hommes.

La Sicile se montra plus hésitante. Sa noblesse dirigeante tenait, en majorité, pour la cause royale; seule une fraction penchait pour l'indépendance. Envoyé pour occuper Messine, le colonel Costa s'était retranché dans la citadelle, lorsqu'il apprit le succès de Minichini à Naples. Le 9 juillet, il constitua, avec Candelo La Barbera, Grand Maître de la Vente *Virtu Premiata*, un comité militaire, bientôt renforcé par de nombreux civils, qui proclama à son tour la Constitution. Puis Costa s'empara de Catane et de Caltagirone. Le 14 juillet, la noblesse libérale de Palerme déclencha une insurrection qui s'empara de la forteresse Castellamare et mit en fuite le général irlandais Church, gouverneur de la ville au nom de Ferdinand; mais elle ne parvint pas à déloger les royalistes, retranchés dans plusieurs quartiers sous la conduite du nouveau gouverneur, le prince Paterno. Le général Pepe, envoyé par Naples à la tête de 6 000 hommes, allait donner l'assaut, lorsque Paterno se décida à traiter. Naples

jugea trop douces les conditions accordées par Pepe; il fut destitué et remplacé par Pietro Coletta, qui s'empressa de promulguer la Constitution pour toute la Sicile maintenant entièrement dominée par les Ventes.

Le 22 novembre 1820, Metternich convoqua Ferdinand au Congrès de Laibach, et l'amena à rejeter la Constitution. Ce fut le signal d'une insurrection générale sur tout le territoire des Deux-Siciles. Pour la réprimer, Vienne envoya une armée qui écrasa sous le nombre les troupes de Pepe à Rieti et entra à Naples le 24 mars 1821. Pepe réussit à s'enfuir en Espagne, puis en Angleterre; on le retrouvera en 1848, dans le soulèvement de la Lombardie. Tandis que, sur ordre de Metternich, Naples était soumise à une répression impitoyable, le général carbonaro Giuseppe Rosaroll tentait de réorganiser la résistance; mais, pris en chasse par la police, il dut lui aussi gagner l'Espagne.

« C'est alors, écrit M. Jacques Faure, qu'un avocat du nom de Niccola Clerkon s'offrit pour prendre la tête du mouvement carbonaro.

« Il fut agréé mais les Ventes napolitaines le regrettèrent bientôt : Clerkon n'était qu'un traître passé au service de l'Autriche. Il « livra » presque tous les affiliés de Messine. Envoyé, peu après, en Suisse, il y découvrit une version nouvelle de la Carboneria destinée à poursuivre, hors frontières, l'offensive secrète des ventes italiennes et qui se dissimulait sous le nom de « Rite Mizraïm » (5).

Parallèlement à l'insurrection de Naples « s'était situé un autre soulèvement populaire inspiré par les Carbonari, celui du Piémont, où l'avocat Grandi et le médecin Gadstone avaient fait une infatigable propagande pour les idées de la secte. Celle-ci avait pris aussitôt une grande importance dans toute la province. A côté des « Ventes » agissaient aussi les deux autres sociétés secrètes, les « *Federati d'Italia* » et les « *Guelfes* ». Les affiliés se retrouvaient régulièrement dans deux salons de Turin, ceux des ambassadeurs d'Espagne et de France. Le prince Charles-Albert de Savoie était l'un des promoteurs du mouvement. La situation du Piémont ressemblait à plusieurs points de vue à celle de Naples. Dès son avènement, Victor-Emmanuel Ier s'était

empressé d'abolir tout ce qui rappelait les progrès sociaux instaurés par Napoléon » (6).

Au début de 1821, tout le Piémont était en effervescence. Ce que voyant, Victor-Emmanuel préféra abdiquer, le 13 mars, en faveur de son jeune frère, le duc de Genevois Charles-Félix. Et, en attendant l'arrivée de ce dernier, il avait institué régent son cousin Charles-Albert, qui proclama aussitôt la Constitution des Cortes d'Espagne et institua un gouvernement provisoire, ayant pour chef le ministre de la Guerre comte de Santarosa. Celui-ci fut assez téméraire pour déclarer la guerre à l'Autriche. Metternich fit franchir la frontière aux troupes de Lombardie, commandées par le général Buna. Le 21 mars, il écrasa les Piémontais près de Novare, puis s'empara d'Alexandrie où Santarosa fut fait prisonnier, mais put s'échapper avec l'aide d'étudiants qui lui firent franchir les Alpes par des sentiers muletiers. Charles-Albert dut prendre le chemin de l'exil, tandis que le roi Charles-Félix faisait une entrée triomphale à Turin. Il s'empressa de rétablir l'absolutisme dans le royaume.

Les Carbonari de Lombardie n'eurent pas l'occasion de se manifester. Dès les troubles de Naples et du Piémont, les Autrichiens soumirent la province à un lourd régime policier. Après l'échec du soulèvement piémontais, ils procédèrent à l'arrestation des principaux membres de l'organisation, le comte Frederigo Confalonieri, Luigi Porro Lambenghi — qui parvint à leur échapper —, Giuseppo Pecchio, Arrivabene, Pallavicini, le marchand de musique Piero Maroncelli, l'auteur dramatique Silvio Pellico, ainsi qu' « un jeune Français, Alexandre Andryane (ancien aide-de-camp d'un général de Napoléon pendant les Cent-Jours) qui occupait la haute charge de « Diacre » ou « Grand-Firmament » dans une loge imitée du rite maçonnique écossais et qui était en rapports continuels avec Confalonieri » (7).

C'est à Venise qu'en 1822 eut lieu le « Procès des Carbonari » — sauf pour Andryane et Confalonieri, jugés à Milan. Il y eut une trentaine de condamnations à mort, que l'empereur François-Joseph, dans un esprit d'apaisement, commua en détentions à vie. Les prisonniers, incarcérés à Brünn, dans les casemates du Spielberg, furent soumis à un régime inhumain, que Silvio Pellico

a stigmatisé dans son célèbre *Le mie Prigioni* (Mes prisons), publié en 1833, trois ans après sa libération — en même temps que Maroncelli; quant à Confalonieri, il ne fut relâché qu'en 1835, et mourut peu après.

Ces trois échecs ne découragèrent pas la Carboneria. En février 1831, elle organisa une insurrection en Romagne, à laquelle participa le futur Napoléon III, en compagnie de son frère Charles-Louis, qui mourut de maladie à Forli. Les Autrichiens pénétrèrent en Romagne, province des Etats Pontificaux, ce qui provoqua une protestation du gouvernement français, avec envoi d'un régiment à Ancône. Mais l'insurrection fut matée.

En 1831, l'avocat carbonaro Giuseppe Mazzini, réfugié à Marseille, y fonda la *Jeune Italie*; malgré sa devise « Dio e Popolo », le mouvement « avait pour but l'affranchissement de l'Italie, l'établissement d'une société démocratique et la lutte contre le catholicisme » (Bouillet). Or, cette même année 1831, mourait, sans héritier, le roi de Sardaigne Charles-Félix. La couronne revenait à l'ancien régent Charles-Albert, qui avait montré des tendances libérales. Mazzini voulut en profiter. En 1833, il tenta une insurrection. Mais, probablement sous des pressions extérieures, Charles-Albert s'opposa au mouvement, qui fut vite réfréné. Une nouvelle tentative, en 1834, eut le même sort. Mazzini se réfugia en Suisse, puis à Londres.

Ainsi, grâce à Metternich, l'absolutisme triomphait dans toute l'Italie. Toutefois, au Piémont, Charles-Albert « opéra d'utiles réformes, créa un Conseil d'Etat, reconstitua les conseils provinciaux, fit rédiger un code complet de lois civiles et criminelles, réorganisa l'armée, encouragea l'agriculture, l'industrie et les sciences, abolit le système féodal » (Bouillet).

La Carboneria était battue; l'internement de ses principaux chefs l'avait momentanément affaiblie. Abandonnant la lutte ouverte, elle entretint l'état d'agitation par les œuvres des écrivains du *Risorgimento*, tels l'abbé Vincento Gioberti, Massimo d'Azeglio et Cesare Balbo. En même temps, elle entretenait des liaisons avec tous ses membres émigrés, qui constituèrent autant

de foyers révolutionnaires dans leurs pays d'accueil, ainsi qu'avec toutes les sociétés secrètes de l'étranger. Ainsi, dans l'ombre, préparait-elle sa revanche.

III. — LA POLOGNE

Par sa situation géographique, la Pologne a toujours été un lieu de passage, à l'existence d'autant plus mouvementée que ses habitants, très remuants, n'ont jamais su parvenir à la maturité politique. D'où, malgré un passé glorieux, la décadence actuelle qu'on peut faire remonter à la « grande guerre du Nord » (1700-1721) qui vit s'affronter les partisans catholiques du prétendant au trône, Stanislas Leczinski, soutenu par Charles XII de Suède, et les partisans protestants d'Auguste II de Saxe, soutenu par Pierre le Grand de Russie. Finalement, profitant des dissensions internes, les Russes envahirent la Pologne et, en 1764, Catherine II imposa comme roi son ancien amant Stanislas Poniatowski. Les opposants, constitués en Confédération de Bar (1768), se révoltèrent. Rapidement matés, ils provoquèrent le premier partage de leur pays en 1772. L'Autriche prit la Galicie Orientale, la Russie récupéra la Russie Blanche, la Russie Noire et la Livonie polonaise, que lui avaient enlevées les Lithuaniens, et le roi de Prusse eut pour lot la Prusse royale et ses annexes. Le restant du pays conserva le titre de Royaume de Pologne, mais ne constitua qu'une province russe.

En 1791, profitant de la guerre des Suédois et des Turcs contre la Russie, la « Diète de Quatre Ans » opéra un coup d'Etat en promulgant une Constitution qui, en particulier, supprimait le fameux « *veto* », principale cause de l'instabilité politique. Mais, écrit M. Jedrzej Giertych, « la fameuse et patriotique « Diète de Quatre Ans » (1788-1792) était dirigée par une société secrète, dite « Société des Amis de la Constitution du 3 Mai », dont les statuts ont été découverts et publiés en 1930. Cette société comptait 213 membres (14 sénateurs, 125 députés et 74 auditeurs). Mais plus de 50 de ces membres appartenaient à la Franc-Maçonnerie et constituaient les vrais dirigeants de la société.

Certains d'entre eux avaient des contacts avec l'ambassade de Prusse. La Diète était soumise, en fait, à une conspiration à deux degrés — les Francs-Maçons dirigeant déjà le Parti Patriotique. Composée de patriotes qui étaient animés des meilleures intentions, la Diète fit adopter de nombreuses réformes excellentes, dont la célèbre Constitution du 3 Mai 1791. Mais sa politique étrangère relevait vraiment du suicide; elle atteignit son point extrême avec l'alliance polono-prussienne du 29 mars 1790 » (8).

La Russie suscita alors la Confédération de Targowice (1792), composée de mécontents polonais, qui se révoltèrent contre Varsovie, les armes à la main, réclamant le retour à l'ancienne constitution. D'acord avec la Prusse, la Russie profita de ces dissensions pour procéder à un deuxième partage, où elle se réserva la part du lion en s'attribuant les voïvodies de Kiev, Brassav, Podolie, Volhynie, Novogrodek et Minsk (Bouillet).

Le soulèvement de Kosciusko, en 1794, rapidement écrasé, amena le troisième et dernier partage (1795) du reste de la Pologne entre la Russie, la Prusse et l'Autriche.

« Cette destruction de la Pologne, conclut M. Giertych, l'ancien pilier principal de la structure politique de l'Europe catholique, fut le résultat direct de la politique erronée des Francs-Maçons polonais, qui devinrent les jouets d'une colossale et traîtresse intrigue de la Prusse ».

D'où l'enthousiasme des Polonais pour la Révolution française qui combattait les trois « oppresseurs de la Pologne : la Prusse, l'Autriche et la Russie; ainsi que l'Angleterre, qui sympathisait avec les puissances « partageantes » et avec leur politique » (9). Aussi, dans les guerres de la Révolution comme dans celles de l'Empire, trouva-t-on fréquemment un contingent polonais luttant aux côtés des troupes françaises. Surtout après la constitution par Napoléon, au traité de Tilsitt (9 juillet 1809), du Grand Duché de Varsovie, formé avec toute la Prusse polonaise, la Galicie occidentale arrachée à l'Autriche et une partie orientale cédée par la Russie, le tout formant environ les deux cinquièmes de l'ancien Royaume de Pologne, avec les villes de Varsovie, Cracovie, Bromberg, Posen, Thorn, Lublin, et s'étendant du Niemen à la Vistule et du Bug à la Netze. Napoléon le donna au roi de Saxe, Frédéric-Auguste, déjà élu par les

patriotes polonais en 1790, mais qui alors n'avait pas accepté.

« Un royaume autonome fut constitué par le congrès de Vienne, d'où son nom de *Pologne du Congrès*. Il ne comprend pas la Grande Pologne, revenue, ainsi que Dantzig, à la Prusse qui gardait aussi la Poméranie et la Prusse polonaises. L'Autriche avait la Petite Pologne au sud de la Vistule, la Galicie et une partie de la Podolie; elle appela sa part *royaume de Galicie et de Lodomérie. Cracovie,* avec un petit canton au nord de la Vistule, constituait une république libre.

« Le royaume avait un Parlement, une armée, ses écoles, ses finances et l'usage de sa langue; les fonctions publiques étaient réservées aux Polonais. Le tsar en était le souverain et l'armée fut commandée par le grand-duc *Constantin* » (10).

Dans cette situation, la Pologne profita pendant quinze ans d'une certaine tranquillité, que vinrent troubler les remous des « Trois Glorieuses » de juillet 1830.

Les troubles débutèrent par le refus des troupes polonaises de participer à la répression des insurrections en France et en Belgique. Puis, le 29 novembre 1830, la révolte éclata à Varsovie. Les insurgés proclamèrent l'indépendance de la Pologne, alléguant que la Russie ne lui accordait pas la liberté garantie par les traités. Un gouvernement provisoire, présidé par le prince Adam Czartoryiski, désigna comme dictateur le général Joseph Klopicki, qui, le 26 mai 1831, remporta sur les Russes la victoire d'Ostrolenka. Mais les Polonais ne parvenant pas à mettre fin à leurs querelles intestines, Klopicki démissionna, tout en continuant à se battre — il fut blessé à Gorchow. Malgré une farouche résistance, le général russe Ivan Paskévitch s'empara de Varsovie en septembre 1831, mettant fin à l'insurrection.

En fait, si l'on en croit M. Giertych, ce fut la Franc-Maçonnerie polonaise qui « organisa une insurrection polonaise et une guerre russo-polonaise pour soustraire les révolutions françaises et belges de 1830 à une éventuelle intervention du tsar de Russie. Cette insurrection a probablement sauvé les révolutions de l'Europe occidentale, mais elle a causé la perte des derniers restes de la nationalité polonaise, le minuscule « Royaume du Congrès », succession amoindrie du napoléonien Duché de Varsovie » (11).

Ce soulèvement coûta fort cher à la Pologne. Outre une répression très sévère, la Constitution de 1815 fut abrogée, remplacée par les Statuts de 1832 et 1835, qui supprimaient la diète, l'armée, les écoles et facultés polonaises. L'usage de la langue polonaise fut proscrit dans les actes officiels. L'Eglise uniate fut annexée à l'Eglise orthodoxe. Les familles polonaises résidant depuis des siècles dans les anciennes provinces orientales qui, bien que n'appartenant pas au Royaume du Congrès, avaient participé à l'insurrection, furent déportées impitoyablement à l'intérieur de la Russie, voire en Sibérie.

Lorsqu'en 1846 éclata un mouvement révolutionnaire autour de Cracovie, l'Autriche riposta en provoquant une révolte des paysans dont elle profita pour annexer la république libre.

*
**

Il est donc indubitable que les tentatives de « décolonisation » ont été l'œuvre des sociétés secrètes.

A ce sujet M. Giertych fait plusieurs remarques pertinentes. « Au Congrès de Vienne de 1815, écrit-il, un terme fut inventé, celui de « légitimisme », qui donnait un semblant d'apparence idéologique aux décisions de Vienne... La nouvelle alliance qui devait veiller au maintien du système institué par Vienne fut appelée « Sainte ». On créa dans le monde entier la croyance que la victoire des puissances anti-napoléoniennes en 1815, représentait un retour aux antiques traditions de l'ordre européen, traditions de légitimité, de continuité historique, de perspectives chrétiennes, de caractère conservateur — croyance qui a survécu jusqu'à nos jours dans les pays de l'Europe occidentale ».

Or, d'une part, la notion de légitimité, telle qu'entendue par Vienne, est assez singulière. C'est ainsi que « la Prusse réclama la restitution des villes de Poznan, Gniezno, Torun et Dantzig, dont elle s'était emparée en 1793, lors du deuxième partage de la Pologne, sans autre droit que la force ».

D'autre part, il est inexact que le Congrès de Vienne ait annulé les modifications apportées par Napoléon à la structure politique

européenne. « Par exemple, il n'a pas rétabli la République de Venise, ni les Etats des princes-évêques catholiques de l'Allemagne occidentale ». Quant à la Pologne, on sait dans quel état le Congrès l'avait laissée.

Et, ajoute M. Giertych : « Que la prétention au traditionnalisme de la politique du Congrès de Vienne n'ait été qu'un leurre, cela ressort du fait que l'Angleterre, véritable vainqueur des guerres napoléoniennes et maîtresse du Congrès de Vienne, entama, dès la fin de ce Congrès, une politique active de caractère purement révolutionnaire; dont le but principal était la disparition de l'Espagne en tant que grande puissance. Il est curieux de noter qu'il ne fut constitué ni nouveaux Etats-Unis en Amérique espagnole, ni rien de comparable au Commonwealth britannique, mais que l'Empire espagnol fut émietté en dix-huit petits Etats américains (dix-neuf en y comprenant Porto-Rico), soit vingt-et-un dans le monde (si on y inclut l'Espagne et les Philippines) » (12).

Ainsi apparaît à l'évidence la collusion de la Grande-Bretagne et de la Franc-Maçonnerie — la « *Mother Lodge* » n'est-elle pas à Londres ? — pour l'affaiblissement des puissances européennes, Russie, Autriche, France, Espagne, Prusse, susceptibles de disputer au Lion britannique le *leadership* mondial.

Quant à la Sainte-Alliance, ce « fut un pacte mystique signé à Paris, le 26 septembre 1815, par le tsar de Russie Alexandre Ier, l'empereur d'Autriche François Ier et le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III. Inspiré par le tsar Alexandre, qui se trouvait lui-même depuis quelques temps sous l'influence piétiste de Mme de Krüdener, ce pacte conclu « au nom de la Très Sainte et Indivisible Trinité », marquait la réunion symbolique de trois puissances orthodoxe, catholique et protestante, qui affirmaient que « les préceptes de la justice, de la charité chrétienne et de la paix... devraient avoir une influence immédiate dans les conseils des princes et guider tous leurs pas » (13). Intention qu'on retrouvera, sous une terminologie à peine différente, dans les préambules de la Charte de la Société des Nations et de la Charte des Nations-Unies, toutes les deux d'inspiration maçonnique.

C'est que, explique M. Constantin de Grunwald, spécialiste de l'occupation russe à Paris en 1814 :

« La franc-maçonnerie jouissait, à cette époque, d'une très grande vogue auprès de l'élite mondaine et intellectuelle de l'Empire des Tsars : le propre frère de l'empereur, le grand-duc Constantin; des chefs de guerre illustres (Souvorov, Koutouzov, Benningsen), plusieurs archevêques (dont Philarète, métropolitain de Moscou), des Golitzine, des Narychkine, des Dolgorouki, des Gagarine, des Tolstoï, de très nombreux écrivains et artistes en faisaient partie. Plusieurs dizaines d'officiers, dix-sept colonels et onze généraux (dont le comte de Longeron) profitèrent de la première occasion qui leur fut offerte pour entrer en relation avec les « frères » français.

« Voici les premières impressions maçonniques de Mikhailovski-Danilevski, aide de camp de l'empereur Alexandre et futur historiographe des guerres napoléoniennes : « Pendant les deux « premières semaines de mon séjour à Paris, je n'arrivais pas à « mettre de l'ordre dans mes idées, la masse d'impressions « bouleversait toute mon âme. J'étais ravi par le triomphe de « la Russie, mais après j'ai commencé à visiter les loges maçon- « niques. On nous a accueillis avec considération et on nous a « installés aux places d'honneur... Dans tous les ateliers, on « prononçait l'éloge de notre Empereur. L'enthousiasme des « Parisiens envers Alexandre était indescriptible dans toutes les « classes de la société, mais surtout parmi les maçons » (14).

Cet enthousiasme se fondait sur l'attitude d'Alexandre. « Fils de Paul Ier et petit-fils de Catherine II, il fut confié par celle-ci au colonel suisse La Harpe qui l'éleva selon les « lumières » du XVIIIe siècle et dans les principes du despotisme éclairé. D'une vive sensibilité, enclin à une idéologie libérale, mais épris du pouvoir, il prit part à la conspiration du Pahlen qui aboutit, sans qu'il l'ait voulu, à l'assassinat de son père (23/24 mars 1801). Dès son avènement, il s'engagea dans une audacieuse politique de réformes inspirées par un « Comité secret » formé de jeunes amis acquis aux conceptions politiques anglaises : la censure, la police secrète, la torture furent abolies; le Sénat reçut le droit de remontrances, avec le contrôle de la justice et de l'administration (sept. 1802); un oukaz sur les « laboureurs libres » fut

publié en mars 1803, permettant aux propriétaires terriens de libérer à leur gré leurs serfs, avec un lot de terre, contre paiement d'un rachat; enfin, en 1804, l'instruction publique reçut un nouveau statut. Allant plus loin encore, le tsar encouragea en 1809 Spéranski à proposer un projet de réorganisation de l'Etat qui prévoyait la création d'institutions représentatives nationales et locales, composées de députés élus d'après le cens. Beaucoup de ces réformes restèrent malheureusement sans lendemain, du fait de l'opposition de la noblesse, mais aussi du caractère velléitaire et irrésolu du tsar » (15).

D'où l'enthousiasme des Maçons français à l'égard d'un tsar dont les réformes libérales allaient dans le sens de l'idéologie maçonnique. Nul ne pouvait prévoir que, quelques années plus tard, le même empereur allait brusquement se transformer en un autocrate despotique.

(1) Louis Madelin, « Napoléon en Espagne », in *Le Cercle Historia*, n° 91, 1974, p. 191.

(2) Jean Vidalenc, « La Restauration », in *Histoire de France*, Larousse, T. II, p. 224.

(3) Georges Ollivier, « Histoire politique de la F.·. M.·. », in *Les Mystères de la Franc-Maçonnerie*, p. 13.

(4) Enrique Lera, « José de San Martin », in *Aux Carrefours de l'Histoire*, n° 26, novembre 1959, p. 1256. Les autres citations concernant San Martin sont extraites du même article.

(5) Jacques Faure, « L'épopée des Carbonari », in *Aux Carrefours de l'Histoire*, n° 17, janvier 1959.

En ce qui concerne le *Rite Mizraïm*, nous laissons à l'auteur la responsabilité de son assertion. De son côté, M. Jean Palou écrit — *op. cit.*, p. 242 : « D'après quelques sources très difficilement contrôlables, ce serait en 1805 à Milan que des Maçons — de réputation douteuse —, ne pouvant être admis au Suprême Conseil de Milan, auraient fondé le *Rite dit de « Misraïm »*. D'autres auteurs n'assignent à ce Rite d'autre origine que les errements des trois frères Bedarride, qui l'auraient fondé à Paris en 1814.

(6) *Ibid.*

(7) *Ibid.*

Au sujet du Grand Firmament, M. Jean Palou, parlant des associations secrètes à but exclusivement politique, écrit : « A ce genre de sociétés se rattache le groupe des *Philadelphes* et des *Adelphes*, qui se fondit dans la *Société des Sublimes Maîtres Parfaits*, lesquels trouvaient

leur direction dans un curieux *Grand Firmament* parisien où le général Malet joua un rôle important », *op. cit.*, p. 229.

(8) Jedrzej Giertych, *About Freemasonry And The Church* (Sur la Franc-Maçonnerie et l'Eglise), lettre ouverte à S.E. le cardinal Franjo Seper, Préfet de la Sacrée Congrégation pour la Doctrine de la Foi, opuscule publié en janvier 1975, p. 2.

(9) *Ibid.*, p. 6.

(10) Pierre David et Michel Meslin, « Histoire de Pologne », in *Encyclopédie Méthodique Larousse*, T. I, p. 498.

(11) Jedrzej Giertych, *op. cit.*, p. 2-3.

(12) *Ibid.*, p. 6-7.

(13) Michel Mourre, *Dictionnaire d'Histoire universelle*, Editions universitaires, 1968, T. II, p. 1892.

(14) Constantin de Grunwald, « Les occupants russes à Paris », in *Miroir de l'Histoire*, n° 51, avril 1964, p. 413.

(15) Michel Mourre, *op. cit.*, T. I, p. 63.

CHAPITRE IV

SCÉNARIO RÉVOLUTIONNAIRE TYPE

S'il est permis de montrer quelque scepticisme sur la participation de la Maçonnerie en tant que telle à la Révolution française, si même on a pu prétendre que la Révolution de 1830 fut, pour beaucoup, une surprise due surtout au manque de sang-froid et d'esprit politique de Charles X, tous les auteurs impartiaux sont d'accord pour affirmer que les Révolutions de 1848 furent préparées de longue haleine dans toute l'Europe, déclenchées et conduites par les sociétés secrètes, suivant un processus rigoureusement préétabli.

Comme le fait remarquer M. Georges Ollivier :

« Cette grande machine, à laquelle on aurait été loin de soupçonner tant de force, explosa en 1848. La synchronisation de ses mouvements est remarquable : le 12 janvier, insurrection à Palerme; 27 janvier, troubles à Naples, suivis d'incidents en Toscane, en Sardaigne et dans les Etats pontificaux; 24 février, révolution à Paris; 7 et 8 mars, émeutes à Berlin; 13 et 15 mars, révolution à Vienne, suivie de troubles à Milan, à Venise (18-22 mars), à Prague (12 juin) et en Croatie (27-30 juillet). Entraînées dans des guerres avec les insurrections victorieuses en Pologne, en Hongrie et en Italie, la Prusse et l'Autriche auraient peut-être succombé si elles n'avaient bénéficié du concours de l'armée russe » (1).

L'ACTION DES SOCIÉTÉS SECRÈTES EN FRANCE

C'est en France que se situe l'épicentre du bouleversement européen, car il y trouva les circonstances les plus favorables.

Lorsqu'en 1830, Louis-Philippe avait substitué au titre de « roi de France » celui de « roi des Français », il avait manifesté ainsi qu'il rompait avec la tradition séculaire de la monarchie de droit divin — même assortie d'une Charte —, pour la remplacer par une monarchie de consentement populaire. Mais, ce faisant, il renonçait au prestige de la succession dynastique, et son autorité se trouvait soumise aux variations de l'humeur électorale, toujours facile à « manipuler » de l'extérieur. D'autant qu'il en avait perdu le soutien de la fraction « légitimiste » du parti royaliste, alors que la fraction « orléaniste » n'était pas d'un loyalisme à toute épreuve. Louis-Philippe était conscient de la précarité de son autorité; au point que, dès les premiers troubles de la rue, en 1848, et malgré « un goût du pouvoir que l'exercice transformera en passion exclusive » (2), il s'empressera d'abdiquer sans tenter une résistance qu'il savait vaine.

Il n'ignorait pas, en effet, que, depuis les premiers jours de son règne, les sociétés secrètes s'étaient employées à l'abattre. Ce que confirme M. Pierre Mariel : « La révolution de 1848 fut préparée et encadrée par les nombreuses sociétés secrètes politiques qui, depuis 1830, préparaient la chute de la monarchie bourgeoise et avaient multiplié les attentats contre Louis-Philippe. Or, presque tous les affidés de ces groupements révolutionnaires étaient, ou avaient été, maçons. On peut donc dire qu'à deux degrés la franc-maçonnerie fut l'artisane de la IIe République » (3). Voilà qui est on ne peut plus net, mais qui demande quelques explications.

Dès la prise du pouvoir par Louis-Philippe, le Grand Orient, comme à l'accoutumée, encensa le roi bourgeois, ainsi qu'il avait encensé Napoléon Ier et Louis XVIII. Il compta, d'ailleurs, dans les premiers gouvernements du nouveau régime, des Maçons de marque : La Fayette, Laffitte, Odilon Barrot, général Sébastiani, maréchal Maison et maréchal Soult. Aussi, écrit M. Georges Ollivier : « Le Grand Orient en profita pour essayer de lier le roi : au cours d'une cérémonie en son honneur et celui des Trois Glorieuses à l'Hôtel de Ville, il offrit la Grande Maîtrise au duc d'Orléans à défaut du roi. Louis-Philippe déclina l'hommage; il se défiait de la F.·. M.·. » (4).

Et bien raison avait-il, car la Maçonnerie, de plus en plus politisée, était écartelée en diverses tendances « profanes ». Elle comptait, certes, une majorité de loges bourgeoises, et donc orléanistes par acceptation du pouvoir établi, mais dont la fidélité épouserait les fluctuations de la rente; d'autant que certaines comprenaient de nombreux banquiers. Mais le Grand Orient devait compter aussi avec les loges légitimistes, encore puissantes, du moins jusqu'à la piteuse aventure de la duchesse de Berry, en 1832. Pourtant, le plus grand danger venait d'ailleurs.

« Plus ou moins suspectes au Grand Orient, mais nombreuses et actives, les loges républicaines, avec prudence et efficacité, noyautent l'Ordre. Nombre de maçons appartiennent simultanément aux ventes de carbonari et aux sociétés secrètes politiques. Les idées, par les hommes, passent d'un groupe à l'autre. « Evolution lente et sourde, que toutes les loges sont loin d'ac- « cueillir, que le Grand Orient condamne, mais dont les progrès « s'accentuent à mesure que le règne dure et qu'augmente le « mécontentement » (5).

En 1830, les loges républicaines sont acquises au saint-simonisme seconde manière, c'est-à-dire celle de la « doctrine autoritaire », sous l'influence du F.·. Auguste Comte et du carbonaro Bazard, et telle que définie dans *L'exposition de la doctrine de Saint-Simon,* publiée après la mort de l'économiste. Grâce à quoi, les sociétés secrètes révolutionnaires pourront s'infiltrer dans la Maçonnerie.

Parmi ces sociétés secrètes, on peut citer la *Société des Amis du Peuple,* dissoute par la police en 1832, la *Société des Droits de l'Homme,* les *Légions révolutionnaires,* la *Société des Saisons* ou *des Familles,* nettement communiste, comme aussi « *Les Egalitaires,* les *Unitaires,* la *Société des Bastilles* surtout, organisée militairement; toutes préparaient un coup d'Etat, ou à défaut, des attentats » (6).

Peu de monarques, en effet, on été l'objet d'autant d'attentats que Louis-Philippe. Il les acceptait, d'ailleurs, comme « les risques du métier », et il fit montre chaque fois d'un courage et d'un sang-froid que durent reconnaître ses adversaires eux-mêmes. Ainsi, certain jour, alors que, à un balcon des Tuileries, il venait d'essuyer deux balles qui le manquèrent de peu, il rentra tranquillement dans la pièce, ferma les porte-fenêtres en observant avec flegme : « Singulier pays où la chasse n'est ouverte toute l'année que contre moi ».

Le plus sanglant de ces attentats fut celui du 28 juillet 1835. Alors que Louis-Philippe et ses fils, se rendant à la Bastille pour célébrer l'anniversaire des Trois Glorieuses, passaient sur le front de la garde nationale, boulevard du Temple, le Corse Joseph Fieschi fit partir une machine infernale composée de seize canons de fusil. Le roi et ses fils échappèrent par miracle, mais l'engin tua dix-huit personnes, dont le maréchal Mortier.

Quant aux complots, émeutes, insurrections, ils se succédèrent de 1831 à 1836. Le 13 février 1831, le service anniversaire pour le repos de l'âme du F.·. duc de Berry, célébré à Saint-Germain l'Auxerrois et imprudemment politisé par les légitimistes, donna lieu à une bagarre, au cours de laquelle l'église fut saccagée par « la bourgeoisie anticléricale » (Louis Girard). Puis ce fut le tour de l'archevêché, au chevet de Notre-Dame. « La cathédrale fut sauvée de justesse. La Seine charriait des monceaux de livres liturgiques et d'ornements sacerdotaux. Le clergé se cachait. Les fleurs de lis étaient effacées avec les croix des monuments publics. Pris de peur, le roi en purgeait ses armoiries et le sceau de l'Etat. Les extravagances du mardi gras se confondaient avec les violences de l'émeute » (7).

Mais la monarchie bourgeoise avait assuré le triomphe de la Haute Finance, et l'on vit le F.·. banquier Jacques Laffitte, déjà ministre des Finances, devenir président du Conseil le 2 novembre 1830. Le sac de Saint-Germain l'Auxerrois et de l'archevêché l'ayant obligé à se retirer, le 3 mars 1831, il fut remplacé, le 13, par Casimir Périer, fils d'un des fondateurs de la Banque de France et lui-même banquier. Instruit par l'expérience, ce dernier s'empressa de poursuivre les associations politiques illégales et la presse d'opposition.

A la même époque, le machinisme se développait dans l'industrie qui, nécessitant de forts investissements, ouvrait l'ère du capitalisme, au détriment des ateliers artisanaux, et inaugurait l'exode rural. La croissance de la démographie aidant, on assista à la naissance du prolétariat, fortement imprégné de l'idéologie maçonnique du Compagnonnage, et les ouvriers, odieusement exploités, étaient en perpétuelle effervescence.

Le 22 novembre 1831, ce fut la « Révolte de la Faim » des canuts lyonnais, arborant le drapeau noir avec l'inscription : « Vivre en travaillant ou mourrir en combattant »; « véritable guerre servile », au dire de Louis Blanc, elle fut brutalement réprimée.

Le 5 janvier 1832, complot des Tours de Notre-Dame; tandis qu'un personnage mystérieux agitait un flambeau dans les tours de la cathédrale, le tocsin devait soulever une émeute. Un début d'incendie fut vite éteint et Vidocq, chef de la Sûreté, tua l'insurrection dans l'œuf.

Le 1er février 1832, c'est un complot pour l'enlèvement du roi et de sa famille qui permit d'arrêter de nombreux conjurés armés.

Puis, le 24 avril, débarquement à Marseille de la duchesse de Berry tentant de soulever la Provence en faveur de son fils, le futur comte de Chambord. Le Midi n'ayant pas bougé, elle se rendit à Nantes au terme d'une équipée de roman d'aventures; mais elle fut trahie par le juif Deutz, arrêtée et enfermée, le 8 novembre, au fort de Blaye, sous la garde du maréchal Bugeaud. Elle fut libérée peu après qu'un accouchement l'eût obligée à avouer son mariage secret avec le comte Lucchesi-Palli.

Le 5 juin 1832, les obsèques du général Lamarque, député de l'opposition, donnèrent lieu à une émeute avec barricades dans les quartiers Saint-Antoine, Saint-Martin et Saint-Denis. La troupe de ligne et la garde nationale n'en vinrent à bout que le lendemain, après la prise de l'église Saint-Merri ou s'étaient réfugiés les insurgés.

La loi refusant aux ouvriers le droit d'association, les opposants républicains tournaient cette interdiction sous le couvert de sociétés mutuelles. Le 8 avril 1834, de tels « mutuellistes » étaient jugés à Lyon pour délit de coalition. Ce fut le signal

d'une nouvelle insurrection des canuts de la Croix-Rousse, qu'il fallut cinq jours de combats de rue pour mater. La répression fut sans pitié; il y eut plusieurs centaines de morts parmi les insurgés.

Par solidarité avec les ouvriers lyonnais et pour créer une diversion, les chefs républicains parisiens soulevèrent le quartier Saint-Merri, le 14 avril. La troupe venait d'enlever la barricade de la rue Transnonain (actuelle rue Beaubourg), quand partit du n° 12 un coup de feu qui blessa un officier. Par représailles, les soldats envahirent la maison dont ils massacrèrent tous les habitants. Cet épisode, largement exploité par l'opposition, provoqua un sursaut de l'opinion publique apeurée.

Le gouvernement en profita pour traduire cent vingt et un républicains devant une juridiction d'exception composée de cent dix-huit pairs. Le procès s'ouvrit en mai 1835, mais Godefroy Cavaignac, Armand Marrast et les principaux chefs républicains « s'évadèrent, abandonnant leurs troupes » (Louis Girard). Et lorsque l'indignation de l'opinion publique après l'attentat de Fieschi, le 28 juillet, eut permis le vote par les Chambres des lois de septembre 1835, qui rétablissaient la censure, assimilaient toute attaque contre le régime à un attentat contre la souveraineté de l'Etat et supprimaient le jury en matière politique, les républicains renoncèrent à leur tactique insurrectionnelle.

D'autres prirent la relève. Le 12 mai 1839, le gouvernement du maréchal Soult succédait à un cabinet intérimaire de quarante-deux jours. Aussitôt « la Société des Saisons (sous la direction d'Armand Barbès et d'Auguste Blanqui, disciple de Buonarroti) » (8) tenta un « putsch néo-babouviste » qui dura deux jours. « Peu s'en fallut, écrit Elie Halévy, que Blanqui ne réussît à conquérir le pouvoir... : des insurgés s'emparèrent de l'Hôtel de Ville et de la Préfecture de Police, mais le mouvement fut bientôt réprimé et les chefs jetés en prison et expédiés au Mont-Saint-Michel; Blanqui resta en captivité jusqu'en 1848. Ce mouvement, purement communiste, devait rester dans l'ombre pendant toute cette période » (9). Barbès, lui, traduit en justice, fut condamné à mort, vit sa peine commuée en détention à vie et alla rejoindre Blanqui dont il partagea le sort.

Mais ces victoires sur les républicains libéraux et sur les communistes ne suffirent pas à mettre un terme aux difficultés du gouvernement. Un autre carbonaro allait lui donner du souci.

Lorsque, à Strasbourg, le 26 octobre 1836, Louis-Napoléon Bonaparte avait essayé, avec le concours du colonel Vaudrey, d'entraîner le 4e régiment d'artillerie pour « marcher sur Paris », Louis-Philippe n'avait pas pris sa tentative au sérieux. Arrêté, le prince avait été expédié à Lorient et mis, sans autre forme de procès, sur un bâtiment à destination de l'Amérique, en le priant de s'y faire oublier.

Il n'en fut pas de même quand, le 9 août 1840, « il réitéra sa tentative à Wimereux, près de Boulogne. Il débarque avec quelques partisans en uniforme de grenadiers et « un aigle vivant enfermé dans une cage ». Soutenu par quelques officiers du 42e de ligne, il croit soumettre Boulogne. Mais la troupe, restée en majorité fidèle à Louis-Philippe, réagit; un (vrai) grenadier est blessé, les bonapartistes se sauvent. Le futur Napoléon III n'a plus qu'à les suivre. Il manque de peu la barque qui l'attendait, tombe à l'eau et est écroué à la maison d'arrêt de Boulogne. Transféré à Paris, jugé par la Chambre des pairs..., Louis-Napoléon fut condamné à la détention perpétuelle au château de Ham (Somme). Il devait s'en échapper en 1846, sous le pseudonyme de Badinguet » (10). Ce même 26 mai, il passait en Belgique, puis il se réfugia en Angleterre, d'où il reviendra à Paris après la révolution de 1848.

Après cet incident et un attentat manqué contre le duc d'Aumale en 1841, le pays connut enfin cinq ans de paix relative; elle ne fut troublée que par les émeutes de l'Indre en 1846, prélude à la « campagne des banquets ».

LA « CAMPAGNE DES BANQUETS »

Paix toute relative, certes. Si les républicains avaient dû renoncer à la manière forte, ils n'en poursuivaient pas moins, dans l'ombre des sociétés secrètes, à tramer la chute de la royauté. Mais surtout, ils portèrent leurs efforts sur une opposition légale.

Depuis 1836, pour gagner les milieux ouvriers, ils ajoutèrent à leur programme politique des revendications sociales. Car, constate M. Elie Halévy, « La fusion de l'idée démocratique et de l'idée socialiste ne s'accomplit pas tout de suite. La révolution de 1830, si elle fut un mouvement d'inspiration républicaine et anticléricale, n'est nullement socialiste. Mais deux ans plus tard éclatèrent des révoltes d'ouvriers sans caractère politique. Elles posaient nettement les questions sociales. Les émeutes conjuguées de Paris et de Lyon en avril 1834 révèlent que le rapprochement est en train de s'opérer entre socialisme et républicanisme. C'est par solidarité avec les grévistes de Lyon que les républicains de Paris dressent des barricades. Les souvenirs de la Révolution française contribuent à ce rapprochement. La *Société des droits de l'homme,* qui groupait les républicains de Paris et de province et dont les chefs furent arrêtés après les journées d'avril, avait choisi comme programme la Déclaration des droits présentée à la Convention par Robespierre en 1793.

« Parmi les livres qui ont à ce point de vue exercé la plus large action il faut citer l'*Histoire de la conspiration pour l'Egalité, dite de Babeuf,* publiée par Buonarroti en 1828, à Bruxelles » (11).

Les républicains avaient fait élire à la Chambre des députés « radicaux », dont les FF.'. Arago et Ledru-Rollin, qui tentèrent d'entraîner à leur suite les quelques soixante députés de la « gauche dynastique », menés par le F.'. Odilon Barrot. Mais ils se heurtaient à ce que, sous la III[e] République, on devait appeler « la politique de clocher ». M. Louis Girard l'expose ainsi :

« Dans les relations entre l'électeur et le député censitaires, les exigences des intérêts locaux et personnels dominent peu à peu et remplacent les intérêts généraux et les intérêts politiques. Les candidats gouvernementaux disposent seuls des faveurs dont les électeurs se montrent avides. La nomination du député n'est plus une affaire politique, mais une spéculation pour des intérêts privés. Dans les petits collèges où 80, 90 voix forment la majorité, chaque homme disposant par ses parents, par ses amis de 5, de 6, de 10 voix, devient une puissance; la tentation d'utiliser à son profit, au profit des siens, cette puissance que la

permanence de l'électorat lui assure est bien grande. Bref, le député doit céder ou renoncer à la carrière politique. Il vient imposer au Gouvernement les nécessités de sa propre situation; le ministre s'incline volontiers; ne lui faut-il pas conquérir ou conserver sa majorité ? » (12).

Et Louis-Philippe ne dédaignait pas ce jeu électoral, qui lui permettait de mettre à la raison les députés récalcitrants par la promesse de faveurs. Ainsi parvenait-il à neutraliser la politique de ses gouvernements lorsqu'elle ne coïncidait pas avec sa propre politique; par ce biais, il exerçait, en fait, un véritable pouvoir personnel.

Cette situation, Louis-Philippe était arrivé à la créer par une double manœuvre. D'une part, il avait fortement émoussé l'influence politique de la Chambre des Pairs en la compromettant comme tribunal d'exception, très discuté depuis, surtout, le procès des cent vingt et un républicains, en 1835. D'autre part, il avait fait truffer la Chambre des Députés de fonctionnaires dont l'avancement dépendait de leur vote. C'est ainsi que, en 1846, sur 459 députés, on comptait 184 fonctionnaires. Ce qui faisait dire certain jour à Thiers : « Nous sommes 400 présents : quel partage entraîne une majorité de 50 voix ? 175 opposants contre 225 ministériels. Dans ces 225, il y a 130 fonctionnaires ».

Depuis sa victoire de 1830, la bourgeoisie libérale s'était progressivement détournée de la politique pour profiter de la prospérité grandissante; elle obéissait au mot d'ordre de Guizot : « Enrichissez-vous ! » Mais 1846 vit précisément la fin brutale de cette prospérité. Inondations et mauvaises récoltes provoquèrent une forte hausse des prix, amenant faillites et chômage. La spéculation s'effondra, entraînant la Bourse. Dans les Caisses d'Epargne, les retraits dépassèrent de 30 millions les dépôts. Le malaise social s'aggrava de la prolifération de doctrines, englobées dès 1840 sous le terme générique de « socialisme », et surtout de l'engouement pour le saint-simonisme.

Malgré quoi, aux élections de 1836, le parti gouvernemental conserva une large majorité; le *pays légal,* composé de 240 000 bourgeois aisés, était resté fidèle à Guizot. En janvier 1847, dès l'ouverture de la session parlementaire, l'opposition décida de présenter un projet de réforme électorale et parlementaire,

demandant notamment d'abaisser le cens à 100 francs, ce qui porterait le nombre d'électeurs à 450 000, de donner le droit de vote sans condition de cens aux *capacités,* en fait, aux professions libérales, d'élever le nombre des députés de 459 à 538, tout en diminuant le nombre de députés fonctionnaires. Sur opposition de Guizot, le projet fut repoussé par 252 voix contre 154, ce qui fit dire au ministre de l'Intérieur, Duchâtel, que le pays était indifférent à toute idée de réforme.

C'est alors que l'opposition orléaniste, Thiers et son centre gauche allié à la gauche dynastique d'Odilon Barrot, décida de répondre par une « campagne des banquets », organisés par souscription dans tout le pays, avec orateurs politiques et signature de pétitions. Mais comme les organisateurs estimaient insuffisante leur audience politique, ils demandèrent le concours des radicaux. Bien firent-ils, car, au banquet inaugural du 9 juillet, préparé par le Comité électoral de la Seine au jardin public du Château-Rouge, assistèrent seulement 86 députés, sur les 154 conviés. Et, si l'on en croit le F.·. Louis-Antoine Garnier-Pagès, député d'extrême-gauche, le vice-président du banquet « M. Pagnerre avait été chargé de porter le toast : « A la réforme électorale et parlementaire ! » Il expliqua (...) les conditions dans lesquelles s'était faite la coalition de la gauche avec les radicaux. « Pourquoi, dit-il, chercherions-nous ce qui nous divise et non « ce qui nous unit, ce qui nous sépare et non ce qui nous « rapproche ? Le drapeau de la réforme peut être porté par tous, « sans qu'aucun de nous ait rien à désavouer de ses principes; « car la réforme est également un moyen et un but, le com- « mencement et la fin de nos espérances. En invoquant la « réforme, on ne demande aucun sacrifice d'opinion, on n'inter- « dit aucune réserve. Nous prenons un drapeau connu, à l'ombre « duquel peuvent se déployer tous les drapeaux. Parce que nous, « nous voudrions une réforme radicale, devons-nous dire, même « après dix-sept ans d'inutiles efforts : tout ou rien ? Nos devoirs « ne sont-ils pas suffisamment compris dans cette maxime : dire « tout ce qui est vrai, demander tout ce qui est possible ? » (13).

Moyennant quoi, les radicaux ne tardèrent pas à s'emparer de la direction de la campagne, que les chefs du centre, en bons bourgeois, désertèrent pour ne pas se compromettre. Le malheureux Odilon Barrot, mis peu à peu sur la touche, dut assister au triomphe de F.·. Ledru-Rollin et des socialistes. Avec eux, le ton monta. Non contents de réclamer la réforme électorale et parlementaire, les orateurs s'en prirent à la corruption du régime et parlèrent ouvertement d'un retour à la République.

Les événements, d'ailleurs, leur faisaient la part belle. Une série de scandales éclaboussa les milieux proches du gouvernement. Déjà, on parlait de trafic de croix de la Légion d'Honneur, lorsque, coup sur coup, deux « affaires » vinrent alimenter la chronique scandaleuse.

Dans la première, où il était question de pot-de-vin, deux anciens ministres de Louis-Philippe et pairs de France étaient compromis : le lieutenant-général Amédée de Cubières, ministre de la Guerre en 1839 et 1840, et Jean-Baptiste Teste, ministre du Commerce en 1834, de la Justice en 1839 et des Travaux Publics en 1840. Traduits devant la Cour des Pairs, ils furent condamnés le 17 juillet, à la dégradation civique; en outre, Teste écopait de 3 ans de prison et de 94 000 francs d'amende, montant de son pot-de-vin, Cubières de 10 000 francs d'amende.

Dans la seconde affaire, le duc de Choiseul-Praslin, pair de France lui aussi, fut convaincu d'avoir assassiné sa femme, fille du maréchal Sébastiani, le 17 août 1847. Interné le 25 à la maison de justice du Luxembourg, il s'y empoisonna (14).

L'opposition ne manqua pas d'exploiter ces scandales.

Finalement, à la fin décembre 1847, la campagne des banquets avait réuni environ dix-sept mille participants dans soixante-dix villes. Les organisateurs crièrent au succès; certes, mais d'une importance bien restreinte. Louis-Philippe ne s'y trompa pas. Dans son discours du trône du 28 décembre, il s'en prit violemment à l'opposition, à laquelle il reprocha d'être menée par des « passions ennemies ou aveugles ». C'était une déclaration de guerre.

« Guizot... s'enhardit, écrit M. Daniel Halévy. Michelet, imitant ses amis Mickiewicz et Quinet, agitait la jeunesse au Collège de France; chargé d'y enseigner l'histoire générale, il exposait une théorie de la Révolution, source et justification du mouvement historique. Guizot suspendit son cours comme il avait suspendu celui de ses deux amis » (15).

Dans son carnet, cependant, Proudhon note pour 1848 :

« *5 février :* Guizot a prononcé un discours, il n'a pas été « aussi audacieux que je l'eusse voulu.

« *9 février :* Il y a une conspiration pour renverser le ministère « par tous les moyens, même par l'émeute.

« *10 février :* Le trouble et le scandale augmentent... La « France, si elle ne renvoie pas son opposition, est perdue ».

Mais l'opposition, elle, avait décidé d'organiser, le 22 février, dans le faubourg Saint-Marceau, à Paris, un banquet de clôture de sa campagne.

Et Proudhon écrit :

« *15 février* — La campagne des banquets devient menaçante. « Les fonds publics baissent, les affaires languissent. L'opposi- « tion organise un banquet à Paris même; le gouvernement l'in- « terdit, l'opposition maintient son appel; elle veut que 200 000 « hommes, venus aux portes closes, constatent l'abus du pouvoir.

« La manifestation projetée, commente M. Daniel Halévy, s'annonce grandiose, rendez-vous est donné aux protestataires sur la place de la Madeleine; ils remonteront ensuite la rue Royale, l'avenue des Champs-Elysées et se heurteront, sur le rond-point des Champs-Elysées, aux portes de la salle où le banquet devait être tenu, portes closes par ordre du préfet et gardées par la police et l'armée. Quel déploiement de force et quel parcours, pour en venir à un constat d'huissier ! Vraie idée d'avocat, pense Proudhon, et il blâme les imprudents. Si leur intention est vraiment d'agir, pense-t-il, on ne peut leur reprocher que leur peu de franchise. Mais si l'opposition a d'autres sentiments, « elle est inexcusable (...) Est-il dans la logique de « déranger le peuple pour ne rien faire ? On annonce une pro- « menade, on aura une insurrection. Le peuple s'exprime par « des actes, non par des discours. Quand on l'appelle, il sait « que c'est pour agir... Le fera-t-on mentir à sa nature ? Je m'y « attends et je le souhaite. J'aime mieux une bêtise qu'une faute, « et il n'y a pas, en ce moment où aucune idée ne remue des « cerveaux, d'autre alternative...

« La protestation du banquet, dit-on, est un acte. Il faut être « bien dépourvu de sens pour comparer les actes du peuple à « des actes d'huissier et s'imaginer que le gouvernement se « laisserait faire ».

D'autant qu'avec la police et l'armée, il aurait vite maté toute tentative d'insurrection. C'est ce que finissent par comprendre les organisateurs du banquet : le lundi 21 février, ils se décident à annuler leur appel au peuple pour le lendemain.

DES DÉFILÉS A LA RÉVOLUTION

Il était trop tard. Comme le note Proudhon :

« *Mardi 22 février, midi :* Tout Paris est sur pied, il est trop « clair qu'on s'attendait à quelque chose, à une manifestation, « disent les uns; à une émeute, disent les autres; à une révolu- « tion, disent les troisièmes; à un changement de ministère, « ajoutent les quatrièmes.

« La bourgeoisie veut être gouvernée par un roi. Mais le roi « ne veut pas gouverner comme la bourgeoisie entend l'être ».

Il y eut quelques manifestations sur les boulevards, rapidement dispersées. Elles suffirent, néanmoins, à inciter Guizot à commettre l'erreur capitale; alors qu'avec les forces dont il disposait, il avait la situation bien en main, il convoqua la garde nationale pour le lendemain, 23 février.

Or celle-ci était composée en majorité de petits bourgeois qui ne participaient pas au *pays légal;* l'abaissement du cens électoral, prévu par la réforme, leur aurait permis d'y accéder. Ils penchaient donc pour les réformateurs.

Aussi, une vive effervescence se manifesta dans toute la capitale, dès que l'ordre de convocation de la garde nationale fut connu. Le 23, « beaucoup de ses membres restèrent chez eux; les autres (neuf légions sur douze) se rassemblèrent au cri de « Vive la réforme ! », « A bas Guizot ! » (16).

Il n'est donc pas étonnant qu'ils ne se soient pas opposés aux manifestations de la matinée du 23. Garnier-Pagès précise même :

« Se sentant protégé par la garde nationale, le peuple adressait aux troupes des acclamations à la fois sympathiques et

réformistes. La foule, de plus en plus compacte et animée, débordait sur les deux places des Victoires et des Petits-Pères, et occupait tout le carrefour des rues qu'elles enserrent. Importuné de ce voisinage tumultueux, et qui d'un moment à l'autre pouvait devenir dangereux, le général Friant ordonne à un peloton de cuirassiers de refouler le peuple et de dégager la garde nationale. Les soldats s'avancent pour exécuter cet ordre. Devant cette charge le peuple cède et se réfugie derrière la garde nationale. Les cuirassiers continuent de marcher; la garde nationale croise la baïonnette. Deux fois, ils recommencent, deux fois la garde nationale présente le fer. Devant une hostilité si imprévue, les soldats s'arrêtent. Ce n'est plus le peuple qu'ils vont avoir à combattre, c'est la garde nationale avec laquelle ils ont toujours combattu, et qui, dans toutes les précédentes agitations, au lieu de barrer le chemin à la force armée, le lui ouvrait. La conscience des troupes et leur moral en reçoivent un profond ébranlement (...).

« De nouveaux faits furent plus significatifs. En l'absence du colonel, le chef de bataillon Hovyn avait pris le commandement. Réunissant les hommes placés sous sa main, il les promena autour des troupes, sur la place des Victoires. Gardes nationaux et peuple criaient à la fois : « Vive la ligne ! Vive la Réforme ! A bas le Système ! » De la place des Victoires, la manifestation réformiste se prolongea, par les rues des Fossés-Montmartre, Saint-Eustache et Bourdon-Villeneuve, jusqu'à la porte Saint-Denis ».

Dès lors, les Tuileries allaient perdre tout sang-froid et commettre faute sur faute. Au début de l'après-midi, sous la pression de ses intimes, Louis-Philippe exigea la démission de Guizot, pourtant assuré de la majorité à la Chambre. C'était s'incliner devant l'insurrection et ajouter au désordre de la rue la désorganisation du gouvernement. Guizot s'inclina aussitôt et Molé fut chargé de constituer le nouveau ministère.

La chute de Guizot fit éclater la joie populaire. Paris se prépara à illuminer. Vers dix heures du soir, une bande de manifestants portant des torches se heurta à un bataillon de ligne qui gardait le ministère des Affaires étrangères, boulevard des Capucines. Dans la confusion, les soldats firent une décharge qui

tua seize personnes et en blessa une trentaine. Les corps, chargés sur un chariot, furent promenés à la lueur des torches dans les quartiers ouvriers, qui prirent les armes. On sonna le tocsin.

« C'est vers dix heures et demie que le roi en fut instruit, note Garnier-Pagès. Il parut péniblement affecté. Sans manifester plus d'inquiétude sur le résultat de la lutte, il témoigna plus d'impatience de voir M. Molé ». Mais Molé, s'estimant incapable de redresser la situation, conseilla au roi de faire appel à Thiers.

Le 24 février au matin, de nombreuses barricades se dressaient dans les quartiers du Centre et de l'Est. Louis-Philippe nomma le maréchal Bugeaud au commandement de la Place de Paris, et celui-ci déclara sur le champ : « Il faut en finir avec les révolutionnaires », ce qui n'était pas pour calmer les esprits. Si bien que Thiers, appelé à former le gouvernement, démit Bugeaud et le remplaça par le général de Lamoricière.

Mais l'insurrection gagnait du terrain. La fusillade s'étendait. Un groupe d'insurgés s'empara du Château d'Eau, prit les armes qu'il y trouva et mit le feu aux bâtiments. Çà et là, les soldats fraternisaient avec la garde nationale et les manifestants. Dans un dernier sursaut, Louis-Philippe décida de passer en revue des légions de la garde nationale rassemblées place du Carrousel; il fut accueilli par des cris de « Vive la réforme ! ». Il s'effondra, donna l'ordre de retirer les troupes et de confier le maintien de l'ordre à la garde nationale, puis abdiqua en faveur de son petit-fils, le comte de Paris. Vers midi, sous la protection de quelques gardes nationaux à cheval, le couple royal gagna Saint-Cloud en voiture, par les Champs-Elysées, et de là il prit la route de Honfleur où il s'embarqua pour l'Angleterre.

Tandis que les insurgés pillaient les Tuileries, la duchesse d'Orléans s'était rendue au Palais-Bourbon pour y faire reconnaître le comte de Paris; mais les républicains envahirent les lieux, les députés prirent la fuite.

Un gouvernement provisoire fut constitué, composé de sept députés républicains, dont Lamartine, Ledru-Rollin, Arago et Garnier-Pagès. « Les sept s'installaient vers cinq heures du soir à l'Hôtel de Ville, lorsqu'ils furent rejoints par quatre nouveaux collègues qui s'imposèrent à eux : Louis Blanc, Marrast, Flocon et un ouvrier, chef de société secrète, Albert » (17).

Les événements inspirent à Proudhon ces commentaires :

« *24 février* : ... les traités de 1815 déchirés, la propagande « républicaine, le communisme et toutes les utopies : cela doit « être effroyable.

« Il y a un critérium qui ne trompe pas : c'est l'économie « sociale. Le peuple a détruit aujourd'hui pour quelques millions « de valeurs... Ajoutez un chômage général : le 22, le 23, le 24, « chômage de 4 à 500 000 hommes. La révolution de février « coûte déjà dix millions. La victoire d'aujourd'hui est la victoire « de l'anarchie contre l'autorité ou bien c'est une mystification...

« Les Lamartine, les Quinet, Michelet, Considérant, les Mon- « tagnards, etc..., tout le mysticisme, le robespierrisme, le chau- « vinisme sont au pouvoir.

« On a fait une *révolution sans une idée* ».

« IS FECIT CUI PRODEST »

Sans une idée... ? Voire...

On constatera tout d'abord que, sur les *onze* membres du gouvernement provisoire, *neuf* étaient Francs-Maçons : Ledru-Rollin, Arago, Garnier-Pagès, Crémieux, Marie, Pagnère, Louis Blanc, Marrast et Albert.

Or M. Pierre Mariel, qui, on l'a vu, a établi « qu'à deux degrés la franc-maçonnerie fut l'artisane de la IIe République », précise : « Les conspirateurs se réunissaient sous le couvert des obédiences égyptiennes : Misraïm et Memphis. Ils reprenaient surtout en province, la tactique mise au point par Buchez et les carbonari. Prudemment, mais tenacement, ils noyautaient les ateliers fidèles au Grand Orient, ce Grand Orient composé de bourgeois conservateurs qui défendaient non pas tant la dynastie, que leurs privilèges « profanes » (18).

Aussi, dès la proclamation de la République : « Foin de la discrétion maçonnique ! Bannières en tête, portant tablier et sautoir, les francs-maçons de Paris s'en viennent, en cortège, à l'Hôtel de Ville où le gouvernement provisoire siège en permanence.

« Presque tous les membres de ce nouveau gouvernement « connaissent l'acacia ». Ils n'en écoutent qu'avec plus de satisfaction la harangue d'un des leurs, parlant au nom du Suprême Conseil et du Grand Orient :

« Les francs-maçons ont porté de tous temps sur leurs ban- « nières ces mots : « Liberté, Egalité, Fraternité ». En les « retrouvant sur le drapeau de la France, ils saluent le triomphe « de leurs principes et s'enorgueillissent de pouvoir dire que la « Patrie tout entière a reçu par vous la consécration maçon- « nique... » (19).

A quoi le F.·. Crémieux, entouré des FF.·. Garnier-Pagès, Marrast et Pagnerre, répondit :

« La République est dans la Maçonnerie...

« Eh bien ! La République fera ce que fait la maçonn.·. : elle « deviendra le gage éclatant de l'union des peuples sur tous les « points du globe, sur touts les côtés de notre triangle, et le « G.·. (rand) Arch.·. (itecte) de l'Univ.·. (ers) du haut du ciel, « sourira à cette noble pensée de la République, qui, se répan- « dant de toutes parts, réunira dans un même sentiment tous les « citoyens de la terre ».

« Ce discours, commente M. Georges Ollivier, montre avec éclat que, depuis 1737, l'objectif des FF.·. MM.·. n'avait pas varié : fonder la République universelle.

« La réussite de ce projet voulait, naturellement, que fussent détruits tous les gouvernements susceptibles d'y faire obstacle » (20).

On s'explique ainsi que les mouvements révolutionnaires de 1848, débutant le 12 janvier à Palerme, aient fait rapidement tache d'huile sur toute l'Europe; c'est la Maçonnerie et les diverses sociétés secrètes qui s'en réclamaient qui transmirent le mot d'ordre. Lamartine en était bien convaincu.

Lorsque, quelques jours après sa démonstration auprès du gouvernement provisoire, la même délégation maçonnique se présenta de nouveau à l'Hôtel de Ville, comme pour confirmer sa prétention de garder la IIe République sous sa coupe, et sous le prétexte de féliciter Lamartine de son intervention au sujet du drapeau tricolore, ce dernier leur répondit :

« J'en sais assez de l'histoire de la franc-maçonnerie pour être

« convaincu que c'est du fond de vos loges que sont émanés,
« d'abord dans l'ombre, puis dans le demi-jour, et enfin en
« pleine lumière, les sentiments qui ont fini par faire la sublime
« explosion dont nous avons été témoins en 1790 et dont le
« peuple de Paris vient de donner, il y a peu de jours, la seconde
« et, j'espère, la dernière représentation » (21).

TENTATIVES DE SOCIALISATION

Les révolutionnaires au pouvoir tentèrent alors de socialiser le nouveau régime. « Le 28 février, écrit Elie Halévy, le peuple demanda la création d'un Ministère du Progrès, l'organisation du travail (projet Louis Blanc), la proclamation du droit au travail (formule lancée par les fouriéristes). Le gouvernement provisoire, dès le 25, s'engage à *garantir l'existence de l'ouvrier par le travail* et établit un conseil économique, où se rencontraient les patrons et les ouvriers, conseillés par Jean Raynaud, Victor Considérant, Vidal et Pecqueur. Vidal et Pecqueur proposèrent le monopole des assurances et des banques pour alimenter le budget de l'organisation du travail, et permettre la fondation des ateliers sociaux dont Louis Blanc avait fait le plan. Le 28, les républicains modérés du gouvernement se débarrassèrent de Louis Blanc en lui donnant la présidence d'une Commission pour les travailleurs chargée d'*aviser à garantir au peuple les fruits légitimes de son travail :* elle siégea au Luxembourg et on la surnomma *Commission du Luxembourg*. Mais les ateliers nationaux, nom donné aux ateliers sociaux de Louis Blanc, furent organisés par un modéré, antisocialiste, Marie, ministre des Travaux Publics » (22).

Ce dernier prit en main les 20 000 ouvriers de ces ateliers et sut les détourner du blanquisme. Aux élections du 23 avril 1848 pour la formation de l'Assemblée Constituante, les socialistes n'eurent que 100 élus sur 880, dont plus de 500 modérés.

Aussi, le 15 mai, tentèrent-ils un coup de force. La foule envahit la Chambre des Députés où l'Assemblée siégeait depuis onze jours. Il fallut faire appel à la garde mobile pour la dégager.

La majorité fit arrêter les chefs socialistes et prépara la dissolution des ateliers nationaux, décrétant que tous les ouvriers qui y étaient employés et dont l'âge était compris entre dix-huit et vingt-cinq ans devaient soit s'engager dans l'armée, soit aller s'embaucher sur des chantiers provinciaux, comme celui de l'assainissement des marais de Sologne.

La dissolution des ateliers commença le 22 juin. Le soir même, tout l'Est de Paris était en insurrection. Tandis qu'une bonne moitié des gardes nationaux passaient aux insurgés ou rentraient chez eux, et que le ministre de la Guerre Cavaignac tergiversait, la troupe, sans ordres, laissait s'ériger les barricades. Mais, le 24, Cavaignac, qui disposait de 30 000 soldats sûrs, de 15 000 gardes mobiles et de nombreux gardes nationaux venus de province, se décida à mater l'émeute. Mgr Affre, en tentant une médiation, fut tué sur une barricade. Le 26 juin, les derniers insurgés du quartier Saint-Antoine devaient mettre bas les armes.

Comme chaque fois que la bourgeoisie a eu peur, la répression fut sans pitié. La troupe avait perdu trois mille hommes, dont sept généraux : Négrier, Duvivier, Bréa, Damesme, Bourgon, Regnault, François; elle fusilla les insurgés sans compter. Il y eut quinze mille arrestations et trois à quatre mille déportations en Algérie. Louis Blanc s'enfuit en Angleterre.

Le putsch socialiste avait échoué, et c'est Louis-Napoléon qui en profitera.

(1) Georges Ollivier, « Histoire politique de la F.·. M.·. », p. 14.

(2) Louis Girard, « Etablissement politique de la bourgeoisie (1830-1846) », in *Histoire de France*, Larousse, T. II, p. 234.

(3) Pierre Mariel, *Les Francs-Maçons en France*, p. 85.

(4) Georges Ollivier, *op. cit.*, p. 13-14.

(5) Pierre Mariel, *op. cit.*, 74-75.

(6) Elie Halévy, *Histoire du Socialisme européen*, p. 82.

(7) Louis Girard, *op. cit.*, p. 236.

(8) Bert Andréas, *La Ligue des Communistes*, éd. bilingue avec traduction par Jacques Grandjonc, Aubier Montaigne, 1972, p. 15.

(9) Elie Halévy, *op. cit.*, p. 82.

(10) *Miroir de l'Histoire*, n° 19, août 1951, p. 12.
Dans ce même numéro (p. 57-58), l'érudit Jacques Bourgeat prétend :

— d'une part, que le grenadier blessé aurait été victime d'un « coup de pistolet maladroit » tiré par Louis-Napoléon; — d'autre part, que le sobriquet de Badinguet n'aurait pas été utilisé pour l'évasion, mais aurait été probablement inventé par le caricaturiste politique Gavarni.

Toujours dans le même numéro de la revue, sous le titre : « La jeunesse de Napoléon III » (p. 61 et suiv.), M. Ferdinand Bac affirme que Louis-Napoléon resta toute sa vie sous l'influence de l'éducation républicaine reçue de Philippe Le Bas, fils du Conventionnel, et de son affiliation à la Carboneria, à Rome; cette affiliation « à la vie et à la mort » se traduisit par l'attentat d'Orsini.

Voir aussi dans *Aux Carrefours de l'Histoire*, n° 16, décembre 1958, un curieux article de M. Paul Bouchet : « L'explication d'un mot clé : Badinguet ».

(11) Elie Halévy, *op. cit.*, p. 80-81.

(12) Louis Girard, *op. cit.*, p. 241.

Depuis 1831, Casimir Périer avait fait adopter un cens électoral de 200 francs et un cens d'éligibilité de 500 francs. Ainsi en 1847, on ne comptait au total que 240 000 électeurs, ce qui explique la faible importance numérique des collèges électoraux et, par suite, l'influence de cinq à dix voix seulement.

(13) « La Révolution de 1848 racontée par Garnier-Pagès », in *Aux Carrefours de l'Histoire*, n° 43, juillet 1961, p. 69 et suiv.

Les citations de Garnier-Pagès extraites de cet article ont été rédigées en 1860.

(14) Dans *Miroir de l'Histoire*, n° 49, février 1954, Jacques Bourgeat se fait l'écho (p. 239) d'une thèse de la survivance du duc de Praslin, qui se serait réfugié en Angleterre.

(15) Daniel Halévy, « Proudhon devant la Révolution de 1848 », in *Miroir de l'Histoire*, n° 11, décembre 1950, p. 10 et suiv. Les citations de Proudhon sont extraites de son *Journal*, encore inédit à l'époque de la publication de l'article.

(16) Louis Girard, *op. cit.*, p. 256.

(17) *Ibid.*

(18) Pierre Mariel, *op. cit.*, p. 86.

(19) *Ibid.*, p. 86-87.

(20) Georges Ollivier, *op. cit.*, p. 15, d'après Albert Lantoine, *La Franc-Maçonnerie dans l'Etat* (Histoire de la Franc-Maçonnerie française), p. 311.

(21) Pierre Mariel, *op. cit.*, p. 87.

(22) Elie Halévy, *op. cit.*, p. 93-94.

N. B. — Pour avoir une bonne idée du « climat » dans lequel s'est effectuée la Révolution de 1848, lire : Maurice Agulhon, *Les Quarante-Huitards*, Gallimard, Coll. « Archives », 1975.

CHAPITRE V

LA LIGUE DES COMMUNISTES

Pour le philosophe et historien italien Benedetto Croce, c'est par la Révolution de juillet 1830 que le communisme « occupa pour la première fois les esprits et les imaginations, les secoua et les bouleversa. Vu comme devant triompher dans un proche avenir, salué avec joie, repoussé avec horreur, il forma à ce moment aussi son système et ses méthodes, fixa toute sa pensée, en sorte que rien d'essentiel n'y fut par la suite changé ou ajouté » (1).

Les causes en sont connues; la révolution industrielle avait amené dans les grandes villes des masses ouvrières, exploitées sans vergogne par un capitalisme avide de gains importants et rapides, sous la coupe de « l'énorme puissance des financiers et des banquiers (que les Rothschild, de renommée mondiale, symbolisaient) » (2). Rémunérés de salaires de famine, victimes des contrecoups de la concurrence effrénée, avec ses crises et ses faillites, qui se traduisaient pour eux par des périodes de chômage, les ouvriers étaient perpétuellement en instance de révolte.

Mais, souligne Benedetto Croce : « Ces faits et ces conditions ne produisaient pas par eux-mêmes, comme se plaisent à le penser des doctrinaires portés vers la mythologie, le communisme ou un autre système politique, par l'effet d'un déterminisme et comme une répercussion immédiate des souffrances des ouvriers, mais ils posaient aux hommes de pensée (ce sont eux, et non les ouvriers, qui furent les auteurs du communisme, comme de tous les autres systèmes politiques) des problèmes économiques et des problèmes moraux, relatifs à une meilleure organisation de la production, à la justice, à l'humanité et à la civilisation, à l'éducation de nouvelles classes à élever jusqu'au sens et à la volonté politiques » (3).

Cette ingérance des hommes de pensée se retrouve non seulement dans l'édification des systèmes politiques, mais même dans l'organisation des émeutes. C'est ainsi que l'insurrection des 12-13 mai 1839 fut conduite par Armand Barbès, Blanqui et Martin-Bernard.

A ce sujet, M. Bert Andréas apporte une intéressante précision :

« La participation des communes de la Ligue des Justes au soulèvement républicain des 12 et 13 mai 1839 est donnée par Engels dans son esquisse de l'histoire de la Ligue des Communistes (rédigée en 1885) comme un fait établi. Or Engels ne pouvait tenir son information sur ce point que de Schapper qui fut effectivement arrêté au cours d'une rafle et fit 6 mois de détention préventive avant non-lieu et expulsion sur l'Angleterre » (4).

Cette information est confirmée par l'auteur américain Alan Stang qui écrit : « Des membres de la Ligue (des Justes) ont participé à l'insurrection avortée des Blanquistes à Paris en 1839 » (5).

Qu'était donc cette *Ligue des Justes* (dite aussi *Ligue des Hommes Justes*) ?

DE LA TUGENBUND A LA LIGUE DES COMMUNISTES

La condamnation à mort par contumace de Weishaupt, en 1786, à Munich, et le décret de dissolution des Illuminés avaient mis fin aux activités de l'Ordre en Bavière. Mais ils les poursuivirent à l'étranger.

« En 1800, affirme M. Alan Stang, les Illuminés avaient déjà deux grandes loges à New-York, et en Virgine, totalisant 1 700 affiliés. Et en 1826, un Franc-Maçon de New-York, nommé William Morgan, publia un livre dénonçant l'infiltration de l'Illuminisme dans la Maçonnerie américaine. Sur ce, Morgan fut assassiné par un Illuminé importé d'Angleterre » (6).

C'est donc que l'Ordre avait des affiliés en Grande-Bretagne.

Pour ce qui est des Etats-Unis, la correspondance de George Washington avec le pasteur G. W. Snyder, donnée plus haut, établit que « ses doctrines diaboliques » y étaient répandues au moins dès 1798. En Russie, on retrouve ses agissements derrière la révolte des « Décabristes » de 1825. On a pensé aussi déceler l'influence de l'Illuminisme dans la Carboneria, au stade suprême de l' « organisation encore supérieure » à la Haute-Vente, et dont on ignore à peu près tout.

Quant à la France, nous avons montré ailleurs (7) le rôle des Illuminés dans la préparation de la Révolution de 1793, par La Fayette, futur Grand Maître de la Charbonnerie, le marquis de Chefdebien, fondateur du *Rit Primitif de Narbonne;* M. Stang y ajoute Mirabeau et une quinzaine de révolutionnaires. Il précise notamment :

« Bode et Busch eurent pour mission de répandre les doctrines Illuministes dans tout le pays. Ils y réussirent au point que, en 1788, toutes les 266 loges du Grand Orient de France étaient contrôlées jusqu'à certain point par les Illuminés... Et ces loges créèrent et contrôlèrent les clubs révolutionnaires des Jacobins. Leur intention était de s'emparer du pouvoir en France, de se servir de la France pour conquérir le reste de l'Europe, et d'imposer alors une dictature mondiale. Mais Napoléon fut vaincu et, en 1815, les gouvernements légaux d'Europe, bien avertis des motifs des troubles précédents, tentèrent, au Congrès de Vienne, d'en empêcher le retour » (8).

En Allemagne, les Illuminés s'étaient réorganisés, dès 1806, sous le couvert de la *Tugenbund* (ou Tugen-Bund, ou encore Tugensbund — Ligue de la Vertu), constituée, pour la façade, en association d'étudiants, « dans le but apparent d'expulser les Français du sol de la patrie » (Bouillet). Mais son libéralisme offusqua la Sainte-Alliance, et Metternich en fit prononcer la dissolution en 1815.

Elle fut aussitôt remplacée par l'*Allgemeine Burschenschaft,* « organisation générale des étudiants, fondée en 1815 après les guerres de libération et interdite en 1819 comme subversive (décret de Karlsbad), d'orientation souvent nationaliste » (9).

Si le Congrès de Vienne avait substitué la Confédération germanique, contrôlée par l'absolutisme autrichien, à la Confédé-

ration du Rhin, constituée en 1806, sous la protection de Napoléon Ier, « cependant une bourgeoisie rhénane active s'affermit avec l'apport des Droits de l'homme et du Code civil » (10).

D'autant que, constate M. Jacques Grandjonc, « La révolution de 1830 en France et peut-être plus encore la révolution polonaise en 1831 avaient réveillé de sa torpeur l'Allemagne de la Restauration qui avait retrouvé depuis 1815 un Ancien Régime à peine dépoussiéré des nattes et du bâton frédériciens et qui vivait depuis 1819 (Congrès de Carlsbad) dans un régime de répression policière instauré par la Diète germanique sous l'impulsion de Metternich (...) Le mouvement de 1830-1831 est un mouvement libéral-national dont les éléments moteurs se recrutent dans une minorité de la société allemande, la bourgeoisie intellectuelle : journalistes, avocats, professeurs, médecins, écrivains (...) Les objectifs politiques de la plupart de ces hommes sont relativement limités : constitution, liberté de la presse, publicité des actes en justice, unité de l'Allemagne. C'est là le programme que défend la presse indépendante qui naît en 1831 dans l'Allemagne de l'Ouest et du Sud-Ouest et qui est écrasée dès 1832 par un décret de la Diète adopté à l'instigation de Metternich peu après la grande fête libérale du château de Hambach (27 mai 1832) » (11).

Dès lors disparurent les derniers restes de libéralisme. Par réaction, se produisirent une série de troubles. Il y avait eu déjà le putsch manqué de Gottingen en janvier 1831; il fut suivi des révoltes de Francfort en avril 1833, de Savoie en janvier 1834, de Hesse en juin 1834, etc. La répression policière en devint plus rigoureuse, provoquant une émigration importante vers la France, la Belgique, l'Angleterre, la Suisse et jusqu'aux Etats-Unis.

Cette émigration politique se doublait d'une émigration économique due, en particulier, à la crise agricole déclenchée par la politique protectionniste anglaise des *Corn Laws* (Lois sur les céréales) de 1815, qui fermait aux céréales allemandes les marchés de l'Europe occidentale. Comme, en 1830, l'industrialisation de l'Allemagne n'a pas encore commencé — elle ne débutera que vers 1850 —, la masse paysanne, réduite à la misère, fournira un fort contingent d'expatriés définitifs, surtout aux

Etats-Unis; d'après les statistiques américaines, ils auraient accueilli ainsi 515 900 émigrants allemands entre 1820 et 1849.

Il existe aussi un important courant d'émigration, temporaire celui-là, mais incessamment renouvelé, constitué par les « Compagnons du Tour » — dont certains se fixeront à demeure dans leur pays d'accueil, Suisse et France de l'Est, pour des raisons linguistiques, mais aussi dans les grands centres industriels, Londres, Manchester, Paris, Lyon, Marseille, etc.

Une *Statistique de l'industrie à Paris résultant de l'enquête faite par la Chambre de commerce pour les années 1847-1848* « note que l'immigration des Allemands depuis une vingtaine « d'années est considérable et forme une portion importante de « ce qu'on peut appeler la population sédentaire (ouvrière) » ou « encore que « le bas prix des façons n'arrête pas l'immigration « et (que) les ouvriers allemands savent se contenter de très « faibles salaires » (12).

Et M. Grandjonc conclut : « Du contact de ce milieu exploité, en voie de prolétarisation, avec une réalité sociale autre que celle des pays germaniques, avec une classe ouvrière politisée, avec le ferment que sont les émigrés politiques allemands, souvent obligés de travailler eux aussi comme ouvriers, naît une conscience sociale nouvelle qui se concrétise en de multiples groupes de discussion, clubs ou associations d'artisans, d'où naissent et qui accompagnent des organisations plus importantes, sociétés déclarées ou secrètes dont le but est de renverser l'ordre établi en Allemagne » (13).

La première de ces organisations, l' « Association patriotique allemande » *(Deutscher Volksverein)*, fut fondée à Paris en février-mars 1832, en même temps que l' « Association allemande de soutien à la Presse libre » *(Deutscher Vaterlandsverein zur Unterstützung der Freien Presse)*, justifiée par le nombre de journalistes et de typographes réfugiés à Paris. Leur objectif ne dépassait pas la libéralisation des institutions politiques de l'Allemagne.

Les lois restreignant le droit d'association, consécutives aux insurrections d'avril 1834 à Lyon et à Paris, amenèrent la dissolution de ces deux organisations. En mai-juin, leurs dirigeants constituèrent alors, conjointement, une société secrète, la « Ligue

des Bannis » *(Bund der Geächteten)* qui, au début, reprit les revendications libérales de ses devancières. Mais bientôt intervint une modification radicale dans la structure de la Ligue. Largement majoritaires, les artisans et les ouvriers prirent le dessus sur les étudiants et les autres réfugiés libéraux, et ils firent évoluer la politique de leur mouvement vers le néo-babouvisme. A la vérité, cette tendance s'était déjà manifestée à l'Association patriotique allemande. Mais c'est avec la *Profession de foi d'un Banni* et une *Déclaration des Droits de l'Homme,* publiées toutes deux à Paris en 1834 qu'elle trouva sa véritable expression.

A l'été 1836, la Ligue des Bannis s'adjoignit des éléments de la « Jeune Allemagne » *(Junges Deutschland)* — société secrète créée en Suisse en avril 1834 par Mazzini, dans le cadre de sa « Jeune Europe » —, que les autorités helvétiques venaient d'expulser. Ces nouveaux venus renforcèrent la tendance majoritaire communiste de l'apport de leur idéologie carbonariste, ce qui ne fut pas pour plaire aux partisans du simple libéralisme.

Les dissensions qui éclatèrent au cours de l'hiver 1836-1837 provoquèrent une scission. Tandis que les anciens dirigeants minoritaires maintenaient la Ligue des Bannis — elle disparut vers 1840 après une ultime mutation en « Ligue des Allemands » *(Bund der Deutschen)* —, les dissidents se regroupèrent en une « Ligue des Justes » (ou « Ligue des Hommes Justes » — *Bund der Gerechten*), nettement révolutionnaire, où se retrouve l'influence de la Charbonnerie, et jusque dans la terminologie des status publiés en juillet 1838.

« La commune *(Gemeinde),* dirigée par un président et un adjoint (trésorier) élus, constituait la cellule de base de la Ligue et comptait au minimum cinq, au maximum dix membres : la région *(Gau)* rassemblait de cinq à dix communes et était dirigée par la présidence de région *(Gauvorstand),* composée des présidents de communes; la Vente *(Halle)* ou Autorité centrale de la Ligue était élue par la (ou les) présidence de région du lieu où elle avait son siège. Toutes les autorités de la Ligue étaient élues en mai pour un an... L'admission de nouveaux membres ne pouvait avoir lieu qu'à l'unanimité de la commune dans laquelle ils entraient... » (14).

A ses débuts, l'Autorité centrale de Paris comprenait Karl Schapper, *Burschenschafter* (membre de l'ancienne *Allgemeine Burschenschaft*) devenu compositeur d'imprimerie, qui se montra remarquable organisateur, et le tailleur Georg Weissembach, tous les deux venant de la Jeune Allemagne, l'écrivain German Mäurer et le compagnon menuisier Karl Hoffman. En 1838, la Ligue reçut l'adhésion de l'ouvrier tailleur Wilhelm Weitling qui, la même année, publia en allemand le premier manifeste : *L'Humanité telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être,* dans lequel il exposait l'idéologie d' « un communisme utopique, teinté de religiosité et s'adressant aux artisans ». Il y reprenait notamment le postulat de Buonarroti sous la forme : « La Communauté des biens est le moyen de sauver l'humanité; elle transformera pour ainsi dire la terre en un paradis » (Bert Andréas).

Cette brochure fut utilisée par la Ligue pour sa propagande en Allemagne, en la faisant diffuser par de nombreux Compagnons du Tour qu'elle comptait parmi ses affiliés.

« Elle étendit son influence aux ouvriers allemands en Angleterre, à partir de 1840, grâce, entres autres, à l'expulsion de Schapper par la police française, tandis que Weitling s'établissait en Suisse à partir de 1841 comme émissaire de la Ligue. Les Allemands de la Ligue des justes, les « communistes » allemands ainsi qu'ils s'appellent eux-mêmes depuis que Cabet par son *Voyage en Icarie* (1840) a donné nom à la revendication socialiste communautaire, sont partagés selon le lieu de leur implantation entre diverses tendances : cabétistes à Paris avec H. Ewerbeck et G. Mäurer, chartistes à Londres avec K. Schapper, J. Moll ou H. Bauer, mystiques en Suisse, ils sont cependant tous marqués par Weitling et son ouvrage essentiel, *Les Garanties de l'harmonie et de la liberté* (novembre 1842) qui constitue la référence obligée de toutes leurs discussions théoriques » (15).

D'après Henri Heine, cet ouvrage fut « pendant longtemps le catéchisme des communistes allemands », tandis que pour Karl Marx, les *Garanties* faisaient du « prolétariat allemand le *théoricien* du prolétariat européen » (Bert Andréas).

A la suite des poursuites de 1839 et de leur expulsion de France, les dirigeants de la Ligue des Justes transférèrent le

centre de leurs activités à Londres. Ils y trouvaient de sérieux avantages : la loi anglaise qui admettait la liberté de réunion et d'association; un pays bien plus industrialisé que les autres Etats européens et qui, par suite, possédait une classe ouvrière nombreuse, dont les revendications s'exprimaient par le mouvement chartiste très organisé; un fort contingent d'ouvriers et d'artisans allemands, français, italiens, polonais, exilés pour leurs opinions politiques, auxquels s'ajoutaient des étudiants, des journalistes et des membres des professions libérales qui avaient fui les rigueurs policières des gouvernements absolutistes.

En février 1840, Karl Schapper et Joseph Moll fondèrent à Londres la « Société pour l'instruction des travailleurs allemands » *(Deutsche Bildungs-Gesellschaft für Arbeiter)* et, en 1841, la « Société démocratique allemande » *(Deutsche Demokratische Gesellschaft)*, officiellement déclarées, qui ne tardèrent pas à regrouper les autres associations allemandes de Grande-Bretagne.

Ces sociétés entretenaient d'étroites relations avec les chartistes et assuraient des interpénétrations réciproques avec la *Société démocratique française*. C'est ainsi que, en octobre 1844, Schapper fut entraîné à fonder, avec le Polonais Louis Oborski et le chartiste britannique William Lowett, une nouvelle organisation, *The Democratic Friends of All Nations* (Les Amis démocrates de toutes les Nations), pour expliciter la vocation universaliste du communisme. En septembre 1845, la Ligue des Justes participa à une « Fête des Nations », organisée par le « radical » Julian Harney, leader des *Fraternal Democrats* (Les démocrates fraternels), pour la commémoration de la proclamation de la République française en 1792. Rendant compte de cette cérémonie, Friedrich Engels écrivait : « *La démocratie d'aujourd'hui, c'est le communisme* (...) La démocratie est devenue un principe prolétarien, principe des masses. Les masses n'ont peut-être pas encore une conscience très claire de cette signification de la démocratie, la seule exacte, mais tous ont du moins le sentiment obscur que l'égalité sociale est dans la démocratie ».

Si en 1845, les antagonismes entre les intellectuels et les ouvriers de la Ligue des Justes commençaient à s'atténuer, par

contre, les théoriciens du communisme s'affrontaient en discussions passionnées.

« Les discussions de l'année 1845 à Londres, constate M. Bert Andréas, consacrent la fin du rôle dirigeant de Weitling au sein de la Ligue des Justes. Il ne pouvait plus ni lui proposer le nouveau programme ni lui insuffler l'élan nouveau que réclamaient les responsables londoniens. Ceux-ci se tournèrent alors vers le groupe de communistes allemands qui s'était constitué entre-temps à Bruxelles autour de Marx et d'Engels » (16).

Dans leur livre, *Karl Marx : l'Homme et le Militant*, les biographes de Marx, MM. Boris Nicolaievsky et Otto Maenchen-Helfen, signalent sa présence à Paris pour la première fois au printemps de 1844. Il y était venu, nous disent-ils, pour prendre langue avec les chefs des mouvements communistes français. « L'identité des dirigeants des sociétés secrètes de travailleurs français avec lesquels Marx prit des contacts personnels n'a pas encore été découverte. Il avait été introduit dans le groupe des communistes allemands par de Dr Ewerbeck. D'après des rapports d'agents secrets prussiens, dont Paris était envahi en cet été de 1844, Marx participait fréquemment aux réunions de travailleurs à la Barrière du Trône, avenue de Vincennes... » (17).

Les 7 et 10 août 1844, le journal allemand de Paris *Vorwärts* (nos 63 et 64) publiait un article signé : « Paris, le 31 juillet 1844 — Karl Marx », où, à propos du soulèvement des tisserands silésiens de juin 1844, Marx écrivait :

« Qu'on se rappelle d'abord le *Chant des tisserands*, ce hardi *cri de guerre* où ne sont même pas évoqués le foyer, la fabrique, le district, mais où le prolétariat clame immédiatement et de façon frappante, brutale, tranchante, violente son opposition à la société de la propriété privée. Le soulèvement silésien *commence* précisément par où *finissent* les soulèvements ouvriers français et anglais, par la conscience de l'essence du prolétariat. L'action même porte ce caractère *réfléchi*. Ce ne sont pas seulement les machines, ces rivales de l'ouvrier, qui sont détruites, mais aussi les *livres de comptes*, ces titres de propriété; et tandis que tous les autres mouvements se tournaient d'abord et uniquement contre le *chef d'industrie*, l'ennemi visible, ce mouvement

se tourne en même temps contre le banquier, l'ennemi caché, Enfin aucun soulèvement ouvrier anglais n'a été conduit avec autant de courage, de réflexion et d'endurance ».

C'est dans ce même article que Marx déclarait : « Il faut reconnaître que le prolétariat allemand est le *théoricien* du prolétariat européen, de même que le prolétariat anglais en est l'*économiste* et le prolétariat français le *politique* » (18).

Mais déjà, le 9 août 1844, sur plainte de von Arnim, ambassadeur de Prusse à Paris, Guizot écrivait à Duchâtel : « L'expulsion me paraît très motivée. Ils sont trois, le rédacteur responsable, M. Börnstein, le Dr Rüge et un M. Marx ». L'expulsion fut prononcée le 11 janvier 1845, et Marx alla s'installer à Bruxelles, où Engels vint le rejoindre en avril.

Dans les premiers jours de 1846, Marx et Engels créaient à Bruxelles un « Comité de Correspondance communiste » *(Kommunistisches Korrespondenz Komitee)*, ayant pour objet : « de mettre les socialistes allemands en rapport avec les socialistes français et anglais, de tenir les étrangers au courant des mouvements socialistes qui se seront développés en Allemagne et d'informer les Allemands en Allemagne des progrès du socialisme en France et en Angleterre » (19).

On remarquera qu'à cette époque, ni Marx ni aucun membre du groupe de Bruxelles n'avait accepté de s'inscrire à la Ligue des Justes, à laquelle Marx reprochait « le mélange de socialisme ou de communisme franco-anglais et de philosophie allemande qui constituait alors tout le secret de la théorie de la Ligue des Justes »; il proposait « à sa place une connaissance scientifique de la structure économique de la société bourgeoise à titre de seule base théorique ferme », qui assurerait aux ouvriers « une participation consciente au processus historique de bouleversement de la société qui se produit sous nos yeux ».

Fin janvier 1847, l'Autorité centrale de Londres envoya Joseph Moll négocier avec Marx et Engels; à la suite de quoi, le Comité de Correspondance communiste adhéra à la Ligue des Justes, où il constitua une commune.

Le 1er juin se tint à Londres le premier Congrès de la Ligue des Justes, qui décida de se transformer en *Ligue des Communistes*. On procéda à la rédaction d'un « Projet de profession de foi communiste » et d'un « Projet de Statuts »; des émissaires furent envoyés en Europe et en Amérique. En septembre, lancement de la *Kommunistische Zeitschrift* (Revue Communiste), organe officiel de la Ligue. En octobre 1847, Engels rédigeait à Paris les *Principes du communisme*. En février 1848 paraissait à Londres le *Manifeste du Parti communiste*.

Le 24 février, la révolution éclatait à Paris.

LE « MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE »

« Autour de 1840, écrivent MM. Nicolaievsky et Maenchen-Helfen, plusieurs tentatives avaient été faites pour réaliser le projet de rassembler toutes les organisations révolutionnaires d'Europe et de mettre sur pied une Sainte-Alliance des peuples opposée à la Sainte-Alliance des monarques. Des Français, des Allemands, des Grecs et des gens d'autres nationalités se réunissaient au quartier général des Carbonari en Suisse. La *Jeune Europe* de Mazzini possédait des sections de « Jeunes » Italiens, Allemands, Polonais, Français, etc. Des banquets publics, qu'il était difficile à la police d'interdire, étaient le procédé favori pour rassembler les représentants des mouvements révolutionnaires. Marx prit part à un de ces banquets à Paris, au printemps de 1844... ».

M. Alan Stang, qui reproduit ce passage, ajoute : « Le but de ces réunions était, évidemment, de fomenter les violences qui devaient éclater bientôt dans toute l'Europe ».

Et il donne ces précisions : « Les Carbonari appartenaient aux Illuminés de Bavière. Il en était de même de Mazzini. L'objet de sa *Jeune Europe* était d'organiser l'indispensable chair à canon ». Et encore : « Louis Auguste Blanqui fut un des révolutionnaires qui répandirent l'influence de l'Illuminisme à travers l'Europe » (20).

Or la Ligue des Justes était, on l'a vu, un avatar de la Tugenbund ou Ligue de la Vertu — et la similitude des appellations n'était pas une simple coïncidence —, derrière laquelle s'était dissimulée la réorganisation en Allemagne de l'Ordre des Illumi-

nés de Weishaupt. La Ligue des Communistes en était la dernière mutation.

En 1847, d'après M. Alan Stang, les Illuminés qui dirigeaient la Ligue demandèrent à Karl Marx de présenter le programme des Illuminés de Bavière en un *Manifeste du Parti communiste*, plus couramment appelé *Manifeste communiste*. « Marx se mit au travail en décembre 1847. Vers la fin de janvier 1848, Karl Schapper, Joseph Moll et Heinrich Bauer, les conspirateurs qui dirigeaient l'Autorité centrale de la Ligue des Communistes, écrivirent en termes sévères à Marx que sa nonchalance caractérisée n'était pas tolérable et qu'il serait l'objet d'une sanction si le manuscrit ne leur était pas remis pour le 1er février » (21).

Dans sa « préface de l'édition anglaise de 1888 », Engels déclare pour sa part : « Au congrès du Parti à Londres, en 1847, Marx et Engels furent chargés de mettre sur pied la publication d'un programme théorique et pratique complet. Rédigé en allemand, le manuscrit fut imprimé à Londres en janvier 1848, quelques semaines avant la révolution française du 24 février » (22). Il se présentait sous la forme d'un opuscule de cinquante pages.

Si, quarante ans plus tard, les souvenirs d'Engels sont fidèles, il faut croire que la semonce des dirigeants de l'Autorité centrale de la Ligue avait fait son effet. De toute manière, la couverture du premier tirage du *Manifest der Kommunistischen Partei* mentionne : *Veröffenlicht im Februar 1848* (Publié en février 1848), et l'on sait qu'il parut peu avant les événements parisiens du 24 février. Sur cette même couverture, on lit l'épigraphe fameuse : *Proletarier aller Länder vereignit euch* (Prolétaires du monde entier, unissez-vous).

On remarquera que, pendant de nombreuses années, les éditions successives du *Manifeste* ne portèrent aucun nom d'auteur. On a donné plusieurs explications à ce mutisme. Tout d'abord que, à l'époque de la rédaction, la réputation révolutionnaire de Marx n'était pas tellement établie que son nom pût faire autorité. D'autres ont pensé à un souci de sécurité. Peut-être faut-il aussi y voir, avec M. Alan Stang le fait que le *Manifeste* ne faisait que synthétiser le programme des Illuminés de Bavière.

C'est ce que confirme M. Gary Allen en écrivant : « Karl Marx fut engagé par un groupe mystérieux qui s'appelait la Ligue des Hommes Justes pour rédiger le *Manifeste Communiste*, comme attrape-nigaud destiné à séduire la populace (...) Tout ce qu'a vraiment fait Marx a été de mettre au goût du jour et de codifier exactement le programme et les principes révolutionnaires établis soixante-dix ans plus tôt par Adam Weishaupt, le fondateur de l'Ordre des Illuminés de Bavière. Et il est bien reconnu par les spécialistes sérieux de ces questions que la Ligue des Hommes Justes n'était qu'un succédané de l'Illuminisme, forcé de plonger dans la clandestinité après qu'il eût été démasqué par la descente de police bavaroise de 1786 » (23).

Quant à Benedetto Croce, s'il ne parle pas des Illuminés de Bavière, il constate néanmoins :

« ... tous les éléments qui confluèrent dans le système social de Karl Marx existaient épars, et même partiellement rassemblés, avant lui; matérialisme historique; pensée, art et religion comme phénoménologie de l'économie; antilibéralisme, lutte des classes, succession d'époques historiques aboutissant à l'époque finale, l'époque prolétarienne; supertravail et survaleur; critique du désordre de la production capitaliste et de ses crises; et ainsi de suite. Mais Marx donna une singulière vigueur à tous ces concepts et à ces ébauches de concepts, en les réélaborant et les synthétisant grâce à la dialectique de l'école de Hegel (...)

« Marx, en dégageant les contradictions de l'ère capitaliste ou bourgeoise, venue à la suite de l'ère féodale, en faisant naître au sein du capitalisme, engendrés et éduqués par lui, ses ensevelisseurs et successeurs, les prolétaires, en tira la synthèse communiste, qui devait être réalisée par ces exécuteurs de la nécessité historique » (24).

Ce n'est qu'à partir de 1868 que le nom de Karl Marx figurera sur les éditions du *Manifeste* dans toutes les langues. Et il y figurera seul, même de nos jours; alors qu'on sait pertinemment qu'Engels a participé à sa rédaction, comme il l'indique lui-même dans la « Préface de l'édition anglaise de 1888 ». Il écrit, en effet : « Bien que le *Manifeste* soit notre travail commun, je me crois obligé de déclarer que le principe directeur qui en constitue le fil est de Marx ».

⁂

Pour Marx, le communisme est fondé sur deux *principes* :

La lutte des classes

« *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes.*

« *Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon — en un mot, oppresseurs et opprimés en perpétuelle opposition, ont mené une lutte ininterrompue, tantôt secrète, tantôt ouverte et qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de toute société, soit par la ruine commune des classes en lutte* (...).

« *Notre époque — l'époque de la bourgeoisie — se distingue cependant par la simplification des antagonismes de classe. La société tout entière se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat.* »

Il y aurait beaucoup à dire sur cette classification historique des oppresseurs et des opprimés, qui se ressent des préjugés romantiques. Des études modernes ont fait justice de bien des accusations arbitraires portées, par esprit de parti, contre le servage, par exemple, ou contre les corporations.

« ... les états de liberté, de servitude connaissent... différentes modalités, peut-on lire dans un ouvrage récent. Le roturier, c'est le paysan libre; le vilain, celui qui habite un domaine, une *Villa* à la romaine. Quant au serf, si son nom vient du latin *servus,* il diffère essentiellement de l'esclave antique. Le serf n'est pas un objet de propriété comme celui-ci, mais une personne qui possède sa terre et sa famille, ne peut en être arraché. Le roturier peut perdre ses biens, être contraint de faire la guerre; le serf jouit de la paix et de la sécurité du travail. Bien entendu, il ne peut quitter sa terre à l'exception de pélerinages, mais il échappe à toutes responsabilités civiles. Il n'est pas attaché au seigneur mais au domaine auquel il paie des

redevances en échange de la protection dont il bénéficie. Le serf peut être affranchi à prix d'argent, mais il n'accueille pas toujours son affranchissement avec faveur, car il se livre à l'inconnu et à l'incertitude d'un sort difficile » (25).

Quant aux corporations, elles « forment des sortes de familles artisanales qui unissent étroitement patrons, compagnons et apprentis d'un même métier. La corporation est libre et ne dépend de personne, mais ses règles sont strictement définies et observées.

« Le contrat d'apprentissage lie le jeune apprenti à son maître, fixe les modalités de son travail et de sa pension. L'obéissance de l'apprenti doit répondre aux soins attentifs et parternels de son protecteur qui lui enseigne son métier en à peu près cinq années. Ensuite, l'apprenti créera son « chef-d'œuvre » devant les maîtres jurés de sa corporation qui le jugeront digne ou non d'être reçu parmi eux (...)

« L'observance des lois du métier est étroitement surveillée par les maîtres jurés. Tout fraudeur risque le pilori ainsi que sa marchandise. Ce conseil de maîtres assermentés administre la corporation et veille à sa bonne marche. La confrérie, à base religieuse, qui a pour but d'aider les défavorisés grâce aux dons de ses membres, pensionne ses vieillards, ses malades, ses infirmes et élève ses orphelins » (26).

Que nous voilà loin des propos de l'école dite « Sorbonnarde », dont il traîne encore trop d'assertions tendancieuses dans les manuels scolaires.

D'ailleurs, quelques lignes plus loin, Marx lui-même déclare :

« *La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire. Là où elle prit le pouvoir, elle détruisit toutes les relations féodales, patriarcales, idylliques. Tous les liens complexes et variés qui unissaient l'homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié pour ne laisser d'autre lien entre l'homme et l'homme que le froid intérêt, les dures exigences du « paiement comptant ».*

On notera aussi, qu'en prônant la lutte des classes, Marx prend délibérément le risque d'une « ruine commune des classes en lutte ».

De plus, la « simplification des antagonismes » dans la lutte

entre « deux grandes classes diamétralement opposées » est au moins rudimentaire. Engels définit, en effet : « Par bourgeoisie, nous entendons la classe des capitalistes modernes, propriétaires de moyen de production et exploitant le travail salarié. Par prolétariat, nous entendons la classe des travailleurs modernes qui, n'ayant aucun moyen de production, sont obligés de vendre leur travail pour pouvoir vivre » (Note Engels à l'édition anglaise de 1888). Il existe, cependant, une troisième classe qui ne répond à aucune de ces conditions : celle qui englobe ce qu'on est convenu d'appeler « les professions libérales » et auxquelles on peut assimiler les fonctionnaires. Or, au cours de l'histoire, cette troisième classe a toujours compté les principaux meneurs révolutionnaires.

Enfin, ce qui ne manquera pas de surprendre, c'est que le co-auteur du *Manifeste*, Engels, était bourgeois, fils de bourgeois — comme Marx, d'ailleurs —, et qui plus est manufacturier, donc un exploiteur de ce même prolétariat dont il prenait le parti...

L'INTERNATIONALISME

« Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ôter ce qu'ils n'ont pas (...)

« Les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent déjà de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent.

« La domination du prolétariat les fera disparaître plus encore. L'action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de l'émancipation.

« Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation.

« Avec l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation tombe également l'hostilité des nations entre elles.

Plus d'un siècle après la publication du *Manifeste*, l'expérience historique a montré que :

— « La domination du prolétariat » n'a fait disparaître en

rien l'idée nationale. Pendant la Deuxième Guerre Mondiale, l'U.R.S.S. ne s'est pas privée d'exciter le sentiment national russe pour réaliser le plan d'hégémonie moscovite tel que prévu dans le *Testament de Pierre le Grand*.

— Les conditions économiques modernes, bien que soumises à une interdépendance mondiale, loin de faire disparaître les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples, ont encore exacerbé les appétits nationaux et multiplié les affrontements entre pays.

— Encore moins ont-elles été capables de mettre un terme aux antagonismes ethniques, comme le montre le Proche-Orient.

— La Russie soviétique ne se gêne pas pour exploiter à son seul profit les « pays satellites », traités en simples colonies russes.

Il est vrai, d'ailleurs, que la condition primordiale, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, est loin d'être satisfaite, car *le programme communiste lui-même s'y oppose*. Il comporte en effet une contradiction fondamentale : vouloir « la domination du prolétariat » implique, par le fait même, que le prolétariat devienne l'oppresseur des autres classes. Marx ne le cache pas, lorsqu'il écrit :

« Nous avons vu plus haut que la première étape de la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie.

« Le prolétariat se servira de la suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives.

« Cela ne pourra naturellement se faire, au début, que par une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production, c'est-à-dire par des mesures qui, économiquement, paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables pour bouleverser le mode de production tout entier ».

Le programme communiste d' « abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme » se présente ainsi, *a priori*, comme une

aberration ou comme une imposture. C'est un simple : « ôte-toi-de-là-que-je-m'y-mette ».

L'exemple de la Russie soviétique le prouve bien : la « classe » de la bourgeoisie possédante a été remplacée par une « caste » privilégiée de fonctionnaires, et non moins exigeante pour autant, où la compétition, exacerbée, se traduit par des « purges » périodiques, souvent sanglantes, à la tête du gouvernement et du Parti. On ne sache pas que le prolétariat y ait jamais gagné.

Si donc l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme se montre une utopie avérée, voire un sophisme de propagande, à plus forte raison en sera-t-il de même entre nations. A-t-on vu, tant en 1914 qu'en 1939, les Internationales ouvrières réagir violemment contre les guerres mondiales ?

⁂

« Pour les pays les plus avancés », Marx a *codifié* ce programme en dix propositions.

Avant de les examiner, il convient de se rappeler que ce texte a été écrit en 1847-1848; certaines de ses prescriptions qui, à l'époque, faisaient figure de nouveautés audacieuses nous sont devenues si familières que nous en avons perdu de vue l'origine. Le degré d'exécution de ce « Décalogue communiste » permet de mesurer le degré de socialisation d'un pays.

« *1. Abolition de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'Etat* ».

C'est la proposition de base de tous les systèmes socialistes. Mais le sens de la propriété est tellement inné chez l'individu que son abolition est régulièrement remise en cause dans les pays qui l'ont tentée. Rome en a donné l'exemple avec ses « lois agraires »; et, de nos jours, on a vu l'Union soviétique contrainte d'abandonner aux paysans des lopins de terre en toute propriété, du moins à titre viager. On pourrait citer aussi nombre d'Etats communistes qui se sont contentés de procéder au partage des grandes propriétés, sans oser les nationaliser.

Malgré quoi, l'abolition de la propriété privée au profit de l'Etat reste un dogme des gouvernements à tendance socialiste, chaque jour plus nombreux. En France, le processus a été amorcé avec l'institution des SAFER, qui s'arrogent le droit de préemption sur les terrains de superficie inférieure à un minimum, arbitrairement fixé par l'Administration comme indispensable à leur rentabilité; il se poursuit avec les projets de loi sur la propriété foncière urbaine, dévolue à la commune, en prétextant, cette fois, la lutte contre la spéculation sur les terrains à bâtir. Et les Enarques nous préparent d'autres surprises...

Pour l'Amérique, M. Alan Stang donne d'étonnantes précisions. « Le gouvernement fédéral, écrit-il, possède, à l'heure actuelle, plus du tiers de la superficie totale des Etats-Unis, et tous les ans, il en prend davantage. Il possède plus de 85 % de l'Arizona et plus de 97 % de l'Alaska. On construit de plus en plus de logements nationalisés. Les impôts locaux ont atteint le point où il devient difficile pour de nombreux retraités de conserver leur habitation. A New York, les propriétaires, victimes de la limitation des prix des loyers, abandonnent chaque année 50 000 appartements, que John Lindsay reprend avec le sourire » (27).

« *2. Impôt sur le revenu lourd et progressif* ».

L'adoption de cette imposition revient au ministre français des Finances, Joseph Caillaux, qui le présenta aux Chambres en 1907; il ne fut difficilement voté qu'en 1914. En fait, il ne faisait que reprendre le principe de la *taille,* auquel certains historiens attribuent une bonne part de responsabilité dans la Révolution française. « C'est même une chose curieuse, ironise M. Pierre Gaxotte, que, sous prétexte de fiscalité démocratique, on ait rétabli ce système universellement abhorré un siècle et et demi plus tôt » (28).

Or, non seulement l'impôt sur le revenu se présentait comme un ersatz de la taille, mais encore il en aggravait singulièrement le poids.

M. Albert Soboul précise, en effet :

« La taille était un impôt de répartition et non de quotité (...)

Chaque année, le gouvernement établissait le *brevet de la taille*, c'est-à-dire le total à percevoir sur l'ensemble du pays. Le Conseil des finances la répartissait ensuite entre les généralités et les élections; dans chaque élection, un Bureau d'élus fixait la taille des paroisses; dans chaque paroisse, enfin, des répartiteurs, élus par les contribuables, la répartissaient entre les taillables. La perception était assurée par les collecteurs dans la paroisse, dans l'élection par un trésorier particulier, par un receveur général dans la généralité. La perception de la taille donnait lieu à de nombreux abus que Vauban avait dénoncés dès 1707 dans sa *Dîme royale* » (29).

C'est que ces abus sont inhérents au principe même de tout impôt inquisitorial, qui incite le contribuable à la fraude; ce que M. Soboul résume dans le titre du paragraphe : « *L'impôt direct : l'impossible égalité* ».

A ce sujet, M. Gaxotte constate : « Bien que la monarchie, plus sage en cela que les régimes modernes, ait esquivé la plus grosse difficulté en consentant des forfaits pour les revenus mobiliers, elle se heurtait, pour les autres, à l'impossibilité de déjouer la fraude. Avec une administration innombrable et des moyens d'investigation inquisitoriaux, on n'y arrive pas aujourd'hui ».

Pourtant, les gouvernants d'Ancien Régime avaient fait preuve d'une psychologie et d'un esprit démocratique, dont sont déplorablement dépourvus nos dirigeants actuels. On aura remarqué, en effet, que, à chaque échelon, la répartition de la taille était laissée aux soins de mandataires *élus* par les contribuables et compétents parce que très proches des assujettis. D'où une souplesse qui fait totalement défaut au dirigisme centralisateur de nos Etats dits démocratiques. C'est ainsi qu'aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, on a vu à plusieurs reprises la répartition de la taille modifiée en fonction de calamités locales.

De plus, tandis que la taille était un impôt de répartition, dont le montant total était fixé définitivement pour l'année suivant les besoins du gouvernement, l'impôt sur le revenu, par contre, est un impôt de quotité, c'est-à-dire proportionnel au revenu de chaque contribuable suivant un barême progressif arbitraire, et dont le montant total est illimité.

Cette progressivité aveugle est éminemment préjudiciable à l'intérêt du pays. Le contribuable, en effet, est incité à restreindre ses activités pour éviter que ses gains ne le fassent « passer dans la tranche supérieure », dont le taux plus élevé ne lui laisserait finalement qu'un bénéfice moindre. Si bien qu'on a pu dire de l'impôt sur le revenu qu'il était « une prime à la paresse ».

D'autre part, le montant de la taille étant déterminé et réparti par des élus proches du contribuable, il n'était pas besoin d'un personnel nombreux pour sa répartition. Le caractère illimité de l'impôt sur le revenu exige, au contraire, « une administration innombrable et des moyens d'investigation inquisitoriaux ». D'où des frais de contrôle très élevés : c'est un impôt qui « se mange lui-même ».

Quant à la fraude, elle s'en donne à cœur joie. Non point, certes, par le salarié, dont les revenus sont déclarés par les employeurs, centralisés, vérifiés, contrôlés, « redressés » rétroactivement avec pénalisation. Mais pour les gros revenus, il est tant de moyens de fraude que l'Administration se voit contrainte à édicter sans cesse de nouveaux règlements, toujours « tournés » par un conseiller fiscal bien informé. Sur ce point, l'Europe n'a pas atteint le degré de fraude des Etats-Unis — et fraude légale, qui plus est —, avec son système des « Fondations », qui permet à des milliardaires de ne payer que des sommes ridicules par rapport à leurs revenus (30). Tant il est vrai « qu'en matière d'impôt sur le revenu, il est à peu près impossible d'avoir raison de la mauvaise foi et de la mauvaise volonté des puissants », comme le déclare M. Pierre Gaxotte.

En définitive, l'impôt sur le revenu tel qu'il est appliqué se montre un des plus défectueux jamais conçus. Ses prétentions égalitaires ne sont qu'un leurre démagogique. Et c'est bien dans cet esprit que Marx l'avait inscrit dans son programme communiste.

Il devait revenir à nos gouvernants, en décrétant l'affichage dans les mairies des déclarations de revenus pour inciter à la délation, de lui ajouter un caractère odieux.

« 3. Abolition de l'héritage ».

L'abolition du droit d'héritage est le corollaire de l'abolition du droit de propriété. Weishaupt réclamait déjà cette double abolition.

Les descendants, a-t-on prétendu, n'ont aucun droit à profiter de biens qu'ils n'ont pas acquis par eux-mêmes, et qui, devenus propriété, doivent revenir à la société. D'autant que l'héritage s'oppose au principe intangible de l'égalité des chances pour tous.

Pur sophisme. L'égalité des chances est du domaine de l'utopie : un enfant mongolien ne pourra jamais devenir un brillant ingénieur.

De toute manière, l'héritage, comme la propriété, est une notion innée chez l'homme; toute tentative pour l'abolir n'a jamais abouti qu'à l'échec.

Malgré quoi, nos Etats prétendus démocratiques s'acharnent contre les successions, en les accablant de droits prohibitifs. Ce n'est pas sans intention. Nos gouvernants ne sont pas sans s'attendre, évidemment, à une évasion fiscale par la fraude dans toutes les classes de la société, et contre laquelle ils se savent à peu près impuissants. En revanche, ils ont obtenu ce qu'ils cherchaient : la disparition des classes aisées, conservatrices par nature, au profit de « la fortune anonyme et vagabonde » entre les mains de dynasties financières auxquelles ils appartiennent ou dont ils sont les obligés.

« 4. Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles ».

Etait-il bien besoin de codifier une pratique constante au cours de l'histoire, et dont l'actualité nous offre exemple sur exemple ?

En tout cas, cette prescription manifeste clairement la pensée de Marx en ce qui concerne la liberté d'opinion.

« 5. Centralisation du crédit entre les mains de l'Etat, au moyen d'une Banque nationale, dont le capital appartiendra à l'Etat, et qui jouira d'un privilège exclusif ».

A l'époque ou Marx rédigeait son *Manifeste,* il n'existait guère que deux Banques centrales : la Banque d'Angleterre et la

Banque de France, répondant à ces critères. Avec toutefois cette différence qu'elles étaient sous capitaux et direction privés. Il a fallu les nationalisations de 1946, décrétées tant à Londres qu'à Paris par des gouvernements socialistes, pour que les capitaux des deux Banques soient transférés à l'Etat.

Depuis lors, tous les pays ayant une importance suffisante se sont dotés d'une Banque centrale, à l'exception de la Russie tsariste — et ce fut une des causes de la Révolution d'Octobre.

« 6. Centralisation entre les mains de l'Etat de tous les moyens de transport ».

Pratiquement, ce programme est réalisé ou en cours de réalisation dans la quasi-totalité des pays, pour ce qui concerne le rail et l'aviation. Seuls, pour l'instant, échappent encore à l'Etat les transports routiers, fluviaux et maritimes; encore qu'il intervienne indirectement dans leurs activités par de nombreuses contraintes, ne serait-ce que par la fixation des tarifs de fret et le prix des carburants.

Il est étonnant que Marx ait omis d'inclure dans les nationalisations ce que, dans notre terminologie moderne, nous appelons les « moyens de communication », qui comprenaient à son époque les Postes, le Télégraphe et la Presse. Nous y avons ajouté le Téléphone, la Radio, la Télévision, le Cinéma. Les gouvernements actuels ont comblé la lacune de Marx, tantôt par le monopole d'Etat, tantôt par un contrôle plus ou moins occulte : pression sur les dirigeants, subventions, publicité, procès, etc.

« 7. Multiplication des entreprises nationales et des instruments de production nationalisés; défrichement des terrains incultes et amélioration des terres cultivées, d'après un plan d'ensemble ».

Les Etats démocratiques montrent une tendance générale à prendre le contrôle des entreprises de quelque importance en les nationalisant ou à s'immiscer dans leur gestion par des prises de participation. C'est ainsi que la France a nationalisé les banques

de dépôt, certaines assurances, l'électricité, le gaz et les charbonnages, *Renault*, la *C.N.I.A.* (Compagnie Industrielle de l'Azote); l'Italie, par l'*I.R.I. (Istituto per la Ricostruzione Industriale)*, centralise ses participations étatiques de 50 % dans la sidérurgie par *Finsider*, 80 % dans les chantiers navals par *Finmare*, 30 % dans l'électricité par *Finelettrica*, etc., et il faut y ajouter le monopole sur les hydrocarbures par E.N.I. *(Ente Nazionale Idrocarburi)*, le contrôle majoritaire des banques de dépôt, *Credito Italiano, Banca Commerciale d'Italia, Banco di Roma;* en Grande-Bretagne, les charbonnages et la sidérurgie sont nationalisés par chaque gouvernement travailliste; quant aux Etats-Unis, M. Alan Stang avance le chiffre de plus de 700 entreprises sous le contrôle du gouvernement fédéral, dont la gigantesque *Central Tennessee Authority*, qui gère la production électrique fournie par le barrage du Tennessee.

« 8. Travail obligatoire pour tous; organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture ».

On aimerait savoir si tous les ouvriers membres du Parti communiste, empressés à se mettre en grève au moindre désaccord avec leurs employeurs, sont bien au fait de cette prescription.

Notamment de la constitution d'armées industrielles, dans lesquelles chaque individu n'est plus qu'un matricule, voué au nomadisme au gré de dirigeants qui se soucient fort peu de sentiments personnels.

« 9. Combinaison du travail agricole et du travail industriel; mesures tendant à faire graduellement disparaître la distinction entre la ville et la campagne ».

Cette prescription, l'ancien ministre de l'Agriculture des Pays-Bas, le socialiste milliardaire Sicco Mansholt, a voulu l'imposer au Marché Commun par sa déclaration du 10 décembre 1968, où il n'hésitait pas à déclarer : « ...de 1970 à 1980, la population active agricole tombera de dix millions à cinq millions. On peut considérer que sur ces cinq millions, un million est déjà au stade de la situation économique souhaitée; trois autres millions devront être occupés dans des « entreprises agricoles modernes » ou des « unités de production »; enfin, il restera un million d'agriculteurs à temps partiel, qui pratiqueront l'agriculture à titre de complément à une autre activité » (31).

Dans l'esprit de M. Mansholt, les expressions « entreprise agricole moderne » et « unité de production » ne sont que la traduction en français de « kolkhose » et « sovkhose », dont les résultats économiques ne sont pas tellement convaincants.

« 10. Education publique et gratuite de tous les enfants. Abolition du travail des enfants dans les fabriques tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Combinaison de l'éducation avec la production matérielle, etc. »

M. Alan Stang commente cette proposition : « Marx savait qu'un système d'école publique est le meilleur moyen pour un gouvernement de garder les enfants sous son contrôle — exactement ce qu'est en train de faire notre actuel système d'école publique. Ainsi que le recommandait Weishaupt, les écoles s'emploient à dresser les enfants contre les parents, créant une cassure artificielle entre les générations. Au vrai, les fanatiques de l' « épanouissement de l'enfant » cherchent, en fait, à *arracher* l'enfant à ses parents, et ils luttent au Parlement pour y parvenir par voie d'autorité » (32).

En est-il autrement dans bien des pays ?

(1) Benedetto Croce, *Histoire de l'Europe au XIX^e siècle*, Gallimard, Coll. « Idées », N.R.F., 1973, p. 190.

(2) *Ibid.*, p. 191.

(3) *Ibid.*

(4) Bert Andréas, *La Ligue des Communistes*, Aubier Montaigne, 1972, p. 15, note (4).

(5) Alan Stang, « The Manifesto » (Le Manifeste) in *American Opinion*, février 1972, p. 53.

Toutefois, pour MM. Andréas et Grandjonc, les pièces du procès qui a suivi le putsch des 12-13 mai 1839 prouveraient que la Ligue n'y a pas participé, et que son implication fut « plus ou moins accidentelle ».

(6) *Ibid.*

(7) Jacques Bordiot, *Une main cachée dirige...*, ch. V.

(8) Alan Stang, *op. cit.*, p. 53.

(9) Bert Andréas, *op. cit.*, p. 10, note (1).

(10) Jean-Pierre Rioux, *La révolution industrielle 1780-1880*, Le Seuil, 1971, p. 109.

(11) Jacques Grandjonc, *Marx et les communistes allemands à Paris, Vorwärts, 1844*, François Maspero, 1974, p. 9-10.

(12) *Ibid.*, p. 13.

(13) *Ibid.*

(14) Bert Andréas, *op. cit.*, p. 11-12.

(15) Jacques Grandjonc, *op. cit.*, p. 14.

(16) Bert Andréas, *op. cit.*, p. 22.

(17) Boris Nicolaievsky et Otto Maenchen-Helfen, *Karl Marx : Man And Fighter* (Karl Marx : l'homme et le militant), Methuen, Londres, 1936, cité par Alan Stang, *op. cit.*, p. 55.

(18) *Vorwärts !*, semi-hebdomadaire communiste, fondé à Paris en janvier 1844 et interdit par Guizot sur pression de la Prusse en janvier 1845. Il avait pour vrai responsable et fondateur Heinrich Börnstein. Le premier numéro parut le 2 janvier 1844; il fut publié au total 105 numéros, dont 104 en 1844 et un seul en 1845, cf. *infra*.

(19) Lettre de Marx à Proudhon, Bruxelles, 5 mai 1846, in Marx-Engels, *Correspondance*, Edit. sociales, 1971, T. I, p. 381.

(20) Alan Stang, *op. cit.*, p. 53-55.

(21) *Ibid.*, p. 55.

(22) Karl Marx, *Le Manifeste du Parti communiste*, Union Générale d'Editions, Coll. 10/18, p. 11.

(23) Gary Allen, *None Dare Call It Conspiracy* (Personne n'ose appeler cela un complot), Concord Press, Seal Beach (Calif.), 1971, p. 25-26, note (*).

(24) Benedetto Croce, *op. cit.*, p. 197.

(25) « La Vie au Moyen Age », in *Cercle Historia*, n° 55, 1970, p. 224-233.

(26) *Ibid.*, p. 239-240.

(27) Alan Stang, *op. cit.*, p. 69. A l'époque, John V. Lindsay, de tendances nettement socialistes, était maire de la ville de New York.

(28) Pierre Gaxotte, *La Révolution française*, p. 51.

(29) Albert Soboul, *Histoire de la Révolution française*, T. I, p. 101.

(30) Sur les « Fondations » américaines, cf. *Une main cachée dirige...*, chap. XII.

(31) *Résumé de la déclaration de M. S. L. Mansholt*, Texte établi par le Bureau d'Information des Communautés européennes, 1968, p. 11.

(32) Alan Stang, *op. cit.*, p. 70.

CHAPITRE VI

LES ORIGINES CAPITALISTES DU MARXISME

Qu'étaient donc les trois personnages dont la collaboration a produit le *Manifeste du Parti communiste ?* Des ouvriers odieusement exploités, des artisans sans travail, des commerçants ruinés, des avocats sans cause, des journalistes en rupture de « marbre »..., bref, des déshérités de la société ? Loin de là. Tous les trois appartenaient à la bourgeoisie aisée, Marx et Engels par leur naissance, Jean Laffite par sa réussite aventureuse. Et même si Marx, le seul d'entre eux, a connu, par sa faute, une période de gêne, ses réactions furent, à tout moment, celles d'un bourgeois.

Karl Heinrich (Herschel) Marx est né en 1818 à Trèves, en Rhénanie. Son père, fils de rabbin, riche avocat converti au protestantisme « pour des raisons probablement plus politiques que religieuses » (1), était devenu *Justiz Rath* (Conseiller à la Cour). Sa mère, née Henriette Pressburg, était, elle aussi, fille de rabbin. « Le milieu dans lequel s'écoula la jeunesse de Karl Marx, écrit Elie Halévy, était la haute bourgeoisie liée à l'aristocratie, milieu de culture, d'activité intellectuelle » (2).

Alors qu'il terminait ses études secondaires au *Gymnasium* de Trèves, « Marx écrivit un essai intitulé *Réflexions d'un Jeune sur le choix d'un métier*, dans lequel il exposait des sentiments de bourgeois libéral, comme : « Le principe fondamental... qui doit nous guider dans le choix de notre profession est le bien de l'humanité, notre propre accomplissement » (3).

A sa sortie du *Gymnasium* de Trèves, en 1835, Marx entra à l'université de Bonn, où il passa plus de temps en beuveries et

en duels d'étudiants qu'à suivre des cours. L'année suivante, à dix-huit ans, il trouva moyen même de se fiancer à Jenny von Westphalen, dont le grand-père avait été ministre du duc de Brunswick pendant la guerre de Sept ans, et dont la grand-mère, anglaise, était apparentée aux ducs d'Argyll. Ces fiançailles parurent prématurées au père de Marx qui, peu satisfait du travail de son fils, l'envoya à l'université de Berlin.

Evénement décisif pour l'évolution intellectuelle du jeune étudiant. L'enseignement de Hegel, qui y avait professé de 1818 à 1831, avait conservé toute son influence. La philosophie de Hegel qui, par la dialectique, « concilie dans l'absolu les idées, qui, dans leur particularité, se contredisent (...) était populaire auprès de l'Etat comme auprès des jeunes gens. Mais la Révolution de 1830 ébranla profondément l'Allemagne et la mort de Hegel en 1831 libéra les tendances contradictoires que sa philosophie avait su réunir. Certains intellectuels cherchèrent alors à tirer de la philosophie hégélienne des conséquences révolutionnaires. Si le changement est la loi du monde, on n'a pas le droit de soustraire l'Etat à cette loi. D'où une philosophie disant que l'homme doit toujours nier le passé au profit de l'avenir.

« D'autre part, ces mêmes milieux se demandèrent si cette philosophie s'accordait bien, en matière religieuse, avec l'orthodoxie... Au-dessus de la religion, Hegel place la philosophie, ce qui marque bien le caractère rationaliste de sa doctrine. Dans cette direction, à la fois révolutionnaire et rationaliste, se développa une gauche hégélienne » (4).

C'est avec cette gauche hégélienne des Bruno Bauer, Karl Köppen, Arnold Ruge, Ludwig Feuerbach que Marx se lia. S'il ne fréquentait guère l'université — en cinq ans d'études, il n'aurait assisté qu'à treize cours —, il était bien plus assidu au *Doktorklub*, cercle d'une trentaine de membres, dont Bauer et Köppen, qui tenait ses assises au Café Stehely. Il menait une vie de bâton de chaise, accumulait les dettes et harcelait son père de demandes d'argent.

En 1840, Frédéric-Guillaume IV monta sur le trône de Prusse et, malgré de vagues promesses d'une Constitution, il entreprit une politique opposée au libéralisme de son père. En manière d'opposition, Köppen publia la même année un panégyrique de Frédéric II et de sa monarchie constitutionnelle, qu'il dédia à Marx. Le *Doktorklub* changea son nom pour celui de *Les Amis du Peuple*, et tout le groupe de Bauer tendit vers l'anarchie.

Mais le père de Marx était mort en 1838. Il fallut bien que Marx se décidât à présenter, en 1841, une thèse de doctorat en philosophie sur la *Différence entre la philosophie de la nature de Démocrite et celle d'Epicure*. On ne sait pas pourquoi il décida d'aller la soutenir devant l'université d'Iéna à laquelle il n'avait jamais été inscrit — les coutumes universitaires du temps le permettaient. Encore que cette thèse n'eût rien de révolutionnaire, peut-être préféra-t-il la défendre en territoire plus libéral que la Prusse, la Saxe-Weimar jouissant depuis 1809 d'une Constitution, élargie même en 1816.

L'autoritarisme prussien fut d'ailleurs à l'origine d'une manœuvre assez hasardeuse, et qui devait se retourner contre lui. Foncièrement catholique, gagnée au libéralisme par la présence française de 1795 à 1814 et sous l'influence du Code civil, la Rhénanie regimbait contre le joug de la Prusse, autocratique et protestante. Pour combattre les idées autonomistes, le gouvernement de Berlin eut l'idée d'un journal affichant des idées libérales qui lui attireraient une large audience et dont il profiterait pour aiguiller l'opinion vers l'unification allemande. Aussi, lorsqu'en 1842, Arnold Ruge voulut fonder la *Rheinische Zeitung* (Gazette Rhénane), il n'eut aucune peine à réunir les fonds auprès de riches personnalités de Cologne plus ou moins encouragées par les autorités.

Parmi ces commanditaires se trouvait un jeune israélite, Moses Hess, héritier d'une grosse fortune, dont les opinions hégéliennes ouvertement affichées dissimulaient l'adhésion aux doctrines communistes. C'est lui qui proposa d'engager, comme rédacteur à la *Gazette*, Karl Marx, dont le premier article parut en avril 1842. Le 15 octobre, Marx était nommé rédacteur en chef.

Le même jour, il se voyait obligé de défendre le journal contre les accusations répétées d'orientation communiste portées par la censure. Marx répliqua : « La *Rheinische Zeitung*, qui ne peut même pas accorder une *réalité théorique* aux idées communistes sous leur expression actuelle, et qui peut encore moins

souhaiter ou admettre comme possible leur *réalisation pratique,* soumettra ces idées à une critique approfondie » (5). Il s'engageait en outre à modérer le ton du journal et protestait de sa loyauté à la Prusse.

Il semble bien qu'à l'époque, Marx n'était pas encore acquis au communisme. Il s'en prenait à « l'individualisme outrancier des articles » de Bruno Bauer (Elie Halévy) et à sa philosophie qui lui paraissait trop idéologique. « Lui, au contraire, voulait entrer en contact avec le réel; faire de la politique, « *lutter pied* « *à pied pour la liberté, tout en restant dans les limites consti-* « *tutionnelles* » (lettre à Oppenheim) » (6).

Au cours d'une polémique avec la *Gazette d'Augsburg,* qui reprenait les accusations de tendances communistes, Marx ripostait que : « Les idées communistes n'avaient encore en Allemagne aucune réalité, ni théorique ni pratique. Il serait absurde de s'en déclarer partisan sans avoir étudié à fond l'œuvre des socialistes français » (7).

Pourtant, un biographe de Marx, l'Américain Isaiah Berlin, écrit qu'après la désignation de Marx comme rédacteur en chef de la *Rheinische Zeitung :* « De journal modérément libéral, elle devint rapidement une publication véhémentement radicale; plus violemment hostile au gouvernement qu'aucun autre journal allemand... Ses commanditaires en furent, vraiment, à peine moins surpris que les autorités... » (8).

Les tracasseries de la censure s'en accrurent d'autant, mais le gouvernement ne se décidait pas à interdire le journal, sans doute eu égard à la notabilité de ses bailleurs de fonds. Il fallut que, en mars 1843, tombât sous les yeux de l'empereur Nicolas Ier de Russie une violente diatribe de la *Gazette* contre le régime tsariste pour que, sur plainte des Affaires étrangères de Saint-Pétersbourg, les autorités prussiennes exigent la révocation de Marx. Coup mortel pour la *Gazette :* le 31 mars, elle se saborda.

En juin, Marx épousait enfin, après huit ans de fiançailles, sa chère Jenny von Westphalen. Le couple effectua en Suisse un long voyage de noces, au cours duquel, devait reconnaître Jenny, ils jetèrent par la fenêtre l'argent dont sa mère leur avait fait présent.

En octobre 1843, le jeune ménage vint s'établir à Paris. Marx

y retrouva Moses Hess, qui avait gagné le surnom de « pasteur communiste », et Arnold Ruge, victime d'une nouvelle mésaventure journalistique. En 1838, il avait fondé les *Hallische Jahrbücher* (Annales de Halle), interdites par le gouvernement prussien en 1841. Il les avait alors transférées à Leipzig, sous le titre de *Deutsche Jahrbücher* (Annales allemandes), avec la collaboration de Bruno Bauer et de Ludwig Feuerbach; mais, à son tour, le gouvernement saxon les interdit en janvier 1843. Et Ruge était venu à Paris pour leur donner une nouvelle carrière.

C'est ainsi que le 29 février 1844, les « directeurs-éditeurs : A. Ruge et K. Marx, Bureau, 22, rue Vaneau » lançaient les *Deutsch-französische Jahrbücher* (Annales franco-allemandes), en deux fascicules. Y collaboraient : le poète Heinrich Heine, Georg Herweg, Arnold Ruge « qui présente son programme « humaniste » d'une « alliance intellectuelle de la France et de l'Allemagne », Lazarus Bernays (dit Karl Ludwig), Karl Marx qui « poursuit sa réflexion philosophique et politique » dans son *Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel,* et qui répond à B. Bauer *A propos de la question juive,* et Friedrich Engels « qui ouvre la voie à une nouvelle économie politique » dans *Esquisse d'une critique de l'économie politique* et *La situation anglaise* (9).

Malgré cette brillante rédaction, les *Annales franco-allemandes* ne dépassèrent pas cet unique numéro, car de graves divergences doctrinales devaient séparer les collaborateurs, en attendant de les opposer dans de violentes polémiques. Mais son existence éphémère avait suffi pour faire naître entre Marx et Engels une amitié que seule interrompra la mort de Marx en 1883.

A la vérité, les deux hommes s'étaient déjà rencontrés en 1842 à Cologne, dans les bureaux de la *Rheinische Zeitung;* mais leur entretien avait manqué de chaleur.

Né le 28 novembre 1820 à Barmen (Prusse Orientale), *Friedrich Engels* était le fils d'un protestant piétiste et conservateur convaincu, riche propriétaire d'une importante filature de coton avec succursale à Manchester, en Angleterre. Il fit ses études au *Gymnasium* d'Elberfeld, où il fut acquis à la doctrine néo-

hégélienne de gauche et perdit la foi. Après un stage à l'usine paternelle, il partit à Berlin faire son volontariat dans l'armée, d'octobre 1841 à octobre 1842. C'est pendant cette période qu'il rédigea en grand secret des articles pour la *Rheinische Zeitung*, publiés sous l'anonymat.

A son retour du service militaire, son père l'envoya à Manchester. Son voyage le fit passer par Cologne, où il rencontra Moses Hess qui le convertit au communisme « en un après-midi » (10). D'où la froideur de sa rencontre avec Marx, encore hégélien. Plus tard, Engels, au contact avec la réalité dans les milieux industriels britanniques et par la fréquentation de ses ouvriers, ni mieux ni plus mal traités que ceux de la concurrence, s'ancra fermement dans ses opinions communistes.

Pendant son séjour de deux ans à Manchester, Engels adressa aux *Annales franco-allemandes* une *Esquisse d'une critique de l'Economie politique*, « tentative pour appliquer la méthode dialectique à l'Economie de Ricardo. Marx qualifia cette tentative de géniale » (Elie Halévy). Puis, dans un second article, *La situation en Angleterre*, il parla du mouvement chartiste dont il avait été témoin.

« Engels, comme Marx, restait imprégné de philosophie hégélienne. Marx y ajoutait l'idée de la révolution jacobine en faveur du prolétariat, Engels, les idées économiques anglaises. Avec l'Angleterre, Marx devait découvrir le monde économique. Collaborateur des *Annales*, il lut l'article d'Engels et se jeta dans l'économie politique, impatient d'y appliquer, lui aussi, la méthode dialectique. Il voulait « remettre sur ses pieds » la dialectique hégélienne » (11).

En 1843, un curieux aventurier allemand, Heinrich Börnstein, décida de créer à Paris un semi-hebdomadaire destiné à ses compatriotes résidents ou de passage, pour les informer de l'actualité d'Outre-Rhin. Il lui donna pour titre : *Vorwärts !* (En avant !). Les premiers fonds lui furent fournis par le musicien Meyerbeer, sous la forme d'un billet à ordre de 3 000 francs.

En novembre 1843, Börnstein faisait circuler dans les milieux allemands de Paris un prospectus de lancement, dans lequel il disait notamment : « Notre *Vorwärts* ne veut ni détruire ni renverser, il a au contraire pour but un progrès tranquille mais

solide, un progrès lent souvent mais sûr ». Et dans le dépôt du titre au ministère de l'Intérieur, en décembre, un certain Alexis Reynaud, « homme de lettres » certifiait « avoir l'intention de publier, comme seul propriétaire, un écrit périodique, étranger aux matières politiques, intitulé *Vorwärts* ». Ce soi-disant propriétaire n'était qu'un homme de paille qui « réunissait les conditions prescrites par la loi du 18 juillet 1828 » en matière de presse, et dont on n'entendra plus parler par la suite.

Le premier numéro sortit des presses le mardi 2 janvier 1844. « Au cours des premiers mois de son existence, écrit M. Jacques Grandjonc, et mis à part une certaine critique de la Prusse, de la censure et de la bureaucratie allemandes, le vide du journal est assez impressionnant » (12). Ce n'est qu'un pillage éhonté de diverses publications françaises, allemandes ou de langue allemande publiées à l'étranger. Et malgré la présence dans la rédaction d'un mouchard prussien, Adalbert von Bornstedt, le *Vorwärts* fut interdit dans toute l'Allemagne, l'Autriche et la Russie.

Lorsque Marx et Engels firent paraître les *Annales franco-allemandes*, Börnstein se livra à une violente critique. Il s'en prit notamment à Ruge, considéré comme le chef de file de « l'école humaniste », à Heine et à Bernays, ménageant toutefois Marx et Engels. La polémique, conduite par Bornstedt, dura quelque temps, puis tourna court. C'est que le *Vorwärts* se trouvait en fâcheuse posture : bien que tirant à 1 000 exemplaires, il n'avait guère plus de 200 abonnés, tant était faible sa rédaction.

« Or, écrit M. Jacques Grandjonc, tandis que le *Vorwärts* connaissait de graves difficultés financières et rédactionnelles, les rédacteurs des *Deutsch-französische Jahrbücher*, même brouillés entre eux, ainsi que les membres de la Ligue des Justes, avaient intérêt à posséder un organe de presse. Certains songèrent à une souscription pour renflouer le journal, mais le seul qui possédât quelque argent était Ruge, fort peu soucieux de venir en aide à Börnstein et encore moins de subventionner un journal communiste. Sans complètement abandonner cette idée, on misa sur un changement de direction qui donnerait au *Vorwärts* une nouvelle impulsion : ce qui fut fait, en la personne de Bernays

qui allait assurer la rédaction du journal du 1er juillet au 11 septembre (...) Et ceux que le *Vorwärts* avait le plus vivement pris à partie, Bernays, Heine et Ruge devaient être aussi les premiers à être accueillis par Börnstein, Bornstedt étant parti » (13).

Börnstein devait écrire dans ses *Mémoires :* « De Saül, je devins Paul... je mis mon *Vorwärts* à la disposition des « humanistes » qui n'avaient pas d'organe de presse, et il y eut bientôt au *Vorwärts* une équipe rédactionnelle comme peu de journaux, surtout de journaux allemands, pouvaient s'enorgueillir (...) Outre Bernays et moi-même, qui étions les rédacteurs, écrivaient pour le journal Arnold Ruge, Karl Marx, Heinrich Heine, Georg Herweg, Bakounine, Georg Weerth, G. Weber, Fr. Engels, le Dr Ewerbeck et J. Bürgers; et on peut facilement imaginer que ces hommes écrivaient des articles d'un style non seulement spirituel mais aussi extrêmement *radical* ». M. Grandjonc fait remarquer que « Börnstein aurait également pu citer les noms de Moses Hess, de German Mäurer et peut-être du Français Guerrier, médecin et traducteur de Feuerbach ».

Cette tendance « radicale », représentée notamment par les deux dirigeants parisiens de la Ligue des Justes, Ewerbeck, Mäurer, et par les communistes Hess, Engels, Bakounine, fut cause de la rupture définitive entre Marx et Ruge. On notera, cependant, qu'à cette époque, la pensée de Marx était en pleine évolution. Comme l'indique M. Gary North : « La plupart des biographes de Marx sont arrivés à la conclusion que c'est Engels qui, le premier, a eu l'idée du matérialisme historique et que c'est son influence qui a permis à Marx de cristalliser son matérialisme philosophique sous la forme d'un radicalisme expressément communiste » (14).

Dès l'arrivée de Marx au *Vorwärts,* son ascendant se manifesta par l'orientation qu'il donna au journal. Il est typique, en effet, qu'il ait reproduit les extraits de ses propres lectures, qui témoignent de son évolution. C'est ainsi qu'il cite *Le Mouvement du socialisme et du communisme,* de Theodor Oelckers, qui « avait pour but de faire prendre conscience aux socialistes et aux communistes qu'ils s'inscrivaient eux aussi dans une histoire : soulèvements paysans au début du XVIe siècle en Allemagne, conjuration de Babeuf, « de qui date le communisme proprement dit », théories de Saint-Simon, de Robert Owen, moument chartiste, etc. Les plus larges extraits reproduits dans le *Vorwärts* sont consacrés au babouvisme qui constituait la base de l'idéologie de la Ligue des Justes depuis sa fondation. C'est dans le même but de remonter aux origines intellectuelles et théoriques du socialisme que le *Vorwärts* présente des extraits du *Code de la nature* de Morelly ou des dialogues maçonniques de Lessing (...) Dans ses deux derniers numéros de 1844, le *Vorwärts* reproduit en effet les passages essentiels de *Ernst und Falk,* de Lessing, dialogues maçonniques parus en 1778-1780 et dont le thème est les rapports de l'individu et de l'Etat, du bonheur individuel et du bonheur social, en des formules qui passeront tout entière dans les diverses Déclarations des droits de l'homme et du citoyen américaines ou françaises » (15).

Cependant se produisirent deux événements qui allaient avoir leur répercussion sur l'existence même du *Vorwärts* et de ses collaborateurs.

Ce fut d'abord la révolte des tisserands silésiens, du 4 au 6 juin 1844, suivie de troubles dans toute l'Allemagne : à Prague du 16 au 24 juin, en Saxe et en Silésie le 20 juillet, à Berlin et à Magdebourg en août. A partir du 6 juillet, le *Vorwärts* entama une violente campagne contre la situation sociale des ouvriers en Allemagne — ce fut l'occasion de la scission de Ruge.

Le deuxième événement fut l'attentat manqué de Tschech contre Frédéric-Guillaume, le 26 juillet, vengeance personnelle d'un bourgmestre destitué. Le 3 août, dans un éditorial, Bernays écrivait : « ...qu'un homme ordinaire considère relativement à lui-même un roi allemand comme un homme et rien de plus, un homme que la grâce de Dieu n'a pas mis à l'épreuve des balles et ne peut défendre de la vengeance humaine, c'est une grande découverte que l'on a donc faite aussi en Allemagne. Un attentat contre un roi allemand est pour l'Allemagne l'unique argument contre l'absolutisme allemand. Tous les autres ont manqué leur effet. Dès qu'il peut être attaqué, l'absolutisme perd sa nature divine, infaillible; qu'il puisse être attaqué devait être démontré sur un roi allemand — car ni la mort de Charles Ier, ni celle de Louis XVI n'avaient instruit l'Allemagne ».

Bien entendu, von Arnim, ambassadeur de Prusse à Paris,

manifesta à plusieurs reprises son mécontentement au gouvernement français. Mais Guizot n'était pas chaud pour un procès en Cour d'assises, qui donnerait aux diverses oppositions nationaliste, légitimiste et républicaine l'occasion d'attaques contre son gouvernement. Finalement, Bernays fut traduit en correctionnelle, « inculpé d'avoir publié un journal périodique paraissant deux fois par semaine, traitant de matières politiques, sans avoir effectué le dépôt préalable du cautionnement exigé par la loi », et pour ce, condamné à deux mois de prison, 300 francs d'amende et aux dépens. En outre, le 11 janvier 1845 était pris un arrêté d'expulsion sous vingt-quatre heures contre Marx, Ruge, Bernays, Börnstein et... Bornstedt ! — arrêté notifié le 25 janvier par la Préfecture de Police.

Vives protestations au Parlement et dans la presse contre l'ingérence de la Prusse dans les affaires françaises; intervention auprès de Guizot, qui accorda des délais. Marx quitta Paris le 1er février pour Bruxelles, muni d'un passeport français régulier qui lui permettait de venir en France à son gré; Bornstedt dut vider les lieux le 21 février; Bernays, sorti de Sainte-Pélagie le 27 février, fut « oublié » par la police; Ruge s'était rendu tranquillement en Saxe; quant à Börnstein, il obtint l'annulation de son arrêté d'expulsion moyennant quelques... renseignements sur ses compatriotes et le sabordage du *Vorwärts,* dont le dernier numéro, sorti fin janvier, annonçait sa transformation en revue mensuelle, qui ne vit pas le jour. Bakounine ne fut expulsé qu'en décembre 1847.

En avril 1845, Engels avait rejoint à Bruxelles Marx, qui avait achevé sa « métamorphose » en communiste révolutionnaire. Le Comité de Correspondance communiste renvoya Engels à Paris en août 1846 pour gagner à lui les membres de la Ligue des Justes désorganisée par la police. Il y réussit au point qu'il fut désigné comme correspondant des communes de Paris au Congrès de la Ligue, tenu à Londres du 2 au 9 juin 1847, où il fut chargé avec Marx de mettre sur pied un « Projet de profession de foi communiste ». Rentré à Paris, Engels, s'inspirant du *Catéchisme communiste* de Hess, publié par *Vorwärts,* rédigea des *Principes du Communisme,* sous forme de demandes et de réponses, qu'il proposa aux communes parisiennes, puis au

second Congrès de la Ligue, tenu à Londres du 29 novembre au 8 décembre 1847 (16).

C'est sur cette trame que Marx aurait rédigé le *Manifeste du Parti communiste,* publié à Londres en février 1848. Mais, entre temps Engels avait été expulsé de Paris en janvier.

Le troisième collaborateur du *Manifeste du Parti communiste* fut le Français Jean Laffite, soi-disant né à Bordeaux — en réalité à Port-au-Prince (Saint-Domingue) — en 1782 (17), dernier né de cinq frères et de trois sœurs. « Son père, Marius Laffite, né à Pontarlier, tanneur et coupeur de cuir, avait, à l'âge de vingt-deux ans, épousé Maria Zora Nadrimal, juive espagnole de dix-sept ans, née à Dax et de qui le père Abhorad Nadrimal, né à Bilbao, avait exercé l'intéressante, mais dangereuse profession d'alchimiste : la Sainte Inquisition, ou ce qui en restait, l'avait repéré, emprisonné, interrogé un peu longuement et d'un peu près, si bien qu'il était mort dans son cachot à Saragosse en 1760, sa fille ayant douze ans » (18).

Le 18 avril 1804, deux navires marchands escortés par un brick battant pavillon français, mouillaient sous le fort Saint-Philippe, à la Nouvelle-Orléans, capitale de la Louisiane cédée quatre mois plus tôt aux Américains par Napoléon. Le convoi était sous l'autorité de Pierre Laffite, dont le cadet Jean commandait un des deux marchands, l'espagnol *Santa-Maria.* Les autorités américaines ne tardèrent pas à s'apercevoir que les trois bâtiments avaient été capturés par les frères Laffite dans le Golfe du Mexique. Lorsque le capitaine du port et ses gardes voulurent demander des explications aux deux frères, ceux-ci avaient décampé sur le *Santa-Maria,* au vrai le voilier américain *Mary !*

Malgré quoi, l'année suivante, on retrouvait les Laffite patrons d'une forge à la Nouvelle-Orléans et jouissant d'une curieuse impunité, quoique se livrant quasi ouvertement à la contrebande du « bois d'ébène » et de bien d'autres choses. En fait, ils s'étaient chargés d'écouler les marchandises pillées par des corsaires, que les autorités françaises de la Martinique et de la Guadeloupe munissaient libéralement de « commissions » pour courir sus aux Espagnols. Et comme ces corsaires se souciaient

peu du pavillon des navires qu'ils attaquaient, ils avaient trouvé préférable d'entreposer les produits de leur flibuste dans la baie de Barataria, à une cinquantaine de milles à l'Ouest du bras principal du Mississippi; emplacement choisi, car la baie communiquait avec la mer par un passage facile à défendre entre les îles côtières, et elle était reliée à la Nouvelle-Orléans par de nombreux « bayous » — bras du delta.

Vers 1807, Jean Laffite prit part lui-même à la course. Peut-être avait-il écumé jadis la côte orientale d'Afrique et y avait-il connu la « république collectiviste » créée à Madagascar par les pirates de l'Océan Indien. En tout cas, c'est sur ce modèle qu'il organisa Barataria, lorsqu'il eût été choisi comme « bos » par les autres flibustiers. Il n'est pas de notre propos de rapporter les aventures rocambolesques de Jean et de Pierre Laffite, qu'étaient venus rejoindre leur frère aîné, Dominique You, dit « Capitaine Dominique » et leur oncle René Beluche. On notera seulement que, lors de l'expédition contre Barataria ordonnée par le gouverneur de la Nouvelle-Orléans, Jean Laffite, le 16 septembre 1814, refusa de s'y opposer, en déclarant aux autres capitaines : « Une bataille est hors de question. Je ne permettrai pas un recours aux armes contre les Etats-Unis ». Quatre jours plus tard, Barataria était rasée.

En décembre 1814-janvier 1815, les trois frères Laffite et les Baratariens participèrent à la défense de la Nouvelle-Orléans contre les Anglais. Cités à l'ordre du jour par le général Jackson, ils y gagnèrent l'amnistie.

Le 23 mars 1817, Pierre et Jean Laffite, devenus les agents de renseignements espagnols 13-1 et 13-2, mouillaient devant la baie de Galveston, au Texas, alors sous l'autorité de la République mexicaine libre. En peu de temps, Laffite y avait fondé une république communiste, réplique de Barataria, qu'il baptisa Campêche, tandis que l'oncle Beluche, devenu « amiral » de Simon Bolivar, participait à l'expédition du *Libertador* sur Haïti en 1819. Mais, le 3 mars 1819, Campêche était détruite dans des conditions analogues à celles de Barataria. Et Jean Laffite disparut...

Nul ne savait ce qu'il était devenu jusqu'à ce qu'en 1952, l'historien américain Stanley Crisby Arthur démontrât, documents

à l'appui, son identification avec un certain John Lafflin qui, au début de 1830, avait ouvert à Charleston (Caroline du Sud) un entrepôt de négociant armateur, de moitié avec un autre négociant armateur de la ville, Gleen Edward Mortimore, époux de Ruella Dévereaux, d'origine huguenote française. Lafflin avait son établissement principal à Baltimore, des comptoirs à Philadelphie, Camden et Bridgeton (New Jersey), et il partageait un autre entrepôt avec Mortimore à Savannah (19).

Le 7 juin 1832, Lafflin épousait la belle et riche Emma Mortimore, de vingt-sept ans sa cadette. En 1834, le ménage s'installa à Saint-Louis (Missouri) et John y ouvrit un bureau de « fabrication et de vente de poudre à canon ». Il avait pour ami intime le peintre portraitiste Manoel De Franca, un Portugais révolutionnaire. Parlant de cette époque, le fils aîné de Lafflin confiait plus tard : « Mon père était une sorte de mystique qui croyait à la fraternité des hommes et appartenait à des sociétés secrètes ».

Il peut paraître étonnant d'appliquer à un pirate l'épithète de mystique; on ne peut pas refuser, cependant, à Laffite l'idéologie communautaire, de règle chez les flibustiers à toutes les époques, ainsi qu'il ressort des « chasse-parties » établies avant chaque expédition, et dont il avait témoigné tant à Barataria qu'à Campêche. Et lorsque le fils de Jean Laffite parle des sociétés secrètes auxquelles appartenait son père, il s'agit certainement de la Franc-Maçonnerie (20) et, sans doute aussi, de l'Illuminisme bavarois, alors répandu aux Etats-Unis, comme le montre la lettre de George Washington citée plus haut.

Il est toutefois un détail important qui a échappé aux biographes de Jean Laffite : c'est qu'il était affilié à la Ligue des Justes, ce qui, de toute manière, le reliait aux Illuminés de Weishaupt. M. Georges Blond écrit, en effet : « En mai 1847, Jean Laffite, alors dans sa soixante-cinquième année, s'est rendu de Saint-Louis à New York. Il s'est embarqué pour Londres, où il a assisté, dans le courant de juin, à plusieurs meetings révolutionnaires » (21). Or le Premier Congrès constitutif de la Ligue des Communistes s'est bien tenu à Londres du 2 au 9 juin 1847, et on ne signale aucun autre « meeting révolutionnaire » à Londres à la même époque. Pour que Jean Laffite ait

assisté au Congrès, cela ne peut être qu'à titre de délégué de la Ligue des Justes.

Il existait bien une section de la Ligue aux Etats-Unis. Dans le *Rapport du Premier Congrès de la Ligue des Communistes,* daté du 9 juin 1847, on peut lire : « En ce qui concerne l'*Amérique,* il faut attendre plus amples informations de l'émissaire que l'Autorité centrale y a envoyé, avant de pouvoir donner un compte rendu précis sur la situation de la Ligue et sur la forme qu'elle prendra finalement là-bas » (22). Et dans le *Premier Rapport de l'Autorité centrale,* daté du 14 septembre 1847, il est dit : « (4). *Amérique.* L'émissaire qui est parti d'ici ce printemps pour New York nous fait un triste tableau de la situation de la Ligue dans le nouveau monde (...). Il y a encore plusieurs membres de la Ligue à Philadelphie, que nous avons instamment priés de fonder de nouvelles communes » (23). Or John Lafflin avait un bureau à Philadelphie.

Ainsi s'explique que Jean Laffite ait fréquenté assidûment Marx et Engels à Bruxelles, à l'époque où ils rédigeaient le *Manifeste du Parti communiste* — il en parle notamment dans une lettre à De Franca, datée de Bruxelles, 29 septembre 1847.

On pourrait s'étonner que Jean Laffite n'ait pu fournir à l'Autorité centrale de la Ligue des renseignements sur la situation aux Etats-Unis. Bien que rien n'indique qu'il ne l'ait pas fait, cela semble peu probable, à cause de ce que M. Blond appelle sa « hantise de dissimulation ». Laffite en donne la preuve lorsqu'il écrit à De Franca, dans un français bourré d'américanismes : « J'ai refusé de participer dans les conférences avec les débateurs à former le manifeste, parce que je ne voulais pas être connu ou être identifié aux autres hommes » (24).

On possède d'ailleurs une autre preuve de cette « hantise de dissimulation ».

Dans la lettre à De Franca, Laffite écrivait : « Je quitte Bruxelles pour Paris, puis dans trois ou quatre semaines j'irai à Amsterdam, puis en route pour l'Amérique. M. Engels viendra avec moi à Paris où je dois lui procurer, ainsi qu'à M. Marx, un financement à long terme pour l'achèvement et l'impression de leur manuscrit ». Et M. Georges Blond ajoute : « Aucune lettre ultérieure ne donne de détails sur ce séjour à Paris, mais

la preuve que le financement fut assuré est historique : le *Manifeste* parut à Londres, en allemand, en février 1848. Et un fait nous laisse penser que Jean Laffite n'avait point agi seulement comme intermédiaire ou répondant, mais aussi très probablement comme commanditaire : les auteurs lui remirent une copie du manuscrit, qu'il rapporta avec lui en Amérique. Dès le lendemain de son arrivée à New York (9 janvier 1848), il écrivit à sa femme : « J'ai les manuscrits (peut-être avait-il plusieurs « exemplaires) et j'espère qu'ils seront présentés à M. Abraham « Lincoln » (...)

« Abraham Lincoln était en 1848 sénateur de l'Illinois, membre du Congrès fédéral. « Mon beau-frère John Mortimore « est en relations avec son ami intime Josuah Speed, négociant « à Springfield, avait déjà écrit Laffite à De Franca. Il faudra « utiliser ce canal pour remettre au sénateur un exemplaire du « *Manifeste du communisme* ». En fait, ce fut John Mortimore lui-même qui rencontra Lincoln et lui parla du *Manifeste* » (25).

Et comme, dans une lettre du 11 novembre 1847, Lincoln avait manifesté à John Mortimore son désir de rencontrer Laffite, celui-ci fit savoir que : « Personnellement, je ne désire pas me montrer, ni apporter moi-même quoi que ce soit à M. Lincoln ». Ce que M. Georges Blond commente : « Toujours cette hantise du secret » (26).

Après son retour en Amérique, Jean Laffite semble avoir renoncé à toute activité politique.

⁂

AINSI, LE COMMUNISME MARXISTE, DONT LA PREMIÈRE EXPRESSION FUT LE « MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE », A EU POUR PROTAGONISTES TROIS BOURGEOIS FORTUNÉS : MARX, ENGELS ET LAFFITE.

Mais il ne faut pas oublier aussi que, pour ses *Principes du Communisme,* ébauche du *Manifeste,* Engels s'était inspiré du *Catéchisme communiste,* du riche Moses Hess, publié par le *Vorwärts.*

D'autre part, M. Curtis B. Dall reproduit une citation de

M. Wicliffe Vennard : « En 1848, Karl Marx publiait à Londres son livre, *Le Manifeste communiste,* qui a donné lieu à tant de discussions. Il avait reçu une importante aide financière de la main à la main de Clinton Roosevelt et aussi d'Horace Greeley, sans laquelle Marx serait resté un obscur révolutionnaire obsédé (...)

« En 1841, Clinton Roosevelt avait publié un livre intitulé *The Science of Government Founded in Natural Law* (La science du Gouvernement fondée sur la Loi naturelle). Cet ouvrage reprend le plan de Weishaupt pour une dictature mondiale du type O.N.U. » (27).

***

Marx avait bien senti que lorsqu'il écrivait dans le *Manifeste* que « l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec l'existence de la société » (28), ses propres origines bourgeoises et celles de Engels risquaient de le faire passer pour un imposteur. Aussi avait-il pris la précaution de déclarer : « ...au moment où la lutte des classes approche de l'heure décisive, le processus de décomposition inhérent à la classe dominante de la vieille société tout entière prend un caractère si violent et si aigu qu'une petite fraction de la classe dominante s'en détache et se rallie à la classe révolutionnaire, celle qui tient l'avenir dans ses mains » (29).

Mais Marx et Engels s'étaient-ils réellement « détachés de la classe dominante » ? On peut en douter.

Sur le plan social, d'abord.

« A cette époque, fait remarquer M. Leopold Schwarzschild, le langage employé en privé par les angéliques jumeaux pour parler des travailleurs commençait à différer sensiblement de leurs expressions publiques. Ces dernières étaient, à l'accoutumée, pleines d'enthousiasme pour le caractère exclusivement merveilleux qui distinguait le prolétariat comme sauveur de l'humanité. En privé, leurs propos devenaient hautains et méprisants. Engels, dans ses exposés, parlait du prolétariat à peu près comme un sergent prussien de ses recrues. Il les appelait « ces pauvres types » ou « ces ânes bâtés », « ces stupides travailleurs qui

gobent n'importe quoi ». Leur intelligence était limitée, leur caractère impossible, leur apathie et leur jalousie mesquine écœurantes » (30).

Quant à Marx, il écrivait : « Le 10 décembre 1848 fut le jour de l'insurrection paysanne... Le symbole qui exprimait leur entrée dans le mouvement révolutionnaire, maladroit et rusé, gredin naïf, lourdaud et sublime, une superstition calculée, le burlesque pathétique, un anachronisme génial et stupide, l'espiègle de l'histoire mondiale, hiéroglyphe indéchiffrable pour la raison; il symbolisait à s'y méprendre la physionomie de la classe qui représente la barbarie au sein de la civilisation » (31). Et à propos des travailleurs parisiens, son opinion, en 1866, les jugeait « des ouvriers de luxe, qui se trouvent, sans s'en douter, appartenir à la vieille ordure. Ignorants, vaniteux, prétentieux, bavards, gonflés d'emphase » (32).

Marx a si peu de considération pour les ouvriers que, dit M. Robert Payne, lorsqu'en 1845, il organisa à Paris un groupe communiste : « parmi les membres les plus importants se trouvaient Wilhelm Weitling et Ferdinand Freiligrath, tous les deux de réputation bien établie. Weitling était l'un des fondateurs de la Ligue des Justes, et Freiligrath un poète connu à grande audience. L'écrasante majorité des membres se composait d'écrivains à attaches bourgeoises, et les seuls membres qu'on pouvait considérer comme prolétaires se limitaient à deux jeunes typographes, qui semblaient inscrits sur la liste uniquement parce qu'il était nécessaire de symboliser une représentation prolétarienne » (33).

Le huitième commandement du Catéchisme communiste inclus dans le *Manifeste* ne prescrit-il pas, d'ailleurs : « Travail obligatoire pour tous; organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture » ? C'est-à-dire le « prolétaire-matricule »...

Au demeurant, à une époque où les Partis communistes revendiquent à tout propos et hors de propos l'exclusivité du sentiment démocratique, il n'est pas inutile de rappeler l'opinion de Karl Marx sur la Démocratie, telle qu'il l'exprime, notamment, dans son *Adresse du Comité Central à la Ligue Communiste,* de mars 1850.

« Le premier point sur lequel les démocrates bourgeois entreront en conflit avec les travailleurs sera l'abolition de la féodalité. Comme dans la première Révolution française, le bourgeois mesquin donnera les terres féodales aux paysans en libre propriété...

« Les travailleurs doivent s'opposer à ce plan dans l'intérêt du prolétariat rural et dans leur propre intérêt. Ils doivent demander que la propriété féodale confisquée demeure la propriété de l'Etat et soit convertie en colonies de travailleurs, cultivées en association par le prolétariat rural, avec tous les avantages de l'agriculture sur une grande échelle, grâce à quoi le principe de la propriété en commun s'établit sur une base solide, comparée à la chancelante propriété bourgeoise...

« En outre, ou bien les démocrates chercheront à établir directement une république fédérale, ou bien, s'ils ne peuvent éviter une république une et indivisible, ils tenteront au moins de paralyser le pouvoir central par une autonomie et une indépendance aussi étendues que possible des communautés et des provinces. Contrairement à ce plan, les travailleurs doivent lutter non seulement pour une république allemande une et indivisible, mais encore, à l'intérieur de cette république, pour la centralisation la plus poussée du pouvoir dans les mains de l'autorité de l'Etat. Ils ne se permettront pas d'être dévoyés par les expressions démocratiques de liberté pour les communautés, d'autogouvernement, etc... »

Lors donc que, sous le couvert des principes démocratiques, les Partis communistes soutiennent les séparatismes régionaux — comme, en France, les autonomismes breton, alsacien ou corse —, c'est par une distorsion manifeste de l'idéologie marxiste. Imposture qui n'est qu'une tactique pour amener la décomposition nationale au profit de l'internationalisme soviétique.

S'il fallait une preuve de la dépendance du Parti communiste français à l'égard de l'U.R.S.S., elle est fournie par l'ambassadeur Bogomolov : il « admet très franchement que les communistes français reçoivent leurs ordres de Moscou » (34).

Si, sur le plan social, Marx et Engels ne se sont pas « détachés de la classe dominante », c'est qu'en réalité, ils avaient conservé un état d'esprit de bourgeois aisés.

Pour ce qui est d'Engels, après sa participation au soulèvement badois de 1848, il avait jugé bon de se réfugier en Angleterre, où il vivait très à l'aise des subsides que lui fournissait la succursale paternelle de Manchester. Et l'on ne sache pas qu'il ait jamais tenté d'améliorer le sort de ses ouvriers, non moins exploités que ceux des entreprises concurrentes.

Quant à Marx, il a été souvent affirmé qu'il avait vécu dans une misère extrême. Qu'en est-il exactement ?

Tout d'abord, Marx était ce qu'on appelle communément un « panier percé ». On a déjà vu que, de l'aveu de sa femme Jenny, pendant leur voyage de noces en Suisse, en 1843, « ils avaient jeté l'argent par la fenêtre ». A cette époque, Marx avait perdu sa situation de rédacteur en chef de la *Rheinische Zeitung;* malgré quoi, on le retrouve à Paris en 1844, avec femme et enfant. Expulsé de France en 1845, il s'installe à Bruxelles où, l'année suivante, la mère de Jenny, M^me^ von Westphalen, adresse au couple une de ses domestiques, Helen (Lenchen) Demuth, comme femme de charge; elle devait rester au service du ménage jusqu'à la mort de Marx, en 1883. C'est donc qu'il pouvait en assurer la subsistance. Il est vrai, d'après M. Robert Payne, qu'elle avait la garde de la bourse...

A la suite de la publication du *Manifeste du Parti communiste* et de la révolution de février 1848 à Paris, Marx et sa femme furent emprisonnés par les autorités belges, puis expulsés de Belgique (mars 1848).

« Marx revint à Cologne, écrit M. Gary North, et en juin, il commença la publication d'encore un autre journal, la *Neue Rheinische Zeitung*. En février suivant, il passa en jugement sous l'inculpation de subversion, et fut acquitté. En mai, il publia l'incendiaire « édition rouge » — effectivement imprimée à l'encre rouge — car il savait que, de toute manière, il allait être expulsé. Il se rendit à Paris, mais en fut expulsé trois mois plus tard (août 1849). De là, il se rendit à Londres » (35), où il devait passer presque tout le reste de sa vie.

Comment expliquer cette activité effrénée si Marx n'eût pas disposé de ressources suffisantes ? En fait, après avoir croqué à belles dents l'héritage de son père, mort en 1838, et dissipé la dot de sa femme, il vivait des quelques piges qu'il tirait « des articles qu'il écrivait (ou qu'Engels écrivait pour lui sous le nom de Marx) dans le *New York Daily Tribune* de Charles A. Dana » (36). Mais surtout, il puisait sans discrétion dans la bourse d'Engels.

Or en 1861, lors de la guerre de Sécession aux Etats-Unis, le marché du coton ressentit durement les effets de l'embargo décrété par les Confédérés sur les expéditions vers l'Angleterre. Engels fut contraint de réduire ses subsides à Marx, qui connut vraiment la misère noire. D'autant qu'il estimait indigne de lui de s'astreindre à un emploi rémunéré. C'est à cette époque qu'il perdit trois de ses enfants (37).

Pourtant, dans les premiers mois de 1861, sa mère avait réglé ses dettes par l'intermédiaire de son beau-frère, Lion Philips (38), et elle lui avait donné en avancement d'hoirie la somme respectable de 160 livres sterling, soit plus de 4 000 francs-or ou environ 46 000 de nos francs-1975. Il avait aussitôt entrepris un voyage éclair autour de l'Europe; peu après, il ne lui restait plus un sou.

Le dénuement de Marx prit fin momentanément en 1863, quand Engels put lui envoyer 125 livres (3 150 francs-or). Puis, sa mère étant morte, il lui revint près de £ 100, qu'il toucha en janvier 1864. La même année, un des dix-huit fondateurs de la Ligue des Justes, Wilhelm Wolff, lui laissa par héritage une fortune de £ 824, auxquelles s'ajoutèrent £ 40 d'Engels; au total donc, en un an Marx avait reçu près de £ 1 000, soit environ 25 250 francs-or ou 2 875 000 francs-1975 ! En mai 1865, il n'en restait plus un penny, et Marx avait dû avoir recours aux prêteurs sur gages, comme il le faisait savoir à Engels, en lui demandant de l'argent.

Dans une lettre du 17 mars 1868 à Kugelmann, il avait l'inconscience d'écrire : « Vous pouvez tenir pour assuré que j'ai souvent balancé de quitter Londres pour Genève, non seulement avec ma famille, mais aussi avec Engels. Ici je dois dépenser £ 400 à £ 500 par an; à Genève, je pourrais vivre

avec £ 200 » (39). Ainsi, Marx estimait que, pour vivre à Londres, il lui fallait *un minimum de 10 000 francs-1975 par mois !*

A cette extravagance, il est une explication, au moins partielle. Marx, le contempteur de la société capitaliste et bourgeoise, celui qui avait écrit notamment : « En général, l'instabilité du crédit public (en 1847) et la connaissance des secrets d'Etat permettaient aux banquiers, ainsi qu'à leurs affiliés dans les Chambres et sur le trône, de provoquer dans le cours des valeurs publiques des fluctuations extraordinaires et brusques dont le résultat constant ne pouvait être que la ruine de quantité de petits capitalistes et l'enrichissement fabuleusement rapide des grands spéculateurs » (40-a), celui qui avait stigmatisé « la pratique de toutes les orgies de spéculation boursières, minières, ferroviaires » (40-b), eh bien ! ce Marx-là jouait à la Bourse..., comme un de ces crédules petits bourgeois dont il se moquait.

Pour preuve, cette lettre de juin 1864, dans laquelle il annonçait à son oncle par alliance, Lion Philips, qu'il avait gagné £ 400 à la Bourse. Ou encore cette autre lettre à Engels, dans laquelle il lui réclamait le reliquat de l'héritage Wolff — Engels était l'exécuteur testamentaire —, car, disait-il : « Si j'avais eu l'argent ces dix derniers jours, j'aurais pu gagner la forte somme à la Bourse. Nous sommes à une époque où, avec de l'intelligence et très peu d'argent, on peut faire ses choux gras à Londres » (41). « Faire ses choux gras » à la Bourse, cela se voit; mais on y voit plus souvent « ramasser une culotte ». Rien d'étonnant donc que l'argent ait fondu entre les mains de Marx.

D'autant que le train du ménage n'était pas précisément celui d'un « forçat de la faim ». A peine entré en possession de la succession de sa mère, Marx s'empressa d'emménager dans un hôtel particulier du quartier résidentiel de Maitland Park Road. « Il était spacieux, de belle apparence, avec corniches au-dessus des fenêtres et d'élégantes colonnes corinthiennes au haut du perron, un petit jardin en façade et un plus grand derrière » (42). En octobre 1864, Jenny y donna un bal travesti, renouvelé les années suivantes.

Aussi, lorsqu'en 1869, Engels, qui venait de céder ses intérêts dans l'entreprise familiale, demanda à Marx le montant de ses dettes, celui-ci lui répondit par retour du courrier qu'il lui fallait £ 210 pour les liquider, « dont environ £ 75 pour le prêteur sur gages et les intérêts ». Engels lui envoya l'argent et, en juillet 1869, il lui annonça qu'il lui avait constitué une rente annuelle de £ 350 (100 000 francs-1975); à quoi Marx se plaignit qu'elle était insuffisante pour lui assurer une existence confortable... ! On ne sait ce qu'il faut le plus admirer du dévouement et de la patience d'Engels ou du cynisme éhonté de Marx.

En tout cas, la preuve est faite du « mythe de la pauvreté de Marx », selon l'expression de M. Gary North.

Remarque. — Il nous a paru nécessaire de reprendre, en la développant, l'étude esquissée au chapitre XXII de *Une main cachée dirige...* afin de montrer comment, pour engager sa plus dangereuse attaque contre la civilisation occidentale, l'Illuminisme de Bavière, dans sa poursuite du Gouvernement Mondial, s'est servi de trois personnages caractéristiques de cette même civilisation : trois bourgeois fortunés.

(1) Elie Halévy, *Histoire du Socialisme européen*, p. 100.

(2) *Ibid.*

Dans *Miroir de l'Histoire*, n° 16, mai 1951, p. 13, on peut lire : « 5 mai 1818 : *Naissance de Karl Marx*. Son père, descendant de toute une lignée de rabbins dont certains furent très renommés, s'était converti au protestantisme deux ans plus tôt quoiqu'il fut, au fond, plutôt libre penseur à la mode du XVIII[e] siècle. Il était magistrat à Trèves, ville récemment devenue prussienne. Sa mère, Hollandaise, avait la même origine israélite mais ne se convertit que beaucoup plus tard, après que ses enfants eussent été eux-mêmes baptisés dans la religion évangélique. Le petit Karl admirait son père, mais restait assez distant envers sa mère. Sa vie durant il ne devait manifester qu'assez peu de sentimentalité mais témoigna de bonne heure d'une intelligence subtile ».

(3) Gary North, « Poor Karl : The Myth Of Marx's Poverty » (Pauvre Karl : le mythe de la pauvreté de Marx), in *American Opinion*, avril 1971, p. 24.

(4) Elie Halévy, *op. cit.*, p. 102-103.

(5) Loyd D. Easton et Kurt H. Guddart, *Writings Of The Young Karl Marx On Philosophy And Society* (Ecrits du jeune Karl Marx sur la Philosophie et la Société), Anchor Books, 1967, p. 134; cité par Gary North, *op. cit.*, p. 25-26.

(6) Elie Halévy, *op. cit.*, p. 105-106.

(7) *Ibid.*, p. 106.

(8) Isaiah Berlin, *Karl Marx : His Life And Environment* (Karl Marx : sa vie et son milieu), Oxford University Press, 1963, p. 74; cité par Gary North, *op. cit.*, p. 26.

(9) Les citations sont de Jacques Grandjonc, *Marx et les communistes allemands à Paris*, p. 240-241. Il en est de même des traductions des textes allemands données ci-après.

(10) Gary North, *op. cit.*, p. 26, d'après B. Nicolaievsky et O. Maenchen-Helfen.

(11) Elie Halévy, *op. cit.*, p. 112.

(12) Jacques Grandjonc, *op. cit.*, p. 63-65.

(13) *Ibid.*, p. 33.

(14) Gary North, *op. cit.*, p. 26-27.

(15) Jacques Grandjonc, *op. cit.*, p. 63-65.

(16) *Ibid.*, p. 74.

Le *Vorwärts* ne put publier que les sections 1 à 3 du *Catéchisme communiste* avant de disparaître. Il ne parut dans son intégralité qu'en août 1846 dans les *Annales Rhénanes pour la Réforme sociale*. M. Grandjonc, dans son ouvrage cité, donne la traduction intégrale en français du *Catéchisme*.

(17) Dans son *Histoire de la Flibuste*, Stock, 1969, rééd. « Le livre de Poche », 1971, p. 399, M. Georges Blond donne 1792 comme date de naissance de Jean Laffite. C'est manifestement une coquille d'imprimerie. Plus loin, en effet, lors du mariage de Laffite avec Emma Mortimore, il est dit que, en 1830, elle avait 21 ans et que son mari en avait 27 de plus; Laffite avait alors 48 ans, ce qui coïncide avec la suite du récit. Par suite, il était bien né en 1782.

(18) *Ibid.*, p. 339. Nous avons emprunté de nombreux détails à cet ouvrage.

(19) Stanley Crisby Arthur, *Jean Laffite, gentleman rover* (Jean Laffite, gentleman flibustier), New Orléans, 1952; cité par Georges Blond. Autres œuvres de Stanley C. Arthur : *The Story Of The Battle Of New Orleans* (Histoire de la bataille de la Nouvelle-Orléans, 1953), et *Old New Orleans* (Vieille Nouvelle-Orléans, 1936).

(20) A noter que la tombe du frère aîné de Jean Laffite, le « Capitaine Dominique », décédé le 16 novembre 1830 à la Nouvelle-Orléans,

portait gravés l'équerre et le compas maçonniques.

C'est par corruption que le terme original de « chasse-partie » est devenu « charte-partie ».

(21) Georges Blond, *op. cit.*, p. 494.

(22) Bert Andréas, *La Ligue des Communistes*, p. 83.

(23) *Ibid.*, p. 171-172.

(24) Georges Blond, *op. cit.*, p. 495.

(25) *Ibid.*, p. 496-497.

(26) *Ibid.*, p. 498.

(27) Curtis B. Dall, *F.D.R. My Exploited Father-in-Law*, p. 172. Le titre du livre de Wickliffe Vennard est : *The Federal Reserve Hoax* (La mystification de la Federal Reserve), Forum Pub. Co., Boston.

Horace Greely, affilié à l'Illuminisme de Bavière, était le directeur de la *New York Tribune*, dont Marx fut correspondant londonien.

(28) Karl Marx, *Le Manifeste du Parti communiste*, p. 34.

(29) *Ibid.*, p. 31.

(30) Leopold Schwarzschild, *Karl Marx : The Red Prussian* (Karl Marx : le Prussien rouge), Grosset et Dunlap, New York, 1947; cité par Alan Stang, *op. cit.*, p. 65.

(31) Karl Marx, « Les Luttes de Classes en France », in *Le Manifeste du Parti communiste*, p. 114.

(32) Robert Aron, *Le socialisme français face au marxisme*, Grasset, 1971; cité par *Valeurs Actuelles*, 16 août 1971, p. 33.

(33) Robert Payne, *Marx;* cité par Alan Stang, *op. cit.*, p. 67.

(34) Dans le *Journal* de Forrestal, Amiot-Dumont, 1952, on peut lire, p. 86, une annotation de Walter Millis : « Le soir du 27 juillet (1945), Forrestal dînait à Paris avec Jefferson Caffery, l'ambassadeur américain en France, et quelques autres personnes. Selon Caffery, « les seules gens en France qui ont un « plan d'attaque positif sont les « communistes, sous la conduite de Thorez et de Duclos ». M. Caffery déclara aussi que « l'ambassadeur Bogomolov admet très franchement « que les communistes français reçoivent leurs ordres de Moscou ».

(35) Gary North, *op. cit.*, p. 27.

(36) *Ibid.*

(37) En 1851, Marx avait eu à la fois un fils légitime de Jenny et un fils naturel de Lenchen Demuth, qu'il ne voulut jamais reconnaître par crainte de difficultés avec les cercles révolutionnaires de Londres. Jenny ne parut pas autrement offusquée des relations de son mari avec la fidèle femme de charge.

(38) « Lion Philips, oncle par alliance de Marx, fut le fondateur de l'une des plus puissantes entreprises d'Europe, la *Philips Electrical Co.*, qui a pour filiale la *North American Philips Co. (Norelco)* », Gary North, *op. cit.*, p. 29, note 19.

Sur le trust *Philips*, cf. *La France à l'Encan*, numéro spécial de *Lectures Françaises*, 1965, p. 88 et suiv.

(39) *Lettres à Kugelmann*, International Publishers, 1934, p. 65, cité par Gary North, *op. cit.*, p. 31.

(40) « Les Luttes de Classes en France » : *a)* p. 70; *b)* p. 164.

(41) Gary North, *op. cit.*, p. 31.

(42) Robert Payne, *op. cit.*, p. 337, in Alan Stang, *op. cit.*, p. 31.

CHAPITRE VII

LA « SERRE CHAUDE DE LA RÉVOLUTION »

Dans son opuscule bien tombé dans l'oubli — volontaire ? — *Les Luttes de Classes en France (1848-1850)*, qu'il a signé du 10 mars 1850, Karl Marx fait, à sa façon, l'historique de la II[e] République et l'exposé des motifs qui ont permis sa confiscation par le futur Napoléon III.

On en retiendra surtout la conclusion :

« ... le fondement de la Constitution est le suffrage universel. La suppression du suffrage universel, ce sera le dernier mot du parti de l'ordre, de la dictature bourgeoise.

« Le suffrage universel leur donna raison le 24 mai 1848, le 20 décembre 1848, le 13 mai 1849, le 8 juillet 1849. Le suffrage universel s'est fait tort à lui-même, le 10 mars 1850. La domination bourgeoise en tant qu'émanation et résultat du suffrage universel, en tant qu'expression de la volonté du peuple souverain, voilà le sens de la Constitution bourgeoise. Mais à partir du moment où le contenu de ce droit de suffrage, de cette volonté souveraine n'est plus la domination bourgeoise, la Constitution a-t-elle encore un sens ? N'est-ce pas le devoir de la bourgeoisie de réglementer le droit de vote de telle façon qu'il veuille le raisonnable, soit sa domination ? Le suffrage universel en supprimant constamment à nouveau le pouvoir public existant et en le faisant émaner à nouveau de son sein, ne met-il pas à chaque instant en question tous les pouvoirs établis, n'anéantit-il pas l'autorité, ne menace-t-il pas de faire de l'anarchie même l'autorité ? Après le 10 mars 1850, qui pouvait encore en douter ? En rejetant le suffrage universel dont elle s'était jusqu'alors drapée, et dans lequel elle puisait sa toute puissance, la bourgeoisie avoue sans détours : « Notre « victoire s'est maintenue jusqu'ici par la volonté du peuple;

« il faut l'affermir maintenant contre la volonté du peuple ». Et, d'une façon conséquente, elle cherche ses appuis non plus en France, mais au-dehors, à l'étranger, dans l'invasion.

« Avec l'invasion, second Coblence ayant établi son siège en France même, elle soulève toutes les passions nationales contre elle. Avec son attaque contre le suffrage universel, elle fournit à la nouvelle révolution un prétexte général; et la révolution a besoin d'un prétexte de ce genre. Tout prétexte particulier séparerait les fractions de la ligue révolutionnaire et ferait ressortir leurs différences. Le prétexte général étourdit les classes semi-révolutionnaires, il leur permet de s'illusionner elles-mêmes sur le caractère déterminé de la révolution à venir, sur les conséquences de leur propre action...

« Mais les fractions bourgeoises coalisées se sont déjà condamnées, lorsqu'elles se réfugient hors de la seule forme possible de leur pouvoir commun, cette forme la plus puissante et la plus achevée de leur domination de classe, la République constitutionnelle, vers la forme inférieure, incomplète et plus faible de la monarchie... Leur République n'avait qu'un mérite, celui d'être la serre chaude de la révolution » (1).

On serait curieux de savoir combien d'électeurs communistes, farouchement attachés au sacro-saint principe du suffrage universel, qui constitue à leurs yeux l'essentiel de la Démocratie, ont connaissance de ce texte de Karl Marx. La critique pertinente de ce mode d'élection en fait ressortir les inconvénients majeurs : — l'utilisation du suffrage universel par la bourgeoisie, et donc par la Finance, pour établir « sa domination »; — l'inconstance de l'opinion publique, facile à « manipuler » par qui détient l'autorité et les moyens de communication, trop souvent sous la coupe de l'Argent, et dont l'aboutissement est la menace de « faire de l'anarchie même l'autorité »; — par suite, le moyen pour la bourgeoisie d'inciter les élus du suffrage universel à modifier, au gré d'intérêts particuliers, le mode de scrutin : scrutin d'arrondissement, scrutin de liste sur le plan national, répartition proportionnelle, voire à se faire hara-kiri en adoptant un mode de suffrage restreint, comme il en fut par la loi du 31 mai 1850 « excluant tous les condamnés pour délit politique et exigeant des électeurs, non pas six mois, mais trois ans de résidence attestés par l'inscription au rôle des contributions directes » (2).

A ces inconvénients majeurs, Marx aurait pu en ajouter d'autres, mais qui, à ses yeux de doctrinaire révolutionnaire, devaient sembler d'importance moindre : — l'élection de candidats pas ou peu connus des électeurs, sur simple référence à une étiquette partisane; — l'égalitarisme stupide qui donne à la voix d'un quelconque propre à rien la même valeur électorale qu'à celle d'une personnalité éminente.

Dans son texte, Marx affirme aussi que, pour établir sa domination, la bourgeoisie a cherché « ses appuis non plus en France, mais au-dehors, à l'étranger, dans l'invasion ». Marx a daté son opuscule du 10 mars 1850; il ne pouvait donc avoir en vue que l'expédition Oudinot sur Rome (avril-juillet 1849) pour le rétablissement du pape Pie IX, chassé de Rome en novembre 1848 par les révolutionnaires, qui avaient proclamé une République romaine. Le 30 avril 1849, une petite armée française, commandée par le général Oudinot, fut repoussée; c'est seulement le 3 juin qu'Oudinot, ayant reçu des renforts, put mettre le siège devant la ville.

« Pour sauver les républicains de Rome, écrit M. Louis Girard, les montagnards de Paris et de province tentèrent une manifestation contre la guerre, le 13 juin 1849. Leur échec permit au parti de l'ordre de déclencher ce que Montalembert appela « une expédition de Rome à l'intérieur » contre les « mauvaises passions » et les « mauvais principes ». Trente-quatre députés républicains, dont Ledru-Rollin, furent déférés en Haute-Cour (presque tous avaient pu s'enfuir).

« Le 3 juillet, Rome était prise par les Français, qui y installaient une garnison pour protéger le retour du pape. Mais Pie IX ne devait rentrer qu'en 1850, refusant toute réforme libérale sérieuse au gouvernement français. Néanmoins, le gouvernement de Paris maintint l'occupation de Rome par ses troupes » (3).

Or, constate Jacques Bainville, pour les élections du 23 avril 1848 de l'Assemblée qui « se nomma elle-même constituante » : « Le suffrage universel, ce sphinx, ce monstre, allait parler pour la première fois. On vota avec un zèle qui ne s'est jamais

revu depuis, 7 800 000 bulletins sur 9 400 000 inscrits, 80 pour 100 des Français. Et la réponse fut décisive : sur 800 députés, les républicains avancés étaient moins de 100. Le reste était composé de modérés surtout et de monarchistes plus ou moins avoués. Pour la République démocratique et sociale, c'était un écrasement. Un résultat plus curieux encore, c'est que, même à gauche, presque tous les élus étaient des bourgeois. Les conservateurs qui craignaient le suffrage universel s'attendaient à voir un grand nombre d'hommes en blouse : il n'y eut pas plus d'une vingtaine d'ouvriers. Les classes moyennes gardaient la direction du pays et, jusqu'à nos jours, dans toutes les Assemblées, ce trait se retrouvera » (4).

Ainsi se trouve justifiée l'opinion de Marx que *la bourgeoisie puise sa « toute puissance » dans le suffrage universel.*

C'est donc par une distorsion totale et de la pensée de Marx, et du fait historique constant que les Partis communistes soutiennent le suffrage universel comme l'expression même de la Démocratie.

Au fait, l'expérience a montré le peu de cas qu'ils faisaient aussi bien du suffrage universel que de la Démocratie, chaque fois qu'ils arrivaient au pouvoir. Par contre, ils les utilisent comme un très efficace « prétexte général » pour entraîner « les classes semi-révolutionnaires » — la partie de beaucoup la plus importante de l'électorat communiste, formée surtout de mécontents —, en leur dissimulant « le caractère déterminé de la révolution à venir » et « les conséquences de leur propre action ».

La défense du suffrage universel se manifeste ainsi comme une imposture des Partis communistes, aussi avérée et caractérisée que leur défense de la Démocratie, pour abuser de simples mécontents trop crédules et les pousser à la Révolution.

LES ÉTAPES DU COUP D'ÉTAT

Le texte de Karl Marx contient aussi un aveu, lorsqu'il écrit de la II[e] République : « elle n'avait qu'un mérite, celui d'être la serre chaude de la révolution ».

Il est de fait que le Prince-Président Louis-Napoléon, carbonaro depuis 1831, condamné par la Cour des Pairs à la détention perpétuelle après son équipée de Boulogne, en 1840, et incarcéré à la forteresse de Ham, en Picardie, « s'était instruit pendant cinq ans, correspondant avec Béranger et Louis Blanc, rédigeant des brochures dont la moins inconnue, *l'Extinction du paupérisme,* lui permettait de se ranger parmi les réformateurs sociaux » (5). Mais si ses deux tentatives de soulèvement de Strasbourg et de Boulogne, ainsi que sa romantique évasion de Ham en 1846 — jusqu'à quel point Guizot ne l'avait-il pas favorisée ? — lui avaient donné épisodiquement la vedette, en réalité, l'ensemble du pays en ignorait tout, et jusqu'à l'existence.

Dans ces conditions, il peut paraître inexplicable qu'en quelque neuf mois, ce « conspirateur taciturne » ait été porté à la présidence de la République par un plébiscite de 5 334 226 suffrages, contre un million et demi à Cavaignac et moins de 400 000 à Ledru-Rollin.

D'autant que, pendant ce court laps de temps, Louis-Napoléon avait fait preuve d'une surprenante indécision. « Après la révolution de février 1848, est-il écrit dans le Bouillet, il vint immédiatement à Paris : invité par le Gouvernement provisoire à s'éloigner, il y consentit et se tint à l'écart lors des élections générales pour la Constituante; mais aux élections partielles de juin, il fut élu à Paris et dans trois départements. Son élection fut validée, malgré la commission exécutive qui voulait faire revivre la loi de bannissement de 1832; mais se voyant accusé de se poser en prétendant, il donna sa démission deux jours après son entrée à la Chambre, et retourna en Angleterre. Réélu en septembre de la même année par cinq départements, il revint en France, prit part aux travaux législatifs, et vota pour l'ensemble de la Constitution ». Fin octobre, il posait sa candidature à la présidence de la République.

Qu'un Bonaparte ait pu réunir sur son nom suffisamment de suffrages pour être élu député dans plusieurs départements, voire à Paris, on peut le concevoir. Mais il y avait trente-trois ans que l'Empire s'était écroulé; Napoléon était mort depuis vingt-sept ans, l'Aiglon, depuis seize ans; le parti bonapartiste

ne comptait plus qu'un petit nombre de nostalgiques, alors que pour les jeunes, malgré Victor Hugo et Bérenger, la légende napoléonienne s'était enveloppée de brume. Les tergiversations de Louis-Napoléon n'étaient pas faites pour lui attirer des partisans. Comment expliquer alors le triomphe plébiscitaire du 10 décembre 1848, qui surprit au moins autant ses sympathisants que ses adversaires ?

Karl Marx avance, quelque peu gratuitement, que « le 10 décembre fut le coup d'Etat des paysans » et que « les autres classes contribuèrent à parfaire la victoire électorale des paysans ». Il explique : « L'élection de Napoléon, c'était pour le prolétariat la destitution de Cavaignac, le renversement de la Constituante, le renvoi des républicains bourgeois. Pour la petite bourgeoisie, Napoléon était la suprématie du débiteur sur le créancier. Pour la majorité de la grande bourgeoisie, l'élection de Napoléon, c'était la rupture ouverte avec la fraction dont il avait fallu se servir un instant contre la révolution, mais qui lui était devenue insupportable dès qu'elle chercha à faire de sa position d'un moment une position constitutionnelle. Napoléon à la place de Cavaignac, c'était la monarchie à la place de la République, le début de la restauration royaliste, les d'Orléans auxquels on faisait des allusions timides, le lis caché sous la violette. L'armée enfin vota pour Napoléon contre la garde mobile, contre l'idylle de la paix, pour la guerre » (6).

Si ces assertions prêtent à discussion, elles contiennent cependant assez de vérité pour justifier la conclusion :

« C'est ainsi qu'il arriva, comme le disait la *Neue Rheinische Zeitung,* que l'homme le plus simple de France acquit l'importance la plus complexe. Précisément, parce qu'il n'était rien, il pouvait tout signifier, sauf lui-même » (7).

Il est certain que, sans référence partisane, Louis-Napoléon permettait à chacun de lui prêter l'étiquette de son choix. Encore fallait-il que son nom fût porté à la connaissance de la foule. M. Louis Girard souligne les deux éléments qui allaient y concourir.

Au premier chef, l'habileté de la « plateforme électorale du candidat » :

« Pénétré du message de Sainte-Hélène mis au goût du

siècle, Louis Bonaparte, étranger aux partis, était d'abord hostile au parlementarisme. Pour lui, l'âge des masses commençait. La démocratie, par un plébiscite, devait s'incarner dans un chef. Investi d'un pouvoir sans contrôle, ce chef réaliserait le programme social et national sacrifié aux intérêts bourgeois depuis 1814. Ce programme confus séduisit une nation dégoûtée du pays légal, mais trop peu mûre politiquement pour exercer elle-même sa souveraineté ».

Et, au paragraphe suivant, M. Girard fournit, en une petite ligne, la clef du problème :

« ...des départements « rouges » avaient voté pour lui » (8).

Or, au dire de M. Pierre Mariel, après le congrès maçonnique du 17 avril au 20 mai 1848 : « S'insurgeant contre le patriarcat du Suprême Conseil et la neutralité politique du Grand Orient qui, enfin, prenait ses distances avec le gouvernement provisoire, un certain nombre de maçons de gauche, favorables aux mutuellistes, aux partageux — on a dit plus tard, les Rouges — et aux carbonari, se constituèrent en Grande Loge Nationale de France dont les statuts furent promulgués le 14 décembre 1848 et dont l'installation eut lieu le 1er mai 1849. Aux yeux des modérés, cette date prenait déjà valeur de symbole ». Et « Elle choisit, souligne Gaston-Martin, ses officiers dignitaires parmi les artisans et le prolétariat; elle accentua son recrutement et sa propagande démocratiques » (9).

Bien que six loges seulement, toutes parisiennes, aient répondu à l'appel de la nouvelle Obédience, et que sa durée fût éphémère, cette scission montre qu'il existait, au sein de la Maçonnerie française, une tendance activiste, favorable notamment aux carbonari, et donc à Louis-Napoléon.

Il faut y ajouter, d'une part, que la Maçonnerie, responsable des journées de février, et qui avait fourni au Gouvernement provisoire neuf membres sur onze, acceptait difficilement d'avoir été évincée du pouvoir par des Assemblées « conservatrices »; et, d'autre part, que les sociétés secrètes, plus ou moins affiliées à la F.·.M.·., comme la « Société des Droits de l'Homme » ou la « Société des Familles », du F.·. Louis Blanc, nettement communiste, et, bien entendu, la Charbonnerie, du F.·. Philippe Buchez, s'accommodaient mal d'un régime bourgeois.

Pour la forme, ces diverses tendances présentèrent la candidature de F.·. Ledru-Rollin. Mais instruites par l'expérience des scrutins précédents sur leur faible audience auprès de l'électorat, elles préférèrent faire voter « utile » contre les conservateurs en appuyant dans toute la France la candidature du carbonaro Louis-Napoléon.

LE COUP D'ÉTAT DU 2 DÉCEMBRE

« Ce fut une situation bien extraordinaire, écrit Jacques Bainville, que celle de ce Prince Président qui n'était rien la veille, qui n'avait qu'une poignée de partisans et qui devenait chef de l'Etat (...) ... n'étant pas initié aux affaires, il montrait de l'embarras et même de la timidité. Pourtant, il avait déjà une politique (...). Jusqu'à la fin, Napoléon III sera conservateur à l'extérieur et libéral à l'intérieur ou inversement, pour contenter toujours les deux tendances des Français » (10).

Ainsi, lorsqu'en 1848, Pie IX aura été chassé de Rome par une insurrection républicaine, Louis-Napoléon, chef d'un Etat conservateur, enverra Oudinot, en avril 1849, rétablir le Pape dans sa capitale — pour donner satisfaction au puissant Parti catholique. Mais quand la loi électorale du 31 mai 1850 ramènera le suffrage restreint, l'homme du plébiscite se posera en partisan du suffrage universel — pour se ménager l'appui et de la bourgeoisie (voir Marx) et du prolétariat.

Ainsi encore, en 1850, lorsque, d'une part, il « désavouait la politique réactionnaire de Pie IX à Rome », et que, d'autre part, « au-dessus des partis, il se posait en champion d'une politique d'ordre et de progrès » (11).

Cette « politique de bascule » n'était certes pas une nouveauté : tous les régimes, quels qu'ils soient, s'y trouvent plus ou moins contraints. Mais le Prince-Président sut la mener avec intelligence et habileté, conseillé, en particulier depuis 1859, par le comte — fait duc plus tard — de Morny, qui

suppléait par son audace de joueur impénitent, à l'indécision congénitale de son demi-frère.

Le fruit de cette politique, il devait le recueillir au 2 décembre 1851.

Le coup d'Etat fut un modèle du genre. Préparé de main de maître et à longue échéance par le « conspirateur taciturne », il eut pour prélude, le 31 octobre 1849, la décision du Prince-Président de renvoyer le cabinet de « Burgraves » d'Odilon Barrot, qui lui avait été imposé à son entrée en fonctions, et de le remplacer par un ministère choisi en dehors de l'Assemblée, où figuraient notamment les « fidèles » Eugène Rouher à la Justice et le banquier israélite Achille Fould aux Finances.

A partir de ce moment, Louis-Napoléon effectua de fréquents voyages en province pour se faire connaître, visitant les usines, inaugurant chantiers et voies ferrées, ce qui flattait aussi bien les paysans et les ouvriers que le patronat.

Par le maintien du corps d'occupation de Rome pour la protection du Saint-Siège, et par l'entérinement de la loi Falloux (15 mars 1850) qui accordait la liberté de l'enseignement, il se ménageait l'appui du Parti catholique.

Enfin, dès l'automne 1850, il entreprit de conquérir l'armée — qui avait voté Cavaignac au 10 décembre 1848 — multipliant les revues et les prises d'armes; si bien que « l'usage s'établit de crier sous les armes : « Vive Napoléon ! » et même « Vive l'Empereur ! » (Louis Girard). Le Prince-Président en profita : le 7 janvier 1851, il révoqua de son double commandement de la garde nationale et de l'armée de Paris, le général Changarnier, acquis aux monarchistes. Aucun trouble ne s'ensuivit, et Thiers en conclut : « L'Empire est fait ! »

Parallèlement, l'hostilité entre « légitimistes » et « orléanistes » ajoutait au discrédit de l'Assemblée. « Les capitalistes se détournaient presque autant des burgraves que des rouges; ils leur reprochaient d'agiter vainement l'opinion par leurs projets de restauration. Pourquoi ne pas consolider ce qui existait ?

« Louis-Napoléon exploita la situation; il déclarait, à Dijon, le 1er juin 1851 : « Le pays ne veut ni le retour à l'Ancien « Régime ni l'essai d'utopies funestes... Si la France reconnaît

« qu'on n'a pas le droit de disposer d'elle sans elle, la France « n'a qu'à le dire. Mon énergie et mon courage ne lui manque- « ront pas » (12).

Pendant ce temps, le général Fleury, chef du cabinet militaire de l'Elysée, s'était assuré la connivence d'officiers de l'armée d'Afrique : le colonel Espinasse, qui sera ministre de l'Intérieur en 1858 et se fera tuer l'année suivante à Magenta; le général Magnan, futur maréchal de France et sénateur en 1852, nommé Grand Maître du Grand Orient de France en 1862; le général Leroy de Saint-Arnaud, maréchal de France en 1852 et futur vainqueur de l'Alma, décédé sur le bâtiment qui le rapatriait de Crimée.

Au mois d'août 1851, le coup d'Etat était fin prêt. Mais Morny, l'âme du complot, le fit retarder par raison d'opportunité. Décision hasardeuse. Non point tant pour la préservation du secret : à la vérité, les milieux politiques s'y attendaient. Mais ce répit permettait à l'opposition de s'organiser, et risquait, en outre, de lasser, voire d'inquiéter les conjurés.

Louis-Napoléon manœuvra en virtuose. Il avait déjà provoqué une campagne de pétitions pour réclamer la modification de l'article de la Constitution qui interdisait la réélection du président de la République. Il savait fort bien que toute proposition dans ce sens n'avait aucune chance d'obtenir les deux tiers des voix requis pour qu'elle fût adoptée — ce qui eut lieu en septembre; mais il avait donné aux pétitionnaires un motif de mécontentement contre la Législative. Puis, dès la rentrée parlementaire, il fit déposer un projet de rétablissement du suffrage universel, repoussé à sept voix près; nouveau sujet de mécontentement, mais des bourgeois et des républicains, cette fois. Or, en riposte, les trois questeurs de l'Assemblée rédigèrent une proposition de loi qui leur donnerait le droit de requérir, éventuellement, la force armée pour la défense de l'Assemblée; bien que repoussée le 17 novembre, cette proposition avait provoqué l'irritation de la gauche contre la majorité orléaniste qui avait soutenu les questeurs.

Le Prince-Président jugea alors l'occasion favorable. La proximité des fêtes de fin d'année, avec leur « trêve des confiseurs », devait disperser l'attention, et personne ne s'attendrait

à une opération aux jours froids. De plus, il fallait se décider : la banque Fould commençait à se faire tirer l'oreille pour honorer les billets à ordre du prétendant, et l'ambassadeur d'Espagne souhaitait recouvrer le demi-million de francs qu'il avait avancé.

Le 1er décembre, comme tous les lundis, Louis-Napoléon avait donné une réception à l'Elysée. Après le départ de ses invités, il réunit son aide de camp, Persigny, son secrétaire particulier, Mocquard, le Préfet de Police, Maupas, le ministre de la Guerre, Saint-Arnaud, et Morny. Sur le champ fut rédigée une affiche, imprimée et placardée dans la capitale au cours de la nuit, ainsi libellée :

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Président de la République décrète :

ARTICLE PREMIER. — *L'Assemblée nationale est dissoute.*

ARTICLE II. — *Le suffrage universel est rétabli. La loi du 31 mai est abrogée.*

ARTICLE III. — *Le peuple français est convoqué dans ses comices à partir du 14 décembre jusqu'au 21 décembre suivant.*

Etait affichée aussi une proclamation à l'armée, « élite de la nation ».

L'opération « Rubicon » était mise en route.

La surprise fut totale. On parlait tellement et depuis si longtemps du coup d'Etat — et, en cela, le retard fut bénéfique — que personne n'y croyait plus.

A six heures, Maupas faisait arrêter chez eux seize députés, parmi lesquels Thiers pleurnichant, Cavaignac, Changarnier, Lamoricière, Bedeau et Charras, ainsi que soixante-dix-huit chefs républicains. Le Palais-Bourbon, encerclé dès cinq heures et demie par le 42e de ligne, fut occupé par le colonel Espinasse. Mornay, nommé ministre de l'Intérieur, pénétrait à sept heures

au ministère, où il sortait de son lit son prédécesseur ahuri, de Thorigny. Les points stratégiques de Paris étaient tenus par 50 000 hommes de troupe. Mais la ville, stupéfiée, ne bougea pas. Seuls quelque deux cents députés, presque tous de la majorité, se réunirent dans la matinée à la mairie de la rue de Grenelle; pendant leurs parlotes, des soldats vinrent les inviter à monter dans des omnibus, qui les conduisirent à Mazas dans l'indifférence populaire. Ils furent relâchés dans la soirée.

En fin d'après-midi, quelques Montagnards de l'Assemblée, dont Hugo, Schoelcher, Baudin, Jules Favre, s'étaient réunis quai de Jemmapes, chez leur collègue Lafon; ils décidèrent de se retrouver à l'aube au *Café des Peuples*, rue du faubourg Saint-Antoine. En cette matinée du mercredi 3 décembre, ils furent fraîchement accueillis par les ouvriers qu'ils tentaient de soulever, mais ils parvinrent à leur faire édifier une barricade à la hauteur de la rue de la Cotte; peu après, Baudin s'y faisait tuer, sans que les assistants en fussent autrement troublés.

Pendant ce temps, à l'Elysée, se formait un ministère : *Justice :* Eugène Rouher; *Intérieur :* Morny; *Guerre :* Saint-Arnaud; *Finances :* Achille Fould; *Affaires étrangères :* Turgot; *Marine et Colonies :* Théodore Ducos; *Instruction publique et Cultes :* H. Fortoul; *Travaux publics :* Lefebvre-Duruflé.

Dans la soirée, encouragés par la mollesse de la réaction militaire, les Républicains se reprenaient. Si le faubourg Saint-Antoine montrait peu d'ardeur, par contre le faubourg Saint-Denis se hérissait de barricades — c'est rue Tiquetonne que fut tué, au cours de la nuit, l'enfant immortalisé par Hugo sous le nom de Gavroche.

Le jeudi 4 décembre, autre chanson. Avec 30 000 hommes de troupe, Magnan s'attaqua aux barricades élevées entre les boulevards et la Seine. Vers trois heures et demie de l'après-midi, la colonne Canrobert, venant de la Madeleine, passait boulevard des Italiens lorsque, probablement sous l'action de provocateurs, les soldats ouvrirent spontanément le feu — il y eut même du canon —, s'acharnant plus spécialement sur la Maison Dorée, Tortoni, le café du Grand Balcon, bourrés de consommateurs. La fusillade, qui dura une dizaine de minutes, fit 145 morts, dont 35 bourgeois. Paris fut terrifié; les derniers

îlots de résistance tombèrent dans la nuit de ce « jeudi rouge ».

La réussite de l'opération « Rubicon » est attribuée par M. Georges Duveau à une double manœuvre de Morny :

« I. — Il semble que Morny ait volontairement laissé se développer, s'enfler la contre-attaque républicaine. Que les bourgeois sentent un moment souffler sur eux le vent de la démocratie socialiste, le vent de la révolution : ils seront des instruments d'autant plus dociles dans les mains du nouvel empereur.

« II. — Mais l'habileté suprême de Morny, c'est d'avoir jeté en pâture aux soldats de Magnan quelques bourgeois, quelques oisifs du boulevard. En effet, et de prime abord la chose est paradoxale, la partie, le 4 décembre, ne s'est jouée ni dans le faubourg Saint-Denis ni dans le faubourg Saint-Martin. Elle s'est jouée boulevard des Italiens, boulevard Montmartre, c'est-à-dire dans le quartier même du snobisme.

« (...) Nous pensons, pour notre part, que cette fusillade, qu'elle ait été accidentelle ou voulue par Morny, a servi Louis-Napoléon Bonaparte. Quelques bourgeois ostensiblement massacrés donnent au nouveau régime un caractère populaire... » (13).

En province, il y eut quelques manifestations sans gravité, mais dont Morny profita pour affirmer son double jeu, dans une circulaire du 10 décembre aux préfets, où il disait notamment : « Vous venez de soutenir en 1851 la guerre sociale qui devait éclater en 1852... Si vous avez triomphé des ennemis de la société, c'est qu'ils ont été pris à l'improviste et que vous avez été secondés par les honnêtes gens ».

Dans la répression, Morny eut la main lourde — du moins, pour l'époque : nous avons vu bien mieux, depuis... 27 000 personnes furent appréhendées, dont 6 000 relâchées sur le champ, et quelque 1 500 expulsées de France, parmi lesquelles 66 députés. En février 1852, des *commissions mixtes* — procureur, préfet et général — prononcèrent des sanctions allant de la mise sous surveillance de la police et de la résidence assignée à la prison et à la déportation en Algérie, qui frappa 10 000 internés, dont des femmes.

« Opération de police un peu rude », devait déclarer Morny. Elle avait momentanément décapité le Parti républicain, ce qu'il ne devait jamais pardonner à Napoléon III.

« NAPOLÉON LE PETIT »

Les 21 et 22 décembre, les Français furent appelés à entériner le coup d'Etat par un plébiscite au suffrage universel et au scrutin secret. 7 430 000 « Oui » écrasèrent les 640 000 « Non »; mais dans la Seine, sur 291 000 inscrits, il n'y eut que 133 000 « Oui » contre 80 000 « Non », 75 000 abstentions et 3 000 bulletins nuls, ce qui a fait dire que Louis-Napoléon avait été mis en minorité à Paris.

Le vainqueur du plébiscite accueillit ces résultats en déclarant : « *La France a compris que je n'étais sorti de la légalité que pour rentrer dans le droit. Sept millions de suffrages viennent de m'absoudre* ».

Le malheureux ! qu'avait-il dit là ! Cet « aveu » d'illégalité devait lui être sévèrement reproché par les historiens formalistes, les mêmes, d'ailleurs, qui trouvent tout naturel que les Thiers, Jules Simon, Jules Favre, Léon Gambetta en aient pris à leur aise avec la légalité au 4-septembre...

Le 14 janvier 1852, une Constitution établissait en fait le pouvoir dictatorial du chef de l'Etat. Libéré des troubles politiques, le pays s'installa dans la prospérité, favorisée par la conjoncture économique et la hausse de la Bourse. Le 9 octoble, à Bordeaux, ce fut le fameux : « L'Empire, c'est la paix »; le 7 novembre, un sénatus-consulte proclamait l'Empire; le 21, un plébiscite le ratifiait par près de 8 millions de suffrages. Napoléon III avait retrouvé le trône de son oncle.

Dès lors, *du moins en apparence,* la politique de la France allait être soumise à la seule volonté de l'Empereur qui, au dire de M. Louis Girard, « est un amateur, un autodidacte engoué de nouveautés. Polyglotte, cet Européen admire avant tout l'Angleterre; la seule tradition napoléonienne le lie aux Français, dont il mesure sans illusion les préjugés et les retards.

Toutefois, il est étonnant de voir comme il se naturalisera vite. Son stupéfiant destin a développé chez lui la croyance à une mission prédestinée; il en poursuit l'accomplissement avec une lente tenacité; son silence mûrit d'implacables déterminations; de soudaines initiatives transforment ce philanthrope pacifiste en inquiétant aventurier, ce libéral courtois en César jaloux d'une autorité sans partage » (14).

« Soudaines initiatives »..., c'est un peu vite dit. Et, de toute manière, il paraît étonnant que celui dont le « silence mûrit d'implacables déterminations » se laisse aller à des foucades. Au demeurant, la qualification d' « inquiétant aventurier » relève, à notre avis, des « officielles contre-vérités, pratiquement élevées à la hauteur de dogmes (qui) ont été répandues sur la personnalité de l'Empereur Napoléon III », selon l'expression de M. J.-B. Barbier (15).

D'évidentes contradictions dans la politique de l'Empereur, on a eu beau jeu, surtout en les séparant de leur contexte, de déduire que, comme tous les indécis, il prenait ses décisions sur un mouvement d'humeur; mais, en même temps, on lui reproche sa démarche tortueuse, louvoyante, temporisatrice.

Tels historiens pontifiants, qui vitupèrent l'expédition du Mexique, sont ceux qui incriminent le plus violemment l'abandon de Maximilien d'Autriche; ce qui ne les empêche pas, d'ailleurs, de soutenir sans vergogne que Napoléon III ne put éviter « la honte de Sadowa » à cause de l'importance des effectifs et du matériel du corps expéditionnaire de Bazaine — il ne dépassa jamais 38 500 hommes munis en tout et pour tout de 60 canons, et en janvier 1866, il ne restait qu'un corps d'armée (16).

Il en sera de même pour la politique italienne. Napoléon III sera accusé tout autant d'avoir « provoqué délibérément » la guerre de 1859 contre l'Autriche (celle de Magenta et de Solférino), que d'avoir maintenu le corps expéditionnaire de Rome pour la protection du Saint-Siège et d'avoir battu Garibaldi à Mentana, le 3 novembre 1867.

Peut-on expliquer et ces « incohérences » de la politique de Napoléon III, et cet acharnement des Seignobos, O. Aubry, Lavisse, Aulard et autres historiens « Sorbonnards » ?

LES SOCIÉTÉS SECRÈTES SOUS LE SECOND EMPIRE

M. Georges Ollivier propose une explication :

« ... le Second Empire, s'il rassura les hommes d'ordre par sa politique intérieure, pratiqua la politique extérieure souhaitée par les loges : systématiquement anti-autrichienne et perfidement anti-pontificale, elle aboutit à la destruction des Etats pontificaux et à la fédération de l'Allemagne du Nord sous l'égide de la Prusse (qui avait d'ailleurs une conception assez impérialiste de la Maçonnerie). Il ne faut pas oublier que Napoléon III était carbonaro et que l'attentat d'Orsini lui remit son serment un peu rudement en mémoire peu avant la campagne d'Italie » (17).

On remarquera que, si elle est justifiée par les faits, cette thèse conclut à l'exécution par Napoléon III du plan de Coménius, repris par les Illuminés de Bavière et par la Carboneria : destruction de la papauté, du Saint-Empire Romain Germanique et spécialement de la Maison d'Autriche. Elle expliquerait donc : — le « lâchage » de Maximilien d'Autriche au Mexique; — la politique « systématiquement anti-autrichienne » et par suite, la neutralité de la France dans le conflit austro-prussien de 1866; — la politique « perfidement anti-pontificale », visant à la destruction des Etats pontificaux en faveur de l'unification italienne, sous la pression des carbonari Cavour et Garibaldi.

Or, à propos du « grand dessein italien » de Napoléon III, M. Louis Girard confirme :

« A l'Italie se rattachaient ses souvenirs de jeunesse, surtout celui de l'insurrection de 1831, où son aîné trouva la mort. Il n'aimait ni l'Autriche, ni le gouvernement temporel du Saint-Siège, ni celui des autres princes italiens, le Piémont excepté » (18), où régnait le roi Victor-Emmanuel, doublé de son ministre Cavour.

Mais peut-on attribuer vraiment les louvoiements de la politique de Napoléon III à l'influence des sociétés secrètes ?

Après le coup d'Etat du 2 décembre, remarque M. Pierre Mariel, « Tous ceux que la police, depuis des lustres, fichait, furent victimes des argousins de Persigny. Carbonari, affiliés des Saisons, de la Marianne, des Droits de l'Homme, francs-maçons républicains ou, simplement, libéraux, furent promis au bagne » (19). Avec sa... prudence accoutumée, le Grand Orient jugea expédient de « se mettre en sommeil »; ce, jusqu'aux premiers jours de 1852 où, ayant reçu du Prince-Président l'assurance que « tant qu'elle restera docile, la maçonnerie pourra exécuter ses « pirouettes », il reprit ses travaux. Dont les premiers furent de prouver la souplesse de son échine en offrant la Grande Maîtrise au prince Lucien Murat, fils de l'ancien roi de Naples et de Caroline Bonaparte, et donc propre cousin germain du dictateur.

La biographie de ce Napoléonide offre quelque intérêt. Second enfant de Joachim Murat qui, en 1805, avait été Grand Maître adjoint du Grand Orient, alors que son beau-frère Joseph, roi d'Espagne, en était le Grand Maître, Lucien était né à Milan en 1803; et ce « Loweton » avait « reçu la Lumière à Vienne ». Emigré aux Etats-Unis en 1825, il vint en France en février 1848, se fit élire député à la Constituante et à la Législative. Envoyé à Turin comme ambassadeur par le Prince-Président, il n'y resta que quelques mois et, à son retour, il se vit offrir la Grande Maîtrise le 9 janvier 1852. Sa lettre d'acceptation, du 11 janvier, est significative :

« Très Chers Frères,

« J'ai fait part au Président de la décision prise par le Grand Orient de France. Il a accueilli cette nouvelle d'une manière très gracieuse et a témoigné beaucoup de bienveillance et de sympathie pour l'institution maçonnique.

« Je m'empresse donc de vous informer que j'accepte avec reconnaissance les fonctions de Grand Maître que le sénat maçonnique m'a fait l'honneur de me conférer ».

Comme au temps de « l'Autre », la Maçonnerie se trouvait ainsi fonctionnarisée.

Mais Lucien Murat avait en vue de monter, comme son père,

sur le trône des Deux-Siciles et, pour ce faire, il devait se ménager l'appui ou tout au moins la neutralité du Saint-Siège. D'où des risettes à l'Eglise de France.

Elles n'étaient pas pour plaire à nombre de Maçons qui, d'autre part, regimbaient contre l'attitude autoritaire de leur Grand Maître. « A mesure que les années s'écoulèrent, constate M. Pierre Mariel, l'opposition maçonnique (reflet de l'opinion publique) prit corps. Le Grand Maître fut attaqué sur deux fronts. On lui reprochait sa parenté avec Badinguet, on lui reprochait aussi ses accointances avec la curie romaine. Souvenons-nous combien étaient ardentes, depuis Solférino et Magenta, les polémiques autour de l'unité italienne et du pouvoir temporel des papes (...)

« La situation internationale précipita les événements. Par un brusque renversement de sa politique, Napoléon III s'était fait le champion de l'unité italienne ».

C'est alors qu'intervint un autre Napoléonide, le prince Napoléon ou prince Jérôme, surnommé « Plon-Plon », fils de Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie, et de Catherine de Wurtemberg, né à Trieste en 1822. Initié à la Franc-Maçonnerie, anticlérical et libéral, il fut fait sénateur à la proclamation de l'Empire et, en 1859, il épousa Clotilde de Savoie, fille de Victor-Emmanuel II de Piémont, le « roi-gentilhomme », qu'il poussa à réaliser l'unité italienne. Le 1er mars 1860, à la tribune du Sénat, il intervint en faveur de la politique de Napoléon III de soutien au roi de Piémont et à Cavour. « La vigueur de la démonstration, écrivait un quotidien du temps, la chaleur, la forme alerte du discours et l'intempérance même du langage valurent au prince un réel succès oratoire que M. de Persigny s'empressa d'annoncer par télégraphe à tout l'Empire ».

« Peu de temps après, le prince Lucien Murat, à la même tribune, soutint la thèse rigoureusement opposée. Le même jour, il appuya une motion qui préconisait « le maintien à Rome « de la souveraineté temporelle du Saint-Siège sur laquelle « repose l'indépendance de son autorité spirituelle » (20).

Du coup, les Maçons de l'opposition « de gauche » vinrent demander à Napoléon-Jérôme, devenu Grand Commandeur (Alain Guichard), de poser sa candidature comme Grand

Maître. Après quelques hésitations, celui-ci accepta par une lettre ouverte publiée le 19 mai 1860.

C'était la guerre déclarée entre les deux Napoléonides, au grand déplaisir de l'Empereur qui, par deux fois, fit retarder les élections à la Grande Maîtrise. Finalement, le 11 janvier 1862, il prit un décret sans précédent :

« *Art. premier.* — Le Grand Maître de l'Ordre maçonnique en France, jusqu'ici élu pour trois ans et en vertu des statuts de l'Ordre, est nommé directement par Nous pour cette même période.

« *Art. 2.* — Son Excellence le maréchal Magnan est nommé Grand Maître du Grand Orient de France.

« *Art. 3.* — Notre ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret ».

Et comme Magnan n'était même pas Maçon, « le 13 janvier, on lui bâcla les trente-trois grades » !

Cet acte autoritaire fut une lourde faute; mécontents de cette intrusion du pouvoir, nombre de Maçons politiquement indifférents basculèrent dans l'opposition au régime, ce dont profitèrent les FF.·. républicains pour accroître leur influence dans les loges. La tâche leur fut facilitée, d'ailleurs, par les événements.

Profitant du retour à la France, en mars 1860, de la Savoie et du comté de Nice, Napoléon III jugea politique de prendre le Décret du 24 novembre 1860, qui modifiait la Constitution dans un sens libéral : le Corps législatif obtint le droit de présenter une adresse sur la politique générale, ses séances devinrent publiques et les journaux purent en publier le compte rendu.

Or, le 29 mars 1861, Cavour réussissait à convoquer un Parlement italien, qui proclamait Victor-Emmanuel II roi d'Italie, avec Rome pour capitale. Ce faisant, il coupait l'herbe sous les pieds au clan Mazzini-Garibaldi, qui rêvait d'une république italienne. L'événement eut une incidence en France. « Les Cinq » députés républicains du Corps législatif qui, à côté des FF.·. Jules Favre et Ernest Picard, groupaient Emile Ollivier,

Hénon et Darimon, en prirent prétexte pour attaquer violemment la politique impériale en Italie. Et ils surent habilement utiliser la publicité des débats et les comptes rendus de presse pour se créer une clientèle de mécontents.

Cavour n'avait pas joui longtemps de son triomphe : il était mort le 6 juin 1861. « Mais une équipe ardente continue son œuvre unificatrice. Elle est composée de carbonari et de francs-maçons. Dans la Péninsule, les deux associations sont étroitement confondues. Elles se donnent le même but : réaliser l'unité italienne en supprimant le pouvoir temporel du pape » (21). Tant et si bien que, « à l'automne (1862), Napoléon III, inquiet de l'audace croissante des Italiens qui revendiquent hautement Rome pour capitale, se décide à concéder quelque chose au parti catholique ». Il décida un remaniement ministériel, dans lequel Thouvenel fut remplacé au Quai d'Orsay « par Drouin de Lhuys, partisan d'une diplomatie conservatrice que Napoléon avait écarté pendant la guerre de Crimée » (22).

Les résultats de ces manœuvres se traduisirent aux élections de 1863 par l'envoi au Corps législatif de « trente-cinq députés opposants, parmi lesquels *Thiers, Jules Favre, Jules Simon, Emile Ollivier, Berryer, Carnot,* tous adversaires du pouvoir personnel de l'empereur ou même de l'empire » (23).

Napoléon fut obligé de lâcher du lest. Un nouveau remaniement ministériel vit le départ de Persigny, tandis que deux anticléricaux, Baroche et Victor Duruy, recevaient l'un la Justice et les Cultes, l'autre l'Instruction publique.

« A l'occasion des élections complémentaires fixées au 24 mars 1864, écrit Georges Bourgin, *l'Opinion nationale* publia, le 17 février, le fameux « Manifeste des Soixante », où s'exprimait la « conscience de classe » d'une partie du prolétariat parisien.

« D'inspiration originale, et non pas, comme on l'a cru, proudhonienne, le « Manifeste des Soixante » allait corroborer les principes de l'Association internationale des travailleurs, qui, fondée à Londres en septembre 1864, devait recevoir l'impulsion de Karl Marx, introduisant dans l'Adresse inaugurale sa conception que « l'émancipation économique des travailleurs

est le plus grand but auquel tout mouvement politique doit être « subordonné comme moyen » et doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Le développement de l'Internationale en France devait d'ailleurs être assez lent et limité, encore qu'il ait été servi par la concentration ouvrière opérée dans certaines branches de l'industrie (textiles et mines) et par les difficultés économiques lentement issues de la doctrine du libre-échange. Le premier bureau français de l'Internationale, ouvert à Paris en juillet 1865, marque le début d'une action ouvrière spécifique qu'il ne faut ni exagérer, ni minimiser » (24).

D'un autre côté, sous la pression des Maçons et des Carbonari, le corps d'occupation français fut rappelé de Rome en septembre 1864, et ses derniers éléments devaient en être partis en 1866 au plus tard.

« Cette convention, négociée en dehors de Pie IX, n'était pas de nature à retarder la parution de l'encyclique *Quanta cura* (8 décembre 1864), qui exposait les raisons de l'intransigeance pontificale par un rappel de la doctrine immuable de l'Eglise. Elle avait pour annexe un catalogue, ou *Syllabus,* de propositions condamnées par les prédécesseurs de Pie IX. La neutralité religieuse de l'Etat, la liberté de conscience et du culte, la souveraineté populaire figuraient parmi les principes condamnés... La dernière proposition condamnée était : « Le pape peut et doit se réconcilier et transiger avec le « progrès, le libéralisme et la civilisation moderne ». L'Europe politique y vit un défi. On annonçait la réunion prochaine, à Rome, d'un concile œcuménique où serait proclamé le dogme de l'infaillibilité pontificale. Devant la révolution qui montait, le vieux pontife était soucieux de définir la doctrine avant que les temps de l'Apocalypse fussent venus. Il ne restait à Napoléon qu'à désavouer le droit public de 1789, base des institutions françaises, ou à renoncer à toute alliance sincère avec l'Eglise » (25).

Mais, le 29 mai 1865, le maréchal Magnan mourait. Les obsèques solennelles eurent lieu à Notre-Dame, sous la présidence de l'archevêque de Paris, Mgr Darboy, qui donna lui-même l'absoute sur le catafalque où s'étalait le cordon de Grand Maître du Grand Orient. Vertement tancé par Pie IX, Mgr Dar-

boy y perdit son chapeau de cardinal. D'où encore de violents remous, auxquels, sagement, refusa de se mêler le nouveau Grand Maître, le général Mellinet, régulièrement élu, cette fois.

Au début de la session de 1866, il se forma un Tiers-parti, conglomérat assez hétéroclite d'anciens députés de la majorité déçus, d'industriels protectionnistes opposés à la politique libre-échangiste de Napoléon III, d'hommes d'affaires aigris par l'essoufflement de la croissance économique, de catholiques inquiets de la politique scolaire de Victor Duruy, de monarchistes libéraux, etc.

L'Empereur pensa désarmer l'opposition par une réforme libérale. Dans une lettre publiée le 20 janvier 1867 au *Moniteur universel*, il annonçait la suppression de l' « adresse », remplacée par le droit d'interpellation; les ministres à portefeuille viendraient se défendre devant le Corps législatif, mais sans engager leur responsabilité ni la solidarité du cabinet. De plus était annoncée la mise à l'étude de deux lois, l'une supprimant le régime des avertissements aux journaux et déférant aux tribunaux correctionnels les délits de presse — elle sera votée le 9 mars 1868 —, l'autre reconnaissant et délimitant le droit de réunion — votée le 6 juin 1868.

Dès lors, les républicains fondèrent de nombreux journaux : *Le Réveil* de Delescluze et *La Tribune* d'Eugène Pelletan, à Paris, *L'Indépendant du Midi*, à Nîmes, *L'Emancipation*, à Toulouse, *Le Peuple*, à Marseille. Rochefort lança *La Lanterne*, Challemel-Lacour et Brisson *La Revue politique*. De nombreuses réunions publiques furent organisées par l'opposition dans tout le pays. Et, malgré les procès de presse et les poursuites contre les orateurs, la propagande républicaine s'intensifia.

Un événement extérieur allait permettre à l'opposition de reprocher à Napoléon l'incohérence de sa politique étrangère. Depuis le retrait des troupes françaises de Rome en 1866, le désaccord entre Victor-Emmanuel II et le parti républicain italien avait tourné au conflit. En particulier, le roi était opposé à la prise de Rome par Garibaldi et ses « chemises rouges », ce qui eût signifié la fin de la monarchie italienne. Or, fin octobre 1867, Garibaldi, jugeant le moment opportun, envahit les Etats

Pontificaux. Il était impossible à Victor-Emmanuel de s'y opposer, sous peine de se discréditer complètement aux yeux de l'opinion italienne; au demeurant, ses troupes, déjà sans grande valeur militaire, ne l'auraient probablement pas suivi. Ce furent quelques forces françaises, envoyées de Toulon, qui, le 3 novembre, bousculèrent les garibaldiens à Mentana, puis s'installèrent de nouveau à Rome.

L'opposition républicaine en prit prétexte pour se déchaîner. Suivant la remarque de M. Louis Girard, « on réalisa que Mentana avait effacé Magenta ». D'où l'accusation de politique incohérente portée contre l'Empereur. Pourtant, et malgré qu'il en eût, Napoléon III ne pouvait agir autrement. Tout le parti catholique ne lui aurait jamais pardonné d'avoir laissé Garibaldi s'emparer de Rome et en chasser le pape. D'un autre côté, il était lié envers Victor-Emmanuel par les engagements de Plombières avec Cavour (20-21 juillet 1858), qui prévoyaient la création d'un royaume italien unifié sous l'autorité du roi de Piémont.

Quoi qu'il en soit, le Préfet de Police, Piétri, se crut obligé d'écrire à Napoléon III : « Si l'empereur a conservé son autorité auprès des masses, on ne saurait nier que dans les classes dirigeantes on lui fait une guerre aussi acharnée qu'imprévoyante. Le respect de l'autorité est affaibli, la calomnie s'attaque à tout ».

Piétri voyait juste, lorsqu'il accusait l'opposition de faire au régime « une guerre aussi acharnée qu'imprévoyante » : la tentative de réforme militaire allait en apporter la preuve.

La facilité avec laquelle les Prussiens avaient battu les Autrichiens à Sadowa avait convaincu Napoléon III de la nécessité de procéder à une réforme de l'armée, dont les effectifs, en 1866, se montaient seulement à 385 000 hommes. Le recrutement s'effectuait par engagements volontaires, que complétait la levée de conscrits pour un service de 7 ans, suivant le système du tirage au sort avec remplaçants. Ceux des conscrits qui avaient tiré un « mauvais numéro » étaient seuls astreints au service, alors que les « bons numéros » étaient dégagés de toute obligation militaire; mais il leur était loisible de les substituer, moyennant finances, aux mauvais numéros. La bour-

geoisie, qui avait la possibilité d' « acheter un remplaçant », tenait à ce mode de recrutement, tout autant que les ouvriers, susceptibles de servir de remplaçants en cas de chômage.

Mais le système, s'il assurait une armée de métier bien entraînée, avait l'inconvénient de ne lui constituer aucune réserve. En octobre 1866, l'Empereur réunit autour du maréchal Niel — dont il allait faire le ministre de la Guerre en janvier suivant —, les principaux chefs militaires et les ministres. Il leur proposa de créer, à l'instar des Prussiens, une armée nationale, où les engagés volontaires seraient complétés par l'ensemble des recrues levées à court terme. Niel préféra conserver l'armée suivant le système en cours, mais en la renforçant par tous les « bons numéros » constitués en réserve instruite.

Adopté en décembre 1866, le projet Niel eut le privilège de soulever une opposition générale; des militaires, dérangés dans leur routine; des fils de bourgeois, obligés de connaître la vie de caserne; des ouvriers, dépossédés des avantages du « bon numéro »; des députés de la majorité, effrayés des retombées électorales de ce projet impopulaire; mais surtout des républicains, traditionnellement hostiles à l'armée permanente, « garde prétorienne » du régime en place, et qui, poursuivis par les réminescences de « levée en masse » de 1793, proposaient la création d'une milice nationale à la mode suisse — utopie encore soutenue en 1975 par le Parti socialiste français ! « Tout en protestant contre la honte de Sadowa, fait remarquer M. Louis Girard, et en réclamant un redressement nécessaire, ces derniers (les opposants) ne songeaient qu'à désarmer l'Empire. On pensait que le régime parlementaire suffirait pour faire face à tous les dangers, lorsque l'empereur ne pourrait plus avoir aucune initiative » (26).

Il fallu une bonne année de marchandages au Corps législatif pour que le projet Niel, déformé par les amendements, prit force de loi. Aux termes de laquelle, l'armée aurait été dotée de 400 000 hommes de *troupes actives*, doublées de 400 000 hommes de *troupes de réserve* et de 450 000 *gardes mobiles*. Le service obligatoire était réduit de sept à cinq ans, le tirage au sort et le remplacement maintenus. Peu importe, d'ailleurs, car, à la mort du maréchal Niel en 1869, son successeur, le maréchal Lebœuf, s'empressa d'abandonner le projet. Au 19 juillet 1870, il ne manquera peut-être pas à l'armée française « un seul bouton de guêtre »; mais ses vieux maréchaux bedonnants ne pourront aligner que 260 000 hommes face aux 450 000 Allemands, et ils ne disposeront d'aucune réserve.

C'est précisément sur cette loi militaire, avec en toile de fond les séquelles de la guerre du Mexique, la question italienne, les tripotages des frères Pereire, « les Comptes fantastiques d'Haussmann », que se firent les élections des 23-24 mai 1869. Gambetta « souscrivit le *programme de Belleville* qu'on peut considérer comme la première charte du radicalisme. Il réclamait notamment « l'application la plus radicale du suffrage universel », la liberté individuelle garantie par la loi, les libertés de presse, de réunion, d'association, « la suppression du budget des cultes et la séparation des Eglises et de l'Etat », « l'instruction primaire, laïque, gratuite et obligatoire », la « suppression des armées permanentes » (27). Ce programme n'était autre que celui de l'aile gauche du Grand Orient : rien d'étonnant, donc, qu'il fût présenté par le F.·. Gambetta.

Les élections furent un grand succès pour l'opposition, qui obtint 3 335 000 voix contre 4 438 000 aux candidats du gouvernement. Les villes importantes avaient basculé dans l'opposition avec, à Paris, 224 000 voix contre 77 000, à Lyon, 46 000 contre 13 000. Le grand vainqueur, avec 116 sièges, était le « Tiers-parti », sous la houlette du caméléon politique, le septuagénaire Adolphe Thiers.

L'Empereur tenta de faire tête. Le 10 septembre 1869, un sénatus-consulte entérinait la réforme qui rendait au Corps législatif l'initiative des lois et le droit d'interpellation sans limite, tandis que le Sénat, devenu chambre haute, obtenait le pouvoir constituant.

« Ces concessions allaient-elles désarmer l'opposition ? Bien au contraire, celle-ci prenait un caractère nettement révolutionnaire. A La Ricamarie, dans le bassin de Saint-Etienne (16 juin), à Aubin, dans l'Aveyron (7 octobre), des incidents de grève aboutirent à des fusillades d'ouvriers — ici 13 morts et 9 blessés, là 14 morts et 20 blessés. Dans les grandes villes, les

« Internationaux », Varlin à Paris, Albert Richard à Lyon, Bastelica à Marseille, activaient leur propagande; les délégués de diverses sections prirent part au Congrès de Bâle (septembre 1867), qui s'affirma collectiviste et fixa à Paris, le 5 septembre 1870, la réunion suivante. *La Marseillaise,* dont Rochefort était le rédacteur en chef, devenait avec Millière, Varlin et Benoît Malon, l'organe des révolutionnaires, distançant *le Rappel, la Réforme, le Travail* » (28).

Entre temps, Napoléon III avait mis le Corps législatif en congé. Quand il le convoqua de nouveau, le 29 novembre 1869, l'Empereur avait accepté le fait accompli; et le 27 décembre, il demandait à l'ancien républicain rallié, Emile Ollivier, « de lui désigner les personnes qui pouvaient former avec lui un cabinet homogène, représentant fidèlement la majorité du Corps législatif ». Les libéraux triomphaient.

Les républicains cherchèrent à en profiter. Les FF.'. Gambetta et Jules Ferry s'employèrent à harceler le gouvernement du « déserteur » Ollivier. De leur côté, les « jacobins » Flourens, Delescluze, Rochefort étaient à l'affût de tout prétexte à mouvement révolutionnaire. Ils crurent l'avoir trouvé avec le meurtre d'Yvan Salmon dit Victor Noir, journaliste à *La Marseillaise,* abattu par le prince Pierre Bonaparte. Les obsèques, le 12 janvier 1870, suivies par plus de cent mille personnes, donnèrent bien lieu à des manifestations hostiles à l'Empire, mais à aucun moment, elles ne se transformèrent en émeute. Il y eut en province de nombreux incidents et des grèves sans autres conséquences : le pays n'était pas mûr pour une révolution.

Il allait le prouver, le 8 mai, au plébiscite sur la question : « Le peuple approuve les réformes libérales opérées dans la Constitution depuis 1860... et ratifie le sénatus-consulte ». Il y eut 7 359 000 « Oui » contre 1 578 000 « Non » et 1 894 000 abstentions. « L'Empire est plus fort que jamais ! », devait commenter Gambetta.

Et, le 13 juillet, ce fut la « dépêche d'Ems »... Le 14, le conseil des ministres décidait la guerre. Le 15, Thiers et Gambetta tentaient de s'opposer au vote des crédits militaires. Le 19, Napoléon déclarait la guerre, contre le vœu de la majorité de

l'opinion publique, mais convaincu qu'une victoire était nécessaire pour restituer son lustre à l'Empire. Le 28, il quittait Paris pour aller à Metz prendre le commandement des armées.

LA RÉVOLUTION DEVANT L'ENNEMI

Or, M. Louis Girard peut écrire : « La plupart des opposants souhaitaient la défaite qui anéantirait l'Empire, mais ils n'osaient l'espérer » (29).

Aussi accueillirent-ils avec satisfaction l'annonce des premiers revers, Wissembourg, le 3 août, Frœschwiller et Forbach, le 6.

Dès le 7 août, écrit Georges Bourgin, « le gouvernement avait mis Paris en état de siège et convoqué Sénat et Corps législatif pour le 11, avouant la défaite.

« Aussitôt, la gauche fermée se réunit et demanda l'armement de tous les citoyens de Paris; dans le même sens, les rédacteurs de 6 journaux républicains clamèrent que « la patrie était en danger » et qu'il fallait organiser un Comité de défense avec les députés de Paris. La gauche, par la bouche de J. Favre, demanda l'armement de la garde nationale et les pleins pouvoirs pour un Comité exécutif de 15 membres » (30).

Proposition révolutionnaire qui visait à constituer un Comité exécutif substitué au ministère. Si elle fut repoussée par le Corps législatif, elle entraîna néanmoins la chute du cabinet Ollivier, et le gouvernement passa à l'impératrice-régente et à un ministère Palikao.

« L'opposition, précise M. Louis Girard, escomptait une nouvelle défaite pour s'imposer... Dans leurs journaux, à la Chambre, les républicains demandaient que les troupes régulières quittent Paris qui serait confié à la garde nationale. La population étant en majorité hostile à l'Empire, c'était le moyen de s'assurer contre un coup d'autorité de la dernière heure. Mais le parti était divisé. Depuis les élections de 1869, la tendance jacobine des « journées », dirigée par Blanqui, Eudes, Delescluze, avait repris ses troupes en main par une série

d'escarmouches. Son concours était nécessaire pour envahir le Palais-Bourbon. De leur côté, les jacobins avaient besoin des députés de Paris pour ratifier le coup de force envisagé. Mais, tout en gardant le contact, les deux éléments éprouvaient une défiance mutuelle. A l'exception d'Henri Rochefort, les parlementaires étaient beaucoup plus modérés.

« Les ministres, avertis des conciliabules républicains, avaient projeté l'arrestation des chefs de l'opposition (15 et 16 août), mais sans s'y arrêter, car ils craignaient la réaction de Paris » (31).

Le 17 août, sur ordre de l'Empereur, le général Trochu prenait le gouvernement militaire de la capitale.

Le 1er septembre, Mac-Mahon se laissait encercler dans Sedan avec 100 000 hommes et l'Empereur lui-même. A quatre heures de l'après-midi, Napoléon faisait hisser le drapeau blanc. Le 2, l'armée capitulait et, le lendemain, Napoléon, prisonnier de guerre, prenait la route de Wilhelmshöhe, près de Kassel. La route de Paris était ouverte à l'invasion.

La nouvelle de la capitulation ne parvint dans la capitale que le 3, par une dépêche de Napoléon. Au Corps législatif, ce fut l'effervescence. Jules Favre déposa une motion de déchéance de la dynastie et la constitution d'une Commission investie des pouvoirs gouvernementaux et chargée de chasser l'ennemi du territoire. Après une séance de nuit en vaines palabres, le président du Corps législatif, Eugène Schneider (du Creusot), ajourna les débats au lendemain. Personne ne semblait se soucier de l'impératrice-régente, isolée aux Tuileries.

Le dimanche 4 septembre, tandis que les députés délibéraient, Gambetta tenant pour la révolution immédiate, J. Favre et E. Picard pour une solution légale, Thiers pour la constitution d'une Commission parlementaire, « devant le Palais-Bourbon, fortement gardé, se réunissent, vers 10 heures, les révolutionnaires alertés la nuit, tandis que l'on essaie encore des moyens légaux pour résoudre la crise. La séance au Corps législatif commence à 11 heures un quart, les tribunes pleines, celle des anciens représentants remplie de proscrits et de « quarante-huitards », dont Miot, Schoelcher, Etienne Arago.

Trois motions sont en présence : celle du gouvernement, créant Palikao lieutenant-général avec un Conseil de gouvernement et de défense nationale; celle de J. Favre, pour la déchéance; celle de Thiers, en vue d'instituer un Comité de gouvernement et de défense nationale. C'est celle-ci qui est adoptée » (32). Mais, vers deux heures et demie, le Palais-Bourbon, selon le scénario bien rodé, fut envahi par la foule, sans opposition de la garde. Gambetta bondit à la tribune pour clamer : « Citoyens ! La patrie est en danger !... Attendu que tout le temps nécessaire a été donné à la représentation nationale pour prononcer la déchéance. Attendu que nous sommes et constituons le pouvoir régulier issu du suffrage universel libre, nous déclarons que Louis-Napoléon Bonaparte et sa dynastie ont à jamais cessé de régner sur la France ». En bon avocat républicain, Gambetta connaissait l'impact psychologique des formules à allure juridique sur les foules pour leur faire accepter des opérations d'une légalité contestable.

Quant à Jules Favre, il déclarait : « Pas de journées sanglantes ! La République, ce n'est pas ici que vous devez la proclamer, c'est à l'Hôtel de Ville ». Elégante manière de neutraliser toute tentative éventuelle de réaction de la majorité.

Lorsque, entraînant le public, Jules Favre, Jules Ferry et Léon Gambetta arrivèrent à l'Hôtel de Ville, ils y trouvèrent, déjà installés, les « jacobins » Millière, Pyat, Blanqui et Delescluze, qui envisageaient la constitution d'une Chambre fédérale des Sections parisiennes de l'Internationale. Mais, les gagnant de vitesse, les républicains constituèrent un Gouvernement provisoire de la Défense nationale. Sous la présidence du général Trochu, « soldat, catholique et breton », il était composé de : Emmanuel Arago, Adolphe Crémieux, Jules Favre, Jules Ferry, Léon Gambetta, Garnier-Pagès, Eugène Pelletan, Ernest Picard, Jules Simon — tous Francs-Maçons appartenant « à l'aile gauche du Grand Orient » (Pierre Mariel) —, Glair-Bizoin et Henri Rochefort.

Le Gouvernement provisoire s'empressa de déclarer la République dans la salle du Trône et d'adresser des proclamations à la Nation française, au Peuple de Paris et à la Garde nationale. Etienne Arago fut nommé maire de Paris.

Pendant ce temps, l'impératrice s'enfuyait des Tuileries en fiacre, sous l'escorte d'un peloton de voltigeurs commandé par le Grand Maître du G.·. O.·., le général Mellinet, et se réfugiait chez son dentiste américain, le docteur Evans, qui la fit passer sans difficulté en Angleterre.

Le 5 septembre, le Palais-Bourbon était fermé et mis sous scellés. Le Gouvernement provisoire nomma les maires et les adjoints des vingt arrondissements. Aucun trouble n'éclata.

« C'était la seconde fois depuis 1792 que Paris faisait une révolution devant l'ennemi, ce fut la troisième après 1830 et 1848 que la révolution fut achevée à l'Hôtel de Ville » (33).

La Deuxième République avait bien été, selon le mot de Karl Marx, « la serre chaude de la révolution ».

(1) Karl Marx, « Les Luttes de Classes en France », in *Le Manifeste du Parti communiste*, p. 186-188.

(2) Louis Girard, « La Révolution de 1848 », in *Histoire de France*, Larousse, T. II, p. 261.

A ceux qui, de nos jours, jugeraient impossible, en régime démocratique, l'application de restrictions au suffrage universel, on rappellera l' « *indignité nationale* » « constatée par des juridictions d'exception : cours de justice ou chambres civiques instituées auprès d'elles. Elle entraîne la dégradation nationale, peine infamante qui comporte, pour une durée déterminée ou à vie, la destitution de certaines fonctions et de nombreuses incapacités, et, en outre, une condamnation totale ou partielle des biens du condamné. Elle a été définie par l'ordonnance du 26 décembre 1946 » (Larousse).

Parmi les « nombreuses incapacités », la perte des droits civiques entraîne l'incapacité de vote.

(3) *Ibid.*, p. 260-261.

(4) Jacques Bainville, *Histoire de France*, Fayard, 1924, rééd. Le Livre de Poche, 1969, p. 414-415.

(5) Louis Girard, *op. cit.*, p. 259. Louis-Napoléon a écrit d'autres brochures : cf. Bouillet.

(6) Karl Marx, *op. cit.*, p. 115.

(7) *Ibid.*

(8) Louis Girard, *op. cit.*, p. 260.

(9) Pierre Mariel, *Les Francs-Maçons en France*, p. 88-89.

(10) Jacques Bainville, *op. cit.*, p. 418-419.

(11) Louis Girard, « Le Second Empire », in *Histoire de France*, Larousse, p. 263.

(12) *Ibid.*, p. 264.

(13) Georges Duveau, « Le Coup d'Etat du 2 décembre », in *Miroir de l'Histoire*, n° 23, décembre 1951, p. 91.

(14) Louis Girard, *op. cit.*, p. 268-269.

(15) J.-B. Barbier, *Outrances sur le Second Empire*, diffusion La Librairie Française, 1956, p. 8.

M. Barbier a écrit aussi : *Mensonges sur le Second Empire* et *Silences sur le Second Empire*.

(16) Pour ce qui concerne l'expédition du Mexique, l'affaire austro-prussienne de 1866 et la politique de « compensations », nous renvoyons à l'ouvrage cité de M. J.-B. Barbier.

(17) Georges Ollivier, « Histoire politique de la F.·. M.·. », p. 16.

(18) Louis Girard, *op. cit.*, p. 280.

(19) Pierre Mariel, *op. cit.*, p. 93. Sauf exceptions signalées, les citations qui suivent proviennent de cet ouvrage.

(20) *Ibid.*, p. 98-99.

(21) *Ibid.*, p. 106.

(22) Louis Girard, *op. cit.*, p. 300.

(23) C. S. Viator, *Histoire de France*, Cours supérieur, E. Robert, Fontaines-sur-Saône, s.d., p. 818.

(24) Georges Bourgin, *La Troisième République 1870-1914*, Colin, Coll. U2, 1967, p. 2.

(25) Louis Girard, *op. cit.*, p. 308.

(26) *Ibid.*, p. 311.

(27) Michel Mourre, *Dictionnaire d'Histoire universelle*, Editions Universitaires, 1968, T. I, art. Belleville.

(28) Georges Bourgin, *op. cit.*, p. 11-12.

(29) Louis Girard, *op. cit.*, p. 317.

(30) Georges Bourgin, *op. cit.*, p. 14.

(31) Louis Girard, *op. cit.*, p. 319.

(32) Georges Bourgin, *op. cit.*, p. 15-16.

(33) *Ibid.*, p. 18.

CHAPITRE VIII

LE SIÈGE ET LA COMMUNE

Composé uniquement de bourgeois, le Gouvernement de la Défense nationale était divisé en deux tendances distinctes. D'une part, les modérés, Jules Simon, Jules Favre, Ernest Picard, avec l'appui de Thiers, comprenaient que la guerre était perdue et demandaient la signature de la paix. D'un autre côté, les jusqu'au-boutistes, avec Gambetta à leur tête, exigeaient la guerre à outrance. Singulier revirement, d'ailleurs, dont le patriotisme était sujet à caution. Aussi longtemps que Napoléon III avait conservé le pouvoir, ces « enragés » avaient souhaité la défaite de la France pour l'anéantissement de l'Empire; maintenant qu'ils étaient au Gouvernement, ils retrouvaient, du jour au lendemain, les traditions jacobines de la « levée en masse » pour la libération du territoire.

Y en aurait-il même besoin ? Avec quelque naïveté, Jules Favre, ministre des Affaires étrangères, soutenait : « Le roi de Prusse a déclaré qu'il faisait la guerre non à la France mais à la dynastie impériale : nous ne cèderons ni un pouce de notre territoire ni une pierre de nos forteresses ». Il allait être vite détrompé.

Le 15 septembre, à Ferrières, il rencontra Bismarck qui, d'entrée de jeu, demanda la cession de l'Alsace. En outre, le chancelier ne voulait traiter qu'avec un Gouvernement légal, ce qui impliquait des élections générales; et, pour les surveiller, il exigeait l'occupation d'un fort de la ceinture de Paris.

La question des élections soulevait de gros problèmes. Quelle serait l'attitude de Paris et des grandes villes où existait une forte opposition révolutionnaire, qu'avait irritée l'éviction des « jacobins » Blanqui, Delescluze, etc. ? D'un autre côté, la province, où les conservateurs gardaient une forte influence, admettrait-elle le coup de force de l'Hôtel de Ville ? Rien n'était

moins sûr. De plus, pendant le temps nécessaire pour organiser les élections et en connaître les résultats, les troupes allemandes achèveraient en toute quiétude l'encerclement de Paris. S'y ajoutait, pour les gambettistes, la crainte que le pays, engagé sans enthousiasme dans la guerre par un régime déchu et effrayé par la rapidité de l'invasion allemande, ne demandât la paix à tout prix.

Finalement, alléguant la double impossibilité de céder l'Alsace et de permettre l'occupation momentanée d'un fort parisien, les élections furent remises à plus tard et le Gouvernement proclama la guerre à outrance.

Il avait bien réussi à réunir sous les murs de Paris 75 000 « lignards », 5 000 cavaliers, 115 000 « moblots », des détachements de canonniers marins pour le service des grosses pièces des forts, le tout complété par la mobilisation de 343 000 gardes nationaux. Mais, à l'exception d'un noyau de troupes régulières, ces soldats improvisés, à l'armement hétéroclite, manquaient de cadres, d'entraînement et, pour beaucoup, d'esprit militaire. Aussi, dès le 19 septembre, par la bataille de Châtillon, les Allemands achevaient l'encerclement de la capitale.

Mais déjà, « pour surveiller la province en même temps que pour organiser la défense du pays que le siège prévu de la capitale risquait de compromettre » (1), le Gouvernement avait décidé, le 9 septembre, l'envoi à Tours d'une « Délégation », confiée au ministre de la Justice, Adolphe Crémieux, auquel on adjoignit par la suite Glair-Bizouin et Fourichon. Elle partit de Paris le 17 septembre.

Cependant, devant le mécontentement provoqué par le renvoi des élections, le Gouvernement avait décidé, le 15 septembre, que des élections municipales précéderaient les élections générales pour l'Assemblée nationale. « Mais dans la capitale, dans les quartiers populaires surtout, et avant tout à Belleville, s'étaient formés des Comités de surveillance d'arrondissement, dont les délégués, réunis à des délégués de bataillons de la garde nationale, se constituèrent dans les locaux de la section de l'Internationale, rue de la Corderie, en Comité central » (2).

Dès lors, les incidents se succédèrent. Le 22 septembre, une

délégation du Comité central vint réclamer l'élection de la Commune. « Les Clubs, le Comité central, multipliaient les manifestations. Le 5 octobre, le blanquiste Flourens conduisait les dix bataillons de Belleville devant l'Hôtel de Ville et réclamait l'épuration des administrations, des élections immédiates, la levée en masse et des sorties : l'injonction se perdit dans une parlote avec les membres du gouvernement, qui, le 7 octobre, interdit toute réunion des gardes nationaux et ajourna les élections municipales à la fin du siège. Le lendemain, Flourens récidiva, sans plus d'effet » (3).

Les élections pour l'Assemblée nationale soulevèrent un conflit aigu entre le Gouvernement et la Délégation de Tours qui, le 29 septembre, fixa au 16 octobre la date du scrutin. Paris riposta, le 2 octobre, en annulant le décret de convocation et en envoyant Gambetta à Tours, le 8 octobre, par ballon. Dès son arrivée, celui-ci s'attribua d'autorité l'Intérieur et la Guerre. Avec l'ingénieur polytechnicien Charles de Freycinet et des Comités de défense locale, il organisa une véritable dictature militaire pour « mettre en œuvre toutes nos ressources, qui sont immenses..., secouer la torpeur des campagnes..., inaugurer la guerre nationale ». Il nomma les cadres de l'armée sans souci des règles de l'avancement, mobilisa la garde nationale par décret du 4 novembre et la réunit dans des camps d'instruction, imposa ses plans stratégiques aux chefs militaires et négocia avec la banque Morgan un emprunt de 200 millions à 7 %.

Après l'occupation d'Orléans par les Prussiens, le 4 décembre, la Délégation partit pour Bordeaux, où Thiers vint « dénoncer le dictateur, qui nommait des républicains à la place des fonctionnaires bonapartistes, substituait, aux conseils municipaux dissous, des commissions municipales républicaines » (4). Il est exact que la dictature de Gambetta avait pour objet au moins autant la préparation d'un gouvernement républicain que la lutte contre les Allemands. On doit, toutefois, porter à son crédit d'avoir étouffé dans l'œuf les tentatives séparatistes de Lyon et de Marseille.

La ville de Lyon est gouvernée, à l'époque, par un Comité de salut public, formé de radicaux, dont le maire Hénon, et de

quatre internationaux. Bakounine s'y installe, « entre en contact avec des internationaux, fait créer un Comité central de salut de la France, qui prépare la révolution.

« Au matin du 28 septembre, paraissent des affiches au titre de : « République française, Fédération révolutionnaire des Communes », et dont les sept articles ne proposent rien de moins que l'abolition de l'Etat, des tribunaux, des impôts, la formation d'une Convention qui se réunira à l'hôtel de ville. A midi, quelques milliers d'ouvriers, précédés du comité central, pénètrent dans l'Hôtel de Ville, l'internationaliste Saigne proclame la destitution du conseil municipal, les gardes nationaux bourgeois sont désarmés et le Comité nomme général des forces du Midi Cluseret, qui a fait ses écoles dans la guerre de Sécession et qui sera le délégué à la Commune de Paris.

« En réalité, tout est confus, dans les choses comme dans les cerveaux... Hénon profite de cette confusion pour rentrer à la mairie et faire arrêter Bakounine...

« Bakounine a été libéré du sous-sol où on l'avait enfermé par une compagnie de francs-tireurs; il se cache le soir dans la chambre d'un ouvrier et part le lendemain pour Marseille » (5).

Parallèlement, Lyon était l'objet d'une autre tentative séparatiste, celle dite de la *Ligue du Midi,* groupant les démocrates-socialistes de dix-huit départements, du Gard à l'Isère, et qui avaient fait scission « afin de soutenir à leur guise un double combat qui assurera le triomphe de la révolution sociale et la libération du territoire » (6). En ses deux mois d'existence (15 septembre-15 novembre 1870), la Ligue du Midi ne semble pas avoir eu une activité bien inquiétante dans la région rhodanienne. C'est qu'elle s'était heurtée, comme Bakounine et Cluseret, à l'autorité énergique du préfet Challemel-Lacour, envoyé à Lyon par Gambetta.

« A Marseille, la situation se présente tout autrement. Gambetta avait nommé préfet des Bouches-du-Rhône son collègue Esquiros. (Deux ans plus tôt Gambetta et Esquiros avaient été élus députés de Marseille au Corps législatif). Esquiros... était un poète redondant, un républicain de l'école romantique et barricadière. Il accepta de présider la Ligue du Midi : il se déclara résolu à armer les départements méridionaux pour aller

délivrer Paris, pour chasser l'envahisseur, et pour proclamer la République Universelle... Gambetta, inquiet de cette sécession, révoqua Esquiros qu'il remplaça par Gent. Ce dernier, vieux démocrate-socialiste ...était décidé à briser Esquiros, à sauver la République Une et Indivisible des grands ancêtres. Gent maîtrisa l'émeute, réussit à s'installer dans la préfecture : il fut blessé à l'aine au cours de la bagarre... et dans la mi-novembre une administration normale présidait aux destinées de Marseille » (7).

Sous leur allure de conjurations d'opérette, ces épisodes n'en montrent pas moins l'implantation des révolutionnaires dans le pays et font figure d'événements avant-coureurs de la Commune.

Lorsque, le 31 octobre, parvint à Paris la nouvelle de la capitulation de Metz (27 octobre), une foule envahit l'Hôtel de Ville, réclamant des élections et la Commune. Un moment prisonnier, le Gouvernement décida de demander par plébiscite, le 3 novembre, la confirmation de ses fonctions et la fixation au 5 novembre d'une élection non point d'une Commune centrale, mais d'un maire et de trois adjoints par arrondissement. Par 557 000 « Oui » contre 62 000 « Non » et de nombreuses abstentions, les électeurs approuvèrent les propositions du Gouvernement. Profitant de ce résultat, dès le 5 novembre, le Préfet de Police Cresson procédait à l'arrestation des principaux meneurs révolutionnaires; Arago fut obligé de quitter la mairie centrale abolie et Jules Ferry reçut la charge de l' « administration de Paris ».

Le bombardement, la rigueur d'un hiver particulièrement froid, le manque de ravitaillement donnèrent aux clubs et à la presse révolutionnaire l'occasion d'exciter le mécontentement populaire. Lorsqu'après le sanglant échec de Buzenval (19 janvier 1871), Trochu eut démissionné, des bandes libérèrent de Mazas Flourens et ses amis; le 22, elles manifestaient devant l'Hôtel de Ville, encadrées de gardes nationaux, mais les mobiles bretons les repoussèrent à coups de fusil. Le même jour, le Gouvernement décida de capituler. Le 23, Jules Favre rencontrait à Versailles Bismarck, qui, cinq jours plus tôt, avait fait proclamer Guillaume de Prusse empereur d'Allemagne, dans

la Galerie des Glaces. Le 24, le chancelier acceptait la capitulation et un armistice pour l'élection d'une Assemblée nationale, chargée de régler les conditions de paix. Signée le 28 au soir, la convention d'armistice comportait le versement immédiat d'une contribution de guerre de 200 millions, le désarmement des forts et des troupes; la durée de l'armistice était fixée à vingt-et-un jours à partir du 1er février.

Le Gouvernement de la Défense entra aussitôt en conflit avec Gambetta et la Délégation, qui pensaient utiliser l'armistice pour renforcer l'armée dans l'intention de reprendre les hostilités. Le 6 février, Gambetta démissionna et s'exila à Saint-Sébastien.

Les élections eurent lieu le 8 février. Dans les départements, elles se déroulèrent sans incident, malgré l'opposition entre les « listes de guerre » gambettistes et les « listes de paix » modérées. « Il n'y eut d'activité politique qu'à Paris, où les comités électoraux se dressèrent tous contre les « capitulards » : les comités républicains radicaux eurent une liste commune avec Garibaldi, Gambetta, Tolain, Delescluze, Tirard; les comités républicains socialistes présentèrent Blanqui et Delescluze; les groupements ouvriers révolutionnaires préconisèrent un programme de liberté politique et d'égalité sociale en vue de l'avènement politique des travailleurs ». Finalement, de fusion en fusion, on en arriva à une liste républicaine socialiste et une liste anti-blanquiste établie par l'Association républicaine de la garde nationale. La première bloqua environ 50 000 suffrages — ceux du plébiscite du 3 novembre — qui assurèrent l'élection de Gambon, Malon, Tolain, F. Pyat; à la seconde appartinrent des républicains de toutes les tendances, Gambetta, Rochefort, V. Hugo, E. Quinet, H. Martin; 6 élus, dont J. Favre et Thiers, étaient pour la paix » (8).

Au total, sur 630 sièges, les élections donnèrent : 182 légitimistes partisan du comte de Chambord et 214 orléanistes favorables au comte de Paris; 40 bonapartistes; 78 libéraux; 112 républicains conservateurs; 40 radicaux et quelques socialistes. Thiers n'obtint que 103 000 voix contre 216 530 à Louis Blanc et 145 000 à Félix Pyat. Avec leurs 396 sièges, les monarchistes déclarés, auxquels s'ajoutaient quelques libéraux à tendances orléanistes, représentaient la majorité absolue; mais leurs querelles dynastiques la rendaient inopérante.

L'Assemblée se réunit à Bordeaux, le 13 février. Elle choisit pour président le F.·. Jules Ferry, républicain modéré et anticlérical notoire, et nomma « Chef du pouvoir exécutif de la République française » l'ancien carbonaro Adolphe Thiers. Celui-ci constitua un gouvernement comprenant les royalistes Jules Dufaure *(vice-président du Conseil et Justice)* et de Larcy *(Travaux publics);* les conservateurs Buffet *(Finances),* Lambrecht *(Agriculture et Commerce),* les FF.·. Jules Favre *(Affaires étrangères),* Jules Simon *(Instruction publique et Cultes),* Ernest Picard *(Intérieur);* le général Le Flô *(Guerre),* le vice-amiral Pothuau *(Marine et Colonies).*

Du 19 au 25 février, à Versailles, Thiers et J. Favre négocièrent les préliminaires de paix. Les conditions en étaient draconiennes : cession de l'Alsace, moins Belfort, et d'une grande partie de la Lorraine, indemnité de guerre de cinq milliards gagée par l'occupation de plus de quarante départements français, et entrée solennelle des troupes dans Paris où elles stationneraient jusqu'à la ratification des traités de paix.

LA COMMUNE

Cette dernière clause allait servir de catalyseur à la révolte parisienne.

« Rien, écrit Jacques Bainville, n'était plus propre à surexciter les Parisiens après les souffrances et l'énervement du siège, dans le trouble dont était frappée la vie de cette immense cité. L'explosion révolutionnaire qui s'y préparait était mêlée de beaucoup d'éléments. L'humiliation du défilé, bien que limité aux Champs-Elysées et d'une durée de quelques heures seulement, compta parmi les causes de la Commune. Presque tous les députés de Paris avaient voté contre la paix. Paris était pour la République, pour la guerre révolutionnaire. Paris était hostile à cette Assemblée de « ruraux » dont les sentiments conserva-

teurs et pacifistes étaient si différents des siens. Les traditions de 1793, les souvenirs de 1830 et de 1848 n'avaient pas disparu : les débuts de Delescluze, un des chefs de la Commune, dataient des journées de Juillet. La Révolution « patriote » s'associait d'ailleurs bizarrement à l'Internationale socialiste, la vieille conception jacobine de la Commune à des idées de fédéralisme communal fort éloignées de la République une et indivisible. Le fonds général, c'était l'esprit d'émeute dans une population qu'on avait armée pour le siège et qui avait gardé ses armes, parce que le gouvernement n'avait eu ni la volonté ni la force de les lui enlever » (9). A quoi il faut ajouter, d'après Georges Bourgin, les effets « de la longue préparation révolutionnaire subie par certains éléments de la population parisienne, des chocs psychologiques du 4 septembre, du 31 octobre, du 22 janvier et du 1er mars » (10).

En fait, les clauses de l'armistice du 28 janvier avaient limité à une division, soit 12 000 hommes, l'effectif de l'armée régulière, tandis que, paradoxalement, la Garde nationale conservait ses armes pour la garde de Paris et le maintien de l'ordre.

Or, « dès avant la fin du siège, il y avait eu quelques tentatives pour réaliser une organisation politique de la Garde nationale. Celle-ci nommait ses officiers dans chaque bataillon, mais le commandement était nommé par le gouvernement. C'est le 15 février 1871 que se réunit dans une grande salle parisienne, salle de Tivoli-Vauxhall, les délégués des bataillons de dix-huit arrondissements. C'est ce jour-là que fut décidée la création d'un comité central de la Garde nationale. Une commission parisienne de vingt membres est désignée et chargée d'élaborer un projet de statuts.

« Le Comité central des vingt arrondissements, quant à lui, manifeste son existence par une déclaration de principe qui déclare ne reconnaître comme gouvernement que la « Commune révolutionnaire de la cité ».

« Quant au Conseil fédéral de l'Internationale, réuni le 22 février, il hésite quant à la conduite à tenir, craignant la répression et sous-estimant la combativité des masses populaires » (11).

Dès lors, les manifestations se succédèrent. En particulier,

le 26 février, jour de la signature des préliminaires, la place de la Bastille fut le théâtre de bagarres. Envoyés sur place pour rétablir l'ordre, deux bataillons d'infanterie fraternisèrent avec les émeutiers. 227 pièces de canon parqués place Wagram, dont 200 environ fondues pendant le siège grâce à des souscriptions publiques, furent enlevées par les gardes nationaux et hissées sur les hauteurs de Montmartre et de Belleville. A l'aube, les émeutiers forcèrent les portes de Sainte-Pélagie et en libérèrent les prisonniers politiques.

Le lendemain, on apprit que, aux termes de la convention, le 1er mars, « la partie de la ville de Paris à l'intérieur de l'enceinte comprise entre la Seine, la rue du Faubourg-Saint-Honoré et l'avenue des Ternes sera occupée par les troupes allemandes dont le nombre ne dépassera pas 30 000 hommes ». Le Comité central de la Garde nationale décida qu' « il sera établi tout autour des quartiers que doit occuper l'ennemi une série de barricades propres à isoler complètement cette partie de la ville. Les habitants de la région circonscrite dans ces limites devraient l'évacuer immédiatement.

« La Garde nationale, de concert avec l'armée formée en cordon tout autour, veillera à ce que l'ennemi, ainsi isolé, sur un sol qui ne sera plus notre ville, ne puisse en aucune façon communiquer avec les parties retranchées de Paris... »

Au cours d'une réunion tenue le 1er mars au soir, le Conseil fédéral de l'Internationale des Travailleurs avait décidé de s'associer au Comité central de la Garde nationale. « Les hommes du Comité qui nous étaient suspects, note Varlin, ont été écartés et remplacés par les socialistes qui désirent avoir parmi eux quatre délégués servant de lien entre eux et l'Internationale. Si nous restons seuls en face d'une telle force, notre influence disparaîtra; si nous sommes unis avec ce Comité, nous faisons un grand pas vers l'avenir social ».

Le 3 mars, fut élue une Commission provisoire de liaison entre les groupements révolutionnaires, dans laquelle figurèrent six membres du Comité central républicain des vingt arrondissements et plusieurs membres de l'Internationale, dont Varlin et Pindy.

« Ainsi, écrit M. Elleinstein, se nouent des liens assez étroits

entre les trois organisations, essentiels à la connaissance de la Commune elle-même : le Comité central des vingt arrondissements, le Conseil fédéral de l'Association Internationale des Travailleurs et le Comité central de la Garde nationale.

« Il est difficile de préciser la nature exacte de ces liens — mais le fait est qu'ils existent et qu'on trouve certains militants dans les trois organismes à la fois. C'est précisément le cas de Varlin et de Pindy » (12).

Des mesures prises à Bordeaux tant par l'Assemblée nationale que par le Gouvernement vinrent accroître le mécontentement des Parisiens.

Une loi du 10 mars, concernant les effets de commerce échus entre le 13 août et le 13 novembre 1870 et dont le paiement avait été différé, spécifiait dans son article 2 qu'ils « seront exigibles sept mois date pour date après l'échéance inscrite aux lettres avec les intérêts depuis le jour de cette échéance ». Ce qui n'était pas sans gêner la masse des petits commerçants et des artisans, en raison, notamment, de la pénurie de moyens de libération. Du 13 au 17 mars, il y eut près de 150 000 protêts. S'y ajoutait le fait que l'Assemblée avait refusé de proroger l'échéance des loyers non acquittés depuis l'investissement et qui représentaient trois termes.

Autre mesure impopulaire, le décret subordonnant le paiement de 1,50 franc de solde journalière aux gardes nationaux toujours sous les armes, à l'obtention d'un certificat d'indigence, disposition qui faisait du tort à la foule de leurs fournisseurs.

Mais la mesure qui inquiéta le plus les Parisiens fut la décision de l'Assemblée, le 10 mars, par 461 voix contre 104, de tenir ses séances, à partir du 20, non à Paris, mais à Versailles. Cette mesure signifiait à l'évidence la méfiance de l'Assemblée envers la capitale; elle permettait aussi de croire à une volonté de rétablissement monarchique.

Le 11 mars, le général Vinoy, gouverneur militaire de Paris, ancien sénateur de l'Empire, interdit six journaux extrémistes, dont *Le Cri du Peuple*, de Jules Vallès. Le même jour, Blanqui, Flourens et deux autres participants à l'émeute du 31 octobre furent condamnés à mort par contumace par un conseil de guerre, malgré les promesses du gouvernement.

« La colère se mue en fureur, écrit M. Jacques Chastenet. Le 15 mars, les délégués des bataillons fédérés élisent un Comité central définitif, composé de trente membres et orienté plus nettement vers l'extrême-gauche que ne l'était le Comité provisoire. Entre les fédérés et le gouvernement légal, l'épreuve de force apparaît difficilement évitable » (13).

Le 15 mars, Thiers arrivait à Paris avec le Gouvernement et s'installait au Quai d'Orsay. Pour maintenir l'ordre dans la capitale, « nous pouvions à peine disposer de 24 000 ou 25 000 combattants », reconnaîtra-t-il lui-même devant la commission d'enquête parlementaire; encore étaient-ils d'une fidélité douteuse.

« La Garde nationale disposait depuis le début de mars de 417 pièces de canon dont 191 se trouvaient sur la butte Montmartre (les autres étaient dispersées dans Paris aux Buttes-Chaumont, à Belleville, à Ménilmontant, à La Chapelle et place des Vosges). Des négociations avaient été menées par les autorités civiles et militaires dans le but de récupérer pacifiquement ces bouches à feu » (14).

Mais elles avaient échoué. « Cependant, déclara Thiers devant la commission d'enquête, au même moment, beaucoup de gens s'occupaient de la question financière et disaient qu'il fallait enfin songer à payer les Prussiens. Les gens d'affaires allaient répétant partout : « Vous ne ferez jamais d'opérations « financières si vous n'en finissez pas avec tous ces scélérats, « si vous ne leur enlevez pas les canons. Il faut en finir et alors on pourra traiter d'affaires. » L'idée qu'il fallait enlever les canons était en effet dominante et il était difficile d'y résister ».

C'est donc sous la pression des « gens d'affaires » que Thiers, le 17 mars, décida les généraux Vinoy et d'Aurelle de Paladines, ce dernier commandant en chef de la Garde nationale, ancien sénateur de l'Empire, lui aussi, à arracher aux fédérés les canons de Montmartre et de Belleville.

Dans la nuit du 17 au 18, il faisait placarder dans Paris une proclamation qui disait notamment : « Habitants de Paris... Depuis quelque temps des hommes malintentionnés, sous prétexte de résister aux Prussiens qui ne sont plus dans vos murs,

se sont constitués les maîtres d'une partie de la ville... Les canons dérobés à l'Etat vont être rétablis dans les arsenaux et, pour exécuter cet acte urgent de justice et de raison, le gouvernement compte sur votre concours. Que les bons citoyens se séparent des mauvais... Ils hâteront ainsi le retour de l'aisance dans la cité et rendront service à la République elle-même, que le désordre ruinerait dans l'opinion de la France ».

Le 18 mars, à trois heures du matin, une colonne se dirigea vers Montmartre, une autre fut chargée d'occuper Belleville et les Buttes-Chaumont. A cinq heures, la troupe s'était emparée des parcs d'artillerie de Montmartre et de Belleville, dont les gardiens fédérés s'étaient rendus ou avaient pris la fuite. Mais les dirigeants du Comité central de la Garde nationale, rue Basfroi, étaient alertés. Ils firent battre la générale, sonner le tocsin. Les gardes nationaux se regroupèrent à leurs lieux de rendez-vous, tandis que des femmes et des enfants entouraient les soldats et leur criaient : « Vous n'allez pas tirer sur nous ! » « Entourés de la population, écrira Paul Cambon, ahuris par les cris des femmes et des enfants, les jeunes soldats ne tarderont pas à perdre contenance et à fraterniser avec l'ennemi ». Et Vinoy reconnaîtra plus tard que le 88e de ligne « donna le regrettable exemple de la défection. Il se laissa entraîner et circonvenir par la Garde nationale du quartier qui se réunit bien vite et que d'autres bataillons vinrent renforcer, les troupes, mettant alors les crosses en l'air, firent cause commune avec la révolte en lui abandonnant les hauteurs qu'elles avaient conquises » (15). Pour éviter la débandade générale, il fallut faire replier les troupes; on n'avait réussi à reprendre que dix canons aux fédérés.

Mais, à Montmartre, le général Lecomte, qui commandait une partie des troupes, fut jeté à bas de son cheval, fait prisonnier et conduit dans la salle du bal public du Château-Rouge.

A trois heures de l'après-midi, malgré l'avis de ses ministres J. Favre, J. Simon, E. Picard et Pothuau, Thiers donna l'ordre d'évacuer « complètement et immédiatement » la capitale et de replier le Gouvernement et les quelques troupes demeurées fidèles sur Versailles. La rupture était consommée. Suivant

l'expression de M. Jacques Chastenet : « L'émeute va se muer en insurrection ».

Peu après, le général Lecomte était transféré au 6, rue des Rosiers où siégeait en permanence le « comité militaire du XVIIIe arrondissement ». On y jeta à ses côtés le général Clément Thomas, ancien commandant de la Garde nationale aux journées de juin 1848; à cinq heures et demie, les deux officiers étaient fusillés par des soldats mutinés du 88e de ligne.

⁂

De leur victoire, les insurgés ne savaient que faire. Le Comité central prenait des décisions contradictoires. Le 19 mars, à l'Hôtel de Ville, il précisait par la bouche de son président de séance, Edouard Moreau, qu'il n'avait pas « de mandat de gouvernement », signifiant par là son refus du pouvoir par souci de rester dans la légalité. Malgré quoi, il composait un embryon de gouvernement provisoire avec : Assi à l'Hôtel de Ville, Grelier et Vaillant à l'Intérieur, Varlin et Jourde aux Finances, Eudes à la Guerre, Duval et R. Rigault à la Préfecture de Police, Bergeret à la Place, Combatz aux Postes et Moreau à l'Imprimerie nationale.

« Il ne s'agit pas, écrit M. Elleinstein, aux yeux du Comité central, de fonder un gouvernement, mais d'assurer l'intérim, de remplir les espaces laissés vides par le départ précipité du gouvernement légal.

« Varlin et Jourde obtiennent deux millions du gouverneur de la Banque de France et 500 000 F de la Maison Rothschild, mais ils ne touchent pas à l'arche sainte du coffre-fort des banques.

« Comme Varlin devait le déclarer à un représentant des internationalistes de Suisse de tendance anarchisante (James, Guillaume et Bakounine), « le mouvement du 18 mars n'avait « d'autre but que la revendication des franchises municipales « et le but a été atteint » (16).

Et pour assurer la légalité de leur action, les fédérés firent placarder une proclamation qui annonçait des élections municipales pour le 22 mars. Mais de nombreux journaux s'oppo-

sèrent à cette décision, dont *Le Siècle, Le Figaro, Le Rappel, La Cloche, Le Journal des Débats.* Le 21 mars, Jules Favre donnait lecture de ces journaux à l'Assemblée et déclarait en leur nom :

« Attendu que la convocation des électeurs est un acte de souveraineté nationale; que l'exercice de cette souveraineté n'appartient qu'aux pouvoirs émanés du suffrage universel; que, par suite, le Comité central qui s'est installé à l'Hôtel de Ville n'a ni droit ni qualité pour faire cette convocation, les représentants des journaux soussignés considèrent la convocation affichée pour le 22 mars comme nulle et non avenue et engagent les électeurs à n'en pas tenir compte ».

Ce qui n'empêchait pas les tractations entre le Comité central et l'Assemblée par l'intermédiaire de ceux des maires de Paris qui étaient aussi députés. Ainsi, les élections furent remises au 23, puis au 26 mars.

D'autant qu'à l'intérieur même de la capitale, le Comité central se heurtait à une assez forte opposition, en particulier de la part de certains maires, groupés à la mairie du 2e arrondissement, qui disposaient de quelques bataillons de la Garde nationale encadrés par des officiers de marine et des Polytechniciens. Il n'était pas jusqu'au Conseil fédéral de l'Internationale qui ne se félicitât de n'avoir qu'un seul représentant dans le Comité, ce qui permit à Varlin d'affirmer : « Donc, elle est dégagée de toute responsabilité ».

Dans l'après-midi du 22 mars, une échauffourée mit aux prises, rue de la Paix, un millier de manifestants, en majorité bonapartistes, et des bataillons de la Garde nationale; elle fit plusieurs morts des deux côtés et de nombreux blessés, dont Otto Hottinger, régent de la Banque de France.

C'est dans cette ambiance que, le dimanche 26 mars, eurent lieu les élections pour une municipalité qui prit le nom de conseil de la « Commune ». Par suite des départs de Parisiens depuis le 8 février et des abstentions, sur 485 569 inscrits, il n'y eut que 229 167 suffrages, pour élire un conseiller par 20 000 habitants et un par fraction de 10 000. La Commune compta : une quinzaine de bourgeois modérés, avec J. Ferry, E. Adam, Méline et Tirard; une dizaine de représentants du

Comité central, dont Bergeret, Eudes et Jourde; des « blanquistes » des diverses nuances, comme R. Rigault, Ferré et Ranc; des radicaux socialisants, tels J.-B. Clément, Delescluze, F. Pyat, Flourens, Jules Vallès; et 17 « Internationaux », parmi lesquels Assi, Avrial, V. Clément, Benoît Malon et Edouard Vaillant. Comme le souligne Georges Bourgin : « L'Internationale se rallie, mettant l'accent social sur une tentative qui paraissait d'abord surtout politique » (17).

Le 29 mars, le conseil de la Commune se répartit en dix commissions, qui adoptèrent le drapeau rouge et qui prononcèrent la suppression du budget des cultes, l'abolition de l'enseignement religieux, la confiscation des biens des congrégations, ainsi que la prorogation des échéances et la remise des trois derniers termes de loyer, l'interdiction de journaux, des perquisitions domiciliaires et des arrestations arbitraires — entre le 18 et le 27 mars, 437 prisonniers politiques furent internés au seul Dépôt de la Préfecture de Police.

Entre temps, seize conseillers modérés donnèrent leur démission; ils ne seront remplacés que le 16 avril, en pleine guerre civile. Aux dix-sept Internationaux vinrent s'adjoindre Andrieux, Serraillier, Longuet, Arnold et le grand peintre Courbet, tandis que la majorité radicale s'augmentait de Cluseret — de l'affaire séparatiste du 28 septembre à Lyon —, Johannard, Sicard, Lonclas, Viard et Trinquet.

⁂

Depuis son départ de Paris, le 18 mars, Thiers préparait le second siège de Paris. Le 28 mars, il obtenait de Bismarck de porter de 30 000 hommes à 80 000 l'effectif des troupes françaises stationnées au Nord de la Loire. Grossi des prisonniers rapatriés d'Allemagne, cet effectif finira par atteindre, avec le consentement tacite du chancelier, jusqu'à 130 000 hommes, rééquipés et repris en main par un encadrement approprié. Ils furent répartis en quatre corps d'armée, appuyés par une puissante artillerie, qui bloquèrent les issues de Paris laissées libres par les Allemands. A partir du 6 avril, le commandement en

chef sera exercé par le maréchal Mac-Mahon, rentré de captivité.

En face, les insurgés opposaient 126 bataillons de fédérés à effectifs réduits, représentant environ 160 000 hommes sur le papier; en fait, le nombre de combattants réels ne dépassa jamais 30 000. En revanche, il y avait pléthore d'officiers, dorés sur tranches de galons que, pour la plupart, ils s'étaient attribués eux-mêmes, et dont certains étaient des agents des Versaillais. Au dire de M. Elleinstein, la Commune aurait disposé de 1 740 canons, dont elle ne mit en service que 320, alors que pour M. Chastenet, on n'en utilisa pas plus de 200. « Cette armée d'occasion est commandée par le « général » Bergeret, ancien sous-officier, lui-même placé sous les ordres du délégué à la Guerre Gustave Cluseret, un aventurier vaniteux, ancien capitaine d'active chassé de l'armée pour indélicatesse, qui ensuite s'était mis au service de Garibaldi et des Nordistes américains et qui est affilié à l'Internationale » (18).

Le 2 avril, les Versaillais ouvrirent les hostilités en s'emparant de Courbevoie. Le lendemain, trois colonnes fédérées, commandées par Flourens et Duval, partaient de Meudon, de Neuilly et de Châtillon en direction de Versailles. Les obus du Mont-Valérien transformèrent cette velléité d'attaque en déroute, et les fédérés, poussés aux reins par les Versaillais, refluèrent en désordre sur le pont de Neuilly. Flourens fut abattu à coups de sabre à Chatou, et Duval, fait prisonnier, fut fusillé le 4 au matin.

Par représailles, l'anticlérical obsédé Raoul Rigault fit arrêter l'archevêque de Paris, Mgr Darboy, le héros des obsèques du maréchal Magnan, deux prêtres de l'archevêché et le curé de la Madeleine, l'abbé Deguerry. Le 5, le conseil de la Commune prenait un décret qualifiant crime toute connivence avec Versailles. Rigault en prit prétexte pour procéder à de nombreuses arrestations, dont une centaine de prêtres.

Tandis que l'étreinte versaillaise se resserrait autour de Paris, les divisions s'accentuaient au sein de la Commune. L'institution d'un « Tribunal révolutionnaire », avec Rigault pour procureur, amena les socialistes internationaux à se retirer du conseil, car, comme le note Georges Bourgin : « C'est la

minorité internationaliste de la Commune qui s'est opposée à la politique inutilement brutale des radicaux » (19). Le 2 mai, fut constitué un « Comité de Salut public » de cinq membres : A. Arnaud, Meillet, Charles Gérardin, Félix Pyat et Ranvier, investi de pouvoirs dictatoriaux. Le 15 mai, la minorité, accusant la Commune d'avoir « abdiqué son pouvoir entre les mains d'une dictature à laquelle elle a donné le nom de Salut public », déclarait qu'elle n'assisterait plus aux réunions de l'Hôtel de Ville et qu'elle se retirait « dans ses arrondissements ». Avaient signé ce texte : Ch. Beslay-Jourde, Theisz, Lefrançais, Eugène Gérardin, Vermorel, Clémence Andrieux, Serrallier, Longuet, Arthur Arnould, Victor Clément, Avrial, Ostyn, Frankel, Pindy, Arnold, J. Vallès, Benoît Malon, Varlin, Tridon et Courbet.

En réponse à un ultimatum de Thiers, du 8 mai, la Commune ne trouva rien de mieux que de faire démolir sa maison, place Saint-Georges. Le 16, on renversait la colonne Vendôme, « symbole du militarisme français ».

Le dimanche 21 mai, sur les indications d'un nommé Ducatel, les Versaillais s'introduisaient, vers trois heures de l'après-midi, par la porte de Saint-Cloud, non gardée. A dix heures, 30 000 hommes avaient pénétré dans Paris : la « semaine sanglante » commençait.

Le 22 au soir, les Versaillais occupaient des Ternes et de la gare Saint-Lazare au Palais-Bourbon, aux Invalides et à la gare Montparnasse. Dans la nuit du 22 au 23, tout le reste de la ville se couvrait de plus de 500 barricades. Au cours des journées suivantes, elles allaient céder l'une après l'autre après des combats acharnés.

Le 23, Bergeret avait fait mettre le feu aux Tuileries. Son exemple fut suivi et, en quelques heures, tout le centre de Paris était en feu. En abandonnant les barricades de la rue Vavin, les fédérés firent sauter la poudrière du Luxembourg, ébranlant tout le quartier. Notre-Dame et l'Hôtel-Dieu furent sauvés de justesse.

Aux victimes des combats s'ajoutèrent bientôt, des deux côtés, les exécutions sommaires. Le 24, la Commune faisait exécuter Mgr Darboy et cinq autres otages, dont l'abbé De-

guerry et trois religieux. Le 27 au matin, les Versaillais massacrèrent les défenseurs du Père-Lachaise. Le 29, le fort de Vincennes, dernier refuge des fédérés, capitula, et neuf de ses officiers sur vingt-quatre furent passés par les armes.

Le nombre des victimes fédérées a été évalué entre 17 000 et 20 000 morts contre, officiellement, 850 Versaillais.

Les bourgeois du parti de l'ordre avaient eu peur; et, comme accoutumé en ce cas, la répression fut impitoyable. Il y eut 38 578 arrestations avec internement dans des camps, comme celui de Satory, de triste mémoire, voire sur des pontons de la côte Atlantique. Fin 1875 siégeaient encore vingt-deux conseils de guerre, qui jugèrent 46 835 procès, soldés par 270 condamnations à mort — il y eut 26 exécutions — et plus de 13 000 autres peines allant de la prison et de la déportation aux travaux forcés et à la « transportation » en Nouvelle-Calédonie.

⁂

Si la Commune n'eut que peu de succès en province, il ne faudrait pas croire qu'elle y fut sans échos. Comme le fait remarquer M. Elleinstein, « on peut dire qu'au 18 mars 1871 il existait un mouvement révolutionnaire en province, mais qu'il connaissait un certain nombre de difficultés liées à la situation de la France de l'époque ». Dont les plus importantes tenaient au fait que quarante-trois départements, représentant le tiers du territoire et près de la moitié de la population, étaient sous le contrôle de l'armée allemande, qui interdisait la circulation de la presse des régions non occupées, censurait la presse locale et défendait les réunions publiques. De plus, la guerre et le siège avaient coupé pendant des mois les relations entre Paris et la province. Enfin, la politique anti-séparatiste de Gambetta à la Délégation avait entravé les activités des mouvements révolutionnaires.

Malgré quoi, à Lyon, le 22 mars, sous l'influence d'un délégué de la Commune de Paris, le Comité central démocratique de la Garde Nationale s'emparait de la mairie, nommait une commission provisoire et décrétait des élections pour une Commune lyonnaise. Mais le préfet Valentin et le maire Hénon firent appel aux troupes régulières et, le 25 mars, l'Hôtel de Ville était évacué par les insurgés. Quelques autres mouvements, les 16-17 avril et 30 avril-1er mai, furent rapidement réprimés.

A Marseille, le 23 mars, des manifestations organisées par le Club radical de la Garde nationale et le Club populaire de l'Eldorado, obligèrent le préfet à quitter la ville. Une commission départementale fut créée sous la direction du radical Gaston Crémieux. Mais, le 4 avril, des éléments militaires venant d'Aubagne reprenaient la ville, où ils procédaient à plus de cent cinquante exécutions et à de nombreuses arrestations. Crémieux sera fusillé en novembre, après jugement.

Des incidents du même ordre, plus ou moins violents, eurent lieu dans toute la France : à Bordeaux, à Toulouse, à Narbonne, à Saint-Etienne — où le préfet, de l'Espée, fut abattu par un garde national —, à Limoges, à Avignon, etc. Ils ne durèrent jamais plus d'une semaine et ne présentèrent aucun caractère de gravité; mais leur généralisation devait permettre au vicomte de Meaux de déclarer, le 4 septembre 1871, devant la Commission d'enquête sur les événements du 18 mars :

« Ne doutez donc pas, Messieurs; le complot que l'habile persévérance du gouvernement et l'énergie de l'armée tout à coup restaurée ont écrasé sous Paris, ce complot couvrait la France entière. Il était formé d'un bout à l'autre du territoire, mais il n'a éclaté que là où il a pu s'abriter derrière des murailles jusqu'alors imprenables. Partout ailleurs, la démagogie a manqué d'audace ».

LES RESPONSABLES DE LA COMMUNE

C'est l'existence de ce complot qui permet seule d'expliquer comment l'émeute avait pu se transformer en insurrection révolutionnaire. Mais un complot suppose une organisation, des chefs, une idéologie, un but. De nombreux historiens ont tenté d'en retrouver la filière, sans que leurs interprétations des

textes et des faits, trop souvent entachées de partialité, soient suffisamment convaincantes.

Pour certains, l'explosion de la Commune est imputable à la Franc-Maçonnerie, qui poursuivait le processus entamé avec la préparation de la Révolution de 1793, continué par son intervention dans les « Trois Glorieuses » de juillet 1830, sa mainmise sur le Gouvernement provisoire de février 1848 et sur celui du 4 septembre 1870. Et M. Georges Ollivier constate : « Autour de Thiers, installé à Versailles, il y avait bien quelques maçons, mais le plus grand nombre, les plus exaltés, soutenaient la Commune » (20).

Par deux fois, les 11 et 22 avril, les Maçons parisiens allèrent en délégation à Versailles pour tenter d'arrêter la guerre civile, mais Thiers « ne put s'engager dans la comédie d'une concentration républicaine dont les extrémistes de la Commune et de l'Assemblée Nationale auraient été exclus afin d'éviter la répression par les armes (Le gros ennui était que les « extrémistes » de l'Assemblée étaient *élus* et nombreux, tandis que la poignée de communards ne représentaient qu'eux-mêmes) » (21).

Le 26 avril, bannières au vent, les Maçons se rendirent en cortège à l'Hôtel de Ville, où le F.·. Thirifocq déclara :

« La Commune est la plus grande révolution qu'il ait été donné au monde de contempler. Elle est le nouveau Temple de Salomon que les FF.·. ont le devoir de défendre ».

Le 29 avril, nouvelle manifestation. Après s'être groupés place du Châtelet, le cortège, « déployant soixante-deux bannières de loges », se rendit à l'Hôtel de Ville. Après les palabres de rigueur, les manifestants, par les Champs-Elysées, se rendirent aux fortifications, sur lesquelles ils plantèrent leurs bannières. Ils obtinrent des Versaillais qu'une délégation de trois FF.·., Thirifocq, Fabrequette et Levacque, fût autorisée à rencontrer Thiers. Mais ce fut un nouvel échec.

« Les francs-maçons au nombre de cinq mille décidèrent alors, à l'Hôtel de Ville d'abord, au cirque Napoléon ensuite, « que l'on exécuterait le décret de la Commune sur la levée « d'hommes de dix-neuf à quarante ans, mariés ou non mariés; « que tous les francs-maçons... combattraient dans les rangs

« des Fédérés, répartis dans les bataillons avec leurs bannières « déployées... et qu'on répondrait armes par armes aux Ver- « saillais ».

« De plus, un appel fut lancé au moyen de ballons par la Fédération des francs-maçons et compagnons de Paris » (22).

Le lendemain, 30 avril, les dignitaires maçons organisèrent à la salle Dourdan une conférence de tous les Vénérables, où il fut décidé que, devant l'intransigeance de Thiers, les FF.·. iraient se battre aux côtés des fédérés, en arborant leurs insignes. Le 2 mai, ce furent 10 000 Maçons qui défilèrent de la place de la Concorde au Cirque Impérial, derrière deux drapeaux rouges décorés des insignes de l'Ordre. Le 9 mai, après la chute du fort d'Issy, une délégation de Francs-Maçons vint proposer au Comité de Salut Public la constitution d'un bataillon recruté exclusivement dans les Loges...

Bien entendu, après la chute de la Commune, changement de ton. Dans une circulaire du 19 juin, le Grand Orient à l'impudeur d'affirmer : « La franc-maçonnerie est restée parfaitement étrangère à la criminelle sédition qui a épouvanté l'Univers en couvrant Paris de sang et de ruines, et affirme solennellement qu'il n'y a aucune solidarité possible entre ses doctrines et celles de la Commune, et que si quelques hommes, indignes du nom de maçons, ont pu tenter de transformer notre bannière pacifique en drapeau de guerre civile, le Grand Orient les répudie comme ayant manqué à leurs devoirs les plus sacrés ».

Bel exemple de retournement de veste ! De toute manière, si tant est que la Maçonnerie ait eu une influence dans l'organisation de la Commune, on en peut difficilement accuser les médiocres acteurs de ces pantalonnades.

Aussi certains historiens en ont-ils rejeté la responsabilité sur les « satellites » de la Franc-Maçonnerie. C'est ainsi que M. Jacques Chastenet déclare :

« Les efficaces porteurs de brandons doivent être cherchés ailleurs, dans les cryptes des sociétés secrètes plus ou moins issues du vieux carbonarisme. Inquiets, mal adaptés, ils mélangent dans leurs cerveaux fumeux, en proportions variables, des théories diverses : fédéralisme, jacobinisme, hébertisme,

socialisme proudhonien, anarchisme bakounien. A vrai dire, les problèmes sociaux ne les retiennent guère et le patriotisme n'est pour eux qu'un moyen. Moins que pour la construction d'un ordre nouveau, c'est pour la destruction de l'ordre existant qu'ils se passionnent. Certains, tel Flourens, ne manquent point de noblesse; d'autres, tel Jules Vallès, sont surtout des aigris; d'autres encore, comme Rigault, ne sont que des fanatiques jouisseurs. Et, bien entendu, à ces hommes qui, malgré tout, ont un idéal, se mêlent de simples profiteurs, des pêcheurs en eau trouble; sur les listes de la garde nationale, figurent plus de dix mille repris de justice » (23).

Que ces illuminés et cette tourbe aient été les auxiliaires indispensables des fomentateurs de la Commune, c'est indéniable. Mais il est difficile d'admettre qu'ils aient été capables d'organiser un complot « d'un bout à l'autre du territoire » : ils en étaient inaptes intellectuellement et matériellement.

C'est alors que certains sociologues ont mis en cause l'Internationale des Travailleurs.

(1) Georges Bourgin, *La Troisième République 1870-1914*, p. 19.

(2) *Ibid.*, p. 22.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*, p. 21.

(5) Georges Bourgin, « L'anarchie en Europe de 1861 à 1876 », in *Miroir de l'Histoire*, n° 5, juin 1950, p. 78-79.

(6) Georges Duveau, « Courrier des Chercheurs et des Curieux », in *Miroir de l'Histoire*, n° 47, décembre 1953, p. 1388.

(7) *Ibid.*, p. 1389.

(8) Georges Bourgin, *La Troisième République 1870-1914*, p. 25.

(9) Jacques Bainville, *Histoire de France*, p. 445.

(10) Georges Bourgin, *op. cit.*, p. 27.

(11) Jean Elleinstein, *Réflexions sur la Commune de 1871*, Julliard, 1971, p. 75. L'orthographe de la citation a été respectée.

(12) *Ibid.*, p. 79.

« Appelons ici, devant l'Histoire, les 23 hommes du Comité Provisoire qui prennent à cette heure la responsabilité de porter la Commune sur les fonts baptismaux : Arnold, J. Bergeret, Bouit, Castioni, Chauvière, Chouteau, Courty, Dutil, Fleury, Frontier, H. Fortuné, le cuisinier Lacord, Lagarde, Lavalette, Maljournal, Matté, Ostyn, Piconel, Pindy, Prudhomme, Varlin, H. Verlet et Viard ». Jean-André Faucher, *La Véritable Histoire de la Commune*, T. I, « La crosse en l'air », éd. Atlantic, 1960, p. 88.

Le 4 mars, la Préfecture de Police adressait au ministre de l'Intérieur, le F.·. Ernest Picard, « une liste des chefs révolutionnaires parisiens les plus suspects. Et Picard ordonnait la mise en surveillance d'un relieur de 31 ans, Louis-Eugène Varlin; du commis-libraire Benoît Malon, âgé de 28 ans; de l'ouvrier mécanicien André-Pierre Murat, âgé de 37 ans; du feuillagiste Jules Johannard, âgé de 27 ans; du menuisier Louis-Jean Pindy, âgé de 30 ans; d'Amédée-Benjamin Combault, âgé de 32 ans; du courtier en librairie Jean-Pierre Héligon, âgé de 36 ans; de l'ouvrier mécanicien Augustin Avrial, âgé de 29 ans; du journaliste Auguste-Jules Passedouet, âgé de 32 ans; du mécanicien Adolphe-Alphonse Assi, âgé de 29 ans; du tourneur sur métaux Camille-Pierre Langevin, âgé de 27 ans; de l'ingénieur civil Albert-Félix Leblanc, âgé de 19 ans; de l'ouvrier ciseleur Frédéric-Félix Theisz, âgé de 31 ans; du journaliste Casse, âgé de 32 ans; du joaillier Bernard Landeck, âgé de 38 ans; du courtier en librairie Louis Chalain, âgé de 25 ans; du peintre sur porcelaine Bernard-Gabriel Ancel, âgé de 29 ans; du fondeur en fer Emile-Victor Duval, âgé de 29 ans; du bijoutier Léo Franckel, âgé de 26 ans.

« La Préfecture est bien informée », *ibid.*, p. 96-97.

(13) Jacques Chastenet, *Cent ans de République*, Tallandier, 1970, T. I, p. 96.

Le 4 mars, le Comité central de la Garde nationale avait fait ratifier les statuts de la « Fédération républicaine » des bataillons parisiens; d'où le nom de « fédérés » donné aux gardes nationaux insurgés, et, par extension, aux « Communards ».

Les journaux interdits par Vinoy le 11 mars étaient : le *Père Duchesne*, de Vuillaume, Humbert et Vermersch, *Le Cri du Peuple*, de Jules Vallès, *Le Mot d'Ordre*, d'Henri Rochefort, *Le Vengeur*, de Félix Pyat, *La Bouche de Fer*, de Paschal Grousset, et *La Caricature*, du caricaturiste politique Pilotell.

(14) Jean Elleinstein, *op. cit.*, p. 89.

(15) Vinoy, *L'Armistice et la Commune*, d'après Elleinstein, *op. cit.*, p. 94.

(16) Jean Elleinstein, *op. cit.*, p. 107-108.

(17) Georges Bourgin, *op. cit.*, p. 28.

(18) Jacques Chastenet, *op. cit.*, p. 119.

(19) Georges Bourgin, *Histoire de la Commune*, Paris, 1907, p. 135.

(20) Georges Ollivier, « Histoire politique de la Franc-Maçonnerie », p. 17.

(21) *Ibid.*

(22) Pierre Mariel, *Les Francs-Maçons en France*, p. 120.

(23) Jacques Chastenet, *op. cit.*, p. 111-112.

CHAPITRE IX

LES INTERNATIONALES

Les soulèvements politiques qui agitèrent toute l'Europe après le Congrès de Vienne de 1815 eurent pour conséquence des mouvements d'émigration de révolutionnaires qui, au gré des événements, se retrouvaient à Paris, à Londres, à Bruxelles ou en Suisse. Ce brassage, manifesté notamment à l'occasion des troubles de 1830 et de 1848, entraîna des échanges de vues qui tendirent à uniformiser les revendications sociales dans les divers pays, en dépit des variantes dues aux différences de concepts idéologiques des protagonistes ou à des conditions particulières nationales.

Vers 1860, le mouvement ouvrier en France était entièrement dominé par l'influence de Proudhon, « un des rares auteurs socialistes qui sorte des couches populaires » (Elie Halévy).

Fils d'un tonnelier et d'une cuisinière, Pierre Joseph Proudhon est né à Besançon le 15 janvier 1809. Ayant obtenu une bourse au collège de sa ville natale, il fut obligé d'interrompre ses études et devint correcteur d'imprimerie à Paris, dévora les livres, suivit des cours et acquit une vaste culture mais désordonnée d'autodidacte. En 1840, il publia son premier mémoire d'économiste : *Qu'est-ce que la propriété ?,* suivi des *Lettres à Blanqui sur la propriété* et *Lettres à Victor Considérant,* qui lui valurent la notoriété. C'est dans le premier de ces ouvrages qu'il écrivit la phrase célèbre : *La propriété, c'est le vol,* qui devait lui valoir des poursuites en justice. Il justifiait cet aphorisme par le fait que tout objet est le produit non seulement de son créateur mais de la société. « Si donc la propriété peut être représentée comme une espèce de vol, c'est d'abord qu'elle implique une appropriation individuelle des bénéfices d'un travail en commun. Il se découvre entre maîtres et ouvriers une

erreur de compte : l'employeur n'a pas payé tout le travail dont il tire profit; toute production étant nécessairement collective, tout capital accumulé est une propriété sociale. Cela suffit pour qu'il soit inadmissible que quelqu'un conserve la propriété exclusive de ce capital » (1). Mais, « au fur et à mesure de son évolution, Proudhon ne cessera de nuancer cette critique initiale de la propriété et c'est dans son ouvrage posthume *Théorie de la propriété* (1865) qu'il faut chercher ses idées véritables sur cette question. Il voulait en fait la propriété « pour tout le monde », car la propriété individuelle, la libre disposition des fruits du travail, qui n'est que « l'autocratie de l'homme sur lui-même », lui semblait la meilleure sauvegarde contre l'ennemi numéro un de la liberté et de la justice — l'Etat » (2). En quoi il s'oppose diamétralement au socialisme de Louis Blanc — Franc-Maçon comme lui.

C'est un disciple de Proudhon, le ciseleur en bronze Tolain, qui, dans une brochure de 1863 : « *Quelques vérités sur les élections de Paris* », revendiquait la liberté syndicale et prophétisait : « La Chambre syndicale serait, dans l'ordre économique, l'institution-mère de tous les progrès futurs ». Dès lors, on allait assister à la fondation de sociétés ouvrières de production et d'associations de consommation, avec l'appui de Napoléon III. « L'Empereur, écrit Elie Halévy, n'était pas systématiquement opposé au mouvement ouvrier. Combattu par les légitimistes et la bourgeoisie républicaine, il rêvait de s'appuyer sur les travailleurs en même temps que sur l'oligarchie financière. En 1863, il accorda une subvention de 500 000 francs pour la Caisse Centrale des Coopératives. La liberté de coalition fut reconnue en 1864.

« Le Prince Napoléon, cousin de l'Empereur, avait même réuni autour de lui quelques ouvriers typographes que l'on appela le groupe du Palais-Royal » (3).

En Allemagne, ce sont les idées de Lassalle qui influençaient le mouvement ouvrier.

Ferdinand Lassalle naquit à Breslau, le 11 avril 1825, au foyer d'un riche commerçant israélite. Après de fortes études en philosophie à Breslau, à Berlin et à Paris, il se fixa à Berlin

en 1846, et y devint le héros d'une aventure qui le rendit célèbre du jour au lendemain. Pour défendre les intérêts de la comtesse Hatzfeldt dans son procès de divorce, il prit ses grades en droit et se fit son avocat passionné; au point d'aller jusqu'à organiser un vol avec effraction au domicile de la maîtresse du comte pour y dérober des documents, ce qui lui valut d'être incarcéré jusqu'à son acquittement en août 1848. Il devait faire gagner son procès à la comtesse en 1854.

Mais, entre temps, il avait été arrêté de nouveau en novembre 1848, cette fois pour « appel aux armes contre la souveraineté du roi », en incitant le peuple à la révolte et au refus de l'impôt. Acquitté en mai 1849, il fut encore arrêté en juillet et condamné à six mois de prison. Ses opinions socialistes l'avaient mis en relations épistolaires avec Karl Marx dès 1849 et il collabora à sa *Neue Rheinische Zeitung*, encore que leurs idées différassent sensiblement. Si, en 1859, son *Système des droits acquis* concernant l'héritage s'inspire des conceptions marxistes sur la limitation du droit de propriété, par contre, dans son opuscule : *La Guerre d'Italie et la Mission de la Prusse*, publié la même année, il soutient, contre l'avis de Marx, la politique de Napoléon III, champion du principe des nationalités. Une rencontre entre Marx et Lassalle à Londres en juillet 1862 ne fit que préciser leurs différences de doctrines, et ils cessèrent toute relation.

« Lassalle voulait allier l'idée nationale et l'idée socialiste; partisan résolu de l'unité allemande, il tendait vers un socialisme autoritaire et proposait avant tout la création d'associations de production, industrielles ou agricoles, dont le capital aurait été fourni par une banque d'Etat, grâce aux ressources créées par l'impôt. Le socialisme lassallien apparaît comme le précurseur direct du socialisme d'Etat de l'Allemagne impériale. Lassalle est célèbre pour avoir donné le nom de *loi d'airain* des salaires à la thèse, déjà exposée par Ricardo et reprise par Marx, selon laquelle le salaire moyen ne dépasse jamais le minimum indispensable à la subsistance de l'ouvrier » (4).

Pour répandre ses idées, Lassalle fonda à Leipzig, en 1863, l'*Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein* (Association générale

des Travailleurs allemands). A la même époque, Lassalle était en rapports avec Bismarck, qui cherchait à s'appuyer sur les ouvriers contre les libéraux et les progressistes. Mais, le 31 août 1864, Lassalle était tué en duel pour motifs sentimentaux.

Ce fut un certain von Schweitzer qui remplaça Lassalle à la tête de l'*Arbeiterverein* qui, dissoute en Saxe, se transféra à Berlin où, sous l'influence de Marx, elle devint hostile à la politique bismarckienne. Par réaction, Liebknecht et Bebel fondèrent, en 1869, à Eisenach, en Thuringe, le *Sozialdemocratische Arbeiterpartei* (Parti social démocrate des Travailleurs), collectiviste, fédéraliste et anti-prussien.

Depuis 1828, les Anglais connaissaient le système coopératif par la création à Brighton d'une coopérative de production, puis de consommation; en 1832, il existait de 400 à 500 magasins coopératifs. Sur ce mouvement, Robert Owen avait fondé son socialisme. Après plusieurs échecs, le mouvement coopératif fut relancé en décembre 1844, à Rochdale, par vingt-huit ouvriers qui créèrent une coopérative de consommation : les *Equitables Pionniers de Rochdale*. Sept ans plus tard, il existait cent trente magasins coopératifs, et le mouvement ne fit que s'amplifier sous forme fédérative.

De même, dès 1824, Owen avait tenté de constituer un mouvement syndical, mais sans succès. Il en fut pareillement de l'*Association des mineurs de Grande-Bretagne et d'Irlande* qui, fondée en 1844, rassembla plus de 100 000 adhérents, mais disparut la même année après l'échec de plusieurs grèves. Il fallut attendre 1845 pour que fût créée la *National Association of United Trades for the Protection of Labour* (Association nationale des Syndicats pour la Protection du Travail), qui comportait deux branches : l'une chargée du règlement des conflits du travail, l'autre de l'organisation de l'embauche.

Il apparut bientôt que les syndicats rattachés à l'Association rejetaient toute idéologie doctrinale, le socialisme notamment. C'est ainsi qu'ils admettaient les doctrines de l'économie libérale, acceptant l'existence du prolétariat et limitant leurs activités à la défense des intérêts des salariés par la conciliation et les compromis avec le patronat. « Loin de professer une solidarité

ouvrière internationale, ils cherchaient avant tout à s'assurer des privilèges sur le marché du travail et à lutter contre la concurrence des ouvriers étrangers. Après 1858 furent fondés des *Trade-Councils* permanents, centres des fédérations syndicales. Le premier congrès général des *Trade-Unions* fut convoqué en 1868 par les *Trade-Councils* de Manchester et de Birmingham. En 1871, le *Trade-Union Congress* devint une institution permanente, siégeant annuellement et exerçant peu à peu une influence profonde sur le Parlement et l'opinion publique; de nos jours, c'est une véritable puissance » (5).

LA PREMIÈRE INTERNATIONALE

En 1862, s'ouvrait à Londres une exposition universelle à laquelle Napoléon III fit envoyer deux cents ouvriers français, proudhoniens pour la plupart. Ils prirent contact avec des ouvriers anglais des Trade-Unions, et décidèrent de renouveler les rencontres. Une deuxième réunion eut lieu en juillet 1863, où il fut décidé la création d'une association ouvrière internationale. Après une longue préparation, l'*Association internationale des Travailleurs,* plus couramment appelée l'*Internationale,* fut fondée à Londres, le 29 septembre 1864, à Saint Martin's Hall, Long Acre.

Association très hétérogène, dont les divers éléments poursuivaient des buts différents.

Les Trade-Unions fournissaient un contingent important. On peut s'en étonner, connaissant leur mépris pour la solidarité ouvrière internationale. En fait, leur adhésion n'avait rien de désintéressé; par le biais de l'Internationale, les ouvriers britanniques visaient à inciter les ouvriers du Continent à réclamer le rajustement de leurs salaires et de leurs conditions de travail sur ceux de la Grande-Bretagne, éliminant ainsi la concurrence des bas salaires étrangers.

Les délégués français étaient des ouvriers ou des artisans, adversaires de la politique autant que des idées générales. En particulier, ils étaient opposés au communisme, que Proudhon considérait comme une forme d'esclavage. Pour l'amélioration de

leur état, ils ne comptaient que sur eux-mêmes et sur leurs organisations, syndicats, coopératives, sociétés de secours mutuel, etc.

Chez les Allemands, seule la Social-Démocratie adhéra à l'Internationale, l'Arbeiterverein refusant de s'y affilier. Contrairement aux Français, qui repoussaient toute intervention de l'Etat dont ils se méfiaient, les Sociaux-Démocrates étaient partisans d'un Etat militaire et autocratique, mais dans le cadre du fédéralisme traditionnel de l'Allemagne — opposé donc à la centralisation bismarckienne.

Quant aux nombreux réfugiés politiques italiens, polonais, hongrois, allemands, tels Mazzini et Kossuth, les questions sociales leur importaient beaucoup moins que les préoccupations nationales, les uns réclamant l'unification de l'Italie et de l'Allemagne par le régime démocratique, les autres l'indépendance d'une Pologne réunifiée, du Schleswig-Holstein arraché à la Prusse et de la Hongrie séparée de l'Autriche. Ils demandaient à l'Internationale son appui pour parvenir à leur but, dans la croyance que la liberté des peuples entraînerait *ipso facto* leur fraternisation. C'était le cas, notamment, de Mazzini, qui voulait faire de l'Internationale une organisation secrète apte à susciter et à stimuler les révolutions. A cet effet, il essaya de faire adopter par le Comité de cinquante-cinq membres chargé d'établir le programme et les statuts de l'Internationale ceux des associations ouvrières italiennes qu'il avait lui-même rédigés.

Mais il se heurta à l'opposition du groupe des « intellectuels » allemands, ayant à leur tête Marx et Engels, dont l'intention était de faire de l'Internationale l'organisation de base du communisme à l'échelle européenne. A cet effet, Marx, élu membre du Comité, tira profit du disparate entre les idéologies des divers groupes et manœuvra pour se faire charger de la rédaction des statuts.

« Dans l'*Adresse inaugurale de l'Internationale,* Marx mit l'Internationale au service de ce but : *l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre de la classe ouvrière elle-même.* Dans les statuts, il fit triompher la conception d'une assemblée décentralisée (composée de sections par villes et de fédérations par nations). Des congrès internationaux se succéderaient, fixant la date du congrès suivant et nommant un conseil qui siégerait dans

l'intervalle. En un mot, Marx se proposait d'organiser la classe ouvrière en parti. Il en résulterait naturellement des conséquences révolutionnaires, puisque, disait-il, *la conquête du pouvoir politique est devenue la tâche principale de la classe ouvrière* » (6).

Les statuts furent adoptés, et l'influence marxiste se développa au cours des Congrès tenus à Genève en 1866, à Lausanne en 1867, à Bruxelles en 1868 et à Bâle en 1869; le Congrès de 1870 devait se tenir en septembre à Paris, mais il fut empêché par la guerre franco-allemande.

A ces divers Congrès, trois tendances s'affrontèrent : le *mutuellisme* de Proudhon, le *collectivisme* de Bakounine et le *communisme* de Marx.

C'est au Congrès de Lausanne que les proudhoniens, mal à l'aise devant les accusations de connivence avec Napoléon III contre les républicains, furent mis en échec. La doctrine proudhonienne, en effet, s'opposait à la fois à toute action politique ouvrière — notamment, Proudhon avait blâmé les auteurs du *Manifeste des 60* de leur intervention dans la politique à l'occasion des élections complémentaires de mars 1864 à Paris —, et à toute ingérence de l'Etat, « ennemi numéro un de la liberté et de la justice ». Or le Congrès décida, d'une part, que l'émancipation politique de la classe ouvrière était indissociable de l'émancipation sociale, et d'autre part, que les efforts de l'Internationale devaient tendre à l'étatisation des moyens de transport, en particulier des chemins de fer.

Le Congrès de Bruxelles vit s'accroître encore l'influence marxiste. On y réclama la nationalisation des carrières et des mines, des canaux, routes, chemins de fer et des lignes télégraphiques, Quant au Congrès de Bâle, il établit que « la société a le droit d'abolir la propriété individuelle du sol et de la faire entrer dans la communauté ». Les proudhoniens étaient définitivement battus.

Mais c'est à ce même Congrès de 1869 que Bakounine se heurta violemment à Marx.

Né le 18 mai 1814 à Torchok, de famille noble, Mikhail Alexandrovitch Bakounine fut d'abord officier russe; mais, révolté par l'oppression tsariste en Pologne, il quitta l'armée, vint à Paris vers 1840, où il se lia avec Proudhon et Herzen. Il collabora aux *Deutsche Jahrbücher,* fut expulsé de Paris en 1847, prit

part à divers mouvements révolutionnaires allemands de 1848-1849, notamment à celui de Dresde, qui lui valut d'être condamné à mort en Saxe et en Autriche, emprisonné à Saint-Pétersbourg, puis exilé en Sibérie, d'où il s'évada en 1861. Trois ans plus tard, on le retrouvait en Italie, où il fondait la société secrète appelée *Organisation de la Fraternité internationale révolutionnaire,* puis, en 1869, l'*Alliance internationale de la Démocratie socialiste,* qui demanda son adhésion à l'Internationale.

Le prétexte du conflit entre Marx et Bakounine fut la question de l'héritage. Les collectivistes en demandaient l'abolition; à quoi les communistes répliquaient que cette abolition n'avait aucun sens dans une société où la propriété serait abolie. En réalité, la querelle ne portait nullement sur l'idéologie; Bakounine avait adopté le matérialisme historique et le socialisme scientifique de Marx — dont il avait traduit les œuvres en russe. Ils ne se séparaient que sur les moyens à employer pour parvenir au triomphe de la révolution. Marx comptait sur l'action politique à l'intérieur de l'Etat démocratique; Bakounine, comme Proudhon, rejetait l'Etat et prônait l'anarchie. Ces divergences se retrouvaient dans l'organisation de l'Internationale; Marx la voulait centralisée pour constituer un puissant instrument de lutte contre les forces conservatrices, alors que Bakounine réclamait l'autonomie des sections et leur droit à l'action terroriste séparée.

La guerre franco-allemande interrompit les activités de l'Internationale; elles reprirent en 1871 au Congrès de Londres. Si Marx y fit voter que « dans l'état militant de la classe ouvrière, son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis », par contre, il ne réussit pas à faire admettre la centralisation de l'Association. Le Congrès de La Haye, en 1872, amorça la désagrégation de l'Internationale. Bakounine fut exclu et ses amis se retirèrent. Il en fut de même de Vaillant et des blanquistes. Quant aux Anglais, traumatisés par la Commune, ils formèrent une fédération autonome.

Au Congrès de 1873, à Genève, Engels, avec l'accord de Marx, fit décider le transfert du siège de l'Internationale de Londres à New York, car, écrit Elie Halévy, « Marx voulait éloigner l'Internationale de Londres, où elle serait devenue blanquiste, et aussi d'Europe, où elle serait devenue bakouniste » (7). Mais cette

décision fut le coup de grâce : l'Internationale fut officiellement dissoute au Congrès de Philadelphie, en 1876.

Après son éviction, Bakounine avait fondé une Internationale anarchiste; elle disparut à son tour en 1880.

Les conceptions politiques de Bakounine sont exposées notamment dans son ouvrage : *L'Etat et l'anarchie,* publié en 1873. Elles se rapprochent sensiblement du Martinisme de Saint-Martin dans ses *Notes sur Burlamaqui.* « Son programme comprend essentiellement la révolution universelle et la destruction de l'Etat, qui doit être l'acte initial de la révolution, car le despotisme ne tient pas à telle ou telle forme de régime politique, mais à l'existence même de l'Etat. La destruction de celui-ci entraînera la banqueroute publique, l'abolition des dettes et des impôts, la suppression de l'armée, de l'administration, de la police, de la justice officielle, des titres de propriété. La liberté absolue, qui est « le but suprême de tout développement humain », sera proclamée... Cette liberté se réalisera économiquement par la confiscation de tous les capitaux productifs et de tous les moyens de production au profit des associations ouvrières qui, fédérées, constitueront la commune; libérés de la contrainte de l'Etat, les hommes retrouveront leurs inclinations fraternelles qui seront le ciment de la nouvelle société » (8).

LA PREMIÈRE INTERNATIONALE EN FRANCE

Bien que l'Internationale ait pris naissance de la rencontre des ouvriers français et anglais à Londres en 1862, le mouvement ne se développa que lentement en France. Au Congrès de Lausanne de 1867, le délégué parisien Murat signala que sa section comptait six cents adhérents, et qu'il existait environ cinquante autres sections dans les grandes villes et les centres industriels, Lyon, Marseille, Rouen, Toulouse, Le Creusot, etc. En 1870, le nombre total d'adhérents ne devait pas dépasser 15 à 20 000. Le comité directeur de la fédération française était installé dans une malheureuse pièce, rue des Gravilliers, près des Arts et Métiers. « On la

croit puissante et riche, alors que les adhérents sont rares et paient mal leur cotisation » (Louis Girard).

Malgré quoi, l'Internationale eut en France une influence réelle, qu'on peut mesurer aux actions qu'elle fut capable de mener. Au dire de M. Elleinstein, « ces actions, de 1868 à 1870, sont d'une grande ampleur. Ce sont les grèves des années 1868-1870, c'est par exemple la manifestation organisée à l'occasion des obsèques de Victor Noir, ce journaliste à *la Marseillaise* assassiné en janvier 1870 par un cousin de l'empereur, Pierre Bonaparte » (9).

Dès 1867, le gouvernement avait reconnu l'influence de l'Internationale sur les milieux ouvriers; en décembre, il organisa une perquisition rue des Gravilliers, intenta un procès aux dirigeants pour participation à une association non autorisée de plus de vingt personnes et procéda à leur arrestation; ils furent tous condamnés à 100 francs d'amende. Les années suivantes, divers procès se traduisirent par de nombreuses condamnations à la prison. Malgré quoi, en septembre 1869, au Congrès de Bâle, Varlin pouvait affirmer « que l'association internationale n'est pas morte à Paris et que, au contraire, elle est plus vive que jamais ».

A ce même Congrès fut votée une motion condamnant énergiquement la guerre et incitant les sections de l'Internationale à s'y opposer par tous les moyens, notamment par la grève générale. Pourtant, en juillet 1870, au Reichstag, deux députés lassaliens avaient voté les crédits de guerre, tandis que Bebel et Leibknecht s'étaient simplement abstenus.

Mais, dans sa lettre du 20 juillet 1870 à Engels, Marx écrivait : « le centre de gravité du mouvement ouvrier est désormais passé de France en Allemagne, et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays depuis 1866, pour voir que la classe ouvrière allemande, tant au point de vue de la théorie qu'à celui de l'organisation, est supérieure à la classe ouvrière française ». Et le 23 juillet, le Conseil général de l'Internationale se prononça en faveur de l'Allemagne, considérée comme victime de l'agression de la France, après que le *Times* de Londres eut opportunément révélé un projet d'accord d'août 1866, proposé à Bismarck par Napoléon III. Aux termes de ce projet, la France acceptait l'entrée de tous les Etats allemands dans la Confédération du Nord en échange de la neutralité prussienne dans l'annexion du

Luxembourg et de la Belgique par la France; Bismarck n'avait pas donné suite, mais il se servait de ce projet pour discréditer Napoléon III aux yeux des puissances.

Tout en approuvant la position de la Prusse, le Conseil général de l'Internationale lançait une mise en garde : « Si la classe ouvrière allemande permet à la guerre actuelle de perdre son caractère strictement défensif et de dégénérer en une guerre contre le peuple français, victoire ou défaite, ce sera toujours un désastre ». C'est pourquoi, considérant qu'avec la capitulation de Sedan et la chute de l'Empire, l'Allemagne ne courait plus aucun danger, les socialistes allemands demandèrent l'arrêt des hostilités; en les poursuivant, la guerre perdait son caractère défensif, pour devenir une guerre de conquête. Dans le *Manifeste de Brunschwick*, du 5 septembre 1870, ils réclamaient la paix immédiate avec un gouvernement français républicain, dès qu'il serait constitué. Et comme Bismarck poursuivait l'avance des troupes allemandes en France, ils tentèrent de provoquer des troubles en Allemagne, qui furent vite réprimés.

A la même époque, Bakounine se plaignit qu'on eût laissé écraser la France dont, au contraire de Marx, il reconnaissait le socialisme vivant et réalisateur. Dans une lettre ouverte de septembre 1870, il écrivait : « Il faut sauver la France par l'anarchie... Il faut que chaque commune se soulève et force l'armée allemande à capituler ». D'où sa malheureuse équipée de Lyon, avec Cluseret, le 28 septembre 1870.

A la vérité, sur les instructions de Karl Marx qui se méfiait des initiatives des sections de la capitale, le Conseil général de l'Internationale, dans une adresse du 9 septembre aux ouvriers parisiens, les prévenait que « toute tendance de renverser le nouveau gouvernement quand l'ennemi frappe aux portes de Paris serait une folie désespérée ».

Mais, dès le 5 septembre, avait été décidée la formation du Comité central des vingt arrondissements, à raison de quatre délégués par arrondissement. A ce sujet, M. Elleinstein écrit : « Il semble maintenant prouvé, depuis l'ouvrage de Jean Dautry et de Lucien Scheler sur le comité central des vingt arrondissements, que la Fédération des sections parisiennes de la première Internationale à joué un rôle déterminant dans la création de cet

organisme. Celui-ci installe son siège dans les locaux de l'Internationale à Paris (6, place de la Corderie-du-Temple, aujourd'hui 14, rue de la Corderie). C'est ce comité central qui adopte dans la nuit du 13 au 14 septembre 1870, un texte — qui sera publié (c'est la première affiche rouge) — qui est un véritable programme de gouvernement. Parmi les signataires, nous trouvons un grand nombre de futurs dirigeants de la Commune (Cluseret, Longuet, Malon, Millière, Pindy, E. Vaillant, J. Vallès et bien d'autres). C'est un véritable comité de front unique qui groupe des Internationaux des différentes tendances, blanquistes et radicaux — un peu à l'image de la Commune quelques mois plus tard » (10).

Cette assertion semblerait infirmer l'affirmation d'Engels écrivant à son ami Sorge : « *L'Internationale n'a pas bougé un doigt pour faire la Commune* », « tout en reconnaissant, précise Elie Halévy, que celle-ci *était indubitablement l'enfant spirituel de l'Internationale;* d'ailleurs un des chefs les plus énergiques de la Commune, Varlin, était secrétaire du Conseil parisien de l'Internationale » (11).

L'explication tient dans une simple phrase de ce même Eugène Varlin, prononcée le 2 mars 1871 à la Corderie du Temple : « *Nous ne devons pas compromettre l'Internationale dans une affaire que nous ne contrôlons pas...* » (12). En réalité, comme le fait remarquer Elie Halévy : « c'est des idées de Bakounine que s'est inspirée la Commune lorsqu'elle a rédigé son programme. Abandonnant la formule jacobine de la suprématie de Paris, elle réclamait la liberté de toutes les communes de France. On constate ici l'adoption d'un langage encore plus bakouniniste que proudhonien » (13).

Dans cette opposition de Marx à l'Internationale de Paris, on retrouve donc un épisode de sa rivalité avec Bakounine. Et il ne s'en tiendra pas là. Le 9 avril 1871, par exemple, il adressait « à tous les comités de l'Internationale, à Anvers, à Genève, à Amsterdam, à Leipzig, à New York, des appels dans lesquels il demande aux travailleurs affiliés de lutter contre les ouvriers parisiens insurgés » (14).

Mais, trois jours plus tard, Marx reçoit une lettre d'un médecin allemand de Hanovre, Ludwig Kugelmann, membre de l'Internationale, qui estime que la Commune est un échec révolutionnaire total. C'est bien l'avis de Marx, informé au jour le jour de l'évolution de la situation à Paris. Il est assuré qu'avant peu, les insurgés devront mettre bas les armes. Il avait donc bien raison lorsqu'il multipliait les avis contre l'émeute aussi longtemps que la paix ne serait pas signée avec les Allemands et que la section de l'Internationale française ne serait pas complètement organisée, sinon, ce serait faire le jeu de Thiers. Mais, maintenant, il faut cueillir les fruits de l'insurrection. Et dans sa réponse du 12 avril au Dr Kugelmann, Marx écrivait :

« ... Quelle souplesse, quelle initiative historique, quelle faculté de sacrifice chez ces Parisiens ! Affamés, et ruinés pendant six mois, par la trahison intérieure plus encore que par l'ennemi, ils se soulèvent sous les baïonnettes prussiennes comme s'il n'y avait jamais eu de guerre entre la France et l'Allemagne, comme si l'étranger n'était pas encore aux portes de Paris ! L'histoire ne connaît pas encore d'exemple d'une pareille grandeur !... L'insurrection parisienne, même si elle vient à être réduite par les loups, les cochons et les chiens, est le plus glorieux exploit de notre parti après l'insurrection parisienne de juin ».

D'où le commentaire de M. Faucher : « Cette fois, le grand tournant est pris par l'Internationale. Parlant de l'insurrection du 18 mars, Karl Marx la revendique, l'annexe : c'est un exploit de son parti » (15).

Le 17 avril, à une nouvelle lettre du Dr Kugelmann, Marx répondait :

« Grâce au combat livré par Paris, la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste et son état capitaliste est entrée dans une phase nouvelle. Mais, de quelque façon que les choses tournent dans l'immédiat, le résultat sera un nouveau point de départ d'une importance historique mondiale ».

Et, pour faire bon poids, Marx publiait, le 13 juin 1871, « *la Guerre civile en France,* hommage à la Commune, qui a rallié à la France les masses ouvrières du monde entier. C'était une adresse à tous les membres de l'Association en Europe et aux Etats-Unis, rédigée par Marx, que les militants pressaient de prendre position devant la Commune, à la demande du Conseil de l'Internationale. Dans cette brochure, Marx reprend les idées

communistes de Bakounine; il parle de l'Etat, ce parasite qui paralyse et entrave l'évolution de la société. On est frappé, à cette époque, de l'étrange flottement de son jugement. Il méprise les révolutionnaires français, et marie ses filles à deux d'entre eux. Il raille les méthodes de la Commune, et lui rend hommage. Après la défaite de la Commune, il pouvait soit critiquer ses actions, soit les glorifier. En 1871, il prit ce dernier parti et les glorifia dans un esprit bakouniniste » (16).

Etrange flottement de jugement, en effet, et qui laisse douter de la sincérité de Marx, puisque, dès le 17 septembre 1871, au Congrès de Londres, il reprenait la lutte contre Bakounine, et que, en septembre 1872, il le faisait exclure de l'Internationale par le Congrès de La Haye, alors qu'en juin 1872 encore, il corrigeait lui-même la traduction française de *La Guerre civile en France...*

Le fin mot de l'affaire est donné par Raymond Aron dans son essai : *Le Socialisme français face au Marxisme,* dédié « aux communards de 1871, victimes de la réaction marseillaise et de la falsification marxiste ».

La commune, écrit-il, fut « une révolution mue par le patriotisme, hostile à la centralisation étatique, et dont Marx et Engels, conjuguant leurs vœux avec la bourgeoisie versaillaise, souhaitaient au fond l'échec pour assurer l'hégémonie de leur doctrine dans le socialisme naissant » (17).

LA DEUXIÈME INTERNATIONALE

La première Internationale avait échoué pour avoir voulu concentrer la direction du mouvement dans le seul Conseil général, sans tenir compte des disparités des socialismes nationaux; le refus de cette centralisation autoritaire se manifesta nettement au Congrès de Londres de 1871. Plus souple, et « parce qu'il respectait mieux les différences nationales » (Elie Halévy), le bakouninisme international put se prolonger jusqu'en 1880; mais il évolua vers le socialisme anarchisant, qui disparut comme mouvement de masse et ne subsista que dans l'école anarchiste.

Entre temps, dans tous les pays d'Europe, s'étaient formés des socialismes nationaux, plus ou moins imprégnés de marxisme : en

Allemagne, socialisme d'Etat, social-démocratie, socialisme bismarckien; en Italie, le *Fascio Operaio* (Faisceau ouvrier) d'Andrea Costa; en Espagne, le *Partido socialista obrero,* suivi, en 1886, de l'*Union nationale des Travailleurs;* en Belgique, le *Parti socialiste ouvrier flamand,* puis, en 1885, le *Parti ouvrier belge,* etc.

Le mouvement social de Grande-Bretagne était marqué par une lente pénétration du marxisme dans les *Trade-Unions,* et surtout par la transformation des syndicats en organismes de combat, sous l'influence du *Nouvel Unionisme,* pour aboutir, en 1888, à la création du *Parti travailliste.* Parallèlement, s'était créée l'école fabienne, issue de la *Société de la Vie Nouvelle,* constituée en 1881 par l'anarchiste écossais Davidson, et à laquelle appartinrent Sidney Webb, fonctionnaire au ministère des Colonies, et les célèbres écrivains Bernard Shaw et H. G. Wells. Ils fondèrent, en 1884, la *Société Fabienne.* « Leur socialisme, si doctrinaire fût-il, écrit Elie Halévy, était pourtant bien différent du socialisme marxiste. Alors que Marx avait montré comment l'évolution fatale vers le socialisme devait s'accomplir à travers les révolutions, les Fabiens se firent les apôtres de l'évolution inévitable mais insensible vers le socialisme. D'où le qualificatif de *Fabiens :* comme Fabius Cunctator devant Annibal, il fallait *temporiser,* et ne frapper qu'au moment opportun. Leur étude de la société industrielle montrait comment le socialisme apparaît de lui-même dans les institutions économiques modernes » (18).

Miss Potter — qui deviendra Mrs Sidney Webb — précisait, en 1892, dans son livre *Le Mouvement Corporatif en Grande-Bretagne :* « Ce n'est pas le socialisme des ouvriers étrangers qui réclament une utopie anarchique à réaliser par une révolution sanglante, mais ce socialisme, spécifiquement anglais, ce socialisme qui se révèle dans les actes et non dans les mots, ce socialisme qui s'est, silencieusement, incorporé à la loi des fabriques... dans cette masse de législation bienfaisante qui force l'individu à se mettre au service et sous la protection de l'Etat » (19).

En 1897, les deux Webb publièrent leur ouvrage capital *Industrial Democracy* (La Démocratie industrielle), par lequel ils firent pénétrer l'idée socialiste dans les Trade-Unions qui s'embourgeoisaient. Leur action eut d'autant plus d'influence que le syndica-

lisme anglais, très imbu de libéralisme, et doté d'une législation sociale bien en avance sur celle du Continent, n'éprouvait que méfiance à l'égard du collectivisme révolutionnaire. Les Webb niaient le dogme marxiste de la lutte des classes; pour eux, le socialisme, loin d'être le triomphe du prolétariat sur la bourgeoisie, ne pouvait être que l'aboutissement fatal de la société industrielle dans un concours harmonieux du prolétariat et de la bourgeoisie, sous la tutelle bienfaisante et indispensable de l'Etat. Inutile donc que les socialistes s'organisassent en parti politique, ce qui n'était pas pour déplaire aux Trade-Unions.

Mais la constitution, en 1899, d'un Conseil parlementaire des Employeurs, présage d'une offensive patronale, les amena à changer d'opinion. En 1900, une conférence de syndicalistes et de socialistes décida la création d'un Comité pour la Représentation du Travail, comprenant : sept membres des Trade-Unions, deux du parti indépendant du travail, deux de la fédération sociale-démocratique et un fabien, avec pour secrétaire James Ramsay MacDonald, fabien, membre de l'Independant Labour Party et futur Premier ministre. En 1902 et 1903, le Comité faisait élire trois députés aux Communes; en 1906, les ouvriers avaient cinquante-quatre élus, dont vingt-neuf, se réclamant du patronage du Comité, fondèrent le *Labour Party* — Parti travailliste nouvelle manière.

Devant ces résultats, les ministres du cabinet libéral Campbell-Bannermann, parmi lesquels figuraient Winston Churchill et David Lloyd George, s'empressèrent de faire voter une série de lois sociales avancées, qui coupèrent l'herbe sous les pieds des travaillistes. L'application de ces lois amena la création de nombreux postes administratifs, dont la majorité fut attribuée à des militants syndicalistes, rapidement embourgeoisés. L'allocation d'une indemnité parlementaire de 400 livres acheva de discréditer les travaillistes auprès des masses syndicales. Si bien que, « jusqu'en 1918, le parti travailliste resta une fédération de syndicats et de groupes socialistes et ne reçut pas d'adhésions individuelles » (Michel Mourre).

C'est le journaliste Jules Guesde qui fonda le premier parti socialiste français. Né à Paris le 11 novembre 1845, Guesde — de

son vrai nom Mathieu Basile — était le fils d'un professeur d'école libre. « Il débuta dans la vie comme employé de ministère, puis s'installa dans le Midi où il devint secrétaire de rédaction du *Progrès libéral,* de Toulouse, puis rédacteur à *La Liberté,* de Montpellier. Il entra en relations avec Yves Guyot, Brousse et quelques autres. Il n'était alors qu'un opposant bourgeois à l'Empire et se proclamait républicain. Dans le journal qu'il avait créé, *Les Droits de l'Homme,* il mena campagne contre la guerre et fut condamné à 4 mois de prison en août 1870. En septembre, il participa à un coup de main contre la préfecture de l'Hérault pour obtenir la libération de républicains cettois. Favorable à la Commune de Paris, son journal soutint avec vigueur l'insurrection parisienne : traduit devant les juges, Guesde fut condamné à cinq ans de prison et 4 000 francs d'amende. Il se réfugia en Suisse et devint alors socialiste, l'annonçant publiquement dans une brochure qui fit quelque bruit : « *Le livre rouge de la Justice rurale* ». Il fonda également un journal, *Le Réveil International,* et aida à la création d'une section de l'Internationale » (20). Devenu professeur de littérature en Italie, ses activités révolutionnaires l'en firent expulser. Il retourna en Suisse, il prit le parti de Bakounine contre Marx, « qui l'avait qualifié de provocateur à propos des événements de Montpellier » (21). Malgré quoi, dès sa rentrée en France en 1876, il se livra, avec Paul Lafargue, le gendre de Marx, à une intense propagande en faveur du marxisme.

Dès 1876, réformistes et proudhoniens réunirent un premier Congrès à Paris, qui s'opposa à toute ingérence des organisations ouvrières dans la politique, s'éleva contre toute intervention de l'Etat en matière sociale et se fit le champion de la coopération; tendances qui se précisèrent encore au Congrès de Lyon, de 1878. Mais, l'année précédente, Guesde avait fondé un hebdomadaire, *L'Egalité,* dans lequel il entreprit une campagne en faveur du socialisme marxiste; s'il la paya par une condamnation à six mois de prison, il en recueillit les fruits au Congrès de Marseille, de 1879, où fut décidée la constitution d'un *Parti Ouvrier Français,* à programme marxiste. Pour la mise sur pied de ce programme, Guesde alla trouver Marx à Londres, et rédigea avec lui un « *programme élaboré en conformité des décisions du Congrès national* », qui, présenté au Congrès du Havre, de 1880, devint

la *Charte du Parti des travailleurs socialistes de France.* « Le préambule de celui-ci précisait que « *l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains, sans distinction de sexe ni de race* » et que « *les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terres, usines, navires, banques, crédit, etc.)* » et que l'appropriation collective de ces moyens de production « *ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive ou prolétariat, organisée en parti politique distinct* » sans pour autant négliger « *le suffrage universel, transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation* » (22).

Condamné à nouveau à six mois de prison pour avoir attaqué le banquier Rothschild, « le roi de la République », il assista impuissant à l'effritement de son Parti Ouvrier Français dès le Congrès de Saint-Etienne, en 1882, où il lui fut reproché de se soumettre « à un homme qui vivait à Londres, sans être contrôlé par aucun parti ». C'est ainsi que les « possibilistes », qui avaient pour tendance « de fractionner le but idéal, d'immédiatiser quelques-unes des revendications pour les rendre possibles », se séparèrent pour créer la *Fédération des travailleurs socialistes de France,* sous la direction de Paul Brousse. Laquelle, d'ailleurs, devait se scinder elle-même en 1890, pour donner naissance au *Parti ouvrier socialiste révolutionnaire,* de l'ancien chef Communard Jean Allemane, qui fit adopter le 1er mai comme journée mondiale de chômage et de pétitions en faveur de la journée de huit heures (23).

Elu député de Roubaix en 1893, Guesde réussit à regrouper en une seule *Union socialiste de la Chambre* les députés de toutes les tendances socialistes, notamment les socialistes jusque là indépendants de tout parti, comme Jaurès, Briand, Viviani, Millerand, et même des boulangistes socialisants, tel l'écrivain Maurice Barrès. Dès le début de l'affaire Dreyfus, il refusa de prendre parti et, en janvier 1898, peu après la publication du « *J'accuse* » de Zola dans *L'Aurore,* l'Union socialiste de la Chambre faisait paraître un manifeste, où l'on pouvait lire : « Prolétaires, ne vous enrôlez dans aucun des clans de cette guerre civile bourgeoise. Ne vous livrez pas à des possédants, rivaux d'un jour, commensaux

du même privilège... Entre Reinach et de Mun, gardez votre liberté entière... Sus à vos ennemis, à tous vos ennemis ! ne vous laissez pas diviser par des mots d'ordre incomplets et contradictoires. Poussez votre triple cri de guerre : guerre au capital juif ou chrétien; guerre au cléricalisme; guerre à l'oligarchie militaire ». Et, le 24 juillet 1898 encore, il faisait déclarer à son Parti Ouvrier Français : « Les prolétaires n'ont rien à faire dans cette bataille, qui n'est pas la leur... Ils n'ont, du dehors, qu'à marquer les coups et à retourner contre l'ordre ou le désordre social les scandales d'un Panama militaire s'ajoutant aux scandales d'un Panama financier... C'est à ceux qui se plaignent que la justice ait été violée contre un des leurs à verser au socialisme qui poursuit et fera la justice pour tous, et non au socialisme à aller à eux, à épouser leur querelle particulière ».

Mais Guesde se heurtait au dreyfusisme de Jean Jaurès, qui avait publié, en 1897, son livre *Les Preuves* en faveur de l'innocence du capitaine juif. Les deux adversaires furent battus aux élections législatives de 1898; ce qui n'empêcha pas leur dissentiment d'éclater encore à l'occasion de l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau, en 1899, au titre de représentant du socialisme, et l'Union socialiste de la Chambre se divisa. Mais Jaurès fut réélu député en 1902, tandis que Guesde dut attendre les élections de 1906. D'autre part, recueillant les fruits de sa défense de Dreyfus, Jaurès faisait paraître, le 18 avril 1904, le premier numéro du nouveau quotidien socialiste *L'Humanité,* grâce à l'aide de financiers israélites (24). Dès lors, l'influence de la faction jauressiste ne cessa de croître au détriment des guesdistes, pour devenir prédominante à la création du *Parti Socialiste S.F.I.O.* en août 1904.

***

« Il est ... remarquable de constater, fait observer Elie Halévy, que l'initiative de la constitution de la deuxième Internationale est venue d'éléments non marxistes; c'est le Congrès ouvrier de Lyon de 1878, proudhonien et coopératiste, qui en France forma d'abord le projet d'une telle organisation (le Congrès fut interdit par le gouvernement); ensuite les Trade-Unions britanniques

reprirent l'idée et cherchèrent à se rapprocher des groupements français non guesdistes. En 1883 et 1886, les syndicats français organisèrent des conférences ouvrières internationales. En 1888, une conférence internationale de ce genre, essentiellement syndicale et ouvrière, se tint à Londres. On y retrouva même des anarchistes, comme Tortellier, apôtre de la grève générale.

« A Paris en 1889, à l'occasion de l'Exposition Universelle et du centenaire de la Révolution Française, deux congrès internationaux socialistes se réunirent simultanément; car des discussions empêchèrent la fusion en un seul congrès : l'un était possibiliste (congrès international ouvrier socialiste), l'autre marxiste. Mais l'éclat de ce dernier auquel prirent part les représentants de vingt nations et parmi eux Bebel, Liebknecht, Anseele, W. Morris, Lavrov, Plekhanov, éclipsa celui de la réunion rivale. Sur le plan international comme à l'intérieur des différents pays, le marxisme dominait les organisations socialistes » (25).

C'est à cette occasion que fut décidée la fondation d'une nouvelle Internationale socialiste, mais avec une organisation plus souple que la première. Elle ne comportait pas d'organisme centralisateur et serait composée de sections nationales autonomes, qui se réuniraient périodiquement dans des Congrès internationaux.

Le premier de ces Congrès se tint à Bruxelles en 1891, groupant 362 délégués des deux tendances, sous leurs diverses nuances, dont 187 Belges et Hollandais, 40 Allemands, 60 Français et 25 Anglais. De discussions assez confuses, il ne ressortit qu'une seule décision concrète : la lutte des classes comme principe fondamental du socialisme. Ce qui permit à Engels d'écrire, le 4 septembre 1891, à son ami Sorge : « Le Congrès est après tout une brillante victoire pour nous ».

Au Congrès de Zurich de 1893, deux résolutions furent adoptées. D'une part, le principe de la journée de huit heures, qui ne souleva aucune objection. D'autre part, la définition de l'action politique comme indispensable à l'émancipation économique du prolétariat. Il était précisé que : « par action politique on entend que les organisations de travailleurs cherchent autant que possible à employer ou à conquérir les droits politiques, et le mécanisme de la législation, pour amener ainsi le triomphe des intérêts du

prolétariat et la conquête du pouvoir politique ». A cette fin, devaient être créés dans tous les pays des partis regroupant les travailleurs et distincts des partis bourgeois. Cette proposition souleva de nombreuses objections, auxquelles mit fin une motion, soutenue par Bebel, qui excluait socialistes, révolutionnaires et anarchistes refusant de reconnaître la nécessité de l'action politique pour l'émancipation du prolétariat, motion adoptée par le Congrès.

Au Congrès de Londres, du 26 juillet 1896, le groupe français éclata en deux sections, l'une antiparlementaire, l'autre favorable à l'action politique, avec Guesde et Jaurès, conformément à la décision de Zurich.

Mais, dans les Congrès suivants, de Paris en 1900 et d'Amsterdam en 1904, l'entrée de Millerand, comme ministre du Commerce et de l'Industrie dans le cabinet Waldeck-Rousseau de juin 1899, allait soulever la question de la « participation » des socialistes avec les partis bourgeois. Violemment soutenue par les révisionnistes ou réformistes qui, à la suite de Bernstein, affirmaient la nécessité de réviser les doctrines marxistes, en particulier en ce qui concerne la lutte des classes, la participation était combattue par les révolutionnaires, sociaux-démocrates allemands, guesdistes et blanquistes français, suisses et belges. Ces derniers firent triompher une résolution prise au Congrès social-démocrate de Dresde, en 1903, condamnant sans réserves le réformisme et, par suite, la participation, ainsi que « toute tentative pour remplacer la lutte des classes par une politique de concessions à l'ordre établi ». De plus, les socialistes étaient invités à se grouper dans chaque pays en un parti unique.

Ce triomphe du marxisme orthodoxe dans toute son intransigeance fut sanctionné par une tentative de centralisation, avec la création par le Congrès de Paris, de 1900, d'un *Bureau socialiste international,* siégeant à Bruxelles, et formé de deux délégués de chacun des partis socialistes des 25 pays représentés. Ce Bureau avait pour mission de servir de centre d'information, de préparer les Congrès, mais aussi « de prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'action et l'organisation internationales du prolétariat de tous les pays » (Elie Halévy), ce qui lui donnait, en fait, toute autorité pour intervenir dans les activités des partis nationaux.

L'organisation fut complétée, à partir de 1904, par la création d'une *Commission socialiste interparlementaire,* de deux délégués par pays représenté, qui se réunirait chaque année dans un lieu différent.

« C'est sous la pression du congrès socialiste international d'Amsterdam (1904) que fut réalisée l'unification du socialisme français (avril 1905). La déclaration commune qui donna naissance au *Parti socialiste S.F.I.O.* (Section française de l'Internationale ouvrière) était d'inspiration nettement marxiste : la S.F.I.O. devait être un parti de lutte de classe ayant pour fin la socialisation des moyens de production et d'échange et l'instauration du collectivisme; les députés socialistes devaient refuser au gouvernement les moyens permettant à la bourgeoisie de maintenir sa domination (crédits militaires, crédits de conquête coloniale, etc.) » (26).

L'échec de la révolution de 1905 en Russie et les incessantes querelles entre *mencheviks* et *bolcheviks* (27), l'action de Bernstein sur le parti social-démocrate allemand, l'opposition de Jaurès à Clemenceau qui venait d'arriver au pouvoir en France, donnèrent une vigueur nouvelle aux révisionnistes, aux Congrès de Stuttgart, en 1907, de Copenhague, en 1910, et au Congrès extraordinaire de Bâle, en 1912 — réuni à l'occasion de la guerre des Balkans —, où se posa le problème de l'attitude du socialisme face à la guerre.

Alors que Vaillant, Jaurès et Gustave Hervé proposaient l'opposition par les moyens extrêmes : antimilitarisme, grève générale et même insurrection, Bebel et Guesde s'en tenaient à une action internationale pour la réduction du service militaire en attendant la suppression des armées permanentes, et le refus des crédits militaires. Il en résulta une motion nègre-blanc, recommandant aux socialistes de « faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés et qui varient naturellement suivant l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale ».

Constat de faillite, certes. Comment eût-il pu en être autrement alors que la section social-démocrate allemande, la plus puissante de toutes, fière de ses conquêtes légales sur le plan social, de l'élévation constante du niveau de vie de la classe ouvrière, avait

perdu tout élan révolutionnaire. « Parti modèle » du temps, selon l'expression de M. Jacques Droz (28), le parti social-démocrate allemand « dépasse largement en 1914 le million d'adhérents, dont 175 000 femmes, possède 89 quotidiens et plusieurs revues, a 110 députés au Reichstag. La social-démocratie constitue une véritable « contre-société », un « milieu de vie » rival de la société officielle, une manière d' « Eglise sécularisée », fondée sur une foule de groupements et d'associations qui prennent l'individu du berceau à la tombe. Ce monde est un monde ouvrier : la proportion de prolétaires oscille entre 77,4 % et 94 % dans toutes les sections du parti et 74 % des députés socialistes au Reichstag sont des travailleurs » (29). On comprend dès lors que la social-démocratie ait adopté la tendance réformiste et adopté un point de vue purement national.

Au point que Kautsky, qui avait violemment attaqué Bernstein pour ses tendances révisionnistes, se trouva amené à constater avec amertume, en 1914 : « *L'Internationale n'est pas faite pour la guerre, mais pour le temps de paix* » ...

Le déclenchement du conflit mondial de 1914 allait le démontrer avec évidence : dans tous les pays belligérants, les socialistes se plièrent sans incidents aux ordres de mobilisation. L'idéal internationaliste avait cédé devant le devoir patriotique traditionnel.

Et du coup, « la Deuxième Internationale avait vécu » (Elie Halévy).

Il y eut bien encore quelques soubresauts. Dans les derniers jours de 1914, le Bureau socialiste international, réfugié à La Haye, tenta d'établir des contacts entre socialistes français, anglais et allemands; mais il en fut empêché par les gouvernements intéressés. Les conférences réunies en Suisse, à Zimmerwald, en septembre 1915, et à Kienthal, en avril 1916, ne rassemblèrent que quelques isolés sans mandat, qui proposèrent de lancer un appel aux peuples pour qu'ils obligent leurs gouvernements à conclure la paix. « Ce pacifisme suscita l'ironie d'un révolutionnaire qui leur rappela la vieille thèse du socialisme révolutionnaire : « *La Paix ! pourquoi parlez-vous de paix ? Vous n'aurez pas de paix avant d'avoir la révolution sociale. Rentrez chez vous, tant que vous êtes, et commencez la révolution* ». Quel-

ques mois plus tard, ce révolutionnaire rentra effectivement en Russie et fit la révolution. C'était Lénine » (30).

Une dernière conférence à Stockholm, en 1917, n'eut pas plus de succès.

Finalement, la Deuxième Internationale expira au Congrès de 1919, dont la majorité rejoignit les rangs de la Troisième Internationale communiste.

LA TROISIÈME INTERNATIONALE

Fondée à Moscou par Lénine en mars 1919, sous le nom de *Komintern* (*Kom*munistiche *Intern*ationale — Internationale communiste), la Troisième Internationale se présentait comme l'héritière de la précédente. En fait, elle avait pour objet de grouper tous les Partis communistes mondiaux, pour devenir le centre directeur du mouvement communiste international, afin de s'efforcer de « répandre la Révolution dans le monde » (Elie Halévy).

Car, pour Lénine, la Révolution russe n'avait de sens que si elle parvenait à faire tache d'huile. Et on oublie trop que, le 3 juillet 1918, en donnant sa constitution à la *République socialiste fédérative soviétique de Russie,* il la déclara ouverte à tous les pays. La Troisième Internationale était destinée à la propagande en faveur de cette union avec l'U.R.S.S., en particulier auprès des Etats qui l'avoisinaient, et qui sont devenus, de gré ou de force, ses « satellites ». Pour des raisons d'opportunité — ses relations avec ses Alliés au cours de la Seconde Guerre mondiale —, Staline prononça la dissolution du Komintern le 15 mai 1943. Dissolution purement formelle, qui ne changea pratiquement rien dans les visées de Moscou.

Le 5 octobre 1947, le Komintern revit le jour sous le nouveau nom de *Kominform,* en pleine « guerre froide ». Ses attributions étaient limitées à l' « information » — lire : la transmission des mots d'ordre du Kremlin — aux Partis communistes d'U.R.S.S., de Pologne, de Bulgarie, de Roumanie, de Yougoslavie, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, d'Italie et de France. Après la mort de Staline, en 1953, le Kominform fut dissous à son tour le 17 avril

1956, en signe de « détente », spécialement à l'égard du maréchal Tito.

Il est remplacé par des Conférences plénières des Partis communistes internationaux à des dates variables.

LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

Elle fut fondée par Trotsky en 1937, après son expulsion de Russie par Staline, en 1929. Elle a pour objet la révolution permanente, telle que conçue par Léon Trotsky dans l'ouvrage qui porte ce titre (31).

Elle englobe quelques mouvements gauchistes en France, en Belgique, en Allemagne fédérale, en Italie, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en Amérique Latine et en Extrême-Orient.

L'INTERNATIONALE DE PÉKIN

Elle s'est manifestée en juin 1963 par la publication des « *Vingt-cinq points* » de Mao Tse-tung.

La première section européenne apparut trois mois plus tard en Suisse, à Berne, qui devint le centre de l'activité commerciale, politique et d'espionnage du gouvernement chinois en Europe.

L'Albanie est le seul pays à s'être officiellement inscrit à côté de Pékin.

(1) Elie Halévy, *Histoire du socialisme européen,* p. 91.
(2) Michel Mourre, *Dictionnaire d'Histoire universelle,* T. II, p. 1741.
(3) Elie Halévy, *op. cit.,* p. 198.
(4) Michel Mourre, *op. cit.,* T. I, p. 1168.
(5) Elie Halévy, *op. cit.,* p. 181.
(6) *Ibid.,* p. 205.
(7) *Ibid.,* p. 217, note (2).
(8) Michel Mourre, *op. cit.,* T. I, p. 181.
(9) Jean Elleinstein, *Réflexions sur la Commune de 1871,* p. 36.

(10) *Ibid.*, p. 62.

(11) Elie Halévy, *op. cit.*, p. 215, note (L).

(12) Jean-André Faucher, *La véritable Histoire de la Commune*, T. I, p. 84.

(13) Elie Halévy, *op. cit.*, p. 215.

(14) Jean-André Faucher, *op. cit.*, T. II, p. 78.

(15) *Ibid.*, p. 103.

(16) Elie Halévy, *op. cit.*, p. 215-216.
Les deux gendres français de Karl Marx furent Paul Lafargue et Charles Longuet.

(17) Robert Aron, *Le Socialisme français face au Marxisme*, Grasset, 1971, cité par *Valeurs Actuelles*, 16 août 1971, p. 33.

(18) Elie Halévy, *op. cit.*, p. 251.

(19) B. Potter, *Le Mouvement Corporatif en Grande Bretagne*, Glasgow, 2e éd., 1899, p. 16; d'après Elie Halévy, *op. cit.*, p. 251-252.

(20) Henry Coston, *Dictionnaire de la Politique française*, T. I, p. 514.

(21) *Ibid.*

(22) *Ibid.*, p. 515.

(23) Certains auteurs font remarquer que le choix de cette date n'était pas arbitraire, mais correspondait à l'anniversaire de la constitution de l'Ordre des Illuminés de Bavière, le 1er mai 1776.

(24) Sur la fondation de *L'Humanité* et ses avatars successifs, cf. Henry Coston, *Dictionnaire de la Politique française*, l'article qui lui est réservé.

(25) Elie Halévy, *op. cit.*, p. 268-269.

(26) Michel Mourre, *op. cit.*, T. II, p. 2005.

(27) Sur les influences qui ont préparé la Révolution d'Octobre, cf. *Une main cachée dirige...*, ch. IX.

(28) Jacques Droz, *Histoire générale du Socialisme*, P.U.F., 1974.

(29) Jean-Marie Mayen, « Les socialismes de 1875 à 1918 », in *Le Monde*, 16-17 juin 1974.

(30) Elie Halévy, *op. cit.*, p. 348.
Pour suivre plus spécialement l'évolution du socialisme français, cf. Henry Coston, *Dictionnaire de la Politique française*, T. I, p. 816 à 826.

(31) Léon Trotsky, *La Révolution permanente*, Gallimard, coll. « Idées », N.R.F., 1970.

CHAPITRE X

L'U.R.S.S. ET LE TESTAMENT DE PIERRE LE GRAND

Dans son étude sur *Le Marxisme*, le Pr Henri Lefebvre déclare sans ambages : « ... Aujourd'hui il n'existe encore dans le monde *aucune société communiste*, d'après le sens précis donné par Marx à ce mot » (1). Cette assertion, qui paraîtra étonnante à l'homme de la rue, sera considérée, au contraire, par le sociologue comme un truisme. Pour Marx, en effet , « le communisme est caractérisé par la suppression de l'Etat, par son dépassement »; « non qu'il dégénère, mais il se *résorbe* dans la société par disparition de la fonction politique, après avoir élevé la société toute entière — en la personne des individus les plus capables — au niveau de conscience et de connaissance qu'impliquent les fonctions d'organisation » (2).

Il n'est point de notre propos de discuter les idées politico-sociales de Marx. On les simplifiera à l'extrême en disant que, d'après lui, nous sommes arrivés au moment de l'histoire où l'évolution de la société doit suivre inéluctablement le processus, d'une durée indéterminée : démocratie, socialisme, communisme. Etant bien convenu que : « *Le socialisme n'est pas encore le communisme* ».

Cette remarque s'impose avant toute étude historique de la Russie depuis la Révolution d'Octobre (3). D'ailleurs, l'appellation officielle spécifie bien : Union des Républiques Socialistes Soviétiques U.R.S.S. (en russe : *Sojuz Socialistitcheskich Sovietskich Respublik S.S.S.R.*).

LE « DÉVIATIONNISME » SOVIÉTIQUE

Autre remarque capitale : « *La structure idéologique de l'U.R.S.S. s'est établie sur une succession de « déviations » du marxisme orthodoxe* ».

« En dépit de la méthodologie « scientifique » que le marxisme russe partageait avec le marxisme en général, écrit M. Joël Carmichael, il fut toujours déchiré de scissions, peut-être parce que le message des Ecritures était trop évasif pour permettre une divination précise. Le large éventail d'opinions, au sein du marxisme en général, était constellé de fractions où s'exprimaient toutes les attitudes, du réformisme tiède à la plus extrême violence. Dès le début, la social-démocratie russe baigna dans une atmosphère de luttes fractionnelles, venineuses, implacables et extravagantes au plus haut point, avec l'accompagnement obligé des dénonciations, scissions et excommunications » (4).

On doit reconnaître que nombre de ces « luttes fractionnelles » avaient pour cause une connaissance insuffisante ou erronée de l'œuvre de Marx, due à des causes diverses.

Par exemple, au manque de traductions en langue russe. C'est ainsi que, dans sa « Préface de l'édition anglaise de 1888 » du *Manifeste du Parti communiste*, Friedrich Engels note : « La première traduction russe, par Bakounine, sortit vers 1863 de l'imprimerie d'Herzen à Genève, le *Kolokol* », soit quinze ans après l'édition allemande originale de Londres. Et même pour les Russes qui auraient pu se procurer et lire les premières éditions en allemand, comme elles étaient publiées sous l'anonymat, il fallait encore qu'ils sachent que c'était l'œuvre de Marx — d'ailleurs peu connu, à l'époque.

Pour le *Capital*, les complications s'accumulent. « Le premier livre du *Capital*, écrit Elie Halévy, parut en 1867. Les livres II et III furent publiés, respectivement, en 1885 et 1894, après la mort de Marx (1883), par les soins de Engels. Marx a travaillé à l'élaboration du *Capital* depuis 1850. En 1859 il avait publié le premier fascicule d'une *Critique de l'Economie politique* qui n'avait eu aucun succès.

« Marx, dans cet écrit, prenait plaisir à exprimer sa pensée en jargon hégélien et il la rendait ainsi difficile et obscure (...).

« *Le Capital* est très différent du livre de 1859. Au British Museum, Marx n'avait pas seulement étudié les théories économiques, il avait aussi lu les historiens, accumulé les matériaux en vue d'une histoire des classes populaires en Angleterre. Il a ainsi enrichi d'érudition historique les analyses théoriques du *Capital*. Celui-ci est à la fois traité d'économie politique et d'histoire » (5).

Ainsi, pour connaître en son dernier avatar la pensée en constante évolution de Marx, il fallait attendre plus de cinquante ans entre le *Manifeste* et *Le Capital*. D'un autre côté, si la traduction russe du premier livre du *Capital* parut en 1869, deux ans seulement après l'original, combien de gens étaient capables d'achever et d'assimiler la lecture d'un ouvrage aussi imposant que diffus ? On comprend donc les nombreuses « déviations » du marxisme russe.

« A l'exemple de Kautsky, écrivent Pierre et Monique Favre, les socialistes européens membres de la Deuxième Internationale professent, au début du XX^e^ siècle, un marxisme qui est une déformation mécaniste du matérialisme historique. Jugeant le devenir définitivement ordonné par les lois de la dialectique, et tenant les faits économiques pour stricts déterminants des faits politiques, les socialistes peuvent se contenter d'*attendre* que l'histoire apporte, en temps voulu, la révolution prolétarienne.

« Dans cette attente, leur but est d'obtenir des améliorations de la condition ouvrière en composant avec les gouvernements bourgeois. Le marxisme diffusé en Russie à partir de 1880 est conforme à cette interprétation dominante (...). Ainsi, les *mencheviks* (...) approuvés par Kautsky, cautionnés par toutes les autorités du marxisme européen, se font un dogme de soumettre l'action politique à une loi intangible des révolutions (...).

« ... au marxisme orthodoxe des mencheviks s'oppose le marxisme des *bolcheviks* auquel sera donné plus tard le nom de marxisme-léninisme. Les mencheviks et autres « orthodoxes » attendent une révolution bourgeoise. Lénine ... l'annonce prolétarienne et paysanne. Les premiers attendent la révolution promise par leur matérialisme historique, le second leur dit de la

faire. Par dessus une génération que le positivisme a marquée, Lénine renoue avec Marx » (6).

Mais ce retour aux sources exigeait, néanmoins, des adaptations. Comme Marx, Lénine envisageait bien la prise du pouvoir par le prolétariat en vue du but final du communisme, la disparition de l'Etat. Mais, pour cette prise de pouvoir, Lénine posait comme principes de base (Pierre et Monique Favre) :

a) L'action révolutionnaire est toujours nécessaire. Elle a besoin de l'intervention humaine.

b) « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire ».

c) Action et théorie révolutionnaires n'ont de valeur que par leur efficacité; il faut donc les confronter sans cesse avec la réalité objective, et, éventuellement, les modifier en fonction du réel — c'est la *tactique* —, mais sans perdre de vue le but à long terme — c'est la *stratégie.*

d) A cet effet, « la tâche la plus urgente des révolutionnaires est d'acquérir une connaissance scientifique de la réalité contemporaine », en dressant à l'échelle *mondiale* et en tenant à jour « l'inventaire minutieux de *toutes* les données économiques fondamentales de l'époque présente ».

Or, dans son opuscule : *Que faire ?* paru en 1902, Lénine était forcé de constater que le prolétariat, éparpillé dans de nombreuses entreprises, où il est obsédé par la lutte syndicale réformiste, « n'a pas instinctivement une authentique conscience de classe, ni un but révolutionnaire. « Comment donc obéir à l'impératif marxiste : « L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre de la classe ouvrière elle-même » (*Adresse inaugurale* de la Première Internationale) ?

Pour Lénine, dont l'attention se portait principalement sur la Russie tsariste — qu'il affirmait devoir être le siège de la première révolution prolétarienne, et qui, peu industrialisée, avait un prolétariat composé en grande majorité de paysans analphabètes —, une seule solution : le *Parti,* centralisé, discipliné, dirigé par un noyau d'intellectuels, de révolutionnaires professionnels et de prolétaires, s'efforçant de concilier la théorie et la pratique pour toute décision, en liaison constante avec la base. Et, afin d'assurer l'efficacité de son action, Lénine prônait le Parti *national.*

D'autant que, à l'en croire, la disparition de l'Etat ne serait pas la conséquence immédiate de la prise du pouvoir par le prolétariat. Il y aurait obligatoirement une période de transition, qui imposerait, au contraire, le renforcement du pouvoir discrétionnaire de l'Etat prolétarien, pour permettre l'écrasement définitif de la bourgeoisie et l'instauration d'une nouvelle société sur des données économiques révolutionnaires. Cette période de transition exigerait la *dictature du prolétariat,* que seule pourrait exercer la fraction consciente des travailleurs, c'est-à-dire la direction du Parti. Mais comme sa durée et ses formes varieront suivant le degré de développement de chaque pays, le Parti devra donc être national.

Ces conceptions, qui allaient être adoptées comme doctrine du *bolchevisme,* ne pouvaient manquer de soulever l'opposition des socialistes internationaux qui, au Congrès d'Amsterdam de 1904, avaient énergiquement condamné « toute tentative pour remplacer la lutte des classes par une politique de concessions à l'ordre établi », fût-ce à titre tactique, et qui avaient désavoué pour cela les thèses réformistes. La querelle donna lieu à un violent conflit, et « tout le monde connaît les violentes diatribes de Lénine contre « l'infantilisme » du marxisme européen et les polémiques de Boukharine et de Plekhanov contre l'école autrichienne, représentée par Kautsky et Adler, et contre le socialisme de la Deuxième Internationale » (7). En Russie même, la doctrine de Lénine heurtait les mencheviks, dont elle attaquait l'attentisme.

En fin de compte, avec la fuite de Kérensky, le 1/14 novembre 1917, les bolcheviks étaient devenus les maîtres de la Russie. Mais deux ans plus tard, toutes les tentatives de putsch type soviétique en Europe — Rosa Luxembourg, Karl Liebnecht et les Spartakistes en Allemagne, Bela Kun en Hongrie, Amadeo Bordiga et Antonio Gramsci en Italie — ont échoué. Or, écrit M. Joël Carmichael : « bien que durant la tourmente révolutionnaire il ait changé de position quant à la possibilité de conquérir le pouvoir, Lénine ne pensa jamais que la réalisation du socialisme était concevable dans une Russie isolée et primitive. Personne, en l'occurrence, ne le croyait non plus parmi les autres fractions du mouvement révolutionnaire de ce temps. Et il était impossible de prévoir ce qui se passerait si la révolution euro-

péenne échouait (comme tel fut le cas), puisque la question se posait pour la première fois dans l'Histoire (...).

« Qu'allait-il arriver à ce parti bolchevique, prétendant représenter l'avant-garde du prolétariat russe, alors que dans un pays arriéré, il se lançait dans une expérience socialiste risquée et devait assumer en solitaire de gigantesques responsabilités administratives ? (...).

« Ni les uns ni les autres ne soupçonnèrent que le Parti serait *immédiatement* et *inévitablement* transformé et même corrompu par rapport à son idéalisme d'autrefois.

« Cette corruption ne serait pas nécessairement d'ordre spirituel. Elle naîtrait de l'expansion de l'appareil du Parti, en vue de satisfaire aux nouveaux besoins de l'administration du pays. Le Parti allait être corrompu par l'éléphantiasis progressive de son appareil, la création d'une bureaucratie immense s'élevant au-dessus des masses, et la différenciation progressive des revenus réels, le tout coiffé de forces de police en croissance illimitée et destinées à maintenir la population sous le joug jusqu'à la réalisation d'un idéal utopique.

« Et l'ancienne troupe de révolutionnaires professionnels fut de la sorte métamorphosée d'un groupe d'intellectuels en un corps d'administrateurs » (8).

Mais cette mutation n'était pas sans danger. En fonctionnarisant la fraction militante du prolétariat, déjà très minoritaire lors de la Révolution d'Octobre (9), elle en avait émoussé « la force créatrice », au moment même — mars 1921 — où Lénine, pour assurer le ravitaillement des villes, se voyait contrait de faire adopter par le X[e] Congrès du Parti communiste la N.E.P. (*Novaïa Ekonomitcheskaïa Politika* — Nouvelle Politique Economique), qui concédait aux paysans une restauration limitée du capitalisme. Boukharine aura beau prétendre que la N.E.P. n'était qu'un artifice pour intégrer la classe paysanne récalcitrante dans le socialisme, il n'en restait pas moins que ce retour partiel à l'économie capitaliste risquait de faire évoluer l'Etat soviétique vers une démocratie bourgeoise.

Pour écarter ce danger, Lénine s'employa à renforcer l'autorité du Parti aux dépens de la classe. Tandis qu'il envoyait Trotsky, à la tête de l'Armée rouge qu'il avait réorganisée, mater durement

la révolte des marins de Kronstadt (mars 1921), il faisait supprimer par le X[e] Congrès la liberté d'expression, ce qui contraignait au silence les mencheviks et les anarchistes. En outre, en accroissant la centralisation administrative et en attribuant au secrétariat du Parti la nomination des permanents, il donna aux dirigeants du Parti la haute main sur tout l'énorme appareil bureaucratique.

A la dictature du prolétariat était substituée la dictature du Parti.

Le 3 avril 1922, « dans des circonstances encore mal définies » (P. et M. Favre), Staline fut nommé secrétaire général du Parti, malgré l'opposition de Trotsky. La querelle entre les deux hommes prit une telle ampleur que Lénine dut intervenir à plusieurs reprises. Mais, le 26 mai 1922, une attaque d'apoplexie obligeait Lénine à ralentir son activité; une seconde attaque, le 9 mars 1923, le priva de l'usage de la parole et le laissa à demi paralysé : il devait mourir le 21 janvier 1924.

Dès lors, se manifestèrent des dissensions dans le Parti. La droite, avec Boukharine, était persuadée que, pour survivre, le régime était obligé de s'appuyer sur les paysans et que, par suite, il fallait poursuivre la politique de la N.E.P.. A quoi s'opposait violemment Trotsky, au nom de la gauche. Pour lui : la N.E.P. était la négation du socialisme et risquait de faire basculer la paysannerie dans la contre-révolution bourgeoise; restreindre la révolution à la seule Russie serait la laisser en butte aux attaques politiques et économiques des régimes capitalistes, alors que sa seule chance de durée était l'établissement du socialisme mondial par la « révolution permanente »; le Parti n'étant que l'expression de la masse prolétarienne, son appareil devait donc être assujetti à la base, au lieu d'en être l'oppresseur par sa bureaucratie.

Cette position fut violemment attaquée par Staline au Congrès de 1923; il défendit la N.E.P. comme mesure d'opportunité, préconisa l'édification du socialisme dans la seule Russie puisqu'il avait échoué dans les autres pays, ce qui entraînait un renforcement « monolithique » du Parti pour préserver le régime soviétique contre « l'encerclement capitaliste » au dehors et les menées subversives à l'intérieur.

La mort de Lénine allait permettre à Staline, par un savant

jeu de bascule et en s'appuyant sur l'appareil du Parti, de se débarrasser de ses adversaires : Trotsky d'abord, puis les chefs du centre, Zinoviev et Kamenev, aux attitudes mal définies, enfin Boukharine et ses amis Rykov et Tomsky (10).

Le « déviationnisme » soviétique était arrivé à son terme : après la dictature du prolétariat, puis la dictature du Parti, la dictature d'un homme, objet du « culte de la personnalité ».

Le marxisme de Staline, devenu doctrine officielle de l'Etat soviétique, n'est plus qu'un piètre ersatz de l'idéologie de Marx et Engels. « S'il cultive dans ses écrits la clarté, et vise à faire œuvre de pédagogue, écrivent Pierre et Monique Favre, il se fonde volontiers sur des simplifications, néglige les investigations scientifiques, substitue au matérialisme dialectique une simple relation mécanique des contraires. Le marxisme devient sous sa plume un invariable catéchisme, constitué à base de textes de Marx, de Lénine, tronqués et privés de leur substance dialectique » (11).

Et pour étayer son autorité, il s'appliqua à renforcer le monolithisme impératif du Parti :

« a) Le parti ne peut accepter la critique, puisque la critique le prive de l'unanimité qui, seule, lui donne la force de briser les résistances intérieures et extérieures; ceux qui suscitent des discussions en son sein, se transforment « objectivement » en traîtres à la classe ouvrière; b) Le parti est seul en mesure de déterminer la vérité historique, scientifique, artistique (...); c) Enfin, le Parti communiste de l'Union soviétique, étant le seul parti communiste au pouvoir, a mission de guider les partis communistes des autres pays, et éventuellement de leur imposer toutes directions conformes à son intérêt propre, défini comme identique à celui du prolétariat mondial » (12).

LE MESSIANISME SOVIÉTIQUE

Cette dernière prescription a été généralement considérée comme un réflexe de défense de l'Union soviétique après l'échec des mouvements révolutionnaires européens des années 1919-1920. Pour en découvrir le sens profond, elle est à rapprocher des

résolutions prises au 2e Congrès de la Troisième Internationale (Komintern), réunissant à Moscou, en juillet-août 1920, les dirigeants marxistes d'Europe. Ils y adoptèrent les *vingt et une conditions* exigées par Lénine pour l'adhésion à l'Internationale.

« Ces partis, qui s'appelleront désormais « communistes », ont à écarter leurs éléments réformistes, hostiles à la révolution bolchevique, et devront établir dans leurs rangs « une discipline de fer confinant à la discipline militaire ». La propagande et l'agitation, y compris parmi les militaires et les paysans, seront leur travail quotidien. Ils doivent « créer partout, parallèlement à l'action légale, un organisme clandestin », « soutenir, non en paroles, mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies », et « conquérir les syndicats » en y implantant des « noyaux communistes ». Les partis communistes, soutenus dans leur avancée révolutionnaire par le premier Etat socialiste, lui doivent en retour un soutien sans réserve, comme ils doivent se soumettre aux décisions prises collectivement au sein de la Troisième Internationale communiste » (13).

Qui oserait prétendre que ce programme n'est pas appliqué à la lettre encore de nos jours, même si les partis manifestent parfois quelque grogne ? Or, il ne paraît pas qu'il s'agisse là d'un programme défensif, mais bien plutôt d'*un plan de subversion générale, dirigé dans chaque pays par* « un organisme clandestin » *parallèle à l'appareil légal du Parti.*

Et, précisent les instructions de Staline, ces partis communistes nationaux sont « guidés » par le Parti communiste de l'Union soviétique, qui peut « leur imposer toutes directions conformes à son intérêt propre, défini comme identique à celui du prolétariat mondial ».

Si les mots ont encore un sens, *on se trouve là devant une organisation visant à rien moins qu'à établir la suprématie de l'U.R.S.S. sur le monde.*

Lénine n'a-t-il pas déclaré : « Quand la Russie sera bolchevisée, nous serons patriotes russes et nous entrerons en lutte contre nos voisins, si les intérêts du pays et de la révolution l'exigeaient » ?

Ce qui faisait écrire, en 1949, au Pr George Uscatesco :

« On a dit que le bolchevisme avait comprimé en formes révolutionnaires le messianisme russe, sans supprimer complètement

l'élément national. Aujourd'hui, à la lumière de trente années de dictature bolchevique, apparaît patente la formule inverse du procès : l'immersion des formes révolutionnaires dans le grand flux historique, permanent, du messianisme russe à fond asiatique » (14).

Et M. Uscatesco précise :

« Les marxistes russes avaient été les premiers à proclamer que la révolution communiste ne pouvait triompher que par le moyen de la révolution mondiale. Cette idée avait été exprimée déjà en termes clairs par Boukharine, en 1917, dans son fameux *A B C du communisme*. Avec Staline, le génie russe s'est emparé de cette idée en l'orientant dans un sens exclusivement national, impérialiste et slavophile, et en la présentant au monde sous les aspects séducteurs de la doctrine socialiste et internationaliste et de la libération de la quatrième classe » (15).

Le messianisme russe a été formulé pour la première fois dans un document connu sous le nom de *Testament de Pierre le Grand*. Il a été rendu public vers 1836 par un ouvrage de Frédéric Gaillardet, intitulé *Mémoires du Chevalier d'Eon*, œuvre apocryphe, comme le reconnaît son auteur qui, dans sa préface à l'édition de 1866, écrit : « Mon imagination travailla donc, et il résulta de ce travail que mon livre se composa d'une partie authentique et d'une partie, mettons... romanesque » (16). D'où l'accusation de pastiche qui a été portée à plusieurs reprises contre le *Testament*, attribué à l'imagination du chevalier d'Eon, de Voltaire, voire de Napoléon. Mais, comme le soutient le Pr Uscatesco, authentique ou non, « les événements ultérieurs et toutes les directives de la politique russe depuis lors jusqu'à nos jours confirment en totalité les idées qu'il contient » (17).

A en croire les *Mémoires du Chevalier d'Eon*, c'est en 1756, au cours de son second voyage à Moscou — en habits d'homme, cette fois — que d'Eon aurait découvert le *Testament* dans les archives secrètes de la bibliothèque du palais impérial de Saint-Pétersbourg. Il en aurait pris copie, qu'il aurait remise « entre les mains de l'abbé de Bernis, ministre des affaires étrangères, et celles de Louis XV lui-même, en 1757 ».

« Voici cette pièce, dont nous regrettons que le chevalier d'Eon ait mutilé les considérations préliminaires ».

COPIE DU PLAN DE DOMINATION EUROPÉENNE, LAISSÉ PAR PIERRE LE GRAND A SES SUCCESSEURS AU TRÔNE DE LA RUSSIE, ET DÉPOSÉ DANS LES ARCHIVES DU PALAIS DE PÉTERHOF, PRÈS SAINT-PÉTERSBOURG.

« Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité, Nous, Pierre, empereur et autocrate de toute la Russie, etc., à tous nos descendants et successeurs au trône et gouvernement de la nation russienne...

Ici Pierre Ier établit que, d'après ses vues, qu'il croit celles de la Providence, il regarde le peuple russe appelé, dans l'avenir, à la domination générale de l'Europe. Il fonde cette pensée sur ce que, d'après lui, les nations européennes sont arrivées, pour la plupart, à un état de vieillesse voisin de la caducité, ou qu'elles y marchent à grands pas; d'où il suit qu'elles doivent être facilement et indubitablement conquises par un peuple jeune et neuf, quand ce dernier aura atteint toute sa force et toute sa croissance. Le monarque russe regarde cette invasion future des pays de l'occident et de l'orient par le nord, comme un mouvement périodique arrêté dans les desseins de la Providence qui a ainsi régénéré, dit-il, le peuple romain par l'invasion des Barbares. Il compare ces émigrations des hommes polaires au flux du Nil qui, à certaines époques, vient engraisser de son limon les terres amaigries de l'Egypte. Il ajoute que la Russie, qu'il a trouvée *rivière* et qu'il laissera *fleuve*, deviendra, sous ses successeurs, une grande *mer* destinée à fertiliser l'Europe appauvrie, et que ses flots déborderont malgré toutes les digues que des mains affaiblies pourront leur opposer, si ses descendants savent diriger le cours. C'est pourquoi il leur laisse les enseignements dont la teneur suit...

I

« Entretenir la nation russienne dans un état de guerre continuelle, pour tenir le soldat aguerri et toujours en haleine : ne le laisser reposer que pour améliorer les finances de l'Etat, refaire les armées et choisir les moments opportuns pour l'attaque. Faire ainsi servir la paix à la guerre, et la guerre à la paix, dans l'intérêt de l'agrandissement et de la prospérité croissante de la Russie.

II

« Appeler par tous les moyens possibles, de chez les peuples les plus instruits de l'Europe, des capitaines pendant la guerre et des savants pendant la paix, pour faire profiter la nation russe des avantages des autres pays sans lui faire rien perdre des siens propres.

III

« Prendre part en toute occasion aux affaires et démêlés quelconques de l'Europe, et surtout à ceux de l'Allemagne, qui, plus rapprochée, intéresse plus directement.

IV

« Diviser la Pologne en y entretenant le trouble et des jalousies continuelles; gagner les puissants à prix d'or; influencer les diètes, les corrompre, afin d'avoir action sur les élections des rois; y faire nommer ses partisans, les protéger, y faire entrer les troupes russiennes, et y séjourner jusqu'à l'occasion d'y demeurer tout à fait. Si les puissances voisines opposent des difficultés, les apaiser momentanément en morcelant le pays, jusqu'à ce qu'on puisse reprendre ce qui aura été donné.

V

« Prendre le plus qu'on pourra à la Suède, et savoir se faire attaquer par elle pour avoir prétexte de la subjuguer. Pour cela, l'isoler du Danemarck et le Danemarck de la Suède, et entretenir avec soin leurs rivalités.

VI

« Prendre toujours les épouses des princes russes parmi les princesses d'Allemagne pour multiplier les alliances de famille, rapprocher les intérêts, et unir d'elle-même l'Allemagne à notre cause en y multipliant notre influence.

VII

« Rechercher de préférence l'alliance de l'Angleterre pour le commerce, comme étant la puissance qui a le plus besoin de nous

pour sa marine, et qui peut être le plus utile au développement de la nôtre. Echanger nos bois et autres productions contre son or, et établir entre ses marchands, ses matelots et les nôtres des rapports continuels, qui formeront ceux de ce pays à la navigation et au commerce.

VIII

« S'étendre sans relâche vers le nord, le long de la Baltique, ainsi que vers le sud, le long de la mer Noire.

IX

« Approcher le plus possible de Constantinople et des Indes. Celui qui y régnera sera le vrai souverain du monde. En conséquence, susciter des guerres continuelles, tantôt au Turc, tantôt à la Perse; établir des chantiers sur la mer Noire; s'emparer peu à peu de cette mer, ainsi que de la Baltique, *ce qui est un double point nécessaire à la réussite du projet;* hâter la décadence de la Perse; pénétrer jusqu'au golfe Persique; rétablir, si c'est possible, par la Syrie, l'ancien commerce du Levant, et avancer jusqu'aux Indes, qui sont l'entrepôt du monde.

« Une fois là, on pourra se passer de l'or de l'Angleterre.

X

« Rechercher et entretenir avec soin l'alliance de l'Autriche; appuyer en apparence ses idées de royauté future sur l'Allemagne, et exciter contre elle, par-dessous main, la jalousie des princes.

« Tâcher de faire réclamer des secours de la Russie par les uns ou par les autres, et exercer sur le pays une espèce de protection qui prépare la domination future.

XI

« Intéresser la maison d'Autriche à chasser le Turc de l'Europe, et neutraliser ses jalousies lors de la conquête de Constantinople, soit en lui suscitant une guerre avec les anciens Etats de l'Europe, soit en lui donnant une portion de la conquête, qu'on lui reprendra plus tard.

XII

« S'attacher et réunir autour de soi tous les Grecs désunis ou schismatiques qui sont répandus, soit dans la Hongrie, soit dans la Turquie, soit dans le midi de la Pologne; se faire leur centre, leur appui, et établir d'avance une prédominance universelle par une sorte de royauté ou de suprématie sacerdotale : ce seront autant d'amis qu'on aura chez chacun de nos ennemis.

XIII

« La Suède démembrée, la Perse vaincue, la Pologne subjuguée, la Turquie conquise, nos armées réunies, la mer Noire et la mer Baltique gardées par nos vaisseaux, il faut alors proposer séparément et très secrètement, d'abord à la cour de Versailles, puis à celle de Vienne, de partager avec elles l'empire de l'univers.

« Si l'une des deux accepte, ce qui est immanquable, en flattant leur ambition et leur amour-propre, se servir d'elle pour écraser l'autre; puis écraser à son tour celle qui demeurera, en engageant avec elle une lutte qui ne saurait être douteuse, la Russie possédant déjà en propre tout l'orient et une grande partie de l'Europe.

XIV

« Si, ce qui n'est point probable, chacune d'elles refusait l'offre de la Russie, il faudrait savoir leur susciter des querelles et les faire s'épuiser l'une par l'autre. Alors, profitant d'un moment décisif, la Russie ferait fondre ses troupes rassemblées d'avance sur l'Allemagne, en même temps que deux flottes considérables partiraient l'une de la mer d'Azov et l'autre du port d'Archangel, chargées de hordes asiatiques, sous le convoi des flottes armées de la mer Noire et de la mer Baltique. S'avançant par la Méditerranée et par l'Océan, elles inonderaient la France d'un côté, tandis que l'Allemagne le serait de l'autre, et ces deux contrées vaincues, le reste de l'Europe passerait facilement et sans coup férir sous le joug.

« Ainsi peut et doit être subjuguée l'Europe ! »

A la lecture de ce texte, on ne sait ce qui stupéfie le plus, de la profondeur de vues et du machiavélisme de son auteur — quel qu'il soit — ou de la constance des successeurs de Pierre le Grand à en poursuivre fidèlement les prescriptions, Telle Catherine II, pourtant Allemande d'origine, enlevant la Russie Blanche à la Pologne en 1772, les rives de la mer Noire à la Turquie en 1774 et la Crimée en 1792, s'emparant de Varsovie en 1794. Tel aussi le « mystique » Alexandre Ier se faisant attribuer la Finlande par la Suède en 1809, comme prix de son alliance avec Napoléon Ier, contre lequel il devait coaliser la Sainte-Alliance. Ou encore Nicolas Ier, qui donna à la Sainte-Alliance « une orientation nationaliste et même messianique russe » (Michel Mourre). Pour arriver à Joseph Staline, « le plus russe des tsars moscovites » (George Uscatesco), dont le plan exposé en 1939 devant le Soviet Suprême était « destiné à lancer dans une guerre fraticide les nations du monde occidental pour se jeter ensuite sur le Continent comme sur une proie épuisée et facile à dominer » (17).

Si l'on retranche de ces quatorze propositions celles déjà exécutées ou devenues sans objet — comme les alliances princières russo-allemandes —, certaines sont d'une brûlante actualité, telles :

— l'alternance de la guerre froide et de la coexistence pacifique (I);

— l'appel à la haute technicité occidentale (II);

— l'intervention constante dans toutes les affaires d'Europe, et plus spécialement dans celles d'Allemagne (III);

— l'encerclement de l'Europe : par la Méditerranée (flotte russe, points d'appui en pays arabes et en Grèce, réouverture du canal de Suez) et par l'Atlantique (révolution portugaise) (XIV).

⁂

La conception soviétique est fondée sur une profonde antinomie : alors que ni la masse populaire, ni l' « intelligentsia » n'ont admis les réformes de Pierre le Grand, les dirigeants russes n'ont cessé de poursuivre son œuvre pour s'assurer la « domination européenne ».

La réaction populaire est symbolisée par la révolte des *raskolniki* (schismatiques — ainsi appelés au XVII[e] siècle pour leur refus d'accepter les réformes liturgiques du patriarche Nikone), qui considéraient Pierre le Grand comme l'Antéchrist et ses réformes comme le présage de la fin du monde.

Quant à l'opposition de l' « intelligentsia », ses motifs en sont exposés dans les *Lettres philosophiques* de Tchaadiev, qui écrivait, vers 1836 : « Venus au monde, comme des enfants illégitimes, sans héritage, sans lien avec les hommes qui nous ont précédés sur la terre, nous n'avons rien dans nos cœurs des enseignements antérieurs à nos propres existences. Ce qui est habitude, instinct chez les autres peuples, il faut que nous le fassions entrer dans nos têtes à coups de marteau. Nous sommes, pour ainsi dire, étrangers à nous-mêmes. Nous marchons si singulièrement dans le temps qu'à mesure que nous avançons, la veille nous échappe sans retour. C'est une conséquence naturelle d'une culture toute d'importation et d'imitation. Il n'y a pas chez nous de développement intime, de progrès naturel; les nouvelles idées balaient les anciennes, parce qu'elles ne viennent pas de celles-là et qu'elles tombent on ne sait d'où. Ne prenant que les idées toutes faites, la trace ineffaçable qu'un mouvement progressif grave dans les esprits, et qui fait leur force, ne sillonne pas nos intelligences » (18).

Aussi suffira-t-il que, sur une trame du Juif allemand Karl Marx, le Juif Vladimir Ilitch Oulianov dit Lénine (19), assisté du Juif Leiba ou Lev Davidovitch Bronstein dit Trotsky, brode sa « déviation » de communisme pour qu'elle soit acceptée par l'intelligentsia. Après quoi, selon les dire de Lénine lui-même, « les juifs formèrent les principaux cadres de la révolution et portèrent la semence du socialisme parmi les masses russes plus arriérées (...). Il est bien connu que sur les 12 qui dirigèrent avec Lénine la Révolution d'Octobre, 6 étaient d'origine juive » (20).

Or, écrit M. Henri Massis, : « On s'est trop accoutumé à ne voir dans le bolchevisme qu'une théorie sociale et politique; et les emprunts qu'il a pu faire à certains systèmes européens, comme le marxisme, n'ont pas peu contribué à céler sa véritable nature. La réalité est bien plus grave. Le bolchevisme est un danger, parce qu'il se fonde sur un principe anti-occidental, anti-humain, qu'il est l'antagoniste logique et résolu de la grande tradition spirituelle dont nous sommes les tenants.

« Cette tradition, la Russie ne l'avait adoptée qu'avec un sentiment de dépendance et de honte. Libérée de ses liens étrangers, la voici qui se retourne contre ce qui ne lui paraît plus qu'avoir été la cause de ses humiliations et de ses déchéances. Aussi bien la révolution russe n'est-elle que la fin d'une équivoque, d'un paradoxe qui durait depuis le règne de Pierre le Grand. Le tsar Nicolas II n'est pas tombé victime d'une doctrine européenne du progrès. C'est Pierre I[er] qu'on a tué dans sa personne; et sa chute a ouvert devant l'âme populaire russe, non pas, comme on a pu le croire, le chemin de l'Europe, mais celui du retour à l'Asie » (21).

Et c'est Dostoievski, le fondateur du mouvement eurasiatique, qui s'écrie : « Notre avenir est en Asie ! Fuyons Saint-Pétersbourg ! Retournons à Moscou ! Soyons Asiates, soyons Sarmates ! »

Et c'est Bakounine déclarant : « Le précis de notre doctrine se résume dans l'opposition à l'Occident ».

Et c'est Block s'écriant : « Oui, nous sommes des Asiates, aux yeux avides et louches ».

Mais il est typique des contradictions de l'âme russe que ceux-là mêmes qui sont les plus acharnés à jeter l'anathème contre les réformes de Pierre le Grand soient ceux qui reprennent avec le plus d'insistance sa pensée directrice : l'Europe est en totale décadence, et il est de la mission de la Russie de régénérer le monde. Ainsi en est-il des slavophiles Kireievski et Danilevski, des occidentalistes anarchistes Herzen et Bakounine, des spiritualistes Dostoievski et le moine Philothée, promoteur de la doctrine de la « troisième Rome ».

Or Ernest Renan, dès 1870, nous prévenait :

« Il existe encore dans le monde un réservoir de forces barbares, placées presque toutes sous le contrôle de la Russie. Tant que les nations civilisées conserveront leur forte organisation, le rôle de cette barbarie est à peu près réduit à néant (...) La Russie n'est un danger que si le reste de l'Europe l'abandonne à la fausse idée d'une originalité qu'elle n'a peut-être pas et lui permet de réunir en un faisceau les peuplades barbares du centre de l'Asie, peuplades tout à fait impuissantes par elles-mêmes, mais

capables de discipline et fort susceptibles, si l'on n'y prend garde, de se grouper autour d'un Gengiskhan moscovite » (22).

Et, au Congrès communiste de Bakou de 1920, le président de la troisième Internationale, Zinoviev déclarait que l'U.R.S.S. s'intéressait à l'Asie parce qu'elle avait besoin des huit cents millions d'Asiatiques pour détruire l'impérialisme et le capitalisme européens.

Alors que, pour M. Henri Massis, « la culture hellénique, le monde latin, la civilisation chrétienne n'ont jamais rencontré d'ennemi plus lucide, plus implacable que celui qui s'appuie aux contreforts de l'Oural » (23), les Occidentaux, par une inconcevable stupidité, se disputent pour fournir à la Russie les fonds et les produits de haute technicité qu'elle est incapable de concevoir, réalisant ainsi la prophétie de Lénine : « Les capitalistes occidentaux viendront nous offrir les cordes avec lesquelles nous les pendrons ».

(1) Henri Lefebvre, *Le Marxisme*, P.U.F., Coll. « Que sais-je ? », 1974, p. 103.

(2) *Ibid.*, p. 100-101.

(3) Sur les origines de la Révolution d'Octobre, cf. *Une main cachée dirige...*, chap. IX.

(4) Joël Carmichaël, *Histoire de la Révolution russe*, p. 44.

(5) Elie Halévy, *Histoire du socialisme européen*, p. 133-134.

(6) Pierre et Monique Favre, *Les marxismes après Marx*, P.U.F., Coll. « Que sais-je ? », 1975, p. 33-35.

C'est au Congrès du Parti social-démocrate russe, tenu à Londres en 1903, que s'opéra la scission entre :

— les *mencheviks* (du russe *mencheviki* ou minoritaires), « sympathisants intellectuels » de la révolution, mais adversaires de la violence, jugée par eux inopérante et nuisible; ils étaient partisans de réformes démocratiques dans le cadre du régime existant;

— les *bolcheviks* (de *bolcheviki* ou majoritaires) qui, à la suite de Lénine, se voulaient « révolutionnaires professionnels ».

(7) George Uscatesco, *Mort de l'Europe ?*, p. 74.

(8) Joël Carmichaël, *op. cit.*, p. 343-346.

(9) Lénine reconnaissait : « Nous avons un Etat ouvrier (...) avec cette particularité que c'est la population paysanne et non ouvrière qui domine dans le pays ».

(10) Staline parachèvera cette élimination, à partir de 1935, par les procès de Moscou, terminés par les exécutions de Kaménev, Zinoviev, le maréchal Toukhatchevski, Boukharine, Rykov, Tomsky, etc. Quant à Trotsky, expulsé de Russie en 1929, réfugié à Constantinople où il fonda sa IV^e^ Internationale, après un long périple, il se fixa à Mexico, où il fut assassiné par un agent de Staline le 21 août 1940.

(11) Pierre et Monique Favre, *op. cit.*, p. 81-82.

(12) *Ibid.*, p. 82.

(13) *Ibid.*, p. 75.

On trouvera le texte in-extenso des 21 conditions dans le *Dictionnaire de la Politique française*, T. I, p. 784 et suiv.

(14) George Uscatesco, *op. cit.*, p. 78.

(15) *Ibid.*, p. 82.

(16) *Mémoires du Chevalier d'Eon*, Grasset, 1935, p. 16.

Le texte du *Testament* est reproduit d'après ce livre; seules les « considérations préliminaires », « mutilées » par le chevalier d'Eon, ont été quelque peu abrégées.

(17) George Uscatesco, *op. cit.*, p. 53.

(18) Cité par Henri Massis, *Défense de l'Occident*, p. 85-86.

(19) Cf. *L'Arche*, revue du Fonds Social Juif, n° 161, 1970, p. 27; cité par *Lectures Françaises* de novembre 1970.

(20) *La Presse Nouvelle Hebdomadaire*, journal juif publié à Paris, 10 juillet 1970, p. 5; cité par *Lectures Françaises* de novembre 1970.

(21) Henri Massis, *op. cit.*, p. 73-75.

(22) *Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1870; citée par Henri Massis.

(23) Henri Massis, *op. cit.*, p. 73.

CHAPITRE XI

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Après la disparition de la deuxième Internationale, des socialistes indépendants se groupèrent dans l'Union de Vienne, de 1919. Puis les diverses tendances socialistes non communistes se réunifièrent au Congrès de Hambourg, en 1923.

« S'opposant désormais aux partis communistes qui voulaient coordonner toute l'action du mouvement ouvrier mondial sous la direction de Moscou, les partis socialistes qui ne reconnaissaient pas la troisième Internationale soulignèrent la nécessité de concilier la socialisation des moyens de production et d'échange avec le respect de la personne humaine et des libertés démocratiques; ils protestèrent contre l'asservissement de l'individu à un Etat totalitaire. Abandonnant de plus en plus le déterminisme marxiste, ils réhabilitèrent les valeurs d'idéalisme et de volontarisme de l'ancien « socialisme utopique »; enfin, en se donnant pour objectif ultime la conquête légale du pouvoir, ils accentuèrent leur collaboration avec les autres partis démocratiques, à l'échelon parlementaire comme à l'échelon ministériel, dans la recherche d'une plus grande justice sociale, non par le collectivisme intégral, mais par des mesures réformistes telles que la nationalisation des industries-clés, la planification et le développement de la législation sociale » (1).

Cette organisation se disloqua en 1931. Ressuscitée en 1946 par les travaillistes anglais au Congrès de Clacton, elle fut reconstituée au Congrès de Francfort, en 1951 (2).

En 1973, l'*Internationale socialiste* groupait 54 Partis socialistes appartenant à 35 nations, avec siège à St John's High Street, Londres N.W., et annexe à Luxembourg.

La XIV[e] Réunion de l'Internationale socialiste, décidée à Londres, les 9-10 décembre 1972, par le Bureau central, se tint

à Paris, au Palais du Sénat, les 13 et 14 janvier 1973. Sa convocation avait donné lieu à de vives controverses; et le président de la République Georges Pompidou, lui-même, avait déclaré inopportune pareille réunion en pleine campagne pour les élections législatives. Ce qui, dans *L'Aurore* du 29 décembre 1972, avait motivé cet entrefilet :

« *Question de tact* — Comme c'est *La Nation* alors organe de la majorité qui le dit, sous la signature de *La Nation,* il faut bien penser que c'est l'opinion du gouvernement.

« Le gouvernement (si l'on comprend bien) regrette donc que la prochaine réunion de l'Internationale socialiste rassemble à Paris non seulement des chefs de parti, mais des chefs de gouvernement. Dont l'Autrichien Kreisky, le Danois Joergensen, le Suédois Palme, et surtout l'Israélienne Golda Meir.

« Et *La Nation* d'émettre de sombres pronostics sur les futures relations franco-autrichiennes, franco-danoises, franco-suédoises, et surtout franco-israéliennes. Parce que :

« *Dangereusement compromis par son alliance avec les com-*
« *munistes, le parti socialiste a besoin de se faire cautionner par*
« *d'authentiques sociaux-démocrates qui lui donneront un aspect*
« *rassurant aux yeux de la partie de son électorat qui rechigne*
« *devant le « programme commun » et ce qu'il implique* ».

A cette Réunion de Paris de 1973 participaient dix-huit pays et dix-neuf partis : Autriche, Allemagne fédérale, Belgique, Chili, Danemark, Finlande, France, Grande-Bretagne, Hollande, Irlande, Israël, Italie (dont les deux partis socialistes sont affiliés à l'Internationale), Luxembourg, Malte, Norvège, Portugal, Suède et Suisse. Aux côtés du président de l'Internationale, M. Pittermann, assistaient cinq chefs de gouvernements socialistes : la vice-présidente de l'Internationale, M^me^ Golda Meir, d'Israël, MM. Bruno Kreisky, d'Autriche, Anker Jorgensen, du Danemark, Kalevi Sorsa, de Finlande, Olof Palme, de Suède — un sixième s'était fait excuser, le vice-président de l'Internationale Willy Brandt, chancelier d'Allemagne fédérale. On y trouvait aussi de nombreux ex- et futurs membres de gouvernements, tels MM. Harold Wilson, de Grande-Bretagne, et François Mitterrand, de France, tous les deux vice-présidents de l'Internationale, le Suédois Gunnar Myrdal, l'Anglais James Callaghan, les Hollandais Sicco Mansholt, ex-président de la Commission du Marché Commun, et Joop van der Uyl, désigné par la reine Juliana comme conseiller du président des Bilderbergers, le prince-consort Bernhard, MM. Schmidt, président du parti social-démocrate suisse, Nenni, l'un des principaux dirigeants du parti socialiste italien, Saragat, ancien président de la République et membre dirigeant du parti socialiste démocrate italien (3), etc.

Ici apparaît une des différences fondamentales de l'Internationale socialiste actuelle avec les précédentes : elle est en quelque sorte « officialisée » par la présence de ces hauts personnages politiques, notamment de ces cinq chefs de gouvernements en fonctions. Ainsi, un Congrès ne consistait plus seulement en de simples décisions prises par des chefs de partis : *les motions soumises à ce Congrès et les résolutions qui y seraient adoptées témoigneraient des intentions officielles des gouvernements, présents ou futurs, représentés.* Et, s'il fallait une preuve de cette « officialisation », on la trouverait dans le fait qu'à la Réunion de Paris de 1973, c'est à M. Callaghan, ancien ministre de Grande-Bretagne, que fut confié le soin de présenter l'exposé sur la situation internationale, et au chancelier autrichien en exercice Kreisky d'exposer le rapport sur les problèmes européens.

On comprend mieux, dès lors, les réticences du président Georges Pompidou sur la tenue à Paris d'un Congrès socialiste international à la veille des élections législatives, alors que le Parti socialiste français avait pris la tête de l'opposition à son gouvernement.

Quant à la controverse sur l'opportunité de la présence à ce Congrès de M^me^ Golda Meir, Premier ministre d'Israël, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député de Nancy et directeur de *L'Express,* de passage à Eilath, déclarait, le 1^er^ janvier 1973, au correspondant du journal israélien *Maariv :*

« Le Premier ministre israélien a bien le droit, comme tout autre chef de gouvernement, d'aller à Paris comme il lui plaît. Quelle différence entre elle et le Premier ministre de Suède, M. Palme, ou le chancelier d'Autriche, M. Kreisky ? Ce qu'on

pourrait dire, en revanche, c'est qu'ils font tous ensemble une erreur grave en allant soutenir moralement, à la veille d'une élection générale en France, le front socialo-communiste. On voit qu'ils n'ont pas lu le programme commun de gouvernement de MM. Marchais et Mitterrand. Sous l'étiquette ambiguë du socialisme, c'est l'opposé de la social-démocratie. Lequel de tous ces ministres appliquerait tout ou partie de ce programme dans son pays ? Aucun. Ils manquent de rigueur et de morale en acceptant cette confusion » (4).

C'est ce que confirmait *Le Monde* du 4 janvier, quand il écrivait :

« Au mois de juin dernier, à Vienne, M. Mitterrand, qui venait d'accéder, en même temps que Mme Golda Meir, à la vice-présidence de l'Internationale socialiste, avait convié les chefs des partis frères à se rassembler en janvier dans la capitale française. Peut-être voyait-il dans cette réunion une occasion de renforcer son prestige international et, pourquoi pas, le moyen d'obtenir pour l'union de la gauche la caution de la « sociale démocratie ».

Mais cette manœuvre se heurta à l'opposition du président de l'Internationale, M. Pittermann, de Mme Golda Meir, de MM. Harold Wilson et James Callaghan. D'ailleurs, M. Mitterrand l'a reconnu implicitement lorsque, interrogé par les journalistes à l'issue du Congrès « à propos de l'alliance nouée en France entre le parti socialiste et les communistes :

« Les membres de l'Internationale socialiste ont montré beaucoup plus de solidarité que d'inquiétude, a dit M. Mitterrand. Nos camarades nous font confiance.

« M. Mitterrand a rappelé que la situation politique et sociologique de la France était différente de celle de la plupart des autres pays représentés à la conférence, qui n'avaient pas besoin de suffrages communistes pour gouverner.

« Les partis présents à la conférence, a-t-il poursuivi, peuvent avoir leur propre position à ce sujet, mais en tant que membres de l'Internationale, ils s'interdisent d'avoir un débat sur les relations entre le parti socialiste français et le parti communiste français, tout comme ils s'interdisent d'évoquer la situation politique française en général. Si nous avons évoqué ces problèmes ici ou là, cela a eu un caractère purement anecdotique » (5).

Anecdotiques ou pas, il est tels propos qui n'en constituent pas moins un désaveu de la politique du « programme commun » :

« ... Mme Golda Meir a dit :

« — Nous ne sommes guère pressés de voir un gouvernement communiste à la tête de la France.

« M. James Callaghan, vice-président du parti travailliste anglais, a ajouté :

« — On veut bien vous envoyer nos communistes. Mais inutile de construire le tunnel pour que les vôtres traversent la Manche.

« M. Anker Jorgensen, premier ministre danois, a résumé :

« — On est tous membres de l'Internationale, on s'aime bien, mais on ne touche pas à l'assiette du voisin » (6).

Il est possible que, dans l'idée de M. Mitterrand, la venue de Mme Golda Meir ait eu pour but d'influencer en sa faveur les quelques 600 000 Juifs vivant en France. Mais, observe M. André Laurens :

« Au-delà des retombées électorales de l'apparente caution israélienne qui semble être donnée aux socialistes français, c'est la cohésion du mouvement socialiste en Europe qui est le véritable objet de cette conférence et qui présente à court et à long terme les conséquences électorales les plus importantes. L'image d'un socialisme européen fortement implanté dans plusieurs grands pays et contrebalançant le poids du mouvement communiste sur le Vieux Continent, est évidemment séduisante pour ceux qui, en France, sont engagés dans la stratégie d'union de la gauche » (7).

Et telle est bien l'attitude de la majorité de nos technocrates et autres énarques, entichés de socialisme d'Etat, suivant les thèses synarchiques, ou plus exactement d' « *un socialisme à la suédoise* », *qui est le dessein bien arrêté de notre actuel président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing* (8).

Pourtant, à notre époque, le socialisme n'est plus l'idéologie généreuse, aux diverses facettes plus ou moins utopiques, qui avait conquis les Owen, J.-B. Say, Saint-Simon, Buchez, Fourier, et même des révolutionnaires comme Blanqui et Prou-

dhon. Imprégné de la pseudo-science marxiste, il est devenu, suivant l'expression de Wittaker Chambers : « un communisme qui rentre ses griffes » (9).

Par suite, vouloir s'appuyer sur le Parti communiste pour accéder au pouvoir, comme le propose M. Mitterrand, ne peut être que jeu de dupes. Winston Churchill l'avait bien constaté à la lumière des exemples de Kerensky et de son Gouvernement provisoire de 1917 en Russie, ou du social-démocrate Friedrich Ebert et de son Conseil des Commissaires du Peuple de 1919 en Allemagne; l'homme d'Etat anglais a déclaré, en effet : « C'est la stratégie communiste, rodée dans le temps, d'aider des gouvernements faibles de gauche à prendre le pouvoir et d'enlever à leurs mains débiles l'autorité tout entière ». Malgré quoi, le mirage trouve toujours des naïfs, tels le général portugais Antonio de Spinola ou le Premier ministre grec Constantin Caramanlis, en attendant quels autres... ?

Et l'on touche ici du doigt une deuxième différence fondamentale entre l'actuelle Internationale socialiste et celles qui l'ont précédée. Bien que professant en principe la même idéologie marxiste — mais avec combien de « déviations » de chaque côté ! —, elle est, par destination, officiellement hostile au communisme. Or, d'une part, elle comprend un certain nombre de sections soumises plus ou moins directement à l'influence soviétique, comme celles de Finlande ou d'Autriche; d'autre part, elle compte parmi ses dirigeants des personnalités en flirt déclaré avec l'U.R.S.S., tels, au Congrès de 1973, MM. Olaf Palme, Premier ministre de Suède; Willy Brandt, alors chancelier d'Allemagne fédérale et promoteur de l'Ostpolitik; Bruno Kreisky, chancelier d'Autriche; ou Sicco Mansholt, ex-ministre des Pays-Bas, actuellement président de l'Internationale; il faut y ajouter la collusion entre les Partis socialiste et communiste de France et d'Italie.

Il est donc à craindre que l'Union soviétique n'utilise l'Internationale pour la défense de ses intérêts par socialistes interposés. C'est ainsi que, dans son numéro des 13/14 janvier 1973, *Le Monde* signalait que : « Vendredi (12-1), M. Palme a rencontré M. Xuan Thuy, chef de la délégation nord-vietnamienne à la conférence de Paris »; de même, rendant compte de la

Réunion de Paris, il écrivait dans son numéro du 16 janvier :

« *A propos du Vietnam,* M. François Mitterrand a rappelé que l'essentiel était d'appliquer la résolution du dernier congrès de l'Internationale qui soutenait le droit du peuple vietnamien à disposer de lui-même, condamnait les bombardements, réclamait la libération des prisonniers et la formation à Saïgon d'un gouvernement de coalition chargé d'organiser les élections.

« L'Internationale socialiste « *réprouve hautement ces bombardements inhumains* », a dit M. Mitterrand. Le rapport sur cette question, dont avait été chargé le chef du parti travailliste hollandais, M. J. Den Uyl, a été adopté. Parlant après M. Mitterrand, celui-ci dit : « *Nous ne pouvons admettre que les négociations se poursuivent sous la menace d'une reprise des bombardements. Nous avons discuté divers moyens pour formuler notre position* ».

« Ce moyen n'a pas été trouvé puisque M. Den Uyl, qui souhaitait, contrairement à l'usage, la publication d'un texte commun flétrissant la politique américaine au Vietnam, n'a pas eu gain de cause ».

C'eût été appuyer un peu trop ouvertement la politique communiste, certes; mais cette proposition prouvait qu'il existe un courant pro-soviétique au sein de l'Internationale.

D'ailleurs, dans sa « lettre d'information » *H. du B Reports* de septembre 1973, le journaliste américain Hilaire du Berrier ajoutait :

« Outre la mobilisation des votes derrière Mitterrand pour les élections françaises, les objectifs socialistes étaient la neutralisation de l'Europe, le démantèlement de l'OTAN, l'aide à Hanoï et l'expulsion des forces américaines d'Europe. Des objectifs semblables avaient été adoptés par Sicco Mansholt, Bruno Kreisky, Olof Palme et son compatriote socialiste, Gunnar Myrdal, aux Conférences socialistes d'Helsinki, en 1971, et de Stockholm, en 1972. A ces deux rencontres fut approuvée une révolution de type russe contre l'Occident, et un programme fut adopté pour faire de la Communauté Economique Européenne (C.E.E.) un bloc socialiste capable de négocier des accords de sécurité entre les pays du Pacte de Varsovie et l'Occident ».

UNE EXPLICATION

A ce sujet, M. du Berrier rappelle que, lors de son voyage aux Etats-Unis en 1967, M. Mitterrand fut accueilli chaleureusement par des notabilités telles que MM. Robert Kennedy, Nelson Rockefeller et McGeorge Bundy. Le 5 décembre 1967, notamment, au dire du *New York Times*, la *Foreign Policy Association* réunit pour l'entendre « 200 des personnalités les plus importantes de la finance et de la politique » — c'est-à-dire du *Council of Foreign Relations* (C.F.R.), auquel sont affiliés Nelson Rockefeller et McGeorge Bundy, et dont la Foreign Policy Association est un « satellite ».

L'intérêt du C.F.R. pour l'Internationale socialiste n'est pas récent. Il l'avait manifesté en 1957, en recevant avec chaleur Willy Brandt, qui venait d'être élu maire « libéral » de Berlin-Ouest, sous l'étiquette de « gauche non-communiste ».

Or, écrit M. du Berrier dans la même lettre d'information :

« Les non-marxistes se plaignent que l'OTAN, tel qu'il est constitué s'est montré davantage un organisme pour le progrès du socialisme que pour la défense contre le communisme. Grâce aux intrigues socialistes et à la politique de la CIA (Central Intelligency Agency - Services de Renseignements américains) de soutenir et de favoriser ce qu'elle appelle la « gauche non-communiste », les socialistes ont eu le monopole de la direction civile. Paul-Henri Spaak, connu comme « Monsieur Socialiste », a été secrétaire général de l'OTAN. Actuellement (1973), le poste est occupé par Joseph M. A. Luns, compagnon de longue date du prince Bernhard dans les secrètes Conférences Bilderberger et ami intime de Sicco Mansholt. Dans les deux cas, l'Occident a placé sa défense contre la Russie dans les mains de gens qui ne furent anti-communistes que dans les régions où le communisme et le socialisme se sont heurtés, mais qui, par leur affiliation à l'Internationale socialiste, se sont trouvés les alliés du communisme dans la lutte contre le nationalisme (lire, patriotisme), la libre entreprise et le système capitaliste. Grâce à un complot permanent dans lequel socialistes et communistes présentent un front commun, des gouvernements prétendus socialistes sont au pouvoir dans quatorze pays à ce jour. Ils étaient quinze avant la chute d'Allende au Chili. En Europe, il existe neuf gouvernements socialistes, le dernier en date étant celui de Joop van der Uyl, aux Pays-Bas ».

Et voici que, fin novembre 1975, M. Mitterrand se rendait de nouveau aux Etats-Unis. A ce sujet, *Le Monde*, du 27 novembre, publiait un compte-rendu de son correspondant à Washington, M. Henri Pierre, qu'il faisait précéder du « chapeau » :

« Après avoir été reçu par M. Henry Kissinger, secrétaire d'Etat, M. Mitterrand, qui poursuit son voyage aux Etats-Unis, devait gagner New York ce mercredi 26 novembre pour prononcer une conférence devant le conseil des affaires étrangères et participer à un « petit déjeuner de travail » organisé par les journalistes du « Washington Post ». Vendredi 28 novembre, M. Mitterrand se rendra à Boston pour rencontrer l'économiste américain John K. Galbraith ».

Ce texte appelle les remarques suivantes :

1° Le « conseil des affaires étrangères » de New York n'est autre que le *Council on Foreign Relations*, organisation privée sans aucun caractère officiel;

2° Le Secrétaire d'Etat, Henry Kissinger, figure parmi les dirigeants du C.F.R., encore que sa politique y donne lieu à de vives critiques;

3° Le *Washington Post*, quotidien « officieux » de la capitale, se trouve dans l'obédience du C.F.R.;

4° L'économiste John K. Galbraith est affilié au C.F.R. Professeur à l'Université Harvard (sous contrôle C.F.R.), il fut le principal artisan de la politique étrangère et économique du président John F. Kennedy (C.F.R.) et demeure le conseiller de Robert Kennedy. Son appartenance au socialisme fabien se manifeste tant par ses écrits que par son adhésion à la League for Industrial Democracy et sa présidence d'Americans for Democratic Actions, « foyer de la gauche radicale dans la politique américaine » (10).

On voit donc que M. Mitterrand a été littéralement accaparé par le C.F.R. pendant son voyage; il n'est pas jusqu'à sa conférence au Press Club qui n'ait été organisée par lui.

Non sans quelque droit, d'ailleurs, si l'on en croit M. Pierre de Villemarest, qui écrit dans *La Lettre d'Information* du Centre Européen d'Information, datée du 30 novembre 1975 :

« Avec une remarquable obstination, presse et radios françaises ont évoqué la semaine que François Mitterrand vient de passer aux Etats-Unis en omettant de préciser *QUI* avait organisé cette bruyante tournée.

« Elle l'a été par le COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS (C.F.R.).

« Pourquoi le cacher ? Parce qu'il aurait fallu expliquer à l'opinion ce qu'est le C.F.R., éventuellement ce qu'il veut aux Etats-Unis et dans le monde; et donc pourquoi l'invitation de Mitterrand ».

Et, pertinemment, M. de Villemarest résume les intentions du C.F.R. en une courte phrase :

« Il veut un gouvernement mondial gérant des « Grands Ensembles économiques » dans une sorte de socialisme universel et diversifié, URSS incluse ».

Sur les motifs du voyage de M. Mitterrand, M. Henri Pierre écrit :

« A partir de l'hypothèse d'un succès de la gauche en 1978, M. Kissinger et ses services ont jugé très utile cette prise de contact avec le leader de l'opposition française. De son côté, M. F. Mitterrand cherchait à faire prendre conscience à ses interlocuteurs (il espère avoir réussi) que l'audience grandissante du parti socialiste français — « *bientôt le premier parti de France* », a-t-il dit — transformait fondamentalement les données de la politique française et que les relations d'un gouvernement socialiste avec ses alliés et amis, comme les Etats-Unis, en seraient favorablement affectées. Un peu plus tard, M. Mitterrand disait, avec un demi-sourire : « *M. Kissinger cherche un équilibre avec le monde communiste non parce qu'il le désire mais parce que les réalités l'imposent... Moi aussi* ».

Telle est, du moins, la version officielle, écrivions-nous dans *Lectures Françaises* de janvier 1976. Pour M. de Villemarest, ce n'est pas une, mais deux hypothèses qui ont été envisagées :

« — ou bien Giscard réussit à convaincre Mitterrand de participer à un gouvernement d'union, moins les communistes;

« — ou bien une majorité électorale socialo-communiste impose Mitterrand au pouvoir, d'ici à 1978 ».

La première hypothèse explique les violentes attaques du Parti communiste contre M. Mitterrand qu'il accuse de « participationnisme ». Il a peur d'être le dindon d'une collusion entre le président Giscard, qui cherche depuis longtemps une « ouverture à gauche » — n'a-t-il pas, en même temps qu'il fleuretait avec la Franc-Maçonnerie, affiché sa propension pour un socialisme « modèle suédois », prôné, d'ailleurs, par l'E.N.A. —, et M. Mitterrand, qui se verrait fort bien Premier ministre avant les élections législatives de 1978, pour les préparer loin de la tutelle communiste. D'autant que cette collusion rejetterait le P.C. dans son « ghetto ».

La deuxième hypothèse est la seule acceptée par les dirigeants de la place du Colonel-Fabien. Ils doivent admettre, certes, que, par suite de la progression du P.S., ils seront obligés de céder à M. Mitterrand le poste de Premier ministre. Mais ils comptent bien en exigeant l'attribution de portefeuilles-clés, dont celui de l'Intérieur, le tenir à leur discrétion, au besoin par la pression de la rue, et se mettre ainsi à couvert d'un nouveau « coup de Ramadier », qui, en 1948, les avait expulsés du gouvernement.

Ainsi, de toute manière, M. Mitterrand s'attend à prendre le pouvoir dans un avenir plus ou moins proche. D'où son voyage aux Etats-Unis. Car, explique M. de Villemarest :

« ... Il faut d'abord que la réputation de Mitterrand soit élargie au domaine mondial, à commencer en Amérique où peu de gens connaissent l'échiquier politique français. Le C.F.R. organise donc la tournée de l'intéressé qui bénéficie des chaînes de radio-télévision et journaux libéraux comme support, et rencontre officiellement Kissinger en tant que Secrétaire d'Etat, alors qu'en fait il le voit en tant qu'éminence importante du Bureau Permanent du C.F.R. ».

Et M. de Villemarest ajoute ce détail :

« Puis, Mitterrand déjeune à huis-clos dans les locaux du C.F.R., le 26 novembre ».

Tout ceci s'explique fort bien. D'une part, le C.F.R. a toujours manifesté sa tendance de gauche. D'autre part, il compte dans ses rangs : le vice-président des Etats-Unis, M. Nelson Rockefeller : le ministre de la Défense, M. Donald H. Rumsfeld; le chef de la C.I.A. (Central Intelligence Agency - Services de Renseignements), M. George H. Bush; le président du Conseil national de Sécurité, le général Brent Scowcroft; le ministre du Commerce, M. Elliot Richardson, et de nombreux hauts fonctionnaires. Il paraît donc normal que M. Mitterrand ait jugé bon d'aller exposer ses intentions devant un si puissant aréopage.

Toutefois, on doit remarquer que, à l'exception de M. Rockefeller et de M. Kissinger, les politiciens du C.F.R. n'appartiennent pas au Bureau Permanent, et qu'ils se trouvent sous la coupe d'une majorité de dirigeants de trusts et de financiers internationaux — que les Américains appellent les « tycoons » — dont nombre de sionistes militants.

AINSI, LE PREMIER SECRÉTAIRE DU PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS, ET VICE-PRÉSIDENT DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE, S'EST CRU TENU A VENIR QUÉMANDER L'APPROBATION DE LA HAUTE FINANCE INTERNATIONALE...

Cela ne laisse pas d'inquiéter sérieusement, lorsqu'on sait que ces « tycoons » entendent s'arroger le « leadership » du monde au mieux de leurs intérêts, par le Gouvernement Mondial.

Et n'est-il pas permis de douter, désormais, de la sincérité de M. Mitterrand dans ses attaques contre le capitalisme ? Pour satisfaire ses ambitions personnelles, voudrait-il transformer le socialisme français en « *capital-socialisme* » ?

Il est vrai que, tout au long de son histoire, LE SOCIALISME A TOUJOURS ÉTÉ EN COLLUSION AVEC LA HAUTE FINANCE. On le verra pour Karl Marx et Friedrich Engels; pour *L'Humanité*, créée avec les fonds de banquiers israélites; pour Léon Blum, avocat des grands trusts, comme M. Gaston Defferre; sans parler du « milliardaire rouge » Jean Doumeng, entremetteur de l'U.R.S.S. en France avec la société Interagra, et animateur du Mouvement de Défense des Exploitants familiaux (MODEF) d'obédience communiste.

Et s'il en fallait encore une preuve, on la trouverait dans la

réunion du *Bilderberg Group*, qui s'est tenue les 25-27 avril 1975 à Cesme, en Turquie, sous la présidence de son fondateur, le prince Bernhard des Pays-Bas. On sait que cette association groupe de hautes personnalités de la politique, du journalisme, de l'industrie et des finances.

Or la France était représentée par :

MM. Jacques Attali, professeur de Sciences Economiques à l'Ecole Polytechnique;

Wilfrid Baumgartner, ancien directeur de *Rhône-Poulenc*, gouverneur honoraire de la *Banque de France*, ancien ministre des Finances;

Diomède Catroux, vice-président du Centre Européen pour le Commerce extérieur, ancien ministre;

Baron Edmond de Rothschild, président-fondateur de *La Compagnie Financière*, de l'*Israël Corporation Ltd.*, de l'*Eilat Pipe-Line Co.*, etc.; administrateur de la *Compagnie du Nord*, de la *Compagnie Lambert* de Bruxelles, de la *de Beers* de Kimberley (Afrique du Sud), de la *Société de gestion pour l'investissement dans le Marché Commun* de Luxembourg, etc.; président de l'*Association européenne de coopération économique avec Israël*, vice-président de l'*Alliance Israélite Universelle* et de l'*Association France-Israël*, administrateur du *Fonds social juif unifié*, etc.; membre du Consistoire des Israélites de France, etc.

Lionel Stoleru, conseiller économique de la Présidence de la République;

Pierre Uri, professeur à Paris IX, membre du Conseil Economique et social;

Thierry de Montbrial, professeur à l'Ecole Polytechnique.

Parmi ces personnalités, deux sont des participants habituels à ces réunions : MM. W. Baumgartner et E. de Rothschild; comme l'était aussi M. Valéry Giscard d'Estaing avant son accession à la Présidence de la République. Il est donc naturel que le Président qui ne peut décemment plus assister à ces réunions, se soit fait représenter par son « éminence grise », M. Stoleru, son ancien collaborateur au ministère de l'Economie et des Finances, chargé

de cours de macro-économie à l'Ecole Polytechnique. M. Stoleru appartient à la direction de l'Association consistoriale israélite de Paris, ce qui lui facilite les contacts auprès de ses nombreux coréligionnaires participant à la réunion. Il y a rencontré l'ex-député gaulliste Diomède Catroux, ancien « chef du cabinet du plan Jean Monnet » et président de l'Association France-Israël, naguère collaborateur de M. Bleustein-Blanchet à *Publicis* et à *Régie-Presse*, P.D.G. de la *Société Européenne de Constructions et de Travaux Publics*, administrateur de la *Société Bancaire et Financière d'Orient*.

Or, à cette réunion, ce qui n'étonnera que les naïfs, M. François Mitterrand était représenté par :

M. Jacques Attali, auditeur au Conseil d'Etat, professeur à l'Ecole Polytechnique et à l'Ecole Nationale d'Administration (E.N.A.); ce fils d'un commerçant israélite d'Alger a été « le cerveau économique » de François Mitterrand pendant la campagne présidentielle de 1974 (*Le Point*, 9 septembre 1974);

M. Pierre Uri, lui aussi d'origine israélite, qui fut professeur à l'E.N.A. et directeur pour l'Europe de la banque *Lehman Brothers* de New York; lorsque, le 10 août 1952, M. Jean Monnet accéda à la présidence de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.), il prit M. Uri pour premier directeur de la Division Economique. Membre du « Contre-Gouvernement » de M. Mitterrand, en mai 1966, il est, depuis 1968, le collaborateur et le représentant du baron Edmond de Rothschild.

Si donc M. Mitterrand avait voulu confirmer son appartenance au « capital-socialisme », il ne pouvait mieux faire que de choisir deux « énarques » pour le représenter à cette réunion de « tycoons ».

En même temps, la « coïncidence » de la présence simultanée de trois technocrates israélites représentant, l'un le président de la République, les deux autres le Premier secrétaire du Parti Socialiste, laissait croire à la vérification de la première hypothèse de M. de Villemarest : des négociations pour la participation de M. Mitterrand à un gouvernement « élargi sur la gauche » sans les communistes.

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE FOURRIER DU GOUVERNEMENT MONDIAL

Le 9 décembre 1963, M. John McCloy déclarait à la *Pilgrims' Society* de Londres que « le nationalisme européen met l'unité en danger ».

Que sont M. John McCloy et la *Pilgrims' Society ?* Quelle est l'unité mise en danger par le nationalisme européen ?

Avocat, né à Philadelphie le 31 mars 1895, *John J. McCloy* a fait ses études à Amherst College, puis à Harvard University, et il s'inscrivit au barreau de New York en 1921. Conseiller du ministre de la Guerre Henry L. Stimson (C.F.R.) en 1940, il devint ministre-adjoint de la Guerre de 1941 à 1945, puis il fit partie de la délégation américaine à la Conférence de San Francisco qui décida la création de l'O.N.U. De 1947 à 1949, il fut président de la *Banque Mondiale*. En 1949, il fut nommé Haut Commissaire U.S. en Allemagne. En 1953, il devint président du Conseil d'Administration de la *Chase National Bank*, poste qu'il conserva quand cette banque devint la *Chase Manhattan Bank* (Rockefeller). Conseiller du président Kennedy (C.F.R.) sur le désarmement en 1961, puis du président Johnson en 1964, il occupait simultanément le poste lucratif de président du Conseil d'Administration de la Ford Foundation, qu'il échangea en 1966 pour celui de président de l'*Atlantic Institute* (Institut de l'Atlantique).

D'après le très documenté *Biographical Dictionary of The Left* de M. Francis X. Gannon, cet Institut, fondé en 1961, « opère sous la fiction d'une organisation privée, mais, en réalité, il est quasi gouvernemental. Les dirigeants et les membres de l'Institut proviennent des nations de l'O.T.A.N. et, invariablement, ils sont ou ils ont été des membres des gouvernements, ou ils touchent de près à leurs gouvernements respectifs. Les prospectus de l'Institut lui donnent pour objet de favoriser « l'action unifiée de celles des « nations des deux bords de l'Atlantique qui désirent coopérer « pour ce qui concerne leur propre développement et la libéra- « tion de leurs responsabilités mondiales ». Il s'agit, en fait, de *favoriser l'unification politique des nations de l'O.T.A.N., au*

détriment de leur souveraineté nationale, comme étape vers le Gouvernement Mondial. »

C'est cette unification que John J. McCloy accuse le nationalisme européen de mettre en danger. M. McCloy a d'autant plus de motif de porter cette accusation que, depuis 1953, il est président du Conseil d'Administration du *Council on Foreign Relations,* dont on sait que le but est l'instauration du Gouvernement Mondial par le socialisme international.

Le fait que le président du C.F.R. ait porté cette accusation devant la *Pilgrims' Society* revêt une importance particulière.

Le 5 février 1891, le richissime Cecil Rhodes fondait, avec le journaliste britannique William T. Stead, une société secrète (12) ayant pour objet l' « extension de l'idée anglophone » *(extension of the English-speaking idea),* c'est-à-dire le rassemblement de tous les pays de langue anglaise en une puissante Confédération, de tendances socialisantes en vue de l'édification du Gouvernement Mondial, tel que proposé par John Ruskin. Pour la propagation de ses idées dans l' « *Establishment* », il avait constitué à l'université aristocratique d'Oxford un Centre Rhodes *(Rhodes House)* et des bourses d'étudiants *(Rhodes scholars).*

A sa mort, le 26 mars 1902, il laissa à la société un legs important pour former le *Rhodes Trust* (Fonds Rhodes). Ce Fonds s'accrut des libéralités des israélites Alfred Beir et Sir Abe Bailey, les associés de Rhodes dans les trusts sud-africains de l'or et des diamants : *Consolidated Gold Fields* et *De Beers Consolidated Mines.*

Ce sont les administrateurs du Rhodes Trust qui, en 1902, organisèrent les *Pilgrims of Great Britain* (Pélerins de Grande-Bretagne), association composée de socialistes « fabiens » et autres partisans de l' « extension de l'idée anglophone ».

Le choix de cette appellation correspondait à une intention bien précise. Elle évoquait, en effet, l'expédition des 102 « *Pilgrim Fathers* » (Pères pélerins) qui, partis d'Angleterre le 16 septembre 1620 à bord de la *Mayflover,* débarquèrent le 20 novembre sur la côte du Massachussetts, où ils fondèrent la colonie de New Plymouth (13). Et l'aristocratie américaine se flatte de compter au moins l'un de ces Pilgrim Fathers dans son ascendance.

Par suite, lorsque, en 1903, fut créée une filiale américaine, avec, notamment, Théodore Marburg, éminence grise du Parti républicain, et le richissime Thomas W. Lamont, secrétaire exécutif de la *Bankers Trust Company,* de New York — avant de devenir associé de la *Banque Morgan* —, le double symbolisme de l'appellation apparut avec évidence. D'une part, elle faisait ressortir l'appartenance anglo-saxonne commune de ses adhérents des deux côtés de l'Atlantique, et, d'autre part, elle nimbait ses affiliés américains d'une présomption aristocratique. Ce double symbolisme s'est perpétué avec la nouvelle appellation de *Pilgrims' Society.*

On n'en veut pour preuve que le long discours, prononcé le 14 octobre 1952, au Savoy Hotel de Londres, lors du dîner annuel de la *Pilgrims' Society,* par le général américain Matthew B. Ridgway, alors Commandant en Chef les Forces Alliées en Europe, qui déclara notamment :

« J'éprouve le plus grand plaisir à me trouver ici avec des hommes dont les noms et les réalisations sont tenus en haute estime, non seulement dans notre grande Communauté Atlantique, mais aussi dans tous les pays du monde occidental (...) Pendant 50 ans, les Pilgrims ont joué un rôle essentiel dans le développement de l'amitié et de la bonne entente entre les peuples du Royaume-Uni et des Etats-Unis (...) Je désire tout d'abord, à l'occasion de cette insigne réunion des Pilgrims, exprimer le respect de mon pays natal pour les « PILGRIM FATHERS », ce groupe vaillant de pionniers qui, confiants dans la Providence, vinrent établir leurs foyers sur le sol américain... »

Après avoir rappelé l'origine anglaise et anglo-saxonne de la Société (il évoque des Pilgrims venus de plusieurs pays d'Europe) et fait l'éloge du SHAPE *(Supreme Headquarters of the Allied Powers in Europe* — Grand Quartier Général des Forces Alliées en Europe), exposé ses raisons d'être, Ridgway ajouta :

« Nos 14 Nations du monde occidental libre sont liguées dans un effort collectif pour résister à une agression, DE QUELQUE DIRECTION QU'ELLE VIENNE, ET QU'ELLE AIT SON ORIGINE AU DEHORS OU A L'INTÉRIEUR. L'ENJEU EST CLAIR : OU NOUS CONTINUERONS A EXISTER, EN PEUPLES CRAIGNANT DIEU, LIBRES ET

DIGNES, OU NOUS TOMBERONS EN ESCLAVAGE, DANS UN MONDE ATHÉE... NOS FORCES TERRESTRES, NAVALES, AÉRIENNES, NE SERONT JAMAIS UTILISÉES COMME ARME D'AGRESSION POUR ASSAILLIR LES PEUPLES PACIFIQUES. CES FORCES SONT EXCLUSIVEMENT DESTINÉES A NOTRE DÉFENSE... » (14).

Ce discours doit être replacé dans son contexte. Il précise qu'en octobre 1952, *en pleine « guerre froide »*, la doctrine décidée par le président Eisenhower, sur proposition de son Secrétaire d'Etat, Foster Dulles, et acceptée par le Haut Commandement américain, se bornait au « *containment* » — « limitation » — des visées soviétiques. On ne manifestait nullement l'intention de combattre l'expansion communiste, mais seulement de la « contenir ».

Thèse déjà ancienne, puisque, à la date du 2 septembre 1944, le secrétaire à la marine U.S., James Forrestal, consignait dans son *Journal :*

« Je m'aperçois que chaque fois qu'un Américain propose que nous agissions conformément aux intérêts de notre propre sécurité, il y a de fortes chances pour qu'il se fasse traiter de sale fasciste, ou d'impérialiste, tandis que si l'oncle Joe (Staline) annonce qu'il lui faut les Etats baltes et la moitié de la Pologne, et toute la Bessarabie et l'accès à la Méditerranée, tout le monde est d'accord pour trouver que c'est un type délicieux, franc, ouvert, et d'un commerce très facile parce qu'il dit clairement ce qu'il veut... » (15).

Cinq mois plus tard, à Yalta (4-11 février 1945), le président Franklin D. Roosevelt abandonnait à Staline plus encore que ne le craignait James Forrestal. Comme l'écrit M. Arthur Conte : « De même que Téhéran préparait l'abandon des Balkans à l'Empire soviétique, *Yalta prépare le partage de l'Europe en deux blocs...* » (16).

Le discours du général Ridgway devant la *Pilgrims' Society* montre que si le président Eisenhower estimait devoir « contenir » dorénavant l'expansion soviétique *en Europe,* il n'était pas question pour lui de revenir sur la situation de fait. On trouve ainsi la première expression de la thèse « radicale » qui, douze ans plus tard, au Vietnam, devait prendre le nom de « *no-win war* » (la guerre sans vainqueur), chaque fois que les intérêts communistes seraient en jeu.

Ce n'est pas simple coïncidence : — si à Yalta, sur les onze membres de la délégation américaine, six étaient affiliés au Council on Foreign Relations — le président Franklin Roosevelt, le Secrétaire d'Etat Edward R. Stettinius, l'ambassadeur à Moscou William Averell Harriman, le président du Carnegie Endowment for International Peace Alger Hiss, qui sera convaincu d'espionnage au profit de l'U.R.S.S., le premier secrétaire de l'ambassade à Moscou Charles E. Bohlen, le général et futur Secrétaire d'Etat George C. Marshall —, auxquels il faut ajouter Harry Hopkins, « l'homme de Baruch » un des fondateurs du C.F.R.; — et si la doctrine du « containment » fut élaborée, décidée et exécutée par trois personnalités du C.F.R., Eisenhower, Foster Dulles et, précisément, le général Ridgway.

Ce n'est pas non plus par hasard que le général Ridgway présentait la doctrine du « containment » aux membres de la *Pilgrims' Society*. Comme toutes les associations ayant pour but l'établissement de l'impérialisme anglo-saxon, la *Pilgrims' Society* a été progressivement orientée vers un mondialisme à vocation socialiste universelle, qui constitue l'objectif final du Council on Foreign Relations. On constate, en effet, que la plupart des membres « active » (actifs) de la *Pilgrims' Society* se retrouvent depuis 30 ans à l'*Atlantic Union,* à la *Foreign Policy Association,* à la *Federal Union,* toutes organisations plus ou moins secrètes appartenant aux « satellites » du C.F.R.

Dans son numéro du 14 novembre 1963, le *Richmond News Leader* écrivait :

« Les Pilgrims sont une des manifestations les moins connues du culte de l'unité mondiale. Cette secte particulière, grâce à un noyau de nations anglophones et en utilisant l'approche graduelle qui caractérise le socialisme fabien, voudrait démarrer un monde à gouvernement centralisé. Quoique cette doctrine fasse penser à l'élucubration d'obscurs crânes fêlés, ses adhérents se recrutent parmi les plus illustres personnalités mondiales (...) En d'autres occasions, ces gens se rassemblent sous l'égide de l'Atlantic Union, du Citizens Council for NATO, de la Foreign Policy Association du council on Foreign Relations, d'Arden House, des Bilderber-

gers, de l'American Assembly ou des United Worls Federalists... Le résultat final est toujours une nouvelle attaque contre la souveraineté nationale et une poussée vers le gouvernement centralisé du monde » (17).

En 1972, la *Pilgrims' Society* comptait environ 700 membres en Grande-Bretagne et 1 000 aux Etats-Unis. Il faut souligner que certains de ces adhérents ignorent les activités politiques de leur association, à laquelle ils ont été attirés par sa réputation aristocratique — et en même temps, ils lui servent de paravent.

Le côté aristocratique ressort de l'information de l'agence *Reuter* signalant qu'au dîner du Savoy du 26 janvier 1972 assistaient : Lord Astor of Hever, Président du Comité exécutif des *Pilgrims,* Selwyn Lloyd, le Chancelier de l'Echiquier, le Haut-Commissaire du Canada, le Lord Maire de Londres, l'Ambassadeur des Etats-Unis, Lord Fanks, Lord Shackleton, le Field Marshal Sir Gerald Templer, Sir Alexander Glen, l'évêque de Rochester, Lord Caccia, Lord Kindersley, Lord Gore-Rooth, etc.

Le président Nixon avait rendu hommage à Sir Harry Brittain, âgé de 98 ans, directeur exécutif des Pilgrims pendant dix-sept ans, dans une lettre dont les termes ressemblent de fort près à ceux de Ridgway en 1952.

Le 15 octobre 1973, assistaient au dîner l'amiral Worth H. Bagley, Commandant en Chef des Forces Navales de l'O.T.A.N., remplaçant M. Henry Kissinger empêché, et Lord Carrington, secrétaire d'Etat à la Défense dans le Gouvernement britannique. Mais le 12 décembre suivant, M. Kissinger, un des principaux dirigeants du Council on Foreign Relations, présidait le dîner à l'Europe Hotel de Londres, à côté de Lord Astor et de Sir Alec Douglas Home, alors secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères...

Il est donc bien établi que le C.F.R. porte un intérêt spécial à la *Pilgrims' Society,* dont la section américaine se trouve pratiquement dans son orbite; d'où, aux dîners des Pilgrims anglais, de hautes personnalités du C.F.R. pour assurer la liaison.

Lorsque M. Hilaire du Berrier fait remarquer que les socialistes placés à la tête de l'O.T.A.N., « par leur affiliation à l'Internationale socialiste, se sont trouvés les alliés du communisme dans la lutte contre nationalisme », il ne fait qu'expliciter

la déclaration du président du C.F.R. aux Pilgrims de Londres que « le nationalisme européen met l'unité en danger ».

Et ceci explique les violentes attaques qui se développent de tous côtés contre le « nationalisme » — ou plutôt le « patriotisme » —, principal obstacle à l'édification d'une Europe unie, premier stade du processus pour l'instauration du Gouvernement Mondial.

N. B. — A titre d'information, le secrétaire des Pilgrims de Grande-Bretagne, Sir Edward Ford, secrétaire privé de George VI, puis d'Elisabeth II, a passé ses fonctions en 1975 à Sir Patrick Hancock, ancien ambassadeur britannique à Rome. Sir Edward Ford reste secrétaire de l'Ordre du Mérite *(Order of Merit — O.M.),* qui ne compte que vingt-quatre titulaires.

(1) Michel Mourre, *Dictionnaire d'Histoire universelle,* T. II, p. 2005.

(2) Asmodée, in *L'Aurore,* 15 janvier 1973, et *Quid?, 1971,* p. 576.

(3) André Laurens, in *Le Monde,* 28 décembre 1972.

(4) *L'Aurore,* 2 janvier 1973.

(5) J.-M. de Morant, in *L'Aurore,* 15 janvier 1973.

(6) *Valeurs Actuelles,* 22 janvier 1973.

(7) André Laurens, *op. cit.*

(8) Cf. chapitre XII, *infra :* « Socialisme à la suédoise ».

(9) Whittaker Chambers était le chef du réseau des « boîtes aux lettres » — services de transmission des informations — de Washington au profit de l'Union soviétique. Ecœuré par le traité germano-russe de 1939, il dénonça aux autorités américaines tout ce qu'il savait sur l'espionnage soviétique aux Etats-Unis, et raconta son aventure dans un ouvrage intitulé : *Témoignage,* Random House, New York, 1952.

(10) Francis X. Gannon, *Biographical Dictionary Of The Left* (Dictionnaire Biographique de la Gauche), Western Islands, Boston, 1969, T. I, p. 340.

A noter qu'aux Etats-Unis, *liberal* se traduit par « de gauche » et *radical* par « extrême-gauche ».

(11) La majeure partie de la documentation sur la très secrète *Pilgrims' Society* m'a été fournie par M. Pierre de Villemarest, directeur de *La Lettre d'Information,* bulletin de son *Centre Européen d'Information.* Qu'il veuille bien trouver ici mes très vifs remerciements.

(12) Sur Cecil Rhodes et ses intentions, cf. : *Une main cachée dirige...*, ch. VI.

(13) Les *Pilgrim Fathers* étaient des protestants, en majorité puritains, qui, pour pouvoir exercer librement leur religion, avaient préféré émigrer sous la pression des anglicans. Avant de débarquer, ils rédigèrent le *Mayflower Compact* ou *Covenant*, première constitution américaine.

(14) Passage d'un texte remis par la Division Information du SHAPE, avec mention : *citation obligatoire*, qui prouve l'importance qu'elle y attachait.

(15) Forrestal, *Journal*, p. 41.

(16) Arthur Conte, *Yalta ou le partage du Monde*, Robert Laffont, 1964, rééd. « J'ai Lu », 1974, p. 440.

(17) D'après *The Review Of The News*, du 31 mai 1972.

CHAPITRE XII

SOCIALISME A LA SUÉDOISE

Dans l'avant-propos du livre de Claude Bruclain, *Le Socialisme et l'Europe*, le « Club Jean Moulin » constate :

« Personne ne sait plus ce qu'est le socialisme et personne encore ne sait ce que sera l'Europe. Cela fait peu de monde pour être assuré de ce que pourrait être un socialisme en devenir dans une Europe en construction.

« L'Europe, c'est-à-dire l'élargissement du champ des solidarités, contraint les Européens qui se réclament du socialisme — c'est-à-dire d'une conception de la solidarité — à une aventure prospective alors qu'ils n'ont pas encore réussi à adapter le socialisme dans le cadre national aux conditions de la société industrielle moderne » (1).

Et, dans *L'Aurore* du 28 juin 1971, Asmodée titrait un entrefilet sur le mode humoristique :

« ILS SONT TOUS SOCIALISTES — Nous avons eu, depuis 1789, une multitude d'écoles socialistes. Le babouvisme, le mutualisme de Vancouver, l'industrialisme de Saint-Simon, le chartisme d'O'Connor, le trade-unionisme, le coopératisme, le phalanstérisme, le communisme religieux de Buchez, le communisme progressif de Pecqueur, le christianisme social de Lammenais, le solidarisme, l'interventionnisme de Vidal, le marxisme, le système de Collins, l'individualisme de Stuart Mill, la doctrine lassallienne, le blanquisme, le réformisme, le socialisme intégral de Benoît Malon, le guesdisme, le possibilisme de Brousse, le socialisme fabien, le municipalisme, le jauressisme aussi, n'oublions pas.

« Nous avons eu le socialisme à la russe, à la chinoise, à la yougoslave, à la suédoise, à la cubaine. Quoi encore ?

« Mitterrand nous a offert le socialisme du possible.

« Depuis le 24 juin, nous avons le socialisme pompidolien.

« Au fait, qui donc aujourd'hui ne se dit pas socialiste ?

« On n'en est guère plus avancé pour autant ».

C'est bien ce que confirmait M. André Guérin dans l'éditorial de *L'Aurore* des 4-5 septembre 1971, consacré à la conférence socialiste tenue la veille au château Hellbrunn, à Salzbourg :

« D'abord, socialiste, tout le monde l'est aujourd'hui. Comme tout le monde était, en France, vers 1900, républicain, et de gauche.

« Seulement, pendant des lustres, les socialistes parlaient un même langage « paléo » ou « archéo » marxiste, en tout cas issu du *Manifeste* de 1848, explicité par la motion d'Amsterdam.

« Le socialisme européen, pendant trois quarts de siècle, a vécu de la « tactique éprouvée et glorieuse » de la lutte des classes, de la condamnation du réformisme, de la conquête révolutionnaire des moyens de production et d'échange. Tous les partis usaient du même vocabulaire et, en principe, se comprenaient.

« Tout cela se termina, bien sûr, par deux faillites assez historiques en 1914, puis en 1939 : du moins réussit-on à préserver pieusement l'orthodoxie dont s'étaient réclamés aussi bien Jaurès que Jules Guesde (...)

« Autrement laborieuse a du être, en 1971, cette conférence qui a rassemblé au château de Hellbrunn des « socialistes » de conceptions aussi contradictoires. Qu'y a-t-il de commun, en fin de compte, même s'ils recourent toujours aux mêmes mots et aux mêmes clichés, entre ces « socialistes »-là ?

« Le socialisme scandinave, représenté par M. Olof Palme, a, depuis belle lurette, repoussé (ou répudié, comme disaient les anciennes cartes du parti) un marxisme révolutionnaire évidemment fatigué d'avoir tant parlé de la révolution sans la faire. On l'a remplacé, là-bas, par une toute autre politique qui continue à se qualifier de socialiste, mais par pur conformisme. Et chez les Allemands, donc, dont le porte-parole est M. Helmut Schmidt, ministre de la Défense de Bonn ! Sans parler de l'idée très singulière que se fait du marxisme le *Labour Party !* »

Marxistes, ces Allemands et ces Autrichiens qui s'obstinent dans une social-démocratie vitupérée à maintes reprises par Marx ?

Révolutionnaires, ces Britanniques, nostalgiques de la grandeur révolue de leur Empire au temps du « Rule Britannia », qui s'entêtent dans leur corporatisme fabien et le respect de leurs traditions monarchiques ? Socialistes, ces politiciens hollandais à la Sicco Mansholt (2) qui, deux fois par an, vont prendre les consignes de leur Prince Consort, Bernhard, président-fondateur des Bilderbergers, auxquels ils sont affiliés ? Et ces Belges, dont les opinions politiques varient avec les querelles linguistiques ? Et ces Nordiques, dont les prétentions socialistes doivent faire retourner Marx dans sa tombe ?

Quant au socialisme français, il traîne avec lui des réminiscences de toutes les idéologies d'antan, de Rousseau à Babeuf, de Blanqui à Proudhon, de Saint-Simon à Barbès, qui nimbent d'un sentimentalisme douceâtre une surprenante bigarrure de conceptions.

Dans *Le Monde* du 1er mars 1973, M. Roger Frey, ancien ministre, traitant du « Programme commun de gouvernement » socialo-communiste, fait remarquer que les co-signataires « insistent beaucoup sur le changement de majorité, et pas du tout sur le changement de société, alors que le premier paragraphe de la première page du programme commun promet d' « ouvrir la voie au socialisme ».

« Quel socialisme ? C'est ce que ni le programme commun, ni les discours de ses porte-parole ne disent, conscients qu'il est parfaitement vain de chercher un dénominateur commun entre le socialisme démocratique et anticommuniste que pratiquent les grands partis socialistes occidentaux en Angleterre, en Allemagne, en Suède et ailleurs, et le socialisme dictatorial et antisocial-démocrate que pratique et impose l'internationale communiste. Le programme commun se tourne vers la solution de type communiste, et pas seulement sur le chapitre des nationalisations. C'est ce qui explique le silence des grands partis socialistes en Europe, s'abstenant du moindre éloge à l'égard du parti socialiste et de M. Mitterrand ».

D'ailleurs, M. Roger Frey réproduit une déclaration de M. Bruno Pittermann, « citoyen autrichien, président de l'Internationale socialiste », faite à Vienne, le 9 janvier 1973 :

« Si le parti communiste de l'Union soviétique permet au

parti communiste français d'accepter le système démocratique du pluralisme, tandis que dans le bloc soviétique le parti communiste maintient son monopole, cela veut dire que les partis communistes n'ont plus la même base idéologique ou bien que ce type de relation ne relève que de la tactique dans le dessein de faciliter la transition au système soviétique ».

L'attitude du Parti communiste portugais depuis la révolution d'avril 1974 a tranché le dilemme et montré le peu de cas que les communistes font de l'option démocratique...

LE MYTHE SUÉDOIS

Si donc le Parti socialiste officiel paraît parcourir les dernières étapes du « ficelage » progressif auquel le Parti communiste l'a soumis depuis 1962 (Roger Frey), parallèlement, l'intelligentsia technocratique de notre époque s'est créé le mythe d'un socialisme français d'après le « modèle suédois ».

Il n'est pas jusqu'au président Georges Pompidou, pourtant aussi peu technocrate que possible et l'un des rares hommes politiques de valeur que la France ait connu depuis la Libération, à s'être proposé de « faire comme en Suède avec un peu plus de soleil ». Quant au président Valéry Giscard d'Estaing, parangon même de l' « énarque » avec ses diplômes de Polytechnique, de l'Ecole Nationale d'Administration et de l'Inspection des Finances, M. Jean Daniel en a écrit dans *Le Nouvel Observateur* du 7 octobre 1974 :

« Des diplomates français le chuchotent, des ministres européens le confient : M. Giscard d'Estaing prévoit pour la France et pour l'Europe un avenir « socialiste ». Vous avez bien lu. Il s'agit bien de notre président de la République. Vous vous demandez, estimant que le terme « socialisme » est la tarte à la crème du XX^e^ siècle, ce qu'un homme comme M. Giscard d'Estaing peut entendre par là. Rien de moins, lui arrive-t-il de préciser, qu'un socialisme « à la suédoise ».

C'est bien ce que laissait entendre le candidat Giscard d'Estaing pendant la campagne précédant l'élection présidentielle de 1974,

lorsqu'il parlait de son plan de réformes en vue d'instituer une « société libérale avancée ».

Ce « socialisme à la suédoise », but suprême de l'idéologie réformiste du président de la République, en quoi consiste-t-il donc pour être devenu l'option fondamentale d'un membre d'une puissante « dynastie bourgeoise », dont le grand-père, le sénateur Jacques Bardoux, appartenait à une vingtaine de Conseils d'Administration, dont le père, M. Edmond Giscard d'Estaing, est ou a été président de la *Société financière pour la France et les pays d'Outre-Mer*, de la compagnie d'assurances *Le Phénix*, de la *Société concessionnaire française pour la construction et l'exploitation du tunnel routier du Mont-Blanc*, administrateur du *Crédit foncier et immobilier*, d' *Air-France*, de *Bergougnan*, de *Kléber-Colombes*, de *Carbone Lorraine*, de la *Compagnie industrielle maritime*, et qui est lui-même marié avec Anne-Aymone Sauvage de Brantes, petite-fille d'une Schneider du *Creusot ?*

Officiellement, ce « socialisme à la suédoise » n'est certes pas une nouveauté. Simple mise en pratique du collectivisme, il figure l'*Etat-Providence*.

Officiellement, oui; officieusement, c'est une autre paire de manches.

Sous le titre : « L'auberge socialiste », *Le Monde* du 26 juin 1971 publiait un encadré dans lequel, après avoir déclaré que : « Au point où nous en sommes, le socialisme apparaît comme cette auberge espagnole où l'on trouve ce qu'on y apporte », l'auteur établissait la différence entre les trois principales options du socialisme actuel :

« Pour le marxiste orthodoxe, le socialisme passe évidemment par l'appropriation collective des moyens de production. Il devrait conduire aussi au dépérissement de l'Etat alors que pour faire marcher la machine communiste en U.R.S.S., le pouvoir central et sa bureaucratie imposent leur « loi d'airain ».

« Le socialisme de la Yougoslavie et de la C.F.D.T. c'est celui de l'autogestion. Les équipements, les machines doivent appartenir au peuple, mais les régions, les cités, les entreprises et non l'Etat doivent être les supports « collectifs » de leur propriété.

« Le socialisme suédois, lui, n'a rien à voir avec ces systèmes. Il s'accommode fort bien de la gestion « capitaliste » des grandes

entreprises, le secteur public ne s'agrandit que très lentement et la monarchie est très respectée. On en est resté à la théorie de la révolution par le bulletin de vote et au thème : « Soyons prospères et le socialisme nous sera donné par surcroît ».

« L'Etat-providence de Stockholm a misé sur les « transferts de revenus » des catégories les plus aisées vers ceux du bas de l'échelle, les vieux, les malades, grâce à une fiscalité directe « agressive » et des institutions sociales de pointe ».

Le socialisme suédois s'accommode si bien de la gestion capitaliste que, d'après *Le Monde* du 15 mai 1974, « contrairement à ce qu'on pense souvent en Europe, le secteur public ne représente que 10 % de l'économie suédoise », *à égalité avec la France.* Moins même, au dire de M. Pierre Vinde, Secrétaire d'Etat du Gouvernement suédois, qui écrit dans *Les Cahiers du Club du « Nouvel Observateur »*, n° 6 :

« Il est vrai que la social-démocratie suédoise n'a jamais considéré la nationalisation comme un but en soi, mais seulement comme une méthode. Ainsi, le secteur nationalisé est moins grand en Suède qu'il ne l'est en France ».

Le Monde du 15 mai 1974 donne ces précisions :

« (Le secteur public) est concentré dans trois secteurs :

« — Les services publics : postes, chemins de fer, télécommunications, énergie. Dans le domaine de l'énergie électrique, la part de production provenant des centrales gérées par l'Etat est minoritaire (environ 45 %); le reste provient des centrales gérées par les communes (13 %) et du secteur privé (42 %);

« — Les banques : Elles sont publiques pour 21,3 %; le reste comprenant des coopératives et des banques privées. Il s'agit de la Sveriges Riksbank, fondée en 1668 (la plus vieille banque centrale du monde) et de la P.K.-Banken, née de la fusion en 1974 de la Sveriges Kreditbank et de la Postbanken (banque postale) et la Sveriges Invester Ingsbank, créée en 1967 pour investir dans des programmes où les autres banques n'osent pas s'aventurer. Depuis 1971, il y a des représentants de l'Etat dans les conseils d'administration des banques privées. L'aile gauche du parti social-démocrate réclame la « socialisation » des banques privées.

« — Dans l'industrie, la part totale du secteur public est d'environ 5 %. Elle concerne l'exploitation forestière, où elle atteint 5 %; l'extraction des minerais, où elle est plus importante (en particulier par la société L.K.A.B., qui extrait le minerai de fer de Laponie, et dont l'Etat contrôle 95,7 % du capital); une aciérie : Norrbottens Jänverks A.B. (N.J.A.) à Luléa, créée de toutes pièces en 1940 par le gouvernement pour maintenir la main-d'œuvre sur place; deux petits chantiers navals (Kar Iskronavarvet, qui construit les unités de la marine, et Uddevallarvet, sauvé de la faillite et racheté en 1967); enfin quelques petites et moyennes entreprises chimiques et mécaniques rachetées par l'Etat à concurrence, selon les cas, de 50 %, 67 % ou 100 % au cours des années 60 pour maintenir la main-d'œuvre sur place.

« Toutes ces sociétés industrielles sont regroupées au sein d'un consortium mis en place en 1967, Statteföretag A.B., dont le but est d'assurer une politique de management commune, basée sur le profit et la rentabilité ».

Et le rédacteur poursuit en disant que les subventions et les prises de participation dans le capital pour le sauvetage des petites et moyennes entreprises en difficulté s'effectuent « en fonction de critères économiques et non idéologiques ».

Curieux socialisme ! Il s'accommode fort bien de l'existence d'un trust multinational du matériel de forage *Atlas-Copco,* de la société de construction des automobiles *Volvo,* de l'important chantier naval de *Kockums,* etc. D'où le penchant du président Valéry Giscard d'Estaing, longtemps représentant de la Haute Finance française au *Bilderberg Group;* comme aussi de M. François Mitterrand, du « *capital-socialisme* »; comme encore du *Council on Foreign Relations* et de ses « tycoons ».

Pourtant, dans *Les Cahiers du Club du « Nouvel Observateur »*, M. Pierre Vinde ne cache pas les intentions du parti social-démocrate de son pays, quand il précise :

« Depuis 1932, quand la social-démocratie est arrivée au pouvoir, nous avons foncièrement modifié la société bourgeoise et capitaliste. Et c'est un processus qui continue. Ces changements ont été rendus possibles, en partie, par le développement économique mais l'orientation et le contenu des réformes s'inspirent d'une idéologie socialiste.

« Nous avons introduit un impôt progressif sur la fortune qui

s'ajoute à un impôt fortement progressif sur les revenus. Les plus-values mobilières et immobilières sont également assez sévèrement imposées.

« Dans le domaine des revenus, la politique syndicale des salaires, en combinaison avec la politique fiscale et sociale de l'Etat, a mené à une égalisation très ferme des revenus nets. Les revenus des directeurs d'entreprise sont la moitié de ce qu'ils sont en France. En revanche, les revenus des ouvriers et des employés sont nettement supérieurs aux revenus français. Chaque année, les contrats collectifs rétrécissent l'écart des salaires.

« Nous avons introduit un régime identique de retraites pour les cadres et les ouvriers (...).

« Nous avons introduit dans l'enseignement le tronc commun de neuf ans obligatoire, où tous les enfants suivent un programme plus ou moins identique (...).

« Nous avançons lentement avec des réformes successives, des réformes qui ne sont pas toujours spectaculaires mais dont chacune constitue un pas dans la direction voulue, c'est-à-dire un affaiblissement du capitalisme.

« Permettez-moi de citer deux exemples :

« D'abord le droit de propriété, fondement sacré du régime capitaliste. Le droit des propriétaires des terres et terrains a été successivement limité et en partie vidé de son contenu par la législation sur l'utilisation des terres (...).

« Dans le domaine du logement, le rôle du capital privé a été réduit en plusieurs étapes. Le volume et le caractère de la construction sont étroitement contrôlés par l'Etat. La quasi-totalité des immeubles sont aujourd'hui édifiés par les coopératives et les municipalités. Les loyers sont fixés après des négociations entre organisations de locataires et propriétaires. Le locataire a le droit quasi absolu de disposer de son logement ».

Ne croirait-on pas lire une photocopie du plan de réforme de M. Valéry Giscard d'Estaing ? N'y retrouve-t-on pas l'idéologie qui préside à l'instauration de sa « société libérale avancée » ?

— Projet d'un impôt progressif sur la fortune se superposant à un impôt fortement progressif sur les revenus;

— Politique des salaires tendant à l'égalisation des revenus;

— Egalisation des retraites des cadres et des ouvriers;

— Tronc commun d'enseignement;

— Réforme foncière s'attaquant, pour commencer, à la propriété des terrains urbains;

— Impôt fortement progressif sur les plus-values mobilières et immobilières;

vraiment, rien n'y manque : M. Valéry Giscard d'Estaing veut bien nous imposer le « socialisme à la suédoise ».

L'Express, de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, éphémère ministre de M. Giscard d'Estaing, ne s'y est pas trompé, qui publiait, le 20 octobre 1975, un article intitulé « *La France socialiste ?* », dans lequel on pouvait lire :

« Société libérale « avancée » ? En regardant ce qui se passe en France depuis quelques mois, qui s'accentue de semaine en semaine avec la crise, et qui, d'ailleurs, prolonge un mouvement de fond datant de plusieurs années, en rassemblant les chiffres et les faits, on aboutit à une constatation qui est à l'inverse de l'image officielle : l'économie française est de moins en moins libérale.

« Elle s'enfonce dans la bureaucratie et la subvention d'Etat, elle s'éloigne à grande allure de la « prise de risque » qui était la justification de l'économie de concurrence et de libéralisme, elle se plie, comme avec un certain soulagement, au dirigisme des Administrations, qui, en échange, paient très cher tous les déficits financiers... et, sans aucune transition brutale, nous sommes déjà largement engagés dans un tout autre système où l'ensemble des agents économiques, des cadres dirigeants, des salariés, etc., tend vers une « fonction publique » généralisée.

« Il ne s'agit pas de juger, ici, si c'est pour le meilleur ou pour le pire. Chacun, là-dessus, a d'ailleurs une opinion ou un préjugé, une idéologie ou une conviction. Pour le moment, il faut constater le fait : la société économique dans laquelle nous nous installons est déjà bien davantage parasocialiste que néo-capitaliste ».

Parmi les nombreuses précisions apportées par les auteurs de l'article, on relève :

— Il y aura l'an prochain (1976) en France *2 219 000 fonctionnaires,* soit *56 000* de plus qu'en 1975 et *900 000* de plus qu'en 1947.

— Sur un chiffre d'affaires global des banques de *804,9 milliards* de francs en 1974, la part des établissements dépendant de l'Etat : B.N.P., Crédit Lyonnais, Société Générale, Crédit agricole, est de *604,4 milliards*.

— Les 360 entreprises d'Etat représentent 33 % des investissements français.

— Le budget 1976, qui s'élève à *293 milliards* de francs, se décompose en :

Dépenses des administrations	130	milliards.
Subventions	81	—
Budget militaire	50	—
Dépenses d'équipements civils	32	—

D'où la conclusion, résumée dans le « chapeau » de l'article :

« Aide aux entreprises, assistance aux sinistrés de la crise, subventions et prêts, l'argent public devient, de plus en plus souvent, le moteur, tous azimuts, de l'économie. Une simple radiographie montre qu'on pourrait bientôt appeler les choses par leur nom : le socialisme ».

Peu après cet article, M. J.-J. Servan-Schreiber, répondait à dix questions posées par Radio-France, dont celle-ci :

« Vous avez écrit dans L'Express : « La France dérive vers le socialisme ». Est-ce un souhait ou une crainte ?

« *J.J.S.S.* : Une crainte. Parce que le socialisme, au sens actuel en France, au sens du Programme commun, ce n'est pas la social-démocratie, qui a toute mon affection et à laquelle je crois, c'est le socialisme collectiviste, c'est-à-dire la bureaucratie, la stérilité, l'anonymat, le marché noir et le découragement. Je ne vois pas dans le monde — et vous ne pouvez pas m'en citer — un pays où ce collectivisme-là ait réussi à créer le bonheur, ou même, simplement, à faire progresser.

« Mais j'ai bien peur que les Français, par déception, en réaction à l'apparente indifférence du pouvoir, n'en viennent à s'abandonner à ce « Programme commun ». C'est pourquoi je sonne l'alarme. Il est encore temps. Pas pour très longtemps... »

De son côté, M. Jacques Attali, le « cerveau économique » de M. François Mitterrand, à qui on ne saurait donc reprocher d'ignorer les nuances du socialisme, écrivait, dans *Le Monde* du

9 octobre 1975, sous le titre significatif : « *Vers une socialisation du travail* » :

« Dans dix ans, une part importante du salaire des employés des entreprises privées dans les pays capitalistes les plus développés sera sans doute payée par l'Etat. Cela n'est ni une boutade ni un souhait, mais, à mon sens, une évolution logique, conséquence inévitable de la crise actuelle du système capitaliste. En définitive, la question fondamentale qui détermine son avenir reste en effet la suivante : comment et sur quel groupe social sera prélevé le profit nécessaire au rétablissement de la rentabilité du capital ? »

Après avoir montré que les quatre réponses traditionnelles : hausse de la productivité, exploitation du tiers-monde, dévalorisation du capital, hausse des prix, ne suffisent plus, et que le palliatif actuel, l'inflation, est une solution illusoire, M. Attali poursuit :

« Aussi, le système capitaliste est-il en train de remettre en œuvre une stratégie plus traditionnelle : faire baisser le salaire payé par les entreprises ».

Comment ? par « les efforts faits pour obtenir le report sur la collectivité d'une partie de la charge des salaires. Déjà l'Etat finance par l'impôt une partie des coûts d'exploitation directs (frais de recherches, subventions à l'investissement, infrastructures de communication, etc.) et une part des coûts du travail (formation professionnelle, aide aux chômeurs, etc.).

« La tendance actuelle est de donner une ampleur inconnue à cette socialisation des coûts. En théorie, un nouveau pas dans la socialisation des charges du travail pourrait permettre d'éviter sans inflation une aggravation du chômage : le coût du travail ayant baissé pour l'entreprise, le maintien de l'emploi pèserait moins sur la productivité globale, permettant la hausse de la rentabilité du capital sans licenciements, ni hausse des prix, ni baisse des revenus avant impôt. Mais cela conduit à une conclusion explosive : une fois atteintes les limites de l'endettement public, le rétablissement du plein emploi exigerait présentement que la collectivité choisisse entre lever des impôts nouveaux et réduire le niveau des équipements collectifs ».

Sur le nombre, le rôle et le contrôle des entreprises nationa-

lisées, le président de la Commission des Finances du Sénat, M. Edouard Bonnefous, donne d'intéressantes précisions, que rapporte *Le Monde* du 6 novembre 1975 :

« *En 1950, il y avait 300 entreprises nationalisées, qui représentaient au total 5 % du chiffre d'affaires de l'économie française; en 1974, on en comptait 800 qui en font 11 %. Les banques nationalisées couvrent 75 % du secteur, les assurances d'Etat 37,6 %, l'automobile et le pétrole 20 à 40 %, l'aéronautique, l'armement et les transports 80 %, pour le charbon c'est la totalité.*

« *Quant aux effectifs, ceux de l'E.D.F. avoisinent 100 000 personnes, la S.N.C.F. en a 300 000, Renault 100 000. En face de ces chiffres, aucun des grands groupes privés n'occupe plus de 80 000 personnes* ».

« Il y a eu, estime M. Edouard Bonnefous, déviation de la vocation des entreprises nationalisées. Par le jeu des accords de coopération avec le secteur privé, des holdings industriels, on est passé du chiffre de 275 filiales en 1957 à 570 aujourd'hui, et cela, en ne retenant que celles où l'Etat détient au moins 30 % du capital et sans parler des filiales étrangères. Or le contrôle de ces entreprises, qui gèrent des fonds publics, est insuffisant car les contrôleurs financiers ne sont pas assez nombreux (...).

« La part des entreprises publiques dans l'ensemble des recettes fiscales ne dépasse pas 5 %. « *Qu'en pensent les responsables des entreprises privées si souvent suspectés de fraude ?* », demande M. Bonnefous.

« *Que proposons-nous ?* conclut le président de la commission des finances. *Une révision de notre conception du fonctionnement du service public* :

« 1) *Il est anormal que sa contribution aux ressources fiscales de l'Etat soit aussi faible;*

« 2) *Il est anormal qu'il puisse, par le jeu des filiales, étendre ses activités à des domaines qui n'ont plus rien à voir avec les secteurs nationalisés;*

« 3) *Il est anormal que l'Etat soit entraîné à subventionner des déficits alors qu'il ne maîtrise pas les conditions de l'exploitation;*

« 4) *Il est anormal enfin que le contrôle de gestion soit effectué superficiellement par des fonctionnaires à temps partiel alors qu'il devrait l'être par les magistrats à la Cour des comptes* ».

De la réponse de M. Fourcade, ministre de l'Economie et des Finances, on ne retiendra que ces deux passages :

« *En dehors des périodes du Front populaire et de la libération, les nationalisations ont été l'effet de circonstances diverses. Ainsi s'est constitué un secteur public étendu mais hétérogène. Cent quinze entreprises relèvent de la commission de contrôle, elles occupent un million de personnes (7 % des salariés). En revanche, si la valeur ajoutée ne représente que 8 % du secteur privé, la part des entreprises publiques dans les investissements productifs du pays est de 20 %* ».

Et bien que reconnaissant que le secteur public était hétérogène, M. Fourcade n'en déclare pas moins :

« *Le gouvernement considère que l'existence de ce secteur public ne doit pas être remise en cause, mais qu'il lui appartient de s'assurer que la gestion est la meilleure possible* ».

Ainsi, on se gardera bien de toucher aux nationalisations, et même aux filiales abusives signalées par M. Bonnefous.

Ce qui justifie la réflexion ironique de M. François Mitterrand, rapportée par *Le Monde* du 14 octobre 1975 :

« Pourquoi serait-on réformiste à quinze nationalisations et révolutionnaire à seize ? »

Le Secrétaire d'Etat suédois, M. Pierre Vinde, avait donc raison quand il prétendait que « le secteur nationalisé est moins grand en Suède qu'il ne l'est en France ».

LE REVERS DE LA MÉDAILLE

Dans *Le Monde* du 14 septembre 1973, M. Manuel Lucbert rappelle que :

« Depuis 1932..., à l'exception d'une courte période de trois mois en 1936, le premier ministre à Stockholm a toujours été un social-démocrate.

« La prédominance du parti social-démocrate des travailleurs (SAP), bien que fondé tardivement (en 1889) sous l'impulsion d'August Palm et de Hjalmar Branting, remonte en réalité encore plus loin. Dès 1911, les socialistes constituaient le groupe le plus important à la Deuxième Chambre du Riksdag et, le 1er mars 1920, Branting, qui était entré pour la première fois dans une coalition bourgeoise en 1917, formait un gouvernement homogène minoritaire : ce fut le deuxième gouvernement socialiste en Europe ».

Quarante-trois ans de gouvernement ! Cela semblerait indiquer que, avec son « succédané de socialisme », la Suède ait découvert le régime idéal...

Ce n'est pas du tout l'avis du professeur de sociologie américain, Mrs Susan L. M. Huck, dans son reportage publié par *American Opinion* de juin 1971, sous le titre : « *Alas, Sweden ! If This Is The Future It Doesn't Work* » (Hélas, Suède ! Si tel est notre avenir, il ne nous convient pas).

Les principaux reproches de Mrs. Huck au socialisme, tel que *pratiqué* en Suède, peuvent se résumer ainsi :

1. — « La Suède socialiste doit être le paradis des bureaucrates. Il est difficile d'imaginer un autre pays où les citoyens enserrés dans les règlements soient plus naturellement et plus spontanément prêts à défendre le bureaucrate qui les ligote ».

D'où la phrase rituelle : « Mais vous n'avez pas le droit de faire cela »; par exemple, « acheter ou vendre votre terrain sans l'autorisation du gouvernement, ou sans l'acceptation de l'acquéreur par le gouvernement, ou de couper vos arbres pour vous édifier une maison sur votre propre terrain ».

2. — « Le Parti social-démocrate... a imposé aux passifs Suédois de nombreuses « réformes », notamment un programme typiquement minutieux d'éducation sexuelle, pratiquement du berceau à la tombe ». Il s'ensuit que, malgré toute une propagande pour la contraception et l'avortement, le taux des enfants nés hors mariage est de l'ordre de 14 % (un sur sept) — pourtant, dès 1942, M. Maurice Bedel, dans *Jérôme*, nous avait appris la fréquence des divorces dans les pays nordiques !

Autre conséquence : l'accroissement constant des maladies vénériennes. D'autant que l'intelligentsia gauchiste d'avant-garde anime une campagne en faveur de la pornographie et des perversions sexuelles. Et Mrs. Huck de déclarer, avec son humour habituel : « Les Suédois vous écouteront si vous leur dites que les orgies sont bonnes pour leur santé — après tout, ils ont toujours eu un faible pour la gymnastique. Mais les Suédois ont aussi l'obsession de la propreté, et, par suite, ils n'aiment pas envisager le problème du taux des maladies vénériennes comme indice de progrès social ».

3. — « Ne m'étant jamais intéressée beaucoup au suicide, il m'est difficile d'imaginer exactement pourquoi tant de Suédois choisissent ce moyen extrême de quitter une vie qui semble plus ennuyeuse et étriquée que pénible. Mais le fait est que les Suédois préfèrent vingt-quatre fois plus se tuer eux-mêmes que tuer les autres » (3).

C'est pourquoi, surtout par respect de la sacro-sainte « loi », le taux de la criminalité était relativement bas.

« On admettait jadis que ce taux inférieur de la criminalité était dû à tout le bien-être social, qui, disait-on, dispense les gens de voler, de commettre des rapts, d'incendier, de tuer, de se droguer, de se prostituer ou de se livrer à des excès de boisson. Eh bien, si la « nécessité » était la seule raison qui pousse les gens à commetre de mauvaises actions, la tendance devrait être à une diminution de ces forfaits, alors qu'elle est, au contraire, en accroissement... Les Suédois semblent avoir acquis une certaine notoriété pour la régularité méthodique avec laquelle leurs compatriotes se soûlent jusqu'à perdre la raison ».

4. — « En parlant des actes d'auto-destruction, le commerce de la drogue s'est développé grâce à l'afflux des déserteurs américains, qui sont officiellement accueillis par le gouvernement suédois »; il leur attribue même des allocations de secours.

Ces déserteurs des troupes d'occupation en Allemagne par crainte d'être envoyés au Vietnam ont formé, à Stockholm notamment, un « nouveau milieu » de tenanciers de tripots et de maisons de prostitution, d'animateurs de « sex-clubs », de trafiquants de drogue, etc., qui pose au gouvernement suédois un sérieux problème de sécurité.

5. — « Autre problème : la crise du logement. « Et pourquoi cette inexcusable crise du logement ? On se trouve dans un des pays d'Europe à la moindre densité de population — inférieur de moitié à celle des Etats-Unis. Il est pour sa plus grande partie couverts de forêts, qui *peuvent* être utilisées pour la construction de maisons, les « planificateurs » permettant... La réponse, en toute évidence réside dans la socialisation du logement.

« Il est presque impossible pour un Suédois, encore moins pour un étranger, de dénouer le Nœud Gordien de la réglementation suédoise sur l'habitat et l'occupation des terrains ».

Résultat : « des listes d'attente de dix ans pour un appartement en ville, ou des milliers de dollars pour « rémunération d'entrée en place », ou encore de vieilles baraques branlantes à loyers excessifs (qui peuvent être demandés parce que les habitations à loyer artificiellement « modéré » ou « à loyer subventionné » sont déjà occupées par les catégories spéciales de gens privilégiés). Vu les conditions de logement, les retraités âgés sont plus spécialement désignés pour être relégués dans des appartements manquant totalement de confort ».

6. — Car, dans un pays qui se vante d'être tellement « démocratique », « certaines personnes sont toujours plus égales que les autres. L'ennui, c'est que les inégalités sont déterminées à peu près exclusivement par les options politiques — c'est-à-dire suivant la façon dont on joue le bon jeu politique ou dont on est « dans le sens » du gouvernement. Et à la manière typiquement bureaucratique, les gens sont traités par groupe ou par appartenance à des organisations, ou par catégories, beaucoup plus que comme individus.

« Le socialisme semble aussi élever le niveau des tolérances pour le langage hypocrite. Sans quoi, les moins imaginatifs des Suédois ne pourraient fermer les yeux devant un spectacle comme celui de leur très riche vieux pirate, Gunnar Myrdal..., principal titulaire d'une sorte de commission royale sur l'Egalité. Vous ne prendrez pas la famille Myrdal à donner sa fortune aux Pauvres, ni à s'acharner à vivre comme un Suédois moyen, mais vous seriez étonné de voir combien Gunnar montre de zèle pour rendre tout le monde égal ».

Et avec cela, la « *vraie* classe dirigeante est particulièrement jalouse de son rang et de ses privilèges ».

7. — Bien entendu, « personne n'admettra jamais d'avoir des occupations telles que « parasite » ou « fainéant heureux ». Aussi, dans les annuaires, trouve-t-on quantité d' « étudiants » ou d' « éditeurs ». « Ce qui évoque le tableau de quelqu'un, assis devant la télévision, mais qui informe ses voisins qu'il a été chargé d'éditer un manuscrit d'un très important personnage dont, bien sûr, on ne peut pas attendre qu'il révèle l'identité ».

L'un de ces étudiants, marié, occupant un riche appartement, a fait l'exposé « des arrérages de subventions, des prêts, des secours, des allocations familiales et autres avantages que le gouvernement suédois l'estime en droit de recevoir aussi longtemps qu'il continuera d' « étudier ». Etudier quoi ? En l'espèce, l' « anthropologie sociale ».

8. — Le résultat de cette politique socialiste est, évidemment, une inflation galopante. « Les prix sont très comparables à ceux des Etats-Unis (augmentés de 17,5 % de T.V.A.), mais certains montent à des hauteurs astronomiques, comme le blanchissage et la teinturerie, qui coûtent deux à trois fois plus cher qu'aux Etats-Unis. Pendant ce temps, le salaire moyen d'un ouvrier d'usine dûment syndiqué tourne autour de $ 2 (10 F) de l'heure dans les meilleures conditions. Les retraites et les allocations sont, naturellement, très en dessous de l'inflation.

« En Suède, les allocations familiales s'élèvent à $ 300 par

an — alors que nos braillards d'agitateurs pour le « droit au bien-être » réclament $ 6 500 par an pour une famille de quatre personnes. Les pensions de retraite et d'invalidité atteignent entre $ 1 100 et $ 1 700 par an (ce dernier chiffre pour un « ménage »), ce qui est comparable à notre système de Sécurité Sociale — et, avec l'inflation, cela ne fait pas beaucoup ».

9. — Soit... Mais, en compensation, tout le monde a droit aux « soins médicaux gratuits », n'est-ce pas. Certes, mais à condition qu'un médecin trouve le temps de s'occuper du patient ou qu'il y ait une place disponible à l'hôpital — et l'exemple de l'Angleterre montre que le problème n'est pas facile à résoudre.

D'ailleurs, en Suède, la gratuité des soins n'est pas complète, en dépit des fortes taxes auxquelles elle sert de prétexte. Par contre, le malade peut recevoir une « allocation journalière de 6 à 52 krona », soit en gros 7 à 53 F par jour. Avec charges de famille, on perçoit un très munificent « supplément pour enfant de 1 à 3 krona par jour » — 1 à 3 F. Avantage suprême, l'accouchement est gratuit; et si l'intéressée travaille, elle peut recevoir « entre un et quarante-six krona par jour » — 1 à 47 F — pendant six mois en compensation de la perte de salaire. Mais le *taux* de cette compensation est fixé suivant des critères assez mal définis.

10. — En échange de toutes ces libéralités — plus quelques autres telles que gratuité de la scolarité et loyer subventionné, réservées aux classes privilégiées —, l'assujetti est redevable au gouvernement d'environ la moitié de son revenu par impôts directs ou indirects. Les taux d'imposition sur le revenu sont plus élevés qu'aux Etats-Unis, et, bien entendu, avec l'inflation, le prélèvement de l'impôt augmente même si le revenu réel reste constant en pouvoir d'achat. Prélèvement qui s'accroît encore du passage dans la « tranche » supérieure de l'échelle des revenus.

***

Tel est l'essentiel des observations recueillies par Mrs. Susan L. M. Huck au cours de son reportage de 1971 en Suède. A les

lire, on pourrait croire à un dénigrement systématique du « socialisme à la suédoise ». Qu'en est-il exactement ?

Dans son numéro du 6 septembre 1971, sous le titre « Milice antisexe », *Valeurs Actuelles* faisait écho à l'information de Mrs. Huck concernant le « nouveau milieu » de déserteurs américains à Stockholm. Leurs activités ont déclenché la formation de bandes de « raggarna » (voyous) qui déclarent :

« — Peut-être bien que nous ne sommes que des voyous, des fascistes et des nazis. Mais nous en avons assez de voir deux cents déserteurs américains, nègres pour la plupart, régner en maîtres sur Stockholm, faire fortune en ouvrant des salles de jeux, bourrer nos filles de drogue, les prostituer, les exporter... Et si nous cassons la gueule aux flics, c'est parce qu'ils protègent çà ».

Organisés en commandos, ces « raggarna » ont réussi, après de violents incidents, à faire fermer les portes à de nombreux tripots.

« Enhardis par ces premiers succès, les « vertueux voyous » prennent alors dans leur ligne de tir les « sex-clubs » dont le prétexte « artistique » ne camoufle pas l'industrie. Ces lupanars collectifs sont munis d'autorisations officielles. La carte (obligatoire) de membre du « club privé » s'achète à l'entrée, auprès des deux parrains de rigueur.

« Cette fois l'objectif est de taille. Dans la soirée du 1er août, renforcés par les recrues du week-end, les « raggarna » investissent, à trois cents, le célèbre « Pornoklub » de Stockholm. Ils se heurtent à la police du gouvernement socialiste.

« Après une dure bagarre, les attaquants laissent sur le terrain sept blessés graves, et douze entre les mains des forces de l'ordre, aussitôt déférés à la justice ».

Dans l'hebdomadaire américain *The Review Of The News*, du 22 mars 1973, M. Hilaire du Berrier écrit :

« Dans le paradis de Palme. — Roland Huntford, correspondant à Stockholm de l'*Observer*, de Londres, a écrit un livre intitulé *The New Totalitarians* (Les nouveaux totalitaires), qui vient d'être publié en Angleterre par la Penguin Press. Un correspondant de l'*Observer*, qui se situe aussi à gauche que le *Washington Post*, paraît une curieuse source pour les informations que Huntford nous rapporte sur la Suède.

« M. Huntford relate que le paradis socialiste du communiste Olof Palme présente toutes les caractéristiques d'un Etat totalitaire. Et les impôts exorbitants sont le moindre des ennuis qui accablent la population de Suède. Le régime au pouvoir a pour but de broyer l'individu et de détruire la famille. Projet exécuté par la Direction des Affaires Sociales, ministère dirigé par des intellectuels socialistes et à l'abri de toute intervention de la justice. La D.A.S. jouit d'un « pouvoir sans limite » sur la garde des enfants. Elle peut arracher un enfant au foyer de ses parents par simple mesure administrative et le confier à la garde de toute personne ou de toute organisation de son choix. Les parents n'ont aucun recours en justice; il ne leur est même pas permis d'être présents au moment où les dirigeants décident de la façon dont ils disposent de leurs enfants. Par suite, constate Huntford, les parents vivent « dans la peur constante de se voir enlever « leurs enfants si leurs méthodes d'éducation ne sont pas abso- « lument conformes aux idées [socialistes] admises ».

« Pour endoctriner les citoyens en faveur de l'Etat socialiste, le gouvernement suédois dispose aussi de l'école. Les écoles privées ont été supprimées. Et les écoles de l'Etat sont organisées pour produire une société uniforme, « égalitaire », où l'individu est effacé et où la sexualité aveugle est érigée en activité hygiénique, au même titre que les flexions des jambes ou du tronc.

« Pour garder les adultes bien en main, les socialistes suédois font un large usage de la politique du logement. La propriété du sol est stigmatisée comme « anti-sociale ». Les locataires des appartements d'Etat, soumis à de longues listes d'attente, sont désignés avec l'intention de détruire les différences de classes et les modes traditionnels d'existence. Suivant l'expression d'un intellectuel socialiste : « Les gens doivent perdre le droit de choisir leurs voisins ».

« Rien d'étonnant si de très nombreux Suédois cherchent un oubli momentanément dans la boisson. Mais le Grand Frère a fermé aussi le robinet du *schnapps*. Tout Suédois suspecté de boire trop chez lui ou en public est soumis à enquête par le Bureau de Tempérance du gouvernement. Les membres de ce Bureau peuvent pénétrer partout sans mandat, envoyer le buveur fautif dans un établissement de désintoxication ou l'inscrire sur

la liste noire. Après son inscription sur cette liste, un citoyen suédois n'est plus autorisé à se payer une boisson dans un restaurant ou dans un magasin de spiritueux de l'Etat.

« Olof Palme, le Grand Frère en chef du paradis socialiste nordique, est un produit de l'éducation américaine — Kenyon College dans l'Ohio. C'est là, d'après Palme, qu'il est devenu marxiste ».

Le principe de la société « égalitaire » est loin d'être admis par une partie importante de l'opinion publique suédoise. Ainsi, dans *Valeurs Actuelles* du 15 mars 1971, M. Patrice Delage rapporte que, le 1er février 1971, le Syndicat des Travailleurs Intellectuels (SACO) et la Fédération des Fonctionnaires (SR) « déclenchaient une grève touchant 4 000 fonctionnaires, occupant tous des postes clés dans l'administration. Parmi eux, 600 chefs ou sous-chefs de gare. Conséquence immédiate : 44 000 cheminots au chômage.

« Le 15 février, le syndicat des travailleurs intellectuels décidait la grève de 2 000 médecins et enseignants, de 400 dentistes. L'Etat, prenant les devants, prononçait un lock-out touchant 25 000 enseignants. 500 000 élèves du secondaires et 100 000 étudiants étaient du même coup privés de cours.

« Fait sans précédent, le gouvernement envisageait la mise à pied de 3 000 officiers de carrière...

« En réalité, il s'agit d'un grave conflit politique : l'égalitarisme cher aux sociaux-démocrates est en jeu.

« La centrale ouvrière LO, qui rassemble 900 000 ouvriers de l'industrie, réclame une augmentation des salaires de 19 % sur deux ans. Son but étant de maintenir l'actuelle « hiérarchie des salaires », elle annonce son intention d'exiger les mêmes avantages que ceux qui seront accordés aux fonctionnaires ».

Pour remédier à cet état de choses, le Premier ministre, M. Olof Palme demandait au Parlement, « selon la procédure d'urgence, le vote d'une loi destinée à mettre fin aux grèves et à « geler » les conflits sociaux pendant six semaines », « opération qui froisse sa conscience socialiste en même temps qu'elle compromet l'avenir de son gouvernement ».

Comme on comprend que cette opération autoritaire « froisse la conscience socialiste » de M. Olof Palme ! Elle fleure un léger relent de dictature...

Ainsi, sur le plan social, le « modèle suédois, ne paraît pas une réussite complète. Qu'en est-il sur le plan économique ?

The Review Of The News, du 13 septembre 1972, écrivait :

« La Suède a été longtemps le théâtre du socialisme. Mais des fissures apparaissent sur la façade du paradis socialiste. Comme le faisait observer récemment l'éditorialiste William R. Frye : « Les fautes et les faiblesses de la théorie socialiste, comme des « termites rongeant les fondations d'un immeuble, sont en train « de saper l'extraordinaire prospérité suédoise ».

« D'après Frye, environ cinq pour cent des travailleurs suédois touchent une généreuse allocation de chômage, alors qu'une des principales aciéries a été obligée d'*importer* des ouvriers de Finlande. Les dépenses exigées pour le soutien du bien-être des sans-travail et pour le financement d'une multitude d'avantages « gratuits » écrasent d'impôts le travailleur suédois.

« Les taxes sur les sociétés sont peu élevées en Suède. Mais, écrit Frye, le système de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, « il faut le voir pour le croire. Le gouvernement absorbe « 44 % du Produit National Brut en redevances directes et indi- « rectes (à comparer aux 26 % des Etats-Unis) ».

« (...) Une secrétaire au salaire nominal de $ 8 000 par an ne conserve que $ 4 688 après le paiement de son impôt sur le revenu... Elle doit alors, comme tout autre Suédois, payer une T.V.A. de plus de 17 % sur presque tout ce qu'elle achète. En fait, certains articles « de luxe » sont taxés plus haut encore.

« Faute de stimulant, la productivité suédoise diminue rapidement. Le taux de croissance de 10 % soutenu par la Suède dans les années 60 est tombé à 0 % en 1970. En 1972, il est monté à quelque 3,5 % nominaux, mais l'inflation monétaire rend douteux qu'il y ait eu aucune croissance. On assiste à une importante fuite des capitaux (4), et le phénomène du « brain drain » (exode des cerveaux), connu précédemment par la Grande-Bretagne socialiste, est en train de vider de la même manière le paradis socialiste du Premier ministre Olof Palme » (5).

Dans une importante étude publiée en trois volets par *Le Monde* des 14, 15 et 16/17 septembre 1973, M. Manuel Lucbert fait le point de « *La Suède à l'heure de l'échéance* ».

« ... dans cette euphorie démocratique, écrit-il, le gouvernement

social-démocrate n'échappe pas... à de dures accusations dans le pays et à l'étranger. Tel auteur voit dans les dirigeants du pays de « *nouveaux totalitaires* » (Roland Huntford. *The New Totalitarians.* Allen Lane, The Penguin Press). Tel autre dénonce le conditionnement idéologique auquel est soumise bon gré, mal gré, la population suédoise dès l'école primaire (Göran Palm. *L'Endoctrinement en Suède*). Dans le même esprit, une autre attaque a été portée, lors du coup d'envoi de la campagne électorale, par M. Gösta Bohmann, le chef du Rassemblement modéré (ex-conservateur). Mécontent de la façon dont le gouvernement avait (provisoirement) réglé, ce printemps, la question de la réforme fiscale, M. Bohmann a accusé la politique sociale-démocrate d'avoir « *des traits corporatistes qui n'appartiennent pas à notre système* ».

Un peu plus loin, M. Lucbert constate :

«... il est un fait que « *l'arrogance* » des sociaux-démocrates, leur « *omniscience* », voire ce que certains appellent leur « *terrorisme intellectuel* » mettent de plus en plus de gens mal à l'aise. « *Lorsqu'il m'arrive de ne pas penser comme eux, j'ai l'impression de commettre un péché* » nous disait un ami à Stockholm ».

Par les avantages qu'elle offre : caisse de chômage, facilités pour l'embauche, indemnités en cas de grève, etc., l'appartenance à un syndicat est de rigueur en fait, sinon en droit. Or, la pratique de l'adhésion collective à un parti politique fait qu'environ un tiers des syndiqués (36 %), soit six cent mille sur un million sept cent mille, ont aussi leur carte du Parti social-démocrate des travailleurs (SAP). Mais ce caporalisme est de plus en plus impatiemment supporté, comme en témoigne la flambée récente de grèves « sauvages »; si certaines sont motivées par des questions de salaires ou de conditions de travail, la plupart sont dirigées « contre la bureaucratie syndicale, fortement centralisée et soucieuse de coopérer avec les patrons à l'amélioration de la productivité ».

« Les liens étroits qu'entretient la Confédération L.O. (Confédération des syndicats) avec le parti social-démocrate rendent d'autant plus inquiétante pour le gouvernement cette contestation de la hiérarchie syndicale ». Et il en est de même de « la dégrada-

tion des relations avec les milieux économiques, partenaires obligés du pouvoir ».

En cette année 1973, à la veille des élections générales, quatre problèmes se posaient avec acuité au Premier ministre Olof Palme : — limiter la hausse du coût de la vie; — réduire le chômage, provoqué par la politique brutale de lutte contre l'inflation et de rééquilibre de la balance des paiements; — lutter contre la criminalité grandissante; — alléger la charge fiscale, voisine du seuil de l'intolérance (ministre des Finances Gunnar Sträng). « Or, écrit M. Manuel Lucbert, dans ces différents domaines, le gouvernement donne l'impression de ne recourir qu'à des palliatifs ».

C'est ainsi que, l'année suivante, après des élections qui avaient partagé la Chambre en deux blocs, un bloc des gauches et un bloc bourgeois à égalité de cent soixante-quinze membres chacun, *Le Monde* du 12 juin 1974 publiait une dépêche de son correspondant à Stockholm, M. Guy de Faramond, qui disait notamment, sous le titre : « M. Palme expose un ambitieux programme social » :

« A l'issue d'une conférence de trois jours avec les délégués de son parti, M. Olof Palme... a exposé le programme en douze points des sociaux-démocrates pour les années à venir : poursuite de la lutte contre le chômage, qui a donné de bons résultats puisqu'il est déjà de moins de 2 %; démocratisation des entreprises et suppression du paragraphe 32 des statuts de la Confédération patronale, qui donne à l'employeur le droit d'embaucher et de licencier librement le personnel (ce paragraphe a, en fait, déjà été vidé de sa substance par plusieurs lois qui garantissent l'emploi); expansion du secteur public dans le domaine de la santé publique, de la prévoyance sociale et de l'éducation; investissements industriels avec la Fédération des coopératives; contrôle accru des sociétés multinationales suédoises et étrangères; ainsi les investissements suédois à l'étranger seront examinés à la lumière de leur incidence éventuelle sur l'emploi en Suède; définition d'une politique énergétique à long terme.

« Le gouvernement entend aussi protéger davantage l'environnement, définir une nouvelle politique du logement permettant l'accès de nouveaux salariés aux maisons individuelles et multiplier les crèches et jardins d'enfants. Il veut améliorer la formation des éducateurs, revaloriser le travail des femmes, lutter pour l'égalité des salaires entre hommes et femmes, accroître les crédits destinés à une politique culturelle « *plus généreuse et plus ouverte à l'égard des groupes contestataires et marginaux* ».

« Enfin, ce catalogue d'intentions contient des engagements sur la démocratie locale, l'autonomie accrue des communes, la participation des immigrés aux élections régionales et communales (6) et la solidarité avec les mouvements de libération du tiers-monde (7). L'aide au développement atteindra sans doute l'an prochain 1 % du P.N.B. ».

Il ne semble donc pas que, dans le domaine économique, les sociaux-démocrates suédois aient obtenu plus de succès que dans le domaine social, malgré que, ici encore, ils n'aient pas hésité à « froisser leur conscience socialiste » en recourant à des mesures d'une orthodoxie socialiste assez discutable. On l'a vu dans l'affaire des grèves de 1971; on le voit de nouveau dans « la politique menée avec beaucoup de rudesse par le ministre des finances, M. Gunnar Straeng : le souci de lutter contre l'inflation et de rétablir l'équilibre de la balance extérieure, au risque de provoquer une poussée de chômage, a fait un peu oublier aux sociaux-démocrates que leur audience reposait largement sur le respect du dogme du plein-emploi » (*Le Monde,* 16-9-1973). Dogme qui n'est que l'expression d'une des plus impérieuses revendications du programme socialiste, le droit au travail.

Les sociaux-démocrates ont-ils mieux réussi dans le domaine de la politique intérieure ?

Il faut reconnaître, avec M. Yves de Saint-Agnès, dans *Valeurs Actuelles* du 3 septembre 1973, que « quarante années de pouvoir n'ont pas suffi au parti social-démocrate pour obtenir l'abolition de la monarchie inscrite dans le premier paragraphe de son programme. Au cours de ces quatre décennies, la famille Bernadotte a certes bénéficié d'une conjoncture favorable. Disposant parfois d'une majorité précaire, les sociaux-démocrates furent contraints de recourir à des gouvernements de coalition. La peur de heurter l'opinion, autant que l'habitude, ne furent pas non plus étrangères au maintien de la monarchie (...).

« Monté sur le trône en 1950, le roi Gustav VI Adolf devait consolider le prestige de la monarchie. Sa dignité, sa qualité d'expert en archéologie et sa discrétion lui valurent même l'affection du précédent premier ministre M. Tage Erlander. Sympathie suffisamment vive pour conduire ce dernier à déclarer en 1966 au cours du congrès de son parti :

« — Bien sûr, je suis républicain, mais cela ne justifie pas que je souhaite la proclamation de la République ».

Encore un pénible « froissement de la conscience socialiste », lui aussi *imposé par la brutalité des faits.*

Cela en fait beaucoup — on pourrait en citer bien d'autres —, sur des sujets trop variés pour ne pas mettre en cause le bien-fondé de la doctrine du socialisme « modèle suédois » elle-même.

Et vient invinciblement à l'esprit l'expression définitive du « Vieux Lion » Winston Churchill :

« — *Le socialisme est la philosophie de l'échec, le credo de l'ignorance, la doctrine de l'envie* ».

Mais quel échec a jamais incité un doctrinaire à éprouver quelque doute sur son idéologie — ou du moins à l'avouer ?

Ainsi, M. Olof Palme, dont « le père était un capitaliste », la mère une « baronne balte » et l'oncle « un assassin d'ouvriers finlandais » (8), n'a-t-il pas hésité à proclamer, la veille même des élections qui allaient mettre son parti en minorité :

« *Il n'y a pas de meilleure société que la société suédoise, car il n'y a pas de société où la majorité des gens vivent mieux* » (9).

ENARQUES FRANÇAIS ET SOCIALISME MODÈLE SUÉDOIS

« Lorsque M. Pompidou, pour définir ses ambitions de politique sociale, se proposait de faire « comme en Suède avec un peu plus de soleil », écrit l'éditorialiste du *Monde*, des 17-18 octobre 1971, il ne prévoyait sans doute pas les difficultés auxquelles se heurte actuellement M. Palme dans un domaine où Stockholm a élaboré un « modèle » dont le prestige reste considérable ».

Il ne prévoyait pas, non plus, que le prestige de ce « modèle » allait subir, dans son propre pays, et sous l'empire des faits, un déclin manifeste.

Trois ans plus tard, le président Valéry Giscard d'Estaing n'avait plus les mêmes excuses. Il ne pouvait ignorer ce que M. Alain Duhamel écrivait dans l'officieux *Le Monde,* du 20 mai 1971 :

« Le « modèle suédois » avait... fait des adeptes. Transformer la société capitaliste de l'intérieur, introduire progressivement la plus grande égalité compatible avec les structures existantes, ce n'était certes pas encore le socialisme, mais cela s'en rapprochait substantiellement. Quand, en 1962, la C.F.T.C. organisait un colloque sur la « planification socialiste », quand elle proposait une politique résolue d'aménagement du territoire, quand elle marquait son intérêt pour la « politique des revenus », le « modèle suédois », mythe en réalité, n'était pas loin. A la même époque, dans les années 60, les clubs, notamment le club Jean-Moulin, partageaient cette attirance. Le succès d'un livre comme « Pour une réforme de l'entreprise », de François Bloch-Lainé, bien des thèmes du « Nouvel Horizon », de Gaston Defferre, au moment de sa tentative présidentielle, allaient dans le même sens. L'aile modérée du parti socialiste en reste sans doute imprégnée aujourd'hui encore. Mais en Suède même, le modèle est contesté. En France, la C.F.D.T. l'a répudié. Au sein du nouveau parti socialiste, il est, théoriquement en tout cas, en minorité; ceux mêmes qu'il continue à influencer assurent qu'il ne saurait en tout état de cause s'agir que d'une première phase. Le « projet » suédois n'opère plus de miracle ».

Voilà, peut-être, une explication de l'entêtement du chef de l'Etat à vouloir imposer à la France un mode de gouvernement dont l'exercice prolongé s'est prouvé désastreux non seulement en Suède, mais dans les pays nordiques qui l'avaient adopté, Norvège et Danemark.

Depuis 1945, date de sa fondation par M. Michel Debré — qui, depuis, a renié son enfant —, l'Ecole Nationale d'Administration (E.N.A.), pépinière de nos dirigeants actuels, inculque à ses élèves le dogme de l'idéologie socialiste, imposée par une poignée de ses professeurs par opposition aux excès du capitalisme. Ce qui

nous a valu toute une législation fortement imprégnée du « modèle suédois » : bureaucratie omnipotente et envahissante, dirigisme économique planifié, modération dans les nationalisations, mais ingérence de plus en plus étendue de l'Etat dans les entreprises, castes et dynasties politico-financières, imposition excessive, accrue par une étouffante T.V.A. — insigne invention de nos technocrates de l'Inspection des Finances ! —, restrictions au droit de propriété, caporalisation de l'enseignement, offensives contre la médecine libérale, incitation au débridement de la sexualité par les lois sur la contraception et l'avortement, la tolérance à l'égard de toutes les manifestations de la pornographie, chômage professionnalisé, etc.

Or, précisément, le président Giscard d'Estaing et son Premier ministre Jacques Chirac appartiennent à ces promotions de l'E.N.A. férues du « modèle suédois ».

Et c'est bien comme le « modèle suédois », en effet, (ainsi qu'il a été dit plus haut dans la citation de « L'auberge socialiste » du *Monde,* du 26-6-1971), que le programme de notre actuel gouvernement « s'accommode fort bien de la gestion « capitaliste » des grandes entreprises » et a fait sienne « la théorie de la révolution par le bulletin de vote », comme le montre le souci constant du chef de l'Etat de composer avec *tous* les partis politiques. De même, on assiste à une évolution vers les « transferts de revenus » des catégories les plus aisées vers ceux du bas de l'échelle... grâce à une fiscalité directe « agressive » et des institutions sociales de pointe ».

Mais cette fidélité à l'enseignement de l'E.N.A. ne saurait suffire à expliquer l'apparente indifférence du président Giscard d'Estaing à l'égard des échecs patents de l'expérience suédoise.

Le 3 septembre 1974, à la télévision, écrit M. Claude Jacquemart dans *Valeurs Actuelles* du 9, il affirmait :

« — Il y a je le sais bien, toutes sortes d'alibis pour ne pas faire l'Europe politique, mais il n'y aura aucun alibi pour ceux qui ont été convoqués au rendez-vous de l'Histoire, comme c'est le cas de notre génération, et qui en seraient repartis les mains vides.

« Engagement solennel. Personnel.

« — Quelle Europe veut nous faire M. Giscard d'Estaing ? Je ne le sais pas, s'est interrogé M. François Mitterrand.

« Le chef de l'Etat s'est expliqué sur ce point pendant la campagne présidentielle. Il s'agit, disait-il, « de s'acheminer vers une confédération des Etats européens ». Il avançait une date pour l'accomplissement de cette tâche : 1980. Celle-là même que s'était fixé Georges Pompidou pour atteindre le même objectif.

« Pourtant, derrière les mots se cache l'ambiguïté.

« La conception de l'union politique européenne de M. Pompidou était exclusive de tout abandon de souveraineté, dans le domaine militaire en particulier. Ce qui correspond d'ailleurs à la définition stricte de la confédération : union d'Etats souverains.

« Lors de son récent voyage à Copenhague, M. Jacques Chirac, reflétant évidemment la pensée de M. Giscard d'Estaing, a parlé par contre de « transferts de souveraineté ». Dès lors la confédération tend à s'apparenter à la fédération. A la limite, on aboutit au modèle helvétique qui, sous le nom de confédération, n'est rien autre qu'un Etat fédéral ».

Et M. Chirac repoint ainsi la pensée de l'Eurocrate M. Jean Monnet. Or, en 1967, M. Giscard d'Estaing adhérait précisément au Comité pour les Etats-Unis d'Europe de M. Jean Monnet (10). Dans l'orbite de celui-ci gravitaient M. Jean Lecanuet et M. Jean-Jacques Servan-Schreiber », les deux co-signataires du *Projet Réformateur.*

Ce « Programme de Gouvernement » précise bien :

« L'Europe à construire, c'est l'Europe politique et sociale.

« Une autorité légitimée par le suffrage du peuple disposant de pouvoirs réels peut seule décider, au nom des Européens, quels choix sont prioritaires, quel mode de vie et quelle civilisation on veut affirmer » (11).

Mais il indique aussi :

« La construction de l'Europe implique des délégations limitées de souveraineté à des institutions démocratiques : un gouvernement européen et une Assemblée parlementaire élue au suffrage universel direct. Muni d'une autorité réelle et légitime sur la politique économique et les relations extérieures, le pouvoir européen sera, en particulier, qualifié pour coordonner les grandes infrastructures dans la Communauté » (12).

On notera une nuance essentielle : alors que le *Projet Réformateur* ne parle que de « *délégations limitées de souveraineté* », donc éventuellement *révocables,* M. Jacques Chirac, par ses « *transferts de souveraineté* », engage *définitivement* l'indépendance du pays — en accord avec la thèse de M. Jean Monnet.

Cette nuance, assurément délibérée, trouve sa signification dans son rapprochement avec la conception d'un gouvernement français sur le « modèle suédois ».

VERS LA PRÉSIDENCE DES ÉTATS-UNIS D'EUROPE ?

La construction prévue de l'Europe Unie à l'échéance de 1980, on l'a vu, offrirait en effet à la France l'occasion unique d'en prendre politiquement et économiquement la tête. Aucun autre concurrent ne fait le poids. C'est ce que constate la revue britannique *Intelligence Digest,* dans son numéro du 1er août 1975, sous le titre : « *French leadership of the Common Market* » (Leadership français du Marché Commun).

« Le président Valéry Giscard d'Estaing, y est-il écrit, envisage l'Europe unie avec la France comme leader naturel. Ce n'est pas une vue spécifiquement gaulliste ou néo-gaulliste, car elle est partagée aussi par de nombreuses nuances de l'opinion française, y compris la Gauche, ainsi que l'a exprimé M. Mitterrand, qui ne manqua que de 100 000 suffrages la victoire pour la présidence.

« Les raisons de cette opinion sont à chercher loin dans le passé, parce que, au cours de l'Histoire, la France a surtout été en butte aux agissements de deux de ses nouveaux partenaires européens qui, pour de bonnes raisons, ne peuvent être acceptés comme leaders naturels de l'équipe européenne.

« La Grande-Bretagne est, actuellement, « l'homme malade de l'Europe », avec son économie en débâcle et ses institutions politiques et financières qui se lézardent sous des pressions chaque jour plus fortes. Préoccupée par ses problèmes intérieurs, elle est

— malgré les résultats pro-C.E.E. du referendum — encore incertaine sur son rôle européen.

« L'Allemagne souffre toujours, plus ou moins consciemment, du traumatisme de sa division en deux Etats par le « rideau de fer », avec des millions de ses citoyens ayant des parents à l'Est. De plus, bien que la guerre soit terminée depuis plus de trente ans, il y a encore de nombreux pays qui se souviennent du précédent « leadership » allemand sur l'Europe, et il n'est pas souhaitable de réveiller les souvenirs dans des esprits sensibilisés ».

On peut ajouter que l'Italie est hors course, ayant assez à faire pour survivre dans son chaos politique, économique et social.

Quel concurrent, donc, pourrait ravir la palme à la France ? Elle a prouvé son anti-américanisme, qui, d'agressif avec De Gaulle, s'est tempéré progressivement avec ses deux successeurs, jusqu'à ne plus manifester qu'une indépendance de bon aloi — alors que l'Angleterre pour sauver sa livre et l'Allemagne par souci de sécurité font un peu trop montre d'allégeance à Washington. D'autre part, les relations de Paris avec Moscou et les pays « satellites » sont au beau fixe, à de menus accrochages près. Si bien que la France est la mieux placée pour jouer le rôle d'arbitre entre les deux Blocs. Le démantèlement en cours d'achèvement de son empire colonial ne peut que lui valoir au moins la neutralité du Tiers-Monde; d'autant qu'elle est le pays qui consacre le pourcentage de budget le plus élevé, Etats-Unis compris, au développement de ces Etats. Economiquement, à en croire le rapport de Hudson Institute Europe sur l'*Envol de la France* (13), elle se présentait, en 1973, comme un des six ou sept pays les plus prospères du monde; et, en 1974, avec un taux de croissance de 4 %, elle tenait la première place, talonnée de près par la seule Suède.

Si donc l'unité de l'Europe était réalisée en 1980, comme prévu, on ne voit pas bien quel candidat pourrait être opposé au président de la République française.

A la vérité, deux autres personnalités ont tenté de se mettre sur les rangs.

La première n'est autre que le prince-consort des Pays-Bas, Bernhard de Lippe-Biesterfeld, époux de la reine Juliana, inspecteur général de l'Armée néerlandaise, président-fondateur du

Bilderberg Group, richissime homme d'affaires, siégeant, quoique officier général en activité, dans le Conseil d'Administration de plusieurs trusts mondiaux : *Royal Dutch, Unilever, Philips,* la compagnie aérienne *K.L.M.* et le constructeur d'avions *Fokker.* Mais cette candidature, présentée sans fard au cours d'une interview publiée le 2 novembre 1971 par le *Nieuwe Rotterdamsche Courant* et reproduite par *Le Monde* du 4 novembre (14), n'avait guère de chances de succès. Tout d'abord parce qu'elle postulait une monarchie héréditaire à tendance absolutiste pour le gouvernement de l'Europe; ensuite parce chacun sait que les Pays-Bas sont inféodés aux Etats-Unis — ils sont d'ailleurs membres à part entière de l'O.T.A.N., et les Bilderbergers réunissent un peu trop de membres du Council on Foreign Relations. Ajoutons que sa compromission dans l'affaire des pots-de-vin de la *Lockheed Aircraft Corporation* (15), en février 1976, n'est pas faite pour lui laisser quelque chance.

Le deuxième candidat était encore un Hollandais, M. Sicco Mansholt, successivement planteur de thé à Java, ministre socialiste de l'Agriculture, puis des Affaires étrangères des Pays-Bas, président de l'exécutif du Marché Commun, actuellement président de l'Internationale socialiste depuis 1973, et lui aussi Bilderberger. Son plan : arriver à la présidence des Etats-Unis d'Europe par la création d'un Parti socialiste européen, grâce auquel sa candidature aurait été appuyée par les voix des pays socialistes. Mais, le 18 octobre 1971, *L'Express* publiait l'aveu de son échec.

« Les partis socialistes, reconnaissait-il, n'ont aucun poids du fait de leur division nationale. Le Labour Party a même une attitude négative, et refuse de participer.

« La Suède va encore plus loin, et se cache derrière sa neutralité sacro-sainte qui n'a plus aucune signification réelle. A Stockholm, on dit : « Nous voulons bien d'une union douanière avec vous, mais nous ne participerons pas à l'œuvre commune ». C'est ça, le socialisme suédois.

« Devant ce spectacle, je ne garde aucun espoir dans les partis socialistes sous leur forme actuelle. L'expérience nous a appris que la création d'un parti socialiste européen ne peut réussir, car nous nous heurtons d'emblée à la résistance des bastions nationaux.

« Comme il faut être réalistes, ce n'est donc pas par là qu'il faut passer ».

Il a aussi contre lui deux manifestations... intempestives. L'une est sa communication du 10 décembre 1968 à la Commission exécutive européenne, dans laquelle il présentait un « *Programme-Agriculture 1980* », dont les propositions de « malthusianisme agricole » sont loin d'avoir provoqué un accord unanime (16). L'autre manifestation est la lettre du 9 février 1972 au président de la Commission exécutive, qui s'inscrit contre la croissance économique et l'expansion; position encore plus critiquée que le Programme-Agriculture 1980. Ce sont, notamment, les socialistes et les communistes qui ont manifesté les plus fortes oppositions, enterrant les derniers espoirs de M. Sicco Mansholt.

Bien entendu, d'autres candidats sont, plus ou moins ouvertement, sur les rangs pour le fauteuil de président des Etats-Unis d'Europe. Mais leurs chances ne paraissent pas évidentes. Il est vrai que, d'ici à 1980, bien des choses peuvent changer...

Tandis qu'aux avantages de la France, en tant que nation, pour prendre la direction de l'hypothétique Europe unie, M. Valéry Giscard d'Estaing apporte des arguments personnels.

Dont le premier est que, lui aussi, *il appartient depuis longtemps aux Bilderbergers.* Cela devrait lui valoir l'appui de la Haute Finance internationale — dont sa famille fait d'ailleurs partie —, qui truffe de ses représentants l'organisation du prince Bernhard; ainsi que le soutien des pays européens « clients » des Etats-Unis.

Le deuxième argument personnel du président Giscard d'Estaing — nous y voici ! — est *son action pour imposer à la France un régime sur le « modèle suédois ».* Il ne pouvait pas échapper au chef de l'Etat que la quasi-totalité de l'Europe occidentale est gouvernée par des socialistes — avec parfois des éclipses temporaires, comme en Grande-Bretagne, où même le conservateur Heath n'a pas pu se libérer des applications socialistes de son prédécesseur... et successeur, comme aussi en Belgique et en Suisse. Le Portugal — et bientôt l'Espagne ? — ont renoncé à leurs « dictatures », sous les pressions venues de l'extérieur, des Etats-Unis en particulier, pour adopter des formes « démocratiques » parasocialistes. Le pas de clerc de M. François Mitter-

rand, entraînant le Parti socialiste officiel dans l'alliance avec les communistes, permet à M. Giscard d'Estaing de proposer un socialisme mitigé de capitalisme, susceptible de n'effrayer personne, et surtout pas les trusts. Il devrait donc lui assurer les suffrages de toute l'Europe.

On peut y ajouter le relatif « internationalisme » d'origine du président Giscard. On pouvait lire, en effet, dans la revue britannique *Intelligence Digest* du 1er août 1975 :

« Le président Giscard d'Estaing est né à Coblence, Allemagne, en 1926 et sa famille y a habité. Il a eu une nourrice allemande dans ses jeunes années; elle vit encore et maintient le contact avec le président. Le président français parle à la fois l'allemand et l'anglais, ce qui lui permet d'être à l'aise avec les diplomates et les politiciens des deux pays ».

Mince argument, pensera-t-on. Pourtant, le candidat Giscard lui attribue une certaine valeur : n'a-t-il pas fait assister comme convive cette nourrice germanique à un déjeuner officiel à l'Elysée, en 1975, prenant bien soin que toute la grande presse mentionne sa présence avec photographie à la « une » ?

1980 est présenté comme la date fatidique de la constitution des Etats-Unis d'Europe. Verra-t-elle M. Valéry Giscard d'Estaing appelé à la présidence de ce troisième Bloc... ?

Il ne s'y déroberait certainement pas, si l'on en croit Mme Chantal Dupille qui, dans son livre : *Moi, j'aime pas Giscard,* lui prête cette déclaration :

« Président de la République ? Oh ! vous savez, la France est un petit pays, disons un grand parmi les petits. Ce qui serait exaltant, c'est le gouvernement de l'Europe ! »

Quo non ascendet...

(1) Claude Bruclain, *Le Socialisme et l'Europe,* Le Seuil, 1965, p. 7. En fait, Claude Bruclain est un pseudonyme collectif d'une équipe de spécialistes des problèmes économiques internationaux.

(2) Voir, *infra,* les reproches de M. Mansholt aux socialistes, qui refusent de se constituer en parti européen.

(3) Un des suicides les plus caractéristiques est celui du milliardaire Marc Wallenberg, le 19 novembre 1971, « au moment où les Wallenberg peuvent se considérer comme les maîtres véritables de la Suède » (*L'Aurore,* 23 novembre 1971).

(4) Dans *Valeurs Actuelles,* du 10 septembre 1973, M. Yves de Saint Agnès écrit :

« Effrayés par une fiscalité galopante, les capitaux prennent le chemin de l'exil. Un exemple : M. Victor Hasselblad, fabricant de matériel photographique, passe pour être le deuxième contribuable de Suède. Comme la souscription d'une assurance vie à l'étranger demeure légale et peut être déduite de ses revenus, il signe au Liechtenstein une police d'assurance sur la vie qui lui coûte 15 millions de couronnes (plus de 15 millions de francs) ».

(5) « L'hémorragie de « matière grise » suit celle des capitaux. Car ce ne sont pas les chômeurs qui quittent la Suède. Les partants sont des médecins, des artistes, des industriels, des hommes d'affaires. La remarque d'un éditorialiste illustre assez bien la situation :

« Dans notre pays le niveau de vie est tellement élevé que peu de personnes parviennent à l'atteindre » *(ibid.).*

(6) *Valeurs Actuelles,* du 30 septembre 1974, publie une lettre d'un lecteur, M. Do Kiem, qui critique le projet suédois d'accorder aux travailleurs immigrés l'électorat et l'éligibilité. Il y dit notamment :

« Il me semble que donner un tel droit (de vote) à quatre cent mille étrangers dans un pays peuplé seulement de huit millions d'habitants serait une mesure pour le moins hasardeuse : la majorité actuelle étant quasi inexistante...

« Mais c'est sur le plan de la souveraineté qu'il faut surtout considérer le problème. La Suède pourra-t-elle conserver sa neutralité si au sein de son électorat se trouvent des étrangers... ? »

(7) « Ministre de l'Education nationale, on le voit (M. Olof Palme) défiler bras-dessus, bras-dessous avec l'ambassadeur du Nord-Vietnam en URSS, venu à Stockholm participer à une manifestation anti-américaine » : Y. de Saint Agnès, *op. cit.*

(8) M. Olof Palme a épousé la baronne Lisbeth Beck-Friis, d'opinions très progressistes.

(9) Manuel Lucbert, in *Le Monde,* 15 septembre 1973.

(10) Assez curieusement, M. Jean Monnet annonce (*Le Monde,* 23 avril 1975), la dissolution de son Comité pour les Etats-Unis d'Europe. Ne serait-ce pas pour donner à M. Giscard d'Estaing des coudées plus franches ?

(11) Jean Lecanuet et Jean-Jacques Servan-Schreiber, *Le Projet Réformateur,* Robert Laffont, 1973, p. 93.

(12) *Ibid.,* p. 29.

(13) Lettre de M. Edmund Stillmann, directeur de Hudson Institute Europe, publiée dans *Le Monde* du 31 janvier 1975.

(14) Cf. *Une main cachée dirige...*, p. 224-225.

(15) Dans cette affaire, la *Lockheed Aircraft Corp.* aurait consacré 22 millions de dollars (environ 100 millions de nos francs actuels) en pots-de-vin versés en quinze ans à des personnalités de l'O.T.A.N. et du Japon pour faire équiper leurs Armées aériennes en avions de chasse et de bombardement tactique Lockheed Starfighter F 104. Une partie de ces appareils devait être montés dans les ateliers *Fokker,* dont le prince Bernhard est administrateur. Le marché a porté sur près de deux mille trois cents appareils, pour un montant de plus de 5 milliards de dollars. Les pots-de-vin n'en représentaient donc qu'environ 0,44 %.

D'après *Newsweek,* le *New York Times* et le *Washington Post,* trois organes de presse inféodés au C.F.R., le prince Bernhard aurait touché pour sa part 1,1 million de dollars. Il nie, évidemment, et il a demandé lui-même à passer devant une commission d'enquête.

Pour plus de précisions sur cette affaire, cf. *Lectures Françaises* de mars 1976.

P.S. — On apprend — août 1976 — que la commission d'enquête ayant conclu à de « graves imprudences », le prince Bernhard a fait son mea culpa. Il a démissionné de tous ses postes officiels et de tous les conseils d'administration auxquels il appartenait. Quant au *Bilderberg Group,* il a suspendu ses activités depuis mars 1976.

(16) Sur le Programme-Agriculture 1980, cf. *Lectures Françaises* de mars 1969.

CONCLUSIONS

« Les communistes, les socialistes et, par imitation, d'autres hommes politiques en dehors d'eux, persévèrent dans cet abus de concepts, abus qui devrait logiquement amener à dire que les inventeurs du communisme furent des « bourgeois », et, sans plus, que cette idée, tout économique, est une « quintessence d'esprit bourgeois ». C'est par un effet de la même impulsion que l'historiographie française de ce moment-là mit en relief la lutte des classes et qu'elle se prit à découvrir sous les voiles des idéologies la substance des intérêts économiques ». Benedetto Croce (1).

« Une idée dominante est toujours dangereuse parce qu'elle est rarement vraie. Pour l'heure, l'idée dominante est que le socialisme progresse. C'est faux. La preuve en est que les peuples qui l'ont longtemps subi le rejettent. Pas ceux qui sont en régime communiste assurément car ceux-là sont en dictature, mais ceux qui se sont librement, démocratiquement livrés au socialisme. Tout aussi démocratiquement, ils se libèrent ». Paul Dehême (2).

25 août 1975.

Dernière heure

Au moment de mettre sous presse, on apprend qu'aux élections législatives du 20 septembre 1976 en Suède, le parti social-démocrate de M. Olof Palme a été mis en minorité par 152 sièges — + 17 communistes — contre 180 sièges à la coalition « bourgeoise », comprenant 86 centristes, 55 conservateurs et 30 libéraux.

Cet échec est attribué en partie a l' « usure du pouvoir », mais surtout a l' « effondrement du mythe du paradis socialiste à la suédoise » (M. Roland Faure, dans *L'Aurore* du 21 septembre 1976).

(1) Benedetto Croce, *Histoire de l'Europe au XIX^e siècle,* Gallimard, Coll. « Idées », 1973, p. 195-196. Cette édition reproduit la co-édition Plon-UNESCO de 1959.

(2) Paul Dehême, « Tout compte fait » in *Valeurs Actuelles,* 17 décembre 1973.

INDEX DES NOMS CITÉS

Adam (E.), 188.
Adler (Victor), 229.
Affre (Denis Auguste, Mgr), 89.
Agulhon (Maurice), 90.
Aiglon (L'), voir Napoléon II.
Albert (Alexandre Martin dit), 85.
Alexandre Ier de Russie, 66, 67, 239.
Allen (Gary), 103, 116.
Allende (Salvador), 253.
Alvear (Carlos de), 54.
Amadou (Robert), 16.
Amar, 23, 26.
Ancel (Bernard-Gabriel), 197.
Andreae (Jean-Valentin), 10, 14.
Andréas (Bert), 89, 92, 97, 99, 115, 116, 140.
Andrieux (Clémence), 189, 191.
Andryane (Alexandre), 60.
Angoulême (Duc d'), 42.
Angoulême (Duchesse d'), 29.
Annichiarcoi (Cirio), 57.
Antonnelle (Paul d'), 26, 27.
Arago (Emmanuel), 171, 179.
Arago (Etienne), 170.
Arago (François), 15, 78, 85, 86.
Argyll (Duc d'), 118.
Arnaud (A.), 191.
Arnim (Harry Von), 125.
Arnold, 189, 191, 196.
Arnold (Paul), 15.
Arnould (Arthur), 191.
Aron (Robert), 140.
Arrivabeng, 60.
Arthur (Stanley Crisby), 128, 139.
Artois (Charles-Philippe, Comte d'), voir Charles X.
Asmodée, 265, 267.
Astor of Hever (Lord), 264.
Attali (Jacques), 257, 258, 276, 277.
Aubarede (Gabriel d'), 18, 29.
Assi (Adolphe Alphonse), 187, 189, 197.
Aubry (Octave), 157.
Audouin, 32.
Auguste II de Saxe, 62.
Aulard (Alphonse), 157.
Aurelle de Paladines (Louis d', Général), 185.
Avrial (Augustin), 189, 191, 197.
Azeglio (Massimo d'), 61.

Babeuf (Gracchus), 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 31, 32, 33, 34, 45, 124, 269.
Bac (Ferdinand), 90.
Bachelet (Alexandre), 15.
Baggley (Worth H., Amiral), 264.
Bailey (Sir Abe), 260.
Bailly (Jean Sylvain), 35.
Bainville (Jacques), 145, 150, 172, 181, 196.
Bakounine (Mikhail Alexandrovitch), 124, 126, 178, 187, 226, 241.
Balbo (César), 61.
Bancal des Issarts (Jean-Henri), 29.
Barbès (Armand), 76, 92, 269.
Barbier (Jean-Baptiste), 157, 173.
Bardoux (Jacques), 271.
Barère (Bertrand de Vieuzac), 21, 23, 26.
Baroche (Pierre-Jules), 162.
Barras (Paul de), 25.
Barrot (Odilon), 72, 78, 80, 81, 150.
Barruel (Abbé Augustin), 40.
Bastelica, 168.
Baudin (Jean-Baptiste), 154.
Bauer (Bruno), 118, 120, 121.
Bauer (Heinrich), 97, 102.
Baumgartner (Wilfrid), 257.

Bazaine (François Achille, Maréchal), 157.
Bazard (Saint-Amand), 13, 14, 73.
Beauharnais (Joséphine de, Impératrice), 46.
Beck-Friis (Lisbeth, Baronne), 301.
Bédarride (Frères), 44.
Bedeau (Marie-Alphonse, Général), 153.
Bedel (Maurice), 281.
Beir (Alfred), 260.
Beluche (René), 128.
Benningsen (Auguste de, Général), 67.
Bentinck (William, Lord), 37.
Béranger (Pierre-Jean), 147, 148.
Beresford (William Carr, Lord), 42, 51.
Bergeret (J.), 187, 189, 190, 191, 196.
Berlin (Isaiah), 120, 139.
Bernadotte (Famille), 291.
Bernays (Lazarus), 121, 123, 124, 125, 126.
Bernhard des Pays-Bas, Prince de Lippe, 247, 252, 257, 269, 297, 299, 301, 302.
Bernis (François-Joachim de, Abbé), 234.
Berry (Charles-Ferdinand, Duc de), 37, 74.
Berry (Duchesse de), 73, 75.
Berryer (Antoine), 162.
Berthaut du Coin, 40.
Bertier (de, Père Jésuite), 40, 48, 49.
Bertier de Sauvigny (Bénigne de), 48.
Bertier de Sauvigny (Ferdinand de), 39, 40, 41, 42, 47, 48.
Bertin (Frères), 22.
Beslay-Jourde (Charles), 191.
Bessand-Massenet (Pierre), 29, 38, 46, 47.
Beurnonville (Pierre de), 29.
Billaud-Varenne (Jean-Nicolas), 23.
Bismarck (Otto-Léopold), 175, 179, 189.
Blanc (Louis), 15, 75, 85, 86, 88, 89, 147, 149.
Blanqui (Louis-Auguste), 28, 35, 76, 92, 101, 169, 171, 175, 180, 184, 249, 269.
Bleustein-Blanchet (Marcel), 258.
Bloch-Lainé (François), 293.
Block, 241.
Blond (Georges), 129, 130, 131, 139, 140.
Blücher, 37, 42.
Blum (Léon), 256.
Bockelsoon (Jean), 18.
Bode (Johann), 93.
Bogomolov, 134, 140.
Bohlen (Charles E.), 263.
Bohmann (Gösta), 289.
Bolivar (Simon), 55, 56, 128.
Bonaparte (Caroline), 159.
Bonaparte (Charles-Louis), 61.
Bonaparte (Jérôme de Westphalie), 160.
Bonaparte (Jérôme, Prince dit Plon-Plon), 160.
Bonaparte (Joseph), 51, 52, 159.
Bonaparte (Louis), 36.
Bonaparte (Napoléon), voir Napoléon Ier.
Bonaparte (Pierre), 168.
Bonnefous (Edouard), 278.
Bordiga (Amadeo), 229.
Bordiot (Jacques), 46, 115.
Bornstedt (Adalbert Von), 123, 124, 126.
Börnstein (Heinrich), 116, 122, 123, 124, 126.
Bouchet (Paul), 90.
Bouillet (Dictionnaire universel d'histoire et de géographie), 43, 45, 61, 93, 147, 172.
Bouit, 296.
Boukharine (Nicolaï Ivanovich), 229, 230, 231, 232, 234, 243.
Bourgeat (Jacques), 89, 90.
Bourgin (Georges), 162, 169, 173, 182, 189, 190, 196, 197.
Bourgon (Général), 89.
Brandt (Willy), 246, 250, 252.
Brantes (Anne-Aymone Sauvage de), 271.
Branting (Hjalmar), 280.
Bréa (Jean-Baptiste Fidèle, Général), 89.
Brisson (Henri), 164.
Brissot (Jean-Pierre), 35.
Brittain (Sir Harry), 264.
Brousse (Paul), 267.
Bruclain (Claude), 267, 300.
Brunswick (Duc de), 118.

Buchez (Philippe, Joseph, Benjamin), 9, 14, 35, 44, 86, 149, 249, 267.
Buffet (Louis-Joseph), 181.
Bugeaud (Thomas, Maréchal), 85.
Buna (Général), 60.
Buonarroti (Filipo), 15, 27, 28, 31, 34, 76, 78, 97.
Bundy (McGeorge), 252.
Bürgers (J.), 124.
Burlamaqui (Jean-Jacques), 10, 11, 19, 33.
Bush (George H.), 93, 256.

Cabet (Etienne), 97.
Caccia (Lord), 264.
Cachin (Marcel), 15.
Caffery (Jefferson), 140.
Callaghan (James), 247, 248, 249.
Caillaux (Joseph), 109.
Callahan (Charles), 46.
Cambacérès (Jean-Jacques de), 36, 37.
Cambon (Joseph), 23.
Cambon (Paul), 186.
Cambronne (Pierre, Général), 37.
Camille-Desmoulins, 35.
Camus (Armand Gaston), 29.
Canrobert (François Certain, Maréchal), 154.
Cantalauze (de), 41.
Caramanlis (Constantin), 250.
Carmichaël (Joël), 17, 29, 226, 229, 242.
Carnot (Hippolyte), 162.
Carnot (Lazare), 27.
Carrington (Lord), 264.
Casse, 197.
Castioni, 196.
Catherine II de Russie, 62, 67, 239.
Catroux (Diomède), 257, 258.
Cavaignac (Godefroy), 76, 89, 147, 148, 151, 153.
Cavour (Camille Benso), 158, 160, 161, 162, 165.
Chalain (Louis), 197.
Challemel-Lacour (Paul-Armand), 164, 178.
Chambers (Wittaker), 250, 265.
Chambord (Henry, Comte de), 180.
Chamfort (Nicolas Sebastien Roch dit de), 35.
Changarnier (Nicolas, Général), 151, 153.
Charles Ier d'Angleterre, 125.
Charles X, Comte d'Artois, 39, 42, 43, 47, 71.
Charles XII de Suède, 62.
Charles-Albert, Prince de Savoie, 59, 60, 61.
Charles-Félix (Duc de Genevois), 60, 61.
Charras (Jean-Baptiste), 153.
Chasles, 26.
Chastenet (Jacques), 185, 187, 190, 195, 197.
Chateaubriand (René de), 40, 51, 52.
Chauvière, 196.
Chefdebien (Marquis de), 93.
Chiclana, 54.
Chirac (Jacques), 294, 295, 296.
Choiseul-Praslin (Duc de), 81, 90.
Chouteau, 196.
Churchill (Winston), 250, 292.
Clark (Kenneth), 29.
Clément (Jean-Baptiste), 189.
Clément (Maurice), 19, 29.
Clément (Victor), 189, 191.
Clerkon (Niccola), 59.
Clermont-Mont-Saint-Jean (Comte), 41.
Cluseret (Gustave), 178, 179, 190.
Cobourg (Prince de), 29.
Cochon (Charles), 27.
Cochrane (Thomas, Lord), 55, 56.
Coën (Antonio), 15.
Coletta (Pietro), 59.
Collins (Antoine), 267.
Collot d'Herbois (Jean-Marie), 23.
Comte (Auguste), 13, 14.
Combatz, 187.
Combault (Louis-Jean), 197.
Coménius, 158.
Comte (Auguste), 73.
Condillac (Etienne Bonnot de), 45.
Condorcet (Caritat de), 35.
Confalonieri (Frederigo, Comte), 60, 61.
Considérant (Victor), 86, 88.
Constantin (Paulowitz, Grand-Duc), 64, 67.
Conte (Arthur), 262, 266.
Cortes Donoso, 5.
Costa, 58.
Coste (Benoît), 39, 40.

Courbet (Gustave), 189, 191.
Courty, 196.
Cousin-Montauban (Charles, Guillaume, Comte Palikao), 169, 171.
Crémieux (Gaston), 193.
Crémieux (Isaac, dit Adolphe), 86, 87, 171, 175, 176.
Cresson, 179.
Croce (Benedetto), 91, 103, 115, 116, 303.
Cubières (Amédée de), 81.
Czartoryiski (Adam), 64.

Dall (Curtis B.), 46, 131, 140.
Damas (Roger de, Comte), 39.
Damesme (Général), 89.
Dana (Charles A.), 136.
Danilevski (Grigori-Pétrovitch), 241.
Danton (Georges Jacques), 35.
Darboy (Georges Mgr), 163, 164, 190, 191.
Darimon (Louis Alfred), 162.
Darthé, 26, 27.
Dauphin (Le), voir Louis XVII.
David (Louis), 26.
David (Pierre), 69.
Debré (Michel), 293.
Decazes (Elie, Duc), 37.
Defferre (Gaston), 256, 293.
Deguerry (Abbé), 190, 191.
Dehême (Paul), 303.
Delage (Patrice), 287.
Delavau, 39.
Delescluze (Charles), 164, 168, 169, 171, 175, 180, 182, 189.
Delpuits (Abbé), 38.
Demuth (Helen Lenchen), 135, 140.
Despomelles (Chevalier), 38.
Deutz (Simon), 75.
Dévereaux (Ruella), 129.
Diderot (Denis), 34, 45.
Dolgorouki (Famille), 67.
Dostoievski (Fédor), 241.
Doumeng (Jean), 256.
Drouet (Jean-Baptiste), 26, 29.
Drouin de Lhuys (Edouard), 162.
Berrier (Hilaire du), 251, 252, 264, 285.
Dubois de Fosseux, 31.
Ducatel, 191.
Duchâtel, 80, 100.
Duclos (Jacques), 140.
Dufaure (Jules), 181.
Dufour, 30.
Duhamel (Alain), 293.
Dulles (Foster), 262, 263.
Dumouriez (Charles-François, Général), 43.
Du Paty (Jean-Baptiste), 35.
Duplay, 26.
Dupont de L'Étang (Pierre, Général), 54.
Duruy (Victor), 162, 164.
Dutil, 196.
Duval (Emile-Victor), 187, 190, 197.
Duveau (Georges), 155, 173, 196.
Duvivier (Franciade-Fleurus, Général), 89.
Dyssault, 22.

Easton (Loyd D.), 139.
Ebert (Friedrich), 250.
Ehrenbourg (Ilya), 30, 45.
Eisenhower (Dwight D., Général), 262, 263.
Elisabeth II de Grande-Bretagne, 265.
Elleinstein (Jean), 183, 187, 190, 192, 196, 197.
Enfantin (Prosper), 13.
Engels (Friedrich), 15, 17, 92, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 106, 116, 117, 121, 122, 123, 124, 126, 127, 130, 131, 132, 135, 136, 137, 138, 226, 232, 256.
Eon (d'), (Charles de Beaumont, Chevalier), 234, 243.
Erlander (Tage), 292.
Espinasse (Charles, Général), 152, 153.
Esprémesnil (Jacques Duval d'), 35.
Esquiros, 178, 179.
Este (François d'), 56.
Este (Marie-Béatrix d'), 57.
Eudes (Emile), 169, 187, 189.
Ewerbeck (H.), 97, 99, 124.

Fabré-Pélaprat, 44.
Fabrequette, 194.
Fanks (Lord), 264.
Faramond (Guy de), 290.
Faucher (Jean-André), 196, 197.
Faure (Jacques), 37, 46, 59, 68.

Favre (Jules), 154, 156, 161, 162, 169, 170, 171, 175, 179, 180, 181, 186, 188.
Favre (Pierre et Monique), 227, 228, 231, 232, 242, 243.
Fay (Bernard), 46.
Féraud (Jean), 23.
Ferdinand d'Autriche, 57.
Ferdinand Ier des Deux-Siciles, 54, 58, 59.
Ferdinand VII d'Espagne, 51, 52, 53.
Ferré, 189.
Ferry (Jules), 168, 171, 179, 181, 188.
Feuerbach (Ludwig), 118, 121, 124.
Fieschi (Joseph), 74, 76.
Fitz-James (Edouard de, Duc), 40, 42.
Fleury (Emile-Félix, Général), 152.
Fleury, 196.
Flocon (Ferdinand), 15.
Florida-Blanca, 51.
Fortoul (Hippolyte), 154.
Flourens (Gustave), 168, 177, 179, 184, 189, 190, 196.
Fontanes (Louis de), 35.
Ford (Sir Edward), 265.
Forrestal (James Vincent), 140, 260, 262, 266.
Fortuné (H.), 196.
Fouché (Joseph), 25, 42.
Fould (Achille), 151, 153, 154.
Fouquier-Tinville (Antoine), 23.
Fourcade (Jean-Pierre), 279.
Fourichon, 176.
Fourier (Charles), 249.
Franca (Manoel de), 129, 130, 131.
France (Marie-Thérèse de), voir d'Angoulême, Duchesse.
Franchet, 39, 40.
François (Général), 89.
François Ier d'Autriche, 66.
François-Joseph d'Autriche, 60.
Frankel (Léo), 191, 197.
Franklin (Benjamin), 35.
Frédéric II de Prusse, 119.
Frédéric-Auguste de Saxe, 63.
Frédéric-Guillaume IV de Prusse, 118, 125.
Freiligrath (Ferdinand), 133.
Fréron (Elie), 22.
Frey (Roger), 269, 270.
Freycinet (Charles de), 177.
Friant (Louis, Général), 84.
Fronsac (Charles), 36.
Frontier, 196.
Frossard (Ludovic-Oscar), 15.
Frye (William R.), 288.

Gadstone, 59.
Gagarine, 67.
Gagliardi (Francesco-Maria), 58.
Gaillardet (Frédéric), 234.
Galbraith (John K.), 253.
Gambetta (Léon), 156, 167, 168, 170, 171, 175, 177, 178, 179, 180, 192.
Gambon, 180.
Gannon (Francis X.), 259, 265.
Garibaldi (Giuseppe), 157, 158, 161, 164, 180, 190.
Garneray (Louis), 44.
Garnier-Pagès (Louis-Antoine), 80, 83, 85, 86, 87, 90, 171.
Gaston-Martin, 149.
Gauchy, 39.
Gaulle (Charles de), 297.
Gavarni (Guillaume, Chevalier dit), 90.
Gavroche, 154.
Gaxotte (Pierre), 30, 109, 110, 111, 116.
Genlis (Mme de), 43.
Gent, 179.
George VI de Grande-Bretagne, 265.
Gérardin (Charles), 191.
Gérardin (Eugène), 191.
Germain (Charles), 23, 26.
Giertych (Jedrzej), 62, 63, 64, 65, 66, 69.
Gioberti (Abbé Vincento), 61.
Girard (Louis), 74, 76, 78, 89, 90, 145, 148, 149, 151, 156, 158, 165, 166, 169, 172, 173.
Giscard d'Estaing (Edmond), 271.
Giscard d'Estaing (Valéry), 249, 255, 257, 270, 273, 274, 275, 293, 294, 295, 296, 299, 300, 301.
Glair-Bizoin, 171, 195, 176.
Glen (Sir Alexander), 264.
Gobineau (Louis de), 41.
Godechot (Jacques), 36, 46.
Golitzine, 67.
Gombault (de, Chevalier), 41.

Gore-Rooth (Lord), 264.
Gouin (Félix), 15.
Gramsci (Antonio), 229.
Grandi, 59.
Grandjonc (Jacques), 89, 94, 95, 115, 116, 123, 124, 139.
Grandmaison (Geoffroy de), 38.
Greeley (Horace), 132, 140.
Grelier, 187.
Greuze (Jean-Baptiste), 35.
Grimaldi-Matignon (Honoré), 86.
Grisel, 27.
Grouchy (Emmanuel de, Général), 37.
Grousset (Paschal), 197.
Grunwald (Constantin de), 67, 69.
Guddart (Kurt H.), 139.
Guénon (René), 35, 45.
Guérin (André), 268.
Guerrier, 124.
Guesde (Jules), 268.
Guichard (Alain), 35.
Guillaume, 187.
Guillaume Ier d'Allemagne, 179.
Guizot (François), 79, 80, 81, 83, 84, 100, 116, 126, 147.
Gustav VI Adolf de Suède, 292.

Halévy (Daniel), 81, 82, 90.
Halévy (Elie), 7, 12, 13, 15, 16, 34, 45, 76, 78, 88, 89, 90, 117, 120, 122, 138, 139, 226, 242.
Hancock (Sir Patrick), 265.
Harmand (de la Meuse), 32, 33, 45.
Harney (Julian), 98.
Harriman (William Averell), 263.
Hasselblad (Victor), 300.
Haussmann (Eugène-Georges), 167.
Heath (Edward), 299.
Hegel (Georg Wilhelm Frederick), 103, 118.
Heing (Heinrich), 97, 121, 123, 124.
Héligon (Jean-Pierre), 197.
Helvetius, 35.
Hénon, 162, 177, 193.
Hercolani (Prince), 58.
Hervé (Pierre), 7.
Herweg (Georg), 121, 124.
Herzen (Alexandre), 226, 241.
Hess (Moses), 119, 121, 124, 126, 131.
Hesse (de, Prince Karl), 26.
Hiss (Alger), 263.
Hoche (Lazare), 24.
Hoffman (Karl), 97.
Home (Sir Alec Douglas), 264.
Hopkins (Harry), 263.
Hottinger (Otto), 188.
Houdon (Jean-Antoine), 35.
Hovyn, 84.
Huck (Mrs. Susan L. M.), 280, 281, 284.
Hugo (Victor), 148, 154, 180.
Humbert, 197.
Huntford (Roland), 285, 286, 289.

Jackson (Andrew, Général), 128.
Jacquemart (Claude), 294.
James, 187.
Jaurès (Jean), 268.
Javogues (Charles), 26.
Jean VI de Portugal, 51.
Joergensen (Anker), 246, 249.
Johannard (Jules), 189, 197.
Johnson, 37.
Johnson (Lyndon B.), 259.
Jourde, 187, 189.
Jovellanos, 51.
Julien (de la Drôme), 26.

Kamenev (Lev Borissovitch Rosenfeld dit), 232.
Kautsky (Karl-Johannes), 227, 229.
Kennedy (John F.), 253, 259.
Kennedy (Robert), 252, 253.
Kerenski (Alexandre), 250.
Kessel (Patrick), 29, 45.
Kiem (Do), 301.
Kindersley (Lord), 264.
Kireievski, 241.
Kissinger (Henry A.), 253, 254, 255, 256, 264.
Klopicki (Joseph), 64.
Köppen (Karl), 118.
Kosciusko, 63.
Koutouzov, 67.
Kreisky (Bruno), 246, 247, 250, 251.
Krüdener (Mme de), 66.
Kugelmann, 136, 141.
Kun (Bela), 229.

La Barbera (Candelo), 58.
Lacépède (Bernard de), 35.

Lacord, 196.
Lacretelle (Charles de), 22.
Laënnec (René), 39.
La Fayette (Marie-Joseph Mottier de), 72, 93.
Laffite (Jean), 117, 127, 128, 129, 130, 131, 139.
Laffite (Marius), 127.
Laffite (Pierre), 127, 128.
Laffitte (Jacques), 72, 74.
Lafflin (John), 129.
Laffont (Abbé), 47.
Lafon, 154.
Lagarde, 196.
La Harpe, 45, 67.
Lalande (Jérôme de), 35, 37.
Lamarque (Maximilien de, Général), 29, 75.
Lamartine (Alphonse de), 85, 86, 87.
Lambenghi (Luigi Porro), 60.
Lambrecht, 181.
Lamennais (Jean-Marie), 267.
Lamont (Thomas W.), 261.
Lamoricière (Louis de, Général), 85, 153.
Landeck (Bernard), 197.
Langevin (Camille-Pierre), 197.
Lantoine (Albert), 90.
La Rochefoucauld d'Einville (de), 35.
La Rochejaquelein (Louis de), 42.
Laurens (André), 249, 265.
Lavalette, 196.
Lavisse (Ernest), 157.
Lazowski, 26.
Le Bas (Philippe), 90.
Leblanc (Albert-Félix), 197.
Lebœuf (Edmond, Maréchal), 167.
Lebon (Joseph), 26.
Lecanuet (Jean), 295, 301.
Lecointre (Laurent), 22, 26.
Lecomte (Claude-Martin, Général), 186, 187.
Leczinski (Stanislas), 62.
Ledru-Rollin (Alexandre), 15, 78, 81, 85, 86, 145, 147, 150.
Lefebvre (Georges), 24.
Lefebvre (Henri), 225, 242.
Lefebvre-Duruflé, 154.
Le Flô (Aldolphe, Général), 181.
Lefrançais, 191.
Legray, 21.
Lejeune (Max), 15.
Lenine (Vladimir Ilitch Oulianov, dit), 227, 228, 229, 230, 231, 233, 240, 242.
Lepelletier (Félix), 26, 27.
Lera (Enrique), 55, 68.
L'Espée (de), 193.
Lestra (A.), 39, 40, 48.
Lessing (Gotthold Ephraïm), 125.
Le Trocquer (André), 15.
Levacque, 194.
Levi (Louise), 30.
Leyde (Jean de), 18, 19, 29.
Liebnecht (Karl), 229.
Lincoln (Abraham), 131.
Lindet (Robert), 27, 30.
Lindsay (John), 109, 116.
Lloyd (Selwin), 264.
Lonclas, 189.
Longuet, 189, 191.
Louis XIV, 47.
Louis XVI, 29, 47, 125.
Louis XVII le Dauphin, 24.
Louis XVIII, Comte de Provence, 24, 37, 42, 43, 44, 52, 53, 72.
Louis Napoléon, voir Napoléon III.
Louis-Philippe, 43, 72, 73, 74, 79, 81, 84, 85.
Lowett (William), 98.
Lucbert (Manuel), 280, 288, 289, 290, 301.
Lucchesi-Palli, 75.
Ludwig (Karl), 121.
Luns (Joseph M. A.), 252.
Lur-Saluces (Comte de), 41, 42.
Lussy (Ruff Charles, dit), 15.
Luther (Martin), 18.
Luxembourg (Rosa), 229.
Lycurgue, 9.
Lynch (Jean-Baptiste), 42.

Mably (Gabriel Bonnot de), 34, 45.
Mac-Carthy, 41.
McCloy (John), 259, 260.
Mac Mahon (Patrice de, Maréchal), 170, 190.
Madelin (Louis), 52, 68.
Maenchen-Helfen (Otto), 99, 101, 116.
Magnan (Bernard-Pierre, Maréchal), 152, 154, 155, 161, 163, 190.

Maison (Nicolas de, Maréchal), 73.
Malet (Claude-François de, Général), 44, 47, 69.
Maljournal, 196.
Malon (Benoît), 168, 189, 191, 197, 267.
Mansholt (Sicco), 114, 115, 116, 247, 250, 251, 252, 269, 298, 299, 300.
Marat (Jean-Paul), 14, 26, 35.
Marburg (Théodore), 261.
Marchais (Georges), 248.
Maréchal (Sylvain), 27.
Marie (Pierre-Thomas), 86, 88.
Mariel (Pierre), 28, 44, 49, 72, 86, 89, 90, 149, 159, 160, 171, 173, 197.
Marie-Louise d'Autriche, Impératrice, 56.
Marie-Louise d'Espagne, 57.
Maroncelli (Piero), 60, 61.
Marrast (Armand), 76, 87.
Marshall (George C., Général), 263.
Martin (Jean-Louis), 16.
Martin, 180.
Martin-Bernard, 92.
Marty (André), 15.
Marx (Jenny), 135, 137, 140.
Marx (Karl), 15, 17, 25, 28, 45, 97, 99, 100, 101, 102, 103, 105, 106, 107, 108, 111, 112, 113, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 126, 127, 130, 131, 132, 133, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 143, 144, 145, 146, 150, 162, 172, 225, 226, 227, 228, 232, 240, 256, 268, 269.
Masséna (André, Maréchal), 36.
Massis (Henri), 240, 242, 243.
Mathys (Jean), 18.
Matorras (Gregoria), 54.
Matté, 196.
Maupas (Charlemagne), 153.
Mäurer (German), 97, 124.
Maury (Cardinal), 49.
Maximilien d'Autriche, 157, 158.
Mazzini (Giuseppe), 61, 96, 101, 161.
Meaux (Camille de, Vicomte), 193.
Meillet, 191.
Meir (Madame Golda), 246, 247, 248, 249.
Méline (Jules), 188.
Mellinet (Emile, Général), 164, 172.
Merlin de Thionville (Antoine), 22.
Meslin (Michel), 69.
Mesmer, 35.
Metternich (de, Prince), 42, 57, 59, 60, 61, 93, 94.
Meyerbeer (Giacomo), 122.
Michelet (Jules), 86.
Mickiewicz (Adam), 81.
Mikhailovski-Danilevski, 67.
Mill (Stuart), 267.
Millière, 168, 171.
Millis (Walter), 140.
Minichini (Abbé), 58.
Miot, 170.
Mirabeau (Honoré-Gabriel Riquetti de), 14, 35, 93.
Miranda (Francisco), 54.
Mitterand (François), 246, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 258, 269, 273, 276, 295, 296, 299.
Mocquard, 153.
Molé (Louis-Mathieu, Comte), 84, 85.
Molière, 47.
Moll (Joseph), 97, 98, 100, 102.
Mollet (Guy), 15.
Monnet (Jean), 258, 295, 296, 301.
Montalembert (Marc René de), 145.
Montbel (de), 41.
Montbrial (Thierry de), 257.
Montlosier (François de), 39, 43, 48.
Montmorency (Eugène de), 40.
Montmorency (Matthieu de, Duc), 39, 40, 42.
Montmorency-Laval, 40.
Morant (J. de), 265.
Moreau (Edouard), 187.
Morelly (Abbé Jacques), 34, 45, 58, 125.
Morgan (Banque), 177.
Morgan (William), 92.
Morizet (André), 15.
Morny (Charles de, Duc), 150, 152, 153, 154, 155, 156.
Mortier (Edouard, Maréchal), 74.
Mortimore (Emma), 129, 139.
Mortimore (Gleen Edward), 129.
Mortimore (John), 131.
Motono (Baron), 5.
Moulin (Jean), 267.
Mourre (Michel), 9, 14, 16, 38, 69, 173, 239, 265.
Münzer (Thomas), 17.
Murat (André-Pierre), 197.
Murat (Joachim), 25, 36, 37, 57, 159.

Murat (Lucien), 159, 160.
Myrdal (Gunnar), 247, 251, 283.

Nadrimal (Abhorad), 127.
Nadrimal (Maria Zora), 127.
Napoléon Ier (Napoléon Bonaparte, Premier Consul), 25, 36, 39, 43, 44, 46, 47, 48, 60, 63, 72, 93, 94, 147, 234, 239.
Napoléon II (L'Aiglon de Reichstadt, Duc), 147.
Napoléon III (Louis-Napoléon Bonaparte), 61, 89, 90, 143, 147, 148, 149, 150, 152, 153, 155, 156, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 168, 170, 171, 175.
Narychkine, 67.
Négrier (François, Général), 89.
Nenni (Pietro), 247.
Ney (Michel), 37.
Nicolaievsky (Boris), 99, 101, 116.
Nicolas Ier de Russie, 120, 239.
Nicolas II de Russie, 241.
Niel (Adolphe, Maréchal), 166.
Nikone (Patriarche), 240.
Noailles (Alexis de, Comte), 40, 42.
Noir (Victor Yvan Salmon, dit), 168.
North (Gary), 124, 135, 138, 139, 140, 141.

Oborski (Louis), 98.
O'Connor (Feargus Edward), 267.
Oelckers (Théodor), 124.
O'Higgins (Bernado), 54, 55.
Oppenheim, 120.
Ollivier (Emile), 161, 162, 168, 169.
Ollivier (Georges), 36, 46, 53, 68, 72, 73, 87, 89, 90, 158, 173, 194, 197.
Orléans (Louis-Philippe d', Duc de Chartres, puis Duc, dit Philippe-Egalité), 36, 43.
Orléans (Duc d'), 73, 148.
Orléans (Duchesse d'), 85.
Orsini (Félix), 90, 158.
Ostyn, 191, 196.
Oudinot (Nicolas, Maréchal), 145, 150.
Ouvrard (Gabriel-Julien), 53.
Owen (Robert), 10, 11, 125, 249.

Pache (Jean Nicolas), 26.
Pagnerre ou Pagnère, 80, 86, 87.
Palikao, voir Cousin-Montauban.
Pallavicini, 60.
Palm (August), 280.
Palm (Göran), 289.
Palme (Olof), 246, 247, 250, 251, 268, 287, 288, 290, 292, 301.
Palou (Jean), 45, 47, 49, 68.
Paris (Comte de), 85, 180.
Parny (Evariste Desforges de), 35.
Pascal (Blaise), 7.
Paskévitch (Ivan), 64.
Pasqually (Martinez de), 14.
Passedouet (Auguste-Jules), 197.
Paterno (Prince), 58.
Paul Ier de Russie, 67.
Payne (Robert), 133, 140, 141.
Pecchio (Giuseppo), 60.
Pecqueur (Charles), 11, 12, 13, 88, 267.
Pedro Ier du Brésil, 51.
Pelletan (Eugène), 164, 171.
Pellico (Silvio), 60.
Pepe (Général), 58, 59.
Pereire (Frères), 13.
Périer (Casimir), 74, 90.
Perreau (Abbé), 49.
Persigny (Jean de), 153, 159, 160, 162.
Philarète (Evêque), 67.
Philippe-Egalité, voir Orléans.
Philips (Léon), 136, 137, 140.
Philothée (Moine), 241.
Picard (Ernest), 161, 170, 171, 175, 181, 197.
Piconel, 196.
Pie VII, 39, 40, 49, 57.
Pie IX, 145, 150, 163.
Pierre Ier Le Grand de Russie, 62, 107, 225, 234, 235, 239, 240, 241.
Pierre (Henri), 253, 254.
Pietri (Pierre-Marie), 165.
Pilar (del Marcelo), 53.
Pilotell, 197.
Pindy (Louis-Jean), 183, 184, 191, 196.
Pittermann (Bruno), 248.
Platon, 9.
Plekhanov (Gheorghi Valentinovitch), 229.
Polignac (Armand de), 40.
Polignac (Jules de), 40, 42.

POMPIDOU (Georges), 246, 247, 270, 292, 295.
PONIATOWSKI (Stanislas), 62.
PORLIER (Juan Diaz), 52.
POSADAS, 55.
POTHUAU (Louis, Amiral), 181, 186.
PREMIER CONSUL, voir NAPOLÉON Ier.
PRESSBURG (Henriette), 117.
PRINCE-PRÉSIDENT, voir NAPOLÉON III.
PROUDHON (Pierre Joseph), 15, 82, 83, 86, 90, 116, 249, 269.
PROVENCE (Comte de), voir LOUIS XVIII.
PRUDHOMME, 196.
PUYRREDON, 54.
PYAT (Félix), 171, 180, 189, 191, 197.

QUINET (Edgar), 81, 86, 180.
QUINETTE (Nicolas), 29.
QUIROGA (Antonio), 52, 53.

RAMADIER (Paul), 15, 255.
RANC (Arthur), 189.
RANVIER, 191.
RAYNAUD (Jean), 88.
REGNAULT (Général), 89.
RENAN (Ernest), 241.
REYNAUD (Alexis), 123.
RHODES (Cecil), 260, 266.
RICARDO (David), 122.
RICHARD (Albert), 168.
RICHARD (Surveillant .˙.), 48.
RICHARDSON (Elliot), 256.
RIDGWAY (Matthew B.), 261, 262, 263, 264.
RIEGO (Rafaël del), 52, 53, 58.
RIGAULT (Raoul), 187, 189, 190, 196.
RIVADAVIA, 54.
RIOUX (Jean-Pierre), 116.
RIVIÈRE (de), 39.
ROBESPIERRE (Maximilien), 14, 21, 22, 35, 78.
ROCHEFORT (Henri de), 164, 168, 170, 171, 180, 197.
ROCKEFELLER (Nelson), 252, 256.
RODRIGUES (Olinde), 13.
ROËTTIERS DE MONTALEAU, 36.
ROHAN (Charles de, Prince), 35.
ROHAN-CHABOT (Louis de, Duc), 40.
ROME (Roi de), 46.
RONSIN (Père Jésuite), 39.
ROOSEVELT (Clinton), 132.
ROOSEVELT (Franklin D.), 46, 260, 262, 263.
ROSAROLL (Giuseppe), 59.
ROTHSCHILD (Edmond de), 257, 258.
ROTHSCHILD (de, Famille), 91, 187.
ROTTMANN, 18.
ROUCHER (Jean-Antoine), 35.
ROUHER (Eugène), 151, 154.
ROUSSEAU (Jean-Jacques), 9, 11, 14, 19, 33, 34, 269.
ROUX (Jacques), 20, 21.
RUGE (Arnold), 118, 119, 121, 123, 124, 125, 126.
RUMSFELD (Donald H.), 256.
RUSKIN (John), 29, 260.
RYKOV (Alexeï Ivanovitch), 232, 243.

SAIGNE, 178.
SAINT-AGNÈS (Yves de), 291, 300, 301.
SAINT-ARNAUD (Armand Leroy de, Maréchal), 152, 153, 154.
SAINT-GERMAIN (de, TAFFARD dit), 41.
SAINT-GÉRY (de), 41.
SAINT-MARTIN (Louis Claude de), 10, 11, 14, 19.
SAINT-SIMON (Claude Henry de, Comte), 13, 24, 73, 125, 249, 267, 269.
SALM (de, Prince), 35.
SALMON (Yvan), voir NOIR (Victor).
SAN MARTIN (José de), 53, 54, 55, 56, 68.
SANTAROSA (Annibale Santorre de, Comte), 60.
SARAGAT (Giuseppe), 247.
SAUNIER (Jean), 35.
SAUREL (Louis), 30.
SAVOIE (Clotilde de), 160.
SAY (Jean-Baptiste), 249.
SCHAPPER (Karl), 92, 97, 102.
SCHMIDT, 247.
SCHMIDT (Helmut), 268.
SCHNEIDER (Eugène), 170.
SCHOELCHER (Victor), 154.
SCHWARZSCHILD (Léopold), 132, 140.
SCOWCROFT (Brent, Général), 256.
SEBASTIANI (Maréchal), 73, 81.
SEIGNOBOS (Charles), 157.
SEPER (Franjo, Cardinal), 69.

SERRAILLIER, 189, 191.
SERVAN - SCHREIBER (Jean - Jacques), 247, 275, 301.
SÈZE (Raymond de), 35.
SHACKLETON (Lord), 264.
SICARD, 189.
SIÉYÈS (Emmanuel-Joseph de), 23, 35.
SILVATI, 58.
SIMON (Jules), 156, 162, 171, 175, 186.
SIMON (Vénérable .˙.), 48.
SISMONDI (Jean-Charles de), 11, 13.
SNYDER (Révérend G. W.), 45, 93.
SOBOUL (Albert), 24, 28, 29, 30, 34, 45, 109, 110, 116.
SOLAGES (Mme de), 41.
SOLANO, 54.
SORSA (Kalevi), 246.
SOULT (Nicolas, Maréchal), 42, 76.
SOUVOROV (Alexandre, Général), 67.
SPAAK (Paul-Henri), 252.
SPEED (Josuah), 131.
SPÉRANSKI, 68.
SPINOLA (Antonio de, Général), 250.
STALINE (Joseph Djougachvili, dit), 231, 232, 233, 234, 239, 242, 243, 262.
STANG (Alan), 35, 46, 92, 93, 101, 102, 109, 114, 115, 116, 140.
STEAD (William T.), 260.
STETTINIUS (Edward R.), 263.
STILLMANN (Edmund), 301.
STIMSON (Henry L.), 259.
STOLERU (Lionel), 257, 258.
STRÄNG (Gunnar), 290, 291.

TALLEYRAND (Charles Maurice de), 25, 42.
TALLIEN (Jean Lambert), 22, 24, 29.
TCHAADIEV (Piotr Iakovlévitch), 240.
TEMPLER (Sir Gerald), 264.
TESTE (Jean-Baptiste), 81.
THEISZ (Fréderic-Félix), 191, 197.
THIERRY (Augustin), 13.
THIERS (Adolphe), 79, 80, 85, 153, 156, 162, 167, 168, 175, 177, 180, 181, 185, 186, 189, 191, 194, 195.
THIRIFOCQ, 194.
THOMAS (Clément, Général), 187.
THOREZ (Maurice), 140.
THORIGNY (de), 154.
THOUVENEL (Edouard), 162.
THUY (Xuan), 250.
TIRARD, 180, 188.
TOLAIN, 180.
TOLSTOÏ (Léon), 67.
TOMSKY, 232, 243.
TOUKHATCHEVSKI (Mikhaïl Nicolaïevitch, Maréchal), 243.
TRIDON, 191.
TRINQUET, 189.
TROCHU (Louis-Jules, Général), 170, 179.
TROTSKY (Lev Davidovitch Bronstein, dit), 230, 231, 240, 243.
TSCHECH, 125.
TUCHMAN (Barbara, Mrs.), 19, 29.
TURGOT, 154.

URI (Pierre), 257, 258.
USCATESCO (George), 233, 234, 239, 242, 243.
UYL (Joop Van der), 247, 251, 253.

VADIER (Marc), 23.
VAILLANT (Edouard), 187, 189.
VALENTIN (Edmond), 193.
VALIN (Général), 52.
VALLÈS (Jules), 184, 189, 191, 196, 197.
VARENNE (Alexandre), 15.
VARLET, 21.
VARLIN (Louis-Eugène), 168, 183, 184, 187, 191, 196, 197.
VAUBAN, 109.
VAUDREY (Colonel), 77.
VENNARD (Wicliffe), 132, 140.
VERLET (H.), 196.
VERMERSCH, 197.
VERMOREL (Auguste), 191.
VERNET (Horace), 35.
VIARD, 189, 196.
VIATOR (C. S.), 173.
VIBRAYE (Victor de), 40.
VICTOR-EMMANUEL Ier d'Italie, 56, 59.
VICTOR-EMMANUEL II d'Italie, 158, 160, 161, 164, 165.
VIDAL, 88.
VIDALENC (Jean), 52, 68.
VIDOCQ, 75.
VILLÈLE (Joseph de, Comte), 41, 51.
VILLEMAREST (Pierre de), 254, 255, 258, 265.

Vinde (Pierre), 272, 273, 279.
Vinoy (Joseph, Général), 184, 185, 186, 197.
Virieu (de), 36.
Vitrolles (Eugène d'Arnaud de, Baron), 42.
Voltaire, 9, 234.
Vuillaume, 197.

Waldeck (François de), 18.
Wallenberg (Marc), 300.
Washington (George), 35, 45, 46, 129.
Weber (G.), 124.
Weerth (Georg), 124.
Weishaupt (Adam), 14, 19, 28, 36, 49, 92, 102, 103, 112, 115, 129, 132.
Weissenbach (Georg), 97.
Weitling (Wilhelm), 97, 99.
Wellington, 37, 42, 53.
Westphalen (Mme von), 135.
Westphalen (Jenny von), 118, 120, cf. Marx Jenny.
Willermoz (Jean-Baptiste), 14.
Wilson (Harold), 246, 248.
Wolff (Wilhelm), 136, 137.
Wurtemberg (Catherine de), 160.

You (Dominique), 128.

Zinoviev (Grigori Ievséïévitch), 232, 242.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos 7

Chapitre I. — Babeuf, théoricien du Communisme 17

Chapitre II. — Le Communisme Révolutionnaire 31

Chapitre III. — La Première « Décolonisation » 51
I. — L'Espagne 51
II. — L'Italie 56
III. — La Pologne 62

Chapitre IV. — Scénario révolutionnaire type 71
L'action des Sociétés Secrètes en France 72
La « Campagne des Banquets » 77
Des Défilés à la Révolution 83
« Is Fecit Cui Prodest » 86
Tentatives de socialisation 88

Chapitre V. — La Ligue des Communistes 91
De La Tugenbund à la Ligue des Communistes 92
Le « Manifeste du Parti Communiste » 101

Chapitre VI. — Les origines capitalistes du Marxisme 117

Chapitre VII. — La « Serre chaude de la Révolution » .. 143
Les Etapes du Coup d'Etat 146
Le Coup d'Etat du 2 décembre 150

« Napoléon le Petit » 156
Les Sociétés secrètes sous le Second Empire 158
La Révolution devant l'ennemi 169

Chapitre VIII. — Le Siège et la Commune 175
La Commune 181
Les Responsables de la Commune 193

Chapitre IX. — Les Internationales 199
La Première Internationale 203
La Première Internationale en France 207
La Deuxième Internationale 212
La Troisième Internationale 222
La Quatrième Internationale 223
L'Internationale de Pékin 223

Chapitre X. — L'U.R.S.S. et le Testament de Pierre le Grand 225
Le « Déviationnisme » soviétique 226
Le Messianisme soviétique 232

Chapitre XI. — L'Internationale socialiste 245
Une explication 252
L'internationale socialiste, fourrier du Gouvernement mondial 259

Chapitre XII. — Le Socialisme a la Suédoise 267
Le Mythe suédois 270
Le Revers de la Médaille 280
Vers la Présidence des Etats-Unis d'Europe ? 296

Conclusions 303

Il a été tiré de cet ouvrage 600 exemplaires reliés toile :

— 50 exemplaires, hors commerce, dont :
12 exemplaires réservés à l'éditeur, marqués de A à L;
8 exemplaires réservés à l'auteur, marqués de M à T;
30 exemplaires, réservés aux collaborateurs de la Revue *Lecture et Tradition*, marqués de 1 à 30;

— 550 exemplaires, numérotés de 31 à 580,

le tout constituant l'édition originale.

Ce volume est le vingt-deuxième édité par Jean Auguy, éditeur, sous la marque « Editions de Chiré ».

I.S.B.N. : 2-85190-019-6.
I.S.B.N. Edition originale : 2-85190-020-X.

Soulisse et Cassegrain
Imprimeurs
Niort
Dép. lég. : n° 1455.

DIFFUSION
DE LA PENSÉE FRANÇAISE
CHIRÉ-EN-MONTREUIL, 86190 VOUILLÉ

Colonel P. CHATEAU-JOBERT

— Doctrine d'Action contrerévolutionnaire.
— Manifeste Politique et Social (2e édition).
— La Confrontation Révolution-Contrerévolution.

Abbé BARRUEL (1741-1820)

— Mémoires pour servir à l'Histoire du Jacobinisme (réédition 1974).

LÉON DE PONCINS

— La Franc-Maçonnerie d'après ses documents secrets (5e édition).
— Top Secret, secrets d'état anglo-américains.
— Histoire du Communisme, de Lénine à la Deuxième Guerre Mondiale (3e édition).
— Christianisme et Franc-Maçonnerie (2e édition).

Présenté par CLAUDE MOUTON

— La Contrerévolution en Algérie. Le Combat de Robert Martel (2e édition).

MARIE CARRÉ

— J'ai choisi l'Unité (4e édition).
— ES 1025 ou les Mémoires d'un anti-apôtre (3e édition).
— La Messe, Lettre ouverte à Jésus de Nazareth en Galilée.

Marquis DE LA FRANQUERIE

— L'Infaillibilité Pontificale (2e édition).

DANIÈLE MASSON

— Sisyphe ou l'illusion d'optique.

CLAUDE MOUTON
et HENRI GUILLEMAIN

— Le Moyen du Salut, introduction au Message de Loublande.

ROGER LE BÉON

— Le Syndicalisme politique en accusation.

JACQUES PLONCARD D'ASSAC

— L'Eglise occupée.

Si le public, inquiet de la situation tragique de notre monde actuel, se laisse prendre aux sophismes des politiciens professionnels qui ont créé et qui exploitent cet état de choses, c'est parce qu'il manque totalement de *formation politique*.

Or, *la politique est un jeu qui ne s'improvise pas :* il demande un long apprentissage, une curiosité d'information toujours en éveil, un exercice constant de l'esprit critique.

Jacques Bordiot s'est précisément donné pour tâche d'éveiller, chez les jeunes en particulier, le goût de cette formation politique, en proposant un fil conducteur pour la recherche individuelle — indispensable, car l'expérience des uns n'a jamais suppléé celle des autres.

Dans *Une main cachée dirige...*, il a tenté la synthèse de l'action permanente de la Haute Finance internationale — le « *Système* » — pour la réalisation du vieux rêve messianique d'un Empire universel, sous l'autorité d'une oligarchie apatride, en utilisant à cet effet l'agitation sociale, la subversion et jusqu'à la guerre internationale. Et il esquissait en même temps les grandes lignes de la collusion entre le *Système* et les sociétés secrètes pour l'avènement du Gouvernement Mondial.

C'est à l'étude développée de cette collusion que Jacques Bordiot a consacré *Le Pouvoir occulte fourrier du Communisme.*

Il démontre que, au cours de l'Histoire contemporaine, les sociétés secrètes, avec l'appui de la Haute Finance cosmopolite, se sont acharnées à saper toutes les puissances occidentales, notamment en provoquant et en finançant la création du marxisme, puis en apportant leur soutien politique, économique et financier à l'Union soviétique, sans lequel elle se serait effondrée depuis longtemps.

Il établit la collusion entre le socialisme et les puissances de l'argent — ce qu'il appelle le « capital-socialisme ».

Enfin, il prouve l'illusion du « socialisme à la suédoise », qui, à en en croire ses partisans de la technocratie française, « le paradis socialiste », mais dont la toute récente actualité vient de confirmer l'imposture.

Editions de Chiré

Le Pouvoir occulte
IX BORDIOT JACQUES
10
00006132